ROGER GARAUDY

L'AVENIR : MODE D'EMPLOI

AAARGH

Ce livre de Roger Garaudy, *L'avenir : mode d'emploi*, a été édité en 1998 par les éditions Vent du Large et se trouve en librairie (ISBN : 2-912341-15-9). On peut s'adresser, au choix, à l'éditeur, 1 av. Alphand, 75116, Paris ; à la Librairie de l'Orient, 18 rue des Fossés Saint Bernard, 75005, Tel. : 01 40 51 85 33, Fax : 01 40 46 06 46 ; ou à l'Association Roger Garaudy pour le dialogue des civilisations, 69 rue de Sucy, 94430 Chennevières sur Marne.

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES

I — Trajectoire d'un siècle et d'une vie

1 — Avoir vécu un siècle en feu

2 — Les rencontres sur *le chemin d'en haut*

3 — 1968 : Soyons raisonnables : demandons l'impossible

4 — Philosophie de l'**Etre** et philosophie de l'**Acte**

II — L'Occident est un accident (ses trois sécessions)

1re sécession : de Socrate à la Renaissance

2e sécession : les trois postulats de la mort

a) — d'Adam Smith au monothéisme du marché. (De la philosophie anglaise)
b) — de Descartes à l'ordinanthrope. (De la philosophie française)
c) — de Faust au monde du non-sens. (De la philosophie allemande)

3e sécession :

a) — Les Etats-Unis, avant-garde de la décadence
b) — Les Etats-Unis, colonie d'Israël

III — Une autre voie était possible

a) — Les précurseurs : de Joachim de Flore au cardinal de Cues
b) — Les occasions manquées : de Thomas More à Montaigne

IV — L'avenir a déjà commencé

Graines d’espoir :

— Le réveil de l’Asie : *la nouvelle route de la soie*

— Le réveil de l'Amérique latine : la civilisation des tropiques

Bibliographie

Introduction

Le but de ce livre : Arrêter la marche au chaos

Le XXe siècle est derrière nous, avec ses incendies ses ruines, ses déserts.

Le XXIe siècle, s'il continue cette marche au chaos, ne durera pas cent ans.

Que faire ?

Ce livre essaie d'apporter un commencement de réponse à cette question : comment bâtir le XXIe siècle pour qu'il n'assassine pas nos petits enfants ?

Nous ne sous-estimons pas l'immensité de la tâche. Nous vivons l'angoisse de tout un cycle historique où l'Occident a cru constituer la seule culture et la seule civilisation et, en sa qualité de *peuple élu*, imposer au monde sa domination.

Il faut donc retrouver le moment où s'est produite l'erreur d'aiguillage, et les successives catastrophes qui en ont résulté : trois sécessions de l'Occident conduisent à un ***monde cassé.***

Deux millénaires à repenser et un troisième à bâtir pour en créer l'unité.

Une entreprise folle ! Oui, mais qu'il est nécessaire d'aborder au moment où **la sagesse des sages** nous a conduits au bord du gouffre.

Prendre conscience de l'absurdité de ce qui est, et de ce que l'on peut faire pour retrouver un sens à nos vies, un sens à notre monde.

- Mais, direz-vous, ce n'est pas mon métier d'être philosophe !

- Ni le mien d'être veilleur de nuit. Mais j'ai vu le feu prendre aux maisons voisines et la tempête le pousser vers vous.

Alors, ayant vécu la totalité du siècle maudit, je n'ai pas voulu mourir sans pousser ce cri d'éveil. **Debout** ! Ouvrez vos yeux. Il les faut clairs pour voir l'horizon. Il faut aussi des mains pour empoigner la barre, tourner le dos à la nuit, et n'attendre pas midi pour croire au soleil.

I

D'où vient le danger de mort du XXIe siècle ?

Le problème central de cette fin de siècle est celui de l'unité du monde. C'est un monde interdépendant, et un monde cassé. Contradiction mortelle.

Interdépendant, car lorsqu'il est militairement possible à partir de n'importe quelle base d'atteindre n'importe quelle cible; lorsqu'un krach boursier à Londres, à Tokyo ou à New-York entraîne crise et chômage en tous les points du monde; lorsque par télévision et satellite toutes les formes de culture ou d'inculture sont présentes sur tous les continents, aucun problème ne peut être résolu de façon isolée et indépendante ni à l'échelle d'une nation, ni même à celle d'un continent.

Cassé parce que, du point de vue économique (selon le rapport du Programme de développement des Nations Unies de 1992) 80 % des ressources de la planète sont contrôlées et consommées par 20 %. **Cette *croissance* du monde occidental coûte au monde, par la malnutrition ou la faim, l'équivalent de morts de un Hiroshima tous les deux jours.**

* * *

Trois problèmes majeurs semblent à l'heure actuelle insolubles : **celui de la faim, celui du chômage, celui de l'immigration**. Les trois n'en font-ils pas qu'un ? Tant que trois milliards d'êtres humains sur cinq demeurent insolvables, peut-on parler d'un marché mondial ? ou d'un marché entre occidentaux correspondant à leurs besoins et à leur culture et exportant dans le Tiers-monde leurs surplus ? Faut-il admettre l'inéluctabilité de ce déséquilibre et accepter cette réalité qui engendre les exclusions, les violences, les nationalismes, les intégrismes, sans remettre en question les fondements de l'actuel désordre ?

* * *

Une époque historique est en train de mourir : celle qui fut dominée, depuis cinq siècles, par l'Occident (le pays où le soleil se couche, selon l'étymologie).

Une autre est en train de naître, du côté où le soleil se lève : l'Orient.

Le cycle, commencé à la Renaissance, arrivait, par la logique de son développement, à son terme, par la domination d'un seul, comme il advint de tous les pillards : de l'empire romain à celui de Napoléon ou d'Hitler, de celui de Charles Quint ou de l'empire britannique qui, tous, crurent invincibles leurs **armadas** et éternelles leurs hégémonies.

Aujourd'hui, seuls les **géopoliticiens** des services spéciaux américains et de leurs maîtres, peuvent essayer de nous masquer la réalité profonde de cette fin de millénaire : nous sommes témoins de la décadence et de l'agonie du **dernier empire**.

Comment se caractérise, objectivement, cette décadence ? L'événement le plus significatif de cette deuxième partie du XXe siècle ce n'est pas l'implosion de l'Union soviétique, caricature de socialisme et du marxisme, c'est la faillite du capitalisme après une domination d'un demi millénaire sur un monde qu'il conduit aujourd'hui, si l'on n'en stoppe la course à la mort, vers un suicide planétaire.

Pourquoi ?

Parce que le capital, amassé d'abord par cinq siècles de brigandage colonial, puis limité aux investissements dans les pays sur-industrialisés de la vieille Europe, même en y créant, par la publicité et le marketing, les besoins les plus artificiels, et les plus nocifs, ce capital, créateur à ses origines en s'investissant dans des entreprises de production ou de services réels, est devenu un capital spéculatif, c'est à dire purement parasitaire.

L'argent ne sert plus à créer des marchandises mais à créer de l'argent.

Maurice Allais (prix Nobel d'économie) se fondant sur les données de la Banque internationale pour le développement, a montré que les flux financiers correspondant à des spéculations boursières sur les devises, les matières premières ou les **produits dérivés** (assurance sur les risques spéculatifs), sont aujourd'hui quarante fois supérieurs aux investissements et aux transactions correspondant à **l'économie réelle,** c'est à dire à la production des marchandises ou des services. **En langage simple : l'on gagne ainsi (à condition d'en avoir les cautions bancaires ou les moyens financiers) 40 fois plus à spéculer qu'à travailler.**

Il ne saurait y avoir de meilleur critère objectif de la décadence que celui-là : le travail créateur ne sert plus au développement de l'homme, de tous les hommes, mais au gonflement d'une bulle financière pour une infime minorité qui n'a plus d'autre finalité que l'accroissement de cette bulle. Les problèmes du sens du travail, de la création, de la vie, ne s'y posent plus.

Le sens même des mots se trouve perverti. L'on continue d'appeler progrès une aveugle dérive, conduisant à la destruction de la nature et des hommes.

L'on appelle démocratie la plus redoutable rupture qu'ait connu l'histoire entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas.

L'on appelle liberté un système qui, sous prétexte de libre échange et de liberté du marché, permet aux plus forts d'imposer la plus inhumaine des dictatures : celle qui leur permet de dévorer les plus faibles.

L'on appelle **mondialisation** non pas un mouvement qui, par une participation de toutes les cultures, conduirait à une unité symphonique du monde, mais au contraire à une division croissante entre le Nord et le Sud découlant d'une unité impériale et

niveleuse, détruisant la diversité des civilisations et de leurs apports pour imposer l'inculture des prétendants à la maîtrise de la planète[1].

L'on appelle **développement** une croissance économique sans fin produisant de plus en plus vite n'importe quoi : utile, inutile, nuisible ou même mortel, comme les armements ou la drogue, et non pas le développement des possibilités humaines, créatrices, de l'homme et de tout homme.

Dans un tel non-sens s'impliquent mutuellement le chômage des uns qui ne peuvent plus produire parce que les deux tiers du monde ne peuvent plus consommer, même pour leur survie. L'immigration des plus démunis est le passage du monde de la faim à celui du chômage et de l'exclusion.

L'erreur d'aiguillage fut commise il y a cinq siècles lorsqu'avec la faim de l'or et l'ivresse de la technique pour la technique, pour la domination de la nature et des hommes, est née une vie sans but, une véritable religion des moyens qui arrive aujourd'hui à son terme : le monothéisme du marché, générant une polarisation croissante de la richesse spéculative, sinon maffieuse, d'une minorité, et de la misère des multitudes.

* * *

Il est encore temps de vivre, mais au prix d'une grande inversion. Les maîtres de notre provisoire chaos ne nous parlent que de nous adapter (c'est à dire de nous soumettre) à ces dérives d'un monde sans homme, d'hommes sans projets, sans finalité humaine, alors qu'une renaissance ou même une simple survie de l'humanité exige non pas une adaptation à ce destin de mort, mais une rupture radicale avec lui. Au réalisme assassin et fataliste, nous n'échapperons que par la militance de l'espoir.

Au lieu de considérer l'actuelle logique économique de Maastricht, de l'Euro, et de l'économie de marché, comme un destin, il s'agit de rompre avec cette logique, c'est à dire passer de la logique de la spéculation à la logique de la production et de la création humaines à l'échelle du monde total et non d'une Europe, hier coloniale et aujourd'hui vassale, mais toujours usurière par son exploitation des dettes d'un monde qu'elle a sous-développé au profit de son propre développement déshumanisé.

* * *

1) — La planète est malade : un monde cassé

Le mode de croissance occidental coûte au Tiers-Monde l'équivalent de morts d'un Hiroshima tous les deux jours. Répétons-le car ceci doit être le point de départ de toute pensée politique.

La cause majeure de cette gestion désastreuse de la Terre, c'est une **économie de marché** sans limite qui, n'ayant pas pour but de satisfaire les besoins mais de maximiser les profits, ne répond qu'aux besoins solvables. Son objectif premier est de

---

[1] Voir mon livre : *Les Etats-Unis, avant-garde de la décadence,* Ed. Vent du Large, 1997.

soutenir les prix en réduisant la culture des céréales, en payant les éleveurs pour produire moins de lait, en étendant les friches.

Par le jeu du même système l'inégalité grandit, même dans les pays riches. En 1991, 5% des américains détiennent 90 % du patrimoine national. Trente cinq millions de citoyens y vivent au dessous du seuil de pauvreté (l'équivalent de cinq mille francs par mois pour une famille de quatre personnes). Aux Etats-Unis un enfant sur huit ne mange pas à sa faim.

En France 6% de la population dispose de 50% du patrimoine; 94% se partagent l'autre moitié.[1]

Une minorité de 20% détient :

— 82,7% du produit national brut mondial. (Les 20% les plus pauvres de 1,4% de ce revenu.)
— 81,2% du commerce mondial.
— 94,6% de tous les prêts commerciaux.
— 80,6% des économies.
— 80,5% des investissements.
— 94% de la recherche-développement.
(Source : *Programme de développement des Nations Unies* (PNUD), rapport de 1991.)

Un milliard et demi de personnes vivent en condition de pauvreté absolue (c'est à dire ne peuvent se procurer le nombre de calories nécessaires à l'alimentation) avec moins d'un dollar par jour (chiffre du PNUD en 1997).

13,5 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts de malnutrition ou de faim en 1996, dont treize dans le tiers-monde. (Source : UNICEF, *Le Progrès des Nations* 1993 et 1996.)

Espérance de vie :

— 76 ans en Amérique du Nord
— 53 ans en Afrique

1 médecin pour 674 habitants en Suisse

1 médecin pour 57.300 habitants au Burkina Faso.

(Source : PNUD, *Rapport sur le développement humain*, 1992.)

La cassure continue à s'accroître entre le Nord et le Sud

En trente ans l'écart entre les pays pauvres et les pays riches est passé de : 1 à 30 à 1 à 150. (Source : PNUD, 1992)

[1] Données statistiques de la France.

Tel est le résultat de ce qu'il est convenu d'appeler : les trois décennies du développement (1950-1980).

Cette chute se poursuit : était sous alimentée 33% de la population du Tiers-monde en 1980, et 37 % en 1988. (Source : UNICEF, *Situation mondiale de l'enfance,* 1990.)

Les échanges inégaux

En 1954 il suffisait à un Brésilien de 14 sacs de café pour acheter aux Etats-Unis une Jeep. En 1962, il lui en fallait déjà 39. En 1964 un Jamaïcain achetait un tracteur américain avec 680 tonnes de sucre, en 1968 avec 3.500 tonnes. Les pays pauvres continuent de subventionner les pays riches. Le PNUD note : "De 1989 à 1991, l'indice pondéré d'un groupe de 33 produits de base (hors énergie) a pratiquement diminué de moitié, de l'indice 105 à l'indice 57. Entre 1989 et 1991, les prix d'exportation des produits de base des PED (pays en développement) ont baissé de 20%. En 1991, les prix du café et du thé en valeur réelle étaient à leur niveau le plus bas depuis 1950."

Entre 1970 et 1987 les produits nationaux bruts (P.N.B.) :

— ont diminué de 9 dollars en moyenne dans les pays sous-développés.
— ont augmenté de 2,71 dollars dans les pays occidentaux industrialisés.
(Source : Banque mondiale, *Rapport sur le développement mondial,* 1989, Cahier IV, p. 188-189.)

Commencer l'avenir c'est d'abord inverser ces dérives de la mort en ouvrant aux richesses de la terre et aux créations des hommes, non plus les perspectives de la spéculation stérile mais de l'investissement productif pour créer les infrastructures nécessaires au développement de l'homme et de tout homme, à l'inverse des dépendances coloniales et post-coloniales qui polarisent la richesse et la misère, en des proportions férocement inégales. Les Wall Street de New York ou les City de Londres, utilisent le reste du monde comme fournisseur de matières premières et de main d'œuvre à bon marché, pour bâtir, à des milliers de kilomètres, quelques îlots de paradis artificiels.

Telle est l'alternative de la vie.

Substituer à la spéculation le travail créateur au service de tous : ce projet prométhéen, remodelant la terre, métamorphosant les deux tiers du monde, peut seul mettre un terme au chômage des uns et à la famine des autres.

En finir avec la rupture du monde entre un Nord, avec ses minorités florissantes, et un Sud dépouillé de ses richesses par les rapaces dégénérés de banques transformées en casinos jouant sur le taux des devises, des matières premières, ou des produits dérivés.

Continuer l'histoire de l'humanisation de l'homme en ne fabriquant plus des systèmes économiques accroissant les inégalités parce que la richesse des uns ne peut naître que de l'appauvrissement des autres, créant ainsi un univers difforme composé de quelques centaines d'élus et de milliards d'exclus, avec la masse informe, entre les deux, de ceux qui sont condamnés à un travail dépourvu de sens pour se procurer, par

une augmentation quantitative de la consommation, un bonheur de supermarché comme ersatz d'une vie désormais sans but.

Appellera-t-on le monde en naissance un socialisme ou un régime d'un autre nom ? Ce n'est pas là le problème : il s'agit d'abord d'en finir avec un individualisme prédateur qui réduit à l'exclusion, à la famine, au chômage, au désespoir, à une vie sans horizon, une masse croissante d'êtres humains, de moins en moins humains, de plus en plus manipulés par les médias et réduits au néant par les maîtres du chaos.

Notre but premier est de passer de cet individualisme à une communauté véritable, c'est à dire mondiale, où chacun se considère comme responsable de l'avenir de tous les autres.

Le système actuel fonctionne à sens unique : protéger le marché américain, et lui ouvrir les marchés du monde entier.

Cette satellisation politique, matérielle et morale de l'Europe, a fait entrer le monde dans une étape nouvelle du colonialisme. La puissance de l'Est et de l'Europe étant mises hors-jeu ou vassalisées, le champ est libre pour un colonialisme de type nouveau : un colonialisme qui n'est plus celui des impérialismes rivaux de l'Europe, désormais soumise, mais un colonialisme centralisé et totalitaire, à l'échelle mondiale, sous hégémonie américaine.

Ce que Bush appelait le Nouvel Ordre mondial, c'est l'extension et le renforcement de ces rapports colonialistes entre une métropole désormais unique et le reste du monde. Rapports colonialistes cela signifie: dépendance économique, militaire et politique permettant aux dominants, soit de faire de leur colonie un appendice de l'économie de la métropole, soit d'imposer des règles d'échange et de tarifs douaniers unilatéralement favorables au dominateur.

Tel est **l'objectif** maintes fois proclamé par les dirigeants américains, surtout au cours des dernières années (depuis l'effondrement de l'Union soviétique) : **assurer l'hégémonie mondiale des Etats-Unis**.

Quels sont les moyens mis en œuvre ?

Le mécanisme est simple : l'on accorde des investissements, des prêts, et même des dons, aux pays pauvres — en principe pour les aider à s'industrialiser — en réalité pour permettre aux multinationales du Nord d'accroître leurs profits en s'implantant dans des pays où la main d'œuvre est bon marché et où les infrastructures sont payées par les gouvernements dépendants. En même temps les prix des matières premières venues de ces pays sont abaissés, rendant ainsi les échanges de plus en plus inégaux.

Le paiement des intérêts de la dette représente plusieurs fois le capital reçu. Chaque dollar donné en a rapporté deux ou trois au donateur, et le paiement des intérêts équivaut le plus souvent à la totalité des exportations, rendant ainsi tout développement impossible. Il ne s'agit donc pas de pays en voie de développement, ainsi qu'on les appelle hypocritement, mais de pays condamnés à une misère croissante par une dépendance croissante.

La prétendue aide aux pays du tiers monde est un des facteurs les plus efficaces de leur régression.

La discrimination à l'égard du tiers monde en ce qui concerne toutes les formes d'aide est significative : l'aide reçue par le bastion avancé de l'Occident, Israël, est telle qu'avec un millième de la population mondiale, il reçoit un dixième de l'aide totale, soit cent fois plus, par habitant, que les pays du tiers monde.

L'industrialisation des pays du Tiers-Monde et les transferts de technologie sont un autre moyen de domination et d'accroissement des profits pour les pays riches.

Le procédé le plus sûr est l'instauration d'une dictature militaire. Le pouvoir impérial des Etats-Unis s'exerce d'abord à travers les multinationales : quand la menace d'un pouvoir socialiste se précisa au Chili, un mémorandum de l'I.T.T. proposa d'appliquer des pressions économiques afin d'obtenir l'effondrement du régime.

Cette méthode n'exclut pas l'intervention militaire directe de l'armée américaine, comme au Guatemala en 1954, pour y sauver les intérêts de l'United Fruit, à Cuba où Kennedy organisa, en 1961, le débarquement de la Baie des cochons avec les partisans émigrés de l'ancien dictateur Batista; en 1964, en Guyane britannique; en 1965 dans la République dominicaine; et, plus près de nous, la Grenade et Panama.

Mais il est plus efficace encore de faciliter l'arrivée au pouvoir, dans chaque pays, d'une dictature militaire : au nom de la doctrine américaine de la sécurité nationale contre le communisme au temps de la puissance soviétique, l'on pouvait ainsi faire croire aux peuples, en les enchaînant aux Etats-Unis, qu'ils défendaient la démocratie et l'indépendance nationale. C'est ainsi que les généraux purent régner au Brésil depuis Castelo Branco en 1964 jusqu'à Geisel.

Sous leur règne, par le jeu combiné d'une industrialisation pharaonique réalisée par les multinationales américaines, et d'un armement permettant d'exercer la répression et la terreur contre le peuple, la dette ne cessa de croître : par exemple, de 1972 à 1982, elle passa de douze à soixante milliards de dollars, multipliée par cinq en dix ans : "Rien de tel qu'une dictature militaire pour saigner un pays à blanc."[1]

Sur la dette de l'Argentine, de cinquante-quatre milliards de dollars, dix milliards ont été consacrés à l'armement sous le régime des généraux. Le remboursement de la dette et l'achat d'armes, avant la présidence d'Alan Garcia, représentaient 50% du budget péruvien. Le record était détenu par le Chili du général Pinochet, avec mille cinq cents dollars de dette par habitant.

Mais Pinochet détenait un autre record : celui du libéralisme. En bon fidéicommis de la grande démocratie américaine, il avait réalisé la plus totale liberté de l'économie de marché (y compris le marché des monnaies) par un système de privatisation total, créant ainsi les conditions idéales, grâce à une répression forcenée contre son peuple, de la liberté, pour les multinationales dominantes américaines, de régenter l'économie du pays.

---

[1] Susan George, *Jusqu'au cou*, Ed. de la Découverte, p. 39.

Grâce à ces dictatures militaires la dépendance économique de l'Amérique latine à l'égard des Etats-Unis devenait irréversible, et, avec elle, la dépendance politique en raison de la puissance de la pression économique sur les pouvoirs par le refus des prêts ou des investissements.

Désormais, les Etats-Unis pouvaient poursuivre leurs fins : la liberté du marché, par d'autres moyens que la dictature militaire.

Il était possible d'accepter des dirigeants élus, en faisant la relève de la répression par la corruption : ainsi furent acceptés au pouvoir des dirigeants élus comme Collor au Brésil ou Menem en Argentine. Prenant le relais des généraux on leur demandait seulement de payer leurs dettes et d'oublier leurs crimes.

Le règne du Fonds Monétaire international (F.M.I.) pouvait se perpétuer sans risque dans des pays enchaînés par la dette et dont l'économie était aux mains de firmes étrangères.

Le F.M.I. peut donc impunément imposer non seulement au tiers-monde, et, dans la perspective, au monde entier, le mode de développement le plus conforme aux intérêts de la métropole mondiale : développement des monocultures et des monoproductions, recul des cultures vivrières et des artisanats autochtones de subsistance, dépendance, exploitation accrue de la main-d'œuvre, aggravation de la dette du fait de l'importation grandissante.

La défense du droit international et de la démocratie, sont aussi d'autres noms pour masquer les interventions, les ingérences de ce nouveau colonialisme.

Les massacres du Golfe en sont l'illustration la plus éclatante. Défendre le Koweït c'était défendre le droit et la démocratie.

Le droit est celui du plus fort : le Koweït n'a jamais été un Etat indépendant jusqu'en 1961 où, sous la menace d'une intervention militaire, le gouvernement anglais l'a arraché à l'Irak dont le président d'alors, le général Kassem, avait décidé de retirer aux occidentaux de l'Irak Petroleum les concessions qui leur attribuaient 94 % du territoire national. Les Anglais enlevaient ainsi la moitié de la production pétrolière de l'Irak et tout accès de l'Irak à la mer pour en écouler le reste. Bien entendu l'Angleterre fit entrer son protégé aux Nations-Unies pour rendre irréversible sa dernière rapine coloniale.

La défense du droit, en 1990, était la reprise, à une échelle beaucoup plus grande, de l'opération coloniale anglaise de 1961, et la volonté de maintenir le statu-quo.

Ceci après avoir déversé sur l'Irak, au cours de la guerre, l'équivalent d'explosifs de quatre Hiroshima, tuant, selon le chiffre minimal retenu par la Croix-Rouge Internationale, 210.000 personnes.

Tel est le bilan de la Défense du droit international, fonctionnant à sens unique : elle s'applique, par exemple, impitoyablement à l'annexion du Koweït, et oublie l'annexion de Jérusalem. Il est vrai que Jérusalem n'est qu'une ville sainte, mais Koweït City est une ville mille fois sainte puisqu'elle est entourée de puits de pétrole !

La méthode, appliquée pour l'Irak, est celle de la destruction massive afin de faire un exemple dissuasif pour tout le tiers-monde, notamment pour l'Iran et la Libye, cibles les plus probables puisque ce sont les derniers pays au monde disposant de ressources pétrolières qui échappent encore au contrôle américain.

Une autre méthode, moins coûteuse, est appliquée lorsqu'il suffit d'attiser des nationalismes ou de prétendus affrontements ethniques ou religieux.

Aujourd'hui, avec l'effondrement de l'Union soviétique, la désintégration du pays est, d'une manière providentielle pour ses adversaires, accomplie par les guerres internes des Etats périphériques, par exemple entre Arméniens et Azéri, à la fois pour affaiblir tout Etat proche des gisements de pétrole du Caucase, et pour faire obstacle au projet chinois de pont eurasiatique[1].

Là, il suffit de laisser faire, et, à la rigueur de passer ou de laisser passer des armes lorsque l'un des deux paraît fléchir, afin que l'autodestruction se poursuive.

Les théoriciens du Pentagone, comme Samuel Huntington, se font les hérauts de cet appel aux morts en prêchant le choc des civilisations, l'antagonisme mythique d'une civilisation judéo-chrétienne contre une collusion islamo-confucéenne.

Ces idéologies de la fin d'un monde se dissipent aujourd'hui, même dans des pays qui furent leur terreau mortel, comme les brumes des bas-fonds se dissipant lorsque les premiers rayons du soleil illuminent les cimes : celles d'où l'on appelle l'homme, tous les hommes, à accomplir leur destin celui de l'unité divine du monde.

Nous avons tenté de dégager le fil conducteur permettant de relier les principaux problèmes internationaux, à la fin de ce XXe siècle, en remontant à leur cause profonde et unique malgré la diversité des apparences: l'hégémonie mondiale des Etats-Unis et le monothéisme du marché qu'elle veut imposer universellement.

* * *

Lassé par le dépouillement de ces statistiques et de ces analyses qui montrent le comportement réel et l'hypocrisie de notre **ethnie** occidentale s'exprimant, à contre sens du réel, dans le carcan de la pensée unique et du politiquement correct, j'ai essayé de prendre du recul, de m'évader un instant dans l'**exotisme**, et j'ai voulu savoir comment se comportaient d'autres **ethnies**.

Je me plongeais donc dans un ouvrage célèbre d'ethnologie où l'on m'expliqua savamment les normes de l'exogamie et de l'endogamie dans les lointaines tribus du Pacifique et de l'Amazonie. Je n'y trouvais rien qui put m'aider à résoudre ou même à poser les problèmes de notre temps en me montrant par exemple, comme le firent Thomas Moore ou Montaigne au moment de l'invasion européenne de l'Amérique après 1492, ce qu'aurait pu être une autre rencontre,[2] comme dit Montaigne, suggérant d'autres modèles d'évolution sociale comme le fit Thomas Moore[3], en technicien de

---

[1] Voir annexe de ce livre : *L'avenir a déjà commencé.*
[2] Voir annexe : *Une autre voie était possible* (II).
[3] Voir annexe : *Une autre voie était possible* (II).

l'économie et de la politique. Je ne tardais pas à m'endormir sur ma lecture, et je fis un rêve : j'assistais, en l'an 2050 (le chiffre était inscrit sur une banderole au dessus de la tribune), à un congrès d'ethnologie.

Un Indien d'Amérique prononçait le discours inaugural :

> Ce n'est pas, dit-il dès ses premiers mots, dû à mes mérites personnels. Mais j'appartiens à la première communauté qui ait constitué l'une des plus grandes civilisations de l'histoire, c'est à dire l'une des rares, jusqu'ici, qui aient offert à l'homme d'agrandir et d'embellir son existence : celle du "Tahuantin-Suyu". Ses destructeurs l'appelèrent, dans leur langage : l'empire inca, habitués qu'ils étaient à l'opposition du maître et de l'esclave, du pouvoir impérial et de la soumission. Le modèle, pour eux, était l'empire romain, et ses troupeaux d'esclaves où une métropole de 200.000 citoyens tenait, sous le talon de fer de ses légions, vingt millions de sujets et, enfermée dans la forteresse de son *limes*, considérait tout le reste de l'humanité comme barbares.
> Ce que ces aventuriers poussés par la fièvre de l'or ont ensuite appelé l'Amérique fut la première terre qu'ils firent régresser jusqu'à la préhistoire. Dans une lettre au roi d'Espagne, le premier de ces pourrisseurs d'âmes, un certain Christophe Colomb, écrivait aux Rois d'Espagne : "L'or est le plus précieux de tous les biens... celui qui le possède a tout ce dont il a besoin en ce monde et également les moyens de sauver les âmes du purgatoire et de les envoyer un jour au paradis."
> Il nous a simplement apporté l'enfer.
> Il répète à maintes reprises dans son Journal de bord : "J'étais attentif et m'employai à savoir s'il y avait de l'or" lorsqu'il voyait des colliers en or sur les autochtones.
> Car, jusqu'à l'invasion, l'or ne fut jamais une monnaie comme il l'était en Europe.
> Tout comme la terre n'était pas une propriété. Lorsque les envahisseurs ne la volèrent pas à ceux qui la travaillaient, ce qui était en général le cas, surtout lorsqu'on y soupçonnait un gisement d'or — ils proposèrent de l'acheter. Alors, comme le déclara l'un des chefs indiens dans l'autre Amérique, celle du Nord : "Notre terre vaut mieux qu'aucune monnaie... nous ne pouvons la vendre parce qu'elle ne nous appartient pas... Aussi longtemps que le soleil brillera et que l'eau coulera, cette terre sera ici pour donner vie aux hommes et aux animaux. Nous ne pouvons vendre cette vie, c'est pourquoi nous ne pouvons vendre cette terre."
> Il s'agissait de toute terre : celle de la communauté de base, l'**Ayllu,** qui était indivisible et inaliénable, la **terre du soleil** destinée à la construction des temples et au service du culte, celle de l'**Inca** dont le fruit était réservé aux grands travaux, tels que le réseau routier, plus beau que ne le furent jamais les chaussées romaines, reconnurent même les conquérants.
> "La barbarie est venue d'Europe", écrivait l'un des premiers témoins de la conquête, l'évêque Bartholomé de Las Casas (1484-1566) témoin oculaire qui déclare : "Depuis les années 1500 je vois et je parcours ces Indes et je sais ce que j'écris."
> Ce fut d'abord le pillage de l'or et de l'argent : les archives de la *Casa de contratacion* de Séville révèlent que, de 1503 à 1660, cent quatre-vingt-cinq mille tonnes d'or et seize millions de kilogrammes d'argent, furent volés par la

même Europe qui, il y a un siècle encore osait parler de **dettes** du Pérou à une banque dévoreuse de vie qui s'appelait, en cet age préhistorique, il y a un siècle, le Fonds Monétaire International.
Cet or et cet argent volés à notre terre donna une impulsion si grande à ce qu'ils appelaient **l'économie de marché** (c'est à dire à un système où tout s'achète et se vend, depuis les armes pour tuer les corps, jusqu'à la conscience pour tuer les âmes) que les aventuriers marchands de l'Europe appelèrent cela du nom dérisoire de **Renaissance**.
Ce vol, à l'échelle d'un continent, les aventuriers, après Colomb, l'appelèrent **la Découverte de l'Amérique**, comme s'il s'agissait de l'invention de peuples qui cultivaient cette terre depuis dix mille ans !
Les soudards l'appelèrent **la conquête**.
Les prêtres de chez eux, commandés par un pape, l'appelèrent l'**Evangélisation.**
Les colons l'appelèrent **la civilisation**, c'est à dire l'introduction de l'économie de marché.
Sous quelque nom que ce soit, cela commença par un massacre. Les historiens évaluent à environ cinquante-sept millions la population des Indiens lors de l'invasion, dont la plupart moururent des maladies importées d'Europe : la variole, la syphilis, le typhus, mais aussi des boucheries de la guerre et, plus encore, du travail forcé, en particulier dans les mines et les plantations accaparées par l'occupant colonial (les *encommenderos*).
Cela commença par la capture, par trahison, de l'Inca, sa torture et sa mort pour lui extorquer de l'or, puis la mise en esclavage du peuple entier pour l'extraction du métal. Quelques prêtres héroïques, comme le père Montesinos, le dominicain Pedro de Cordoba, l'évêque Bartolomé de Las Casas, dénoncèrent en vain cette sauvagerie qui fit croire aux Indiens que les européens n'avaient d'autre Dieu que l'or. Les colons parvinrent à expulser ces prêtres.
Grâce à la profusion de monnaie d'or et d'argent les maîtres successifs de l'économie occidentale : Venise, plutôt que l'Espagne, puis l'Angleterre et la France, finalement les Etats-Unis, avaient réussi à imposer au monde une religion qui n'osa jamais dire son nom, mais qui régissait en fait toutes les relations humaines, sociales, internationales ou individuelles : **le monothéisme du marché**, c'est à dire l'idolâtrie de l'argent.
Un document de l'époque contient en germe tout ce développement: le *parecer de Yucay* (Yucay est une petite localité proche de Cuzco, au centre de la communauté Inca) et l'auteur de cet avis, apologie théologique du colonialisme, est le vice-roi Garcia de Toledo qui veut insérer l'exploitation sanglante des trésors du Pérou dans le plan providentiel de Dieu: "ainsi furent données ces montagnes d'or et d'argent, ces terres fertiles et de délice, afin qu'attirés par ce parfum il se trouvât des gens qui, pour Dieu, veuillent aller leur prêcher l'Evangile et les baptiser." (Y.142)[1]
Il ajoute : "Il est tellement nécessaire, **moralement parlant**, qu'il y ait des mines que, si elles n'existaient pas, il n'y aurait en ces royaumes, ni roi ni Dieu."

[1] Voir, sur cette imposture, le livre magistral du Père Gustavo Guttierez (auteur péruvien de la Théologie de la libération : *Dieu ou l'or des Indes occidentales,* Ed. du Cerf, Paris 1992.

Pendant quatre siècles nos pays indiens, sous le joug colonial de pays européens et, au cours des soixante dernières années, sous celui des Etats-Unis, retournèrent à la jungle animale de la préhistoire. Aux environ de l'an 2000, après avoir souffert la destruction de nos cultures, et l'assassinat de 90% de nos peuples (le plus grand génocide de l'histoire), mon pays, dont la richesse fut légendaire (il fut un temps où l'expression : "C'est le Pérou !" fut synonyme d'opulence) est devenu ce que l'on appelait, vers la fin des temps préhistoriques (vers 1980-2000) un pays sous-développé. On les distingue ainsi des pays développés (sept d'entre eux) dont la croissance avait créé notre sous développement, non seulement par le pillage initial de nos richesses mais par la déstructuration de nos économies rendues difformes pour n'être plus que des appendices de la métropole. Certains de nos trafiquants autochtones, enrichis par leur collaboration avec les colonisateurs d'Europe puis avec les Etats-Unis, avaient réussi, avec l'appui de leurs maîtres, à devenir des esclaves de première classe, et la masse de notre peuple, en essayant d'imiter ses maîtres, était devenu un peuple de singes.
J'ai là, pour conclure, un vieux document, l'un des derniers témoignages de la préhistoire, intitulé *L'état du monde en 1995* qui résume sobrement les funérailles humaines du Pérou. Voici ce qu'était devenu le Tahuantin Suyu après cinq siècles d'intégration à la civilisation occidentale : 76% de la population victime de ce qu'on appelait alors le chômage, c'est à dire l'exclusion du travail et de toute vie sociale. Les deux tiers du peuple vivaient au dessous du seuil de pauvreté. L'agriculture vouée à l'abandon et les paysans contraints, pour survivre, à cultiver le **coca**, c'est à dire la matière première de la **cocaïne**, (de la drogue dont les Etats-Unis étaient les plus gros et les plus riches clients), car la culture du café ou du cacao, rapportant trois fois moins, ne leur eût pas permis de vivre.
Un hectare planté de coca pouvait rapporter au moins mille deux cents dollars chaque année à son propriétaire, parfois bien davantage. A titre de comparaison, le salaire annuel moyen d'un mineur était de 827 dollars; celui d'un ouvrier de 649 dollars; et les gains d'un paysan, non producteur de coca, de 150 dollars.
Cette production permit ainsi un afflux de narcodollars et les bénéficiaires de ce trafic, appuyés par les escadrons de la mort (financés et formés à l'école des Amériques par les Etats-Unis) purent s'emparer du pouvoir par la terreur.
Le Pérou devint ainsi l'un des bons élèves du Fonds monétaire international qui lui prêtait l'argent nécessaire à la survie de l'appareil d'Etat à condition qu'il observe les conditions politiques du remboursement de la dette (soixante millions de dollars par mois en 1994) : **blocage** des salaires et de la protection sociale, **liberté** des prix, privatisation des entreprises, même de celles qui exercent des fonctions sociales (depuis les transports et les hôpitaux jusqu'à l'éducation). Un seul budget était épargné : celui de la répression par la police et l'armée.
Les Etats-Unis purent ainsi maintenir au pouvoir, comme dans toute l'Amérique du Centre et du Sud l'une de leurs marionnettes, régnant par la corruption et la terreur sur un peuple agonisant. Tel est le mécanisme par lequel l'une des plus brillantes civilisation du monde fut ramenée à la préhistoire bestiale de l'homme, par cinq siècles de colonisation européenne et un demi siècle de domination des Etats-Unis. Il ne recommença à participer à l'humanisation de l'homme et à sortir de la préhistoire où il avait été replongé,

> qu'à partir de la première moitié du XXIe siècle, après la faillite économique des Etats-Unis perdant deux milliards de ses clients par le boycott de ses exportations organisé par ce que notre histoire appelle le nouveau Bandoeng et la reprise de l'humanité dans sa marche vers un monde indivisiblement humain et divin.

* * *

Après ce rapport inaugural sur "La religion dominante des peuplades d'occident entre 1980 et 2000 : le monothéisme du marché", vint un deuxième rapport sur "Les techniques de la cupidité dans le monde préhistorique, aux abords de l'an 2000".

Il était présenté par un jeune Chinois dont les ancêtres avaient dû être bouddhistes à en juger par le recul historique avec lequel il analysait ce qu'au siècle dernier (le XXe) on appelait la croissance. Il rappela d'abord que le développement de l'homme, dans sa propre culture traditionnelle, se fondait sur la maîtrise du désir, quelque fois même sur l'extinction du désir. Il expliquait comment le développement de l'homme s'était métamorphosé : désormais il s'agissait de la stimulation du désir, ou même de la création du désir. Il rappelait que les sophistes de l'Athènes classique disaient que le bien c'était d'avoir les désirs les plus forts possibles et de trouver les moyens de les satisfaire. Or, ajoutait-il, le système de la croissance aux temps préhistoriques, entre 1980 et 2010, reposait encore sur cette conception des sophistes athéniens. Il avait beaucoup étudié cette technique de la cupidité qu'il appelait technique de la publicité et du marketing, c'est à dire technique pour créer des besoins artificiels standardisés, donnant libre champ à l'action des multinationales sur toute la planète.

Cette technique avait acquis l'autorité et le respect d'un dogme religieux. Un corollaire du monothéisme du marché évoqué par l'orateur précédent, religion d'un Dieu caché, et qui dominait parmi toutes ces tribus belliqueuses de l'Occident, s'appelait la Croissance. C'était un Dieu cruel, un Dieu qui exigeait des sacrifices humains. (J'ai retenu sa définition de la croissance.) Il disait: "C'est un système dans lequel l'essentiel était de produire, de plus en plus, de plus en plus vite, n'importe quoi, utile, inutile, nuisible ou même mortel". Et il donnait quelques exemples. "Au milieu de cette glaciation humaine, disait-il, c'est-à-dire aux environs de 1980 à 2000, on dépensait environ quatre cent cinquante milliards de dollars d'armement chaque année, ce qui aboutissait à ce résultat, techniquement remarquable, de placer à peu près trois tonnes d'explosif sur la tête de chaque habitant de la planète". Il ajoutait que ce système tuait même sans guerre, "... puisque, disait-il, toujours au milieu de cette glaciation humaine, chaque année, quarante-cinq millions de gens étaient morts de faim dans le monde...". Il tirait comme conséquence de ce régime tribal de l'Occident qu'il y avait là un signe évident de régression mentale.

Il s'intéressait à l'aspect liturgique de cette religion de la croissance. En particulier, à une étude sur l'éducation de la caste sacerdotale de la religion de la croissance, c'est à dire les technocrates. Il était très objectif, parce qu'il disait : "Quand on aime un technicien, on l'appelle un expert; quand on ne l'aime pas, on l'appelle un technocrate". Il donna par contre cette autre définition : "J'appelle technocrate un homme que l'on a dressé de telle sorte qu'il ne se pose jamais la question des **fins**, et toujours celle des **moyens**; jamais la question du **pourquoi** et toujours celle du **comment**". Pour lui, il était clair que de grands succès avaient été remportés dans ce

domaine. Le problème de l'éducation se posait dès lors de la façon suivante : "Comment dresser cette caste sacerdotale? De fait, tout le système d'éducation supérieure était évidemment fondé là-dessus. Ce devait être, je crois, un biologiste d'origine, parce qu'il expliquait que dans ce domaine l'éducation supérieure ne développait que le 'cerveau reptilien'."

A ce point de son discours un auditeur africain lui demanda la permission d'illustrer son propos à partir de l'expérience de sa propre culture noire.

Il a rappelé qu'avant l'invasion des barbares du Nord en Afrique (les barbares blonds), les forgerons diolas de Basse-Casamance, qui avaient inventé un système pour mettre un socle de métal à la vieille houe de bois, avant d'appliquer cette invention, avaient demandé que l'on convoque le Conseil des Anciens pour savoir quel déséquilibre allait être entraîné, par cette invention nouvelle, dans les rapports avec la nature et la société. Est-ce que cela n'allait pas donner une prédominance aux forgerons dans la communauté ? Et modifier ainsi les rapports entre les hommes ? Il ajoutait que peut-être on aurait pu se poser des questions semblables en Occident au moment où l'énergie nucléaire fut inventée. Malheureusement, on ne l'avait pas fait.

Remerciant le Sénégalais de cette illustration concrète de son propos, le Chinois poursuivit son exposé.

Après ce premier dogme : produire de plus en plus, de plus en plus vite, n'importe quoi, le deuxième dogme, c'était celui, disait-il, du progrès. Il en avait cette définition que je vous rapporte : "le progrès, c'est une efficacité croissante dans l'art de détruire la nature et les hommes". Il donnait cet exemple : "...Tamerlan, quand il prit Ispahan, a massacré soixante-dix mille habitants. Comme il décida de construire des pyramides de crânes, il mit plusieurs jours pour réaliser ce projet. Eh bien, à Hiroshima, on l'a fait en sept secondes."

En 1990, disait-il, on possédait l'équivalent de plus d'un million de bombes d'Hiroshima. C'est-à-dire de quoi détruire soixante-quinze milliards d'hommes, quinze fois plus qu'il n'en existe. On n'arrête pas le progrès !

* * *

Le rapport suivant était présenté par un homme d'origine vraisemblablement arabo-islamique, car il marquait clairement la différence entre une civilisation individualiste où l'homme, comme individu et comme nation, est le centre et la mesure de toute chose, et une communauté humaine véritable dans laquelle chaque participant a conscience d'être responsable du destin de tous les autres.

Son intervention s'intitulait : *Les obstacles au dialogue des cultures à l'époque préhistorique* (c'est à dire aux environs de l'an 2000).

Il définit d'abord le regard occidental sur le monde par son postulat de base, à savoir : "Il n'existe qu'une seule trajectoire de développement humain, celle de l'Occident, et tous les peuples, doivent être situés par rapport à elle. Ils sont développés s'ils ressemblent à l'Occident, ils sont sous-développés s'ils y ressemblent moins."

Ici encore, un auditeur, apparemment européen, conscient des erreurs du passé occidental, demanda à préciser le rôle joué par un certain orientalisme dans cette illusion d'optique. Il expliqua : "L'orientaliste le plus célèbre de tous, Sylvestre de Sacy, celui qui a initié Goethe aux civilisations de l'Orient, rédigeait les proclamations de Bonaparte au moment de l'invasion de l'Egypte et les proclamations du général de Bourmont au moment de l'invasion de l'Algérie."

En dehors de sa chaire au collège de France, il avait son bureau au Quai d'Orsay.

Max Müller, l'un des hommes les plus importants de l'orientalisme traditionnel, faisait à Cambridge des cours pour former les administrateurs anglais de l'Inde. Madame Ruth Benedict, l'auteur d'un beau livre sur le Japon: *Le Sabre et le chrysanthème,* l'avait écrit sur commande du *War Office* du général MacArthur pour mieux intégrer le Japon au système de la politique américaine." Cela m'a donné une telle idée affreuse de l'orientalisme que j'avais envie de devenir occidentaliste, c'est à dire de me mettre à regarder l'Occident avec le microscope, un peu comme les entomologistes regardent les insectes et comme les orientalistes regardent les pays qui ne sont pas occidentaux.

L'ethnologue arabe reprit son exposé : "En réalité, il n'y a pas eu de pays développés ou sous-développés, il y avait seulement des pays dominants et des pays dominés, des pays malades de leur croissance, et des pays trompés parce qu'on leur avait fait croire que le développement, c'était l'imitation des malades". Il en tirait une conclusion pratique : "l'hypocrisie de ce qu'on appelait à l'époque préhistorique 'l'aide au tiers-monde'. En effet, cette prétendue aide avait aggravé les déséquilibres et les inégalités. Le seul remède aurait été, après la fin de l'hégémonie occidentale, la fin du modèle occidental de croissance. Si l'on voulait aider le tiers-monde, disait-il, il fallait d'abord changer le modèle occidental de croissance, car ce modèle n'est pas universalisable : la croissance d'une partie de l'humanité n'y est possible que par le sous-développement de tous les autres soit par la conquête, le pillage et les échanges inégaux, comme au temps du colonialisme, soit par le libre échange c'est à dire la liberté donnée aux plus forts de dévorer les plus faibles". Il donnait des exemples de ce qu'il appelait "la fracture croissante du monde à l'époque préhistorique". Pour lui, l'histoire proprement humaine commençait par un développement solidaire réalisant non une unité impériale du monde, baptisée mondialisation, mais une unité symphonique du monde où chaque peuple apporterait la contribution de sa propre culture, de son histoire, de son travail, substituant à une économie de marché une économie d'échange.

Or, à la fin du XXe siècle le déséquilibre s’aggrave : de 1980 à 1990 le niveau de vie de l'Amérique latine a baissé de 15%, celui de l'Afrique de 20%.

La seule solution envisagée, sur le conseil d'un certain Kissinger au président des Etats-Unis (l'orateur donne la référence du rapport Kissinger au président Carter sur le danger que représentait la natalité dans le tiers-monde pour la Sécurité Nationale des Etats-Unis: NSSM 200), c'était de dire aux peuples de trois continents: ayez moins d'enfants pour que nous puissions continuer à notre aise la politique découlant de cette politique démographique, celle d'une stérilisation massive dans le tiers-monde. Tel est le degré de barbarie atteint par le système régnant à l'époque préhistorique c'est à dire avant la moitié du XXIe siècle.

La dernière séance s'acheva par la projection de deux films d'archives. Ils résumaient, comme en des paraboles, la fin du XXe siècle.

C'étaient les deux films qui avaient coûté le plus cher de l'histoire du cinéma. (Avec le prix qu'on y avait investi et celui de l'envoi d'une navette sur la lune, il eût été possible de faire alors ce que nous n'avons fait qu'un demi siècle après : refertiliser le Sahara.)

Le premier film, *Jurassic Park*, évoquait la jungle des dinosaures : les animaux les plus forts dévoraient les plus faibles. L'autre s'intitulait : *Titanic.* Deux blasons du XXe siècle : le retour à la préhistoire, et le naufrage.

* * *

A partir de ce rêve je fus obsédé par deux angoisses :

— Comment avons-nous pu en arriver là ?

— Comment corriger l'erreur d'aiguillage ?

En bref : que faire ? Et comment en sortir ?

L'objet de ce livre est de répondre à ces questions.

2) — L'Occident est un accident : Il a cassé le monde par trois sécessions

La cassure du monde s'est opérée en trois étapes principales, chacune marquée par une sécession de l'Occident.[1]

La première sécession se produisit au VIe et au Ve siècle avant l'ère chrétienne.

Elle se fonda sur la croyance en l'exceptionnalisme grec et en l'exceptionnalisme juif.

Jusqu'aux guerres médiques la culture grecque avait vécu en osmose avec les grandes civilisations de l'Orient. Ceux que l'on appelait les philosophes présocratiques n'avaient de grecs que la langue et vivaient en Asie mineure dans une satrapie de l'empire perse.

Au contact des grandes visions universalistes de l'Asie, notamment celles de l'Inde et de la Perse, ils ne séparaient pas la raison de la réflexion indivisible sur la nature, les hommes et les dieux.

C'est seulement avec Socrate et ses successeurs, surtout Platon et Aristote, que se produisit la sécession. La philosophie prit pour unique objet l'homme, séparé de la nature, (dont le maniement était affaire d'esclave), et de Dieu, abandonnés à la mythologie des tragiques, des poètes que Platon chassait de sa République, et du peuple livré à l'idolâtrie de dieux personnifiant leurs appétits de puissance et d'utilité.

[1] Voir en annexe l'étude détaillée de ces trois sécessions : L'Occident est un accident.

Oublieux de leurs emprunts à l'Asie (comme plus tard à l'Afrique et au reste du monde par Alexandrie), ils considéraient comme barbares tout ce qui n'appartenait pas au monde grec et ne parlait pas sa langue, créant ainsi, de cet artificiel splendide isolement, le mythe du miracle grec.

La même coupure s'opérait à la même époque au Proche Orient, peuplé depuis des siècles par les vagues successives de nomades émigrant du désert inhospitalier d'Arabie pour se fixer sur les terres du fertile croissant.

Or les tribus de paysans sans terre que l'on appelait les *habiru* (origine probable des *hébreux*) dispersées comme l'ont révélé à la fois les fouilles de Mari en Mésopotamie comme les tablettes d'El Amarna en Egypte, réussirent à constituer une confédération puis un véritable Etat dont les troupes s'infiltrèrent à Canaan jusqu'à fonder, semble-t-il, un empire (dont seule la Bible fait état en dehors de toute autre source scripturaire ou archéologique). Le premier recoupement possible avec des textes extérieurs (Assyriens) date du IXe siècle, ou des scribes de Salomon, héritier de l'Empire éphémère et légendaire de David, mirent par écrit, et en leur donnant consistance à la fois d'histoire et de doctrine, les traditions orales de plusieurs siècles, retraçant le passé légendaire des tribus et de leurs fondateurs.

L'idée maîtresse qui se dégagea de ces compilations fut qu'un ancêtre, Abraham, bien qu'il fût désigné comme araméen (ce qui signifie syrien) avait reçu de Dieu même une terre promise (la terre conquise par David, père de Salomon)

Dès lors quiconque n'appartenait pas aux douze tribus ne faisait pas partie du peuple élu de Dieu par la donation de la terre et la révélation de la Loi.

Il se trouvait ainsi, comme les barbares chez les Grecs, exclus de la seule vraie civilisation : la civilisation juive.

Six siècles plus tard se leva Jésus. Son message universaliste a creusé la plus grande brèche dans l'histoire des hommes et des dieux tels qu'on les concevait jusque là, comme rois tout puissants. Il avait aussi ouvert la voie d'une vie créative en brisant les vieux interdits et les particularismes de la Loi, et en rompant avec la conception tribale et idolâtre d'un Dieu partiel et partial qui aurait élu un peuple particulier, en rappelant que ce Dieu était le Père de tous les hommes. Un homme qui connaissait les deux cultures, juive et grecque, Paul de Tarse, en fit la synthèse en se réclamant du charisme de Jésus. Il élabora une doctrine ne se référant jamais aux paroles et aux actes de sa vie, pour faire à la fois du pauvre charpentier de Nazareth : le Messie (en grec *Christos*) des juifs; successeur de David, et chargé de restaurer le royaume de David dans un retour triomphal sur la terre qui ferait oublier l'humilité, la pauvreté et le refus de tout pouvoir de sa première apparition.

De cette synthèse naquit une religion nouvelle : le christianisme qui, après trois siècles de polémiques, remplaça le message libérateur de l'asiate Jésus (comme disait le père Daniélou) par une théologie de la domination. Grâce à l'empereur Constantin, qui y trouvait un instrument de l'unité de son empire, ce syncrétisme devint la religion officielle de l'Etat.

Cette communauté transformée en Eglise, héritière des structures, des dominations, et des bureaucraties de l'Empire, se donna, après avoir persécuté les juifs et les hérétiques (c'est dire ceux qui entendaient vivre en disciples de Jésus) pour successeur du peuple élu et, comme tel, investi du devoir de se subordonner tout le reste du monde.

De cette Europe chrétienne, ayant à sa tête, selon la vieille terminologie de l'Empire, un pontife romain, devait, à partir du Ve siècle, naître une deuxième sécession, qui s'exprima d'une manière nouvelle: au lieu de se séparer de l`Asie et de l'Afrique (elle ignorait encore l'existence de l'Amérique) elle se donna pour tâche non de s'en séparer mais de les soumettre, en se considérant toujours comme le nouveau peuple élu, détenteur de la seule vraie religion et de la seule vraie civilisation. Elle avait, comme telle, le pouvoir, et même le devoir, d'ignorer ou de combattre leur culture et de leur imposer la sienne en s'appuyant toujours sur le pouvoir politique et militaire auquel elle donnait, en échange, les prétextes de sa bénédiction.

Cette deuxième sécession, devenue une négation, une destruction et surtout une domination, de tout le reste du monde, de sa foi et de ses cultures autochtones, dura quinze siècles, ceux du colonialisme des nations chrétiennes même lorsque la Réforme coupa en deux l'Europe: le Nord protestant et le Sud catholique.

La troisième sécession survient au milieu du XXe siècle, lorsque, après l'épuisement et la ruine de l'Europe entière, de l'Atlantique à l'Oural, par suite de deux guerres intra-européennes (dites mondiales parce que les colonialistes y avaient utilisé leurs sujets de trois continents comme chair à canon) l'axe du monde bascula: les Etats-Unis d'Amérique, enrichis par l'agonie de tous les peuples, et ne venant au secours de la victoire qu'au dernier moment (en 1917 après Verdun et en 1944 après Stalingrad), se trouvèrent à la tête de la moitié de la richesse mondiale.

Cette richesse leur permit d'abord de faire du dollar un étalon monétaire mondial, au même titre que l'or, puis de subventionner (sous condition de soumission politique) d'abord l'Europe, par le plan Marshal, pour la rendre de nouveau solvable après les ruines de sa guerre, puis le monde entier par le Fonds monétaire international (FMI), qui avait le même objet de domination.

L'implosion de l'Union Soviétique, qui avait trahi le socialisme en imitant, dans une économie bureaucratiquement planifiée, le modèle de croissance de l'Occident (qui ne pouvait se développer que par un libre marché assurant l'hégémonie des plus riches et des plus forts), permit aux Etats-Unis de se donner pour objectif la domination du monde après avoir restauré le capitalisme chez son ancien rival soviétique.

C'est ainsi que la troisième sécession de l'Occident eut lieu au milieu du XXe siècle, en donnant à cette unité impériale le nom de mondialisation.

Leur volonté de nivellement et de dépendance des économies, des politiques et des cultures de tous les peuples, exclut ainsi la perspective d'une unité symphonique, qui eût créé l'unité riche du monde par la fécondation réciproque de toutes les cultures en respectant leur diversité.

En ce sens Hitler a gagné la guerre : les objectifs majeurs qu'il s'était fixés se sont réalisés, bien que ce fut sans lui, parce qu'ils suivaient la même trajectoire historique que les trois sécessions de l'Occident.

1) — Il sut reprendre de la manière la plus barbare, le thème de la coupure du monde par le privilège du peuple élu en en faisant l'apanage de la race aryenne qui devenait ainsi l'héritière de la supériorité grecque, de l'élection juive, de la chrétienté qui se voulait le ciment de l'unité européenne et la monitrice du monde.

La variante hitlérienne n'est pas essentiellement différente de ces prétentions antérieures. Elle en est l'accomplissement, avec cette originalité: appliquer à des hommes de race blanche les tortures jusque là réservées, par le colonialisme occidental, aux peuples de couleur, par exemple par le génocide indien, la traite des esclaves noirs, Hiroshima, le Vietnam ou l'Irak.

2) — Sa politique suivit les lignes de force de la deuxième sécession depuis la renaissance : qu'il s'agisse du totalitarisme économique fonctionnant sans intervention du peuple par le seul jeu régulateur d'un pouvoir extérieur à lui, que ce soit le règne des banques ou des multinationales (variante américaine et occidentale), ou celui de la bureaucratie d'un parti unique se vantant lui aussi d'être l'émanation du peuple et sa conscience (variante soviétique).

Cette similitude et cette rivalité expliquent que, de 1933 à 1939, les tenants de la première variante (occidentale) qui ne voulaient surtout pas d'une alternative socialiste (même si, de fait, l'Union Soviétique en était la trahison) aient vu en Hitler un rempart contre le bolchevisme, et l'aient aidé à renforcer son pouvoir.[1]

Après la défaite militaire d'Hitler, dont l'Union Soviétique avait été le principal artisan, Churchill écrira : "Nous avons tué le mauvais cochon" et, dès son discours de Fulton (1946) ouvrira le nouveau front de la guerre froide pour atteindre, avec les Etats-Unis, l'objectif prioritaire d'Hitler : l'élimination de l'Union soviétique.

3) — Le dessein ultime d'Hitler : la domination mondiale (de 10.000 ans, disait-il) par la destruction sauvage des races inférieures a été réalisé par les procédés barbares qu'il avait mis en œuvre mais qu'il n'avait pas inventés : l'eugénisme et le darwinisme social par la stérilisation massive dans le Tiers-Monde surtout pour éliminer les moins aptes et qui sévit aujourd'hui à une échelle infiniment plus grande qu'à l'époque où elle était pratiquée par les nazis.

La conception du monde d'Hitler a, après lui, triomphé parce qu'elle était dans la logique des trois sécessions antérieures de l'Occident et leur prolongement infernal.

L'on ne peut même pas dire que le projet hitlérien a été réalisé par ses ennemis: l'actuelle symbiose israélo-américaine, car si Hitler s'est acharné contre les juifs allemands qui entendaient rester allemands et en Allemagne mais, avec juste raison,

[1] Un demi siècle plus tard le parallélisme d'une telle attitude est saisissant : une aide matérielle, économique et militaire intense est apportée à Sadam Hussein considéré à son tour comme un rempart contre le nouvel empire du mal : l'Islam. Après son échec, une coalition est formée par les Etats-Unis pour détruire le nouvel Hitler. Cela montre la continuité du projet d'exclusivité de la troisième sécession.

dans le respect de leur religion et de leur communauté, sa collaboration avec les sionistes (5% de la population juive organisée en 1933) a duré pendant la guerre, de 1933 à 1944, car les sionistes exhortaient à rejoindre la Palestine (ce qui coïncidait avec la volonté d'Hitler de vider l'Allemagne, puis l'Europe, de ses juifs (*Judenrein*), pour les chasser vers un ghetto mondial en Palestine ou dans n'importe quelle île africaine.)

De là les accords de la *Haavara*, dès 1933, autorisant les juifs riches à émigrer en déposant caution dans une banque de Hambourg, remboursable à Tel Aviv, sous condition que les dirigeants sionistes combattent, dans le monde, le boycott organisé contre l'Allemagne nazie.

De là l'autorisation donnée au Bétar (milice sioniste), d'exercer son activité en Allemagne nazie jusqu'en 1938.

De là la proposition d'Itzhak Shamir, en 1941, d'alliance militaire de son groupe armé du Zwai Leumi avec l'armée hitlérienne, ce qui fit arrêter Shamir par les Anglais pour terrorisme et collaboration avec l'ennemi.

De là la proposition abjecte faite par Eichmann, en 1944, aux représentants sionistes de l'Agence juive, d'un échange de 10 000 camions contre 1 million de juifs, sous une double condition :

a) ces camions ne seraient utilisés que sur le front de l'Est.

b) les sionistes serviraient d'intermédiaire pour réaliser une paix séparée des Etats-Unis et de l'Angleterre pour permettre à Hitler de faire un dernier effort pour abattre l'URSS.[1]

* * *

3) — Hitler a gagné la guerre.

Quel qu'ait pu être son destin personnel, son suicide dans le bunker de la porte de Brandebourg, la logique des trois sécessions de l'Occident, dont il a, pour un temps, incarné la victoire, a continué de triompher au delà de sa mort car il n'en était que l'expression provisoire et barbare.

L'assassinat de Jules César n'a pas infléchi la trajectoire historique de Rome s'acheminant, aussitôt après lui, vers l'Empire dont il avait jeté les bases.

La défaite de Napoléon, à Waterloo, et son exil, n'ont pas empêché la France de vivre, pendant deux siècles selon les structures générales qu'il avait données à son administration, ni l'Europe de voir s'exprimer partout les principes énoncés par la Révolution française, et dont ce "Robespierre à cheval" (comme il disait lui-même) avait, par la guerre, assuré la victoire.

---

[1] Toutes les références se trouvent dans mon livre *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne.*

Le nazisme demeurerait un météore occidental dans le ciel de l'Europe, une exceptionnelle et inintelligible descente de Satan, si l'on ne voyait en lui l'expression barbare de la logique du système vers lequel tendait l'Occident après les trois sécessions qui, à la fois, brisaient l'unité du monde et en donnaient une caricature par la domination d'un seul.

Hitler, reprit a son compte, (sous une forme nouvelle, celle que lui avait donnée, sous la même forme messianique que les nationalismes du XIXe siècle et les théorisations du comte de Gobineau sur les races et l'aryanisme) la notion maîtresse de la race élue, dans sa version hébreue puis chrétienne, comme dans sa version gréco-romaine: un peuple à qui était promise la royauté du monde sur les *goys* ou les mécréants, ou sur les barbares, inférieurs par le sang, la religion, ou la civilisation.

C'est au nom du même messianisme dévoyé qu'Hitler annonçait un règne de mille ans du nazisme, une domination et une régénération du monde par la pureté du nouveau peuple élu: les aryens.

Hitler reprenait à son compte le postulat fondamental de la deuxième sécession : la science permettait de résoudre tous les problèmes, y compris ceux que l'on avait longtemps attribués à Dieu, par exemple l'évolution de l'homme par un darwinisme social accélérant la sélection naturelle par la sélection artificielle, œuvre de l'homme, l'eugénisme. En ce domaine de barbarie Hitler n'était nullement novateur.

Au XXe siècle, et surtout après la grande crise mondiale de 1929, réapparaissent toutes les formes du néo-malthusianisme et du darwinisme social fondées sur la guerre de tous contre tous, de Hobbes; sur la loi de la population de Malthus, sur la sélection naturelle de Darwin et la survivance des plus aptes de Spencer.

L'eugénisme c'est à dire l'application consciente à l'être humain de la sélection naturelle de Darwin par élimination des moins aptes, n'est pas une doctrine tombée du ciel avec Hitler. Ce sont, depuis Malthus, les démocraties libérales, prônant la défense des droits de l'homme, qui en sont les précurseurs et les praticiens. Et d'abord l'Angleterre et les Etats-Unis.

Dès 1902 les Anglais Pearson et Galton lancent le journal *Biometrika* dont les doctrines eugénistes enthousiasment aussi bien Bernard Shaw, qui écrit dans *L'homme et le surhomme* : "Manquant de courage nous entravons le jeu de la sélection naturelle sous couvert de philanthropie; fainéants nous négligeons la sélection artificielle sous couvert de délicatesse et de morale." H. G. Wells appelle "à la stérilisation des ratés."

C'est aux Etats-Unis que furent votées les premières législations eugéniques du monde : en 1907 l'état d'Indiana vote une loi de stérilisation des fous, faibles d'esprit et épileptiques. En 1950, trente-trois états américains avaient adopté des lois similaires, et 50.193 stérilisations avaient été pratiquées.

Dans les pays scandinaves il en fut de même. En 1997 on s'aperçoit hypocritement que ce système sauvage avait été appliqué en Suède, alors qu'en 1921 déjà, le futur ministre de l'éducation et des cultes écrivait: "Nous avons la chance d'avoir une race très peu métissée, une race porteuse des plus hautes qualités."

Le journal *Le Monde* du 27 août 1997, dénonce la politique suédoise d'eugénisme qui a conduit à une stérilisation forcée de soixante mille personnes. L'on y rappelle que "la classe politique de l'époque croyait encore aux vertus de l'eugénisme" à la mode dans plusieurs pays d'Europe, et l'on flétrit avec juste raison la honte des décrets d'Hitler à ce propos. Mais on oublie de rappeler que les pionniers et les théoriciens de cette monstrueuse pratique étaient les politiciens américains et notamment Kissinger.

En 1934, l'économiste Gunnar Myrdal, dans *Crise de la démographie* écrivait :

> Le problème se pose pour tous les individus qui ne sont pas entièrement parfaits, et qui dans les conditions modernes ont des difficultés à subsister par eux-mêmes — c'est un dixième ou même un cinquième de la population qui menace d'être éliminé dans le dur combat compétitif. En traitant ce problème plus vaste, nous ne devons pas oublier que le développement technologique et l'organisation sociale qui lui correspond tendent à augmenter sans cesse les niveaux exigés d'intelligence et de caractère. **"La solution" : l'élimination radicale des individus peu aptes à survivre, ce que la stérilisation permettrait d'accomplir.**

Mieux valait l'obtenir de façon "volontaire", mais si cela s'avérait impossible, "**un durcissement des lois sur la stérilisation doit être envisagé, à savoir le droit pour les institutions de la société de stériliser même des personnes responsables contre leur volonté.**"

Après la guerre, dans les années 50 et 60, considéré comme expert mondial de l'économie et de la démographie, il fut nommé conseiller de la Banque mondiale et il reçut, en 1974, le prix Nobel.

Après les convulsions de 1968, le néo-malthusianisme et le darwinisme social connurent un regain d'actualité : les pauvres étaient de trop, en particulier dans le tiers-monde. La solution la plus simple était de les éliminer.

C'est ainsi, par exemple, que le général Draper, l'un des dirigeants de la firme Dillon, et son fils, directeur de la Banque d'export-import de Ronald Reagan, comparaissaient, au printemps de 1971, les peuples sous-développés aux fameuses réserves du Kruger-Park en Afrique du Sud.

> Les éléphants y devenaient trop nombreux, détruisant les arbres et privant de nourriture les autres animaux. Les gardiens du Parc ("rangers") décidèrent de réduire certaines espèces pour préserver l'équilibre de l'environnement. Mais qui sera "ranger" du Parc pour la race humaine ?

Le 26 novembre 1975, M. Kissinger, alors secrétaire d'Etat et M. Brent Scowcroft présentèrent au président des Etats-Unis un Mémorandum sur la décision 314 du Conseil de Sécurité, sur les implications de l'accroissement de la population mondiale pour la sécurité nationale des Etats-Unis et leurs intérêts outre-mer[1].

---

[1] Le mémorandum 200, sur la sécurité nationale a été "déclassifié" le 6 juin 1990, c'est à dire qu'il peut être consulté dans les archives nationales des Etats-Unis à Washington.

Telle est la source du Global 2000, ou *Global future*, rapport au président.

Allant au delà du célèbre *Manifeste* du Club de Rome sur les limites de la croissance (1972) qui préconisait de réduire à la fois la croissance de la population et celle de la production, Global 2000 propose surtout "de trier (*to cull*) les populations du Sud, car leur freinage de la croissance technologique y serait la principale cause de la "surpopulation"."

Le triage peut s'opérer par des pressions économiques : taux élevés d'intérêt de la Banque fédérale de réserve des Etats-Unis, et surtout les conditions (politiques) du Fonds monétaire international (F.M.I.).

Le document NSSM 200 envisage des mesures énergiques pour obliger les pays sous-développés à accepter la limitation des naissances, notamment en les privant de nourriture :

> Il existe des précédents bien établis; si un pays fait preuve de bonne volonté en matière de limitation des naissances, on prendra cette attitude en compte lorsque le moment sera venu d'évaluer les besoins au sein d'AID (Banque mondiale) et d'autres agences consultatives. Etant donné que c'est la croissance démographique qui détermine les besoins alimentaires, il faudra prendre en compte, quand il s'agira de distribuer des ressources limitées, quelles ont été les mesures prises par tel ou tel pays non seulement pour produire des aliments, mais pour limiter les naissances. Dans un domaine aussi sensible, néanmoins, il est primordial d'éviter de donner l'impression que l'on applique des méthodes coercitives, tant par le style que par le contenu.

NSSM 200 estime que "des programmes obligatoires vont peut-être devenir nécessaires, et nous devons réfléchir dès maintenant à ces options. La nourriture sera-t-elle considérée comme un instrument de puissance nationale ? Faudra-t-il faire un choix parmi ceux que l'on pourra raisonnablement aider, et, si ceci est le cas, le contrôle des naissances devra-t-il être l'un des critères pour recevoir notre aide ? La population des USA elle-même serait-elle prête à accepter que sa nourriture soit rationnée pour que nous puissions aider des peuples qui ne veulent pas ou ne peuvent pas contrôler leur croissance démographique ?"

A la page 138, le NSSM 200 fait état "d'expériences controversées, mais tout à fait réussies en Inde où, après l'attribution d'avantages financiers et d'autres récompenses de très nombreux hommes indiens ont accepté de se faire stériliser."

Ce génocide préventif (l'expression est de l'UNICEF) a été mis en œuvre systématiquement dans le Tiers-Monde : Le directeur de l'Ecole polytechnique de Rio de Janeiro, Bautisto Vidal, dans son livre : *Souveraineté et dignité nationale* (p. 202) révèle qu'"officiellement, selon les chiffres de l'I.B.G.E., 44% des femmes brésiliennes en âge fécond sont déjà stérilisées."

Dans un rapport de décembre 1992 sur la population, l'UNICEF souligne que "la stérilisation des femmes est particulièrement répandue en Amérique Latine et en Asie : 39% dans la République dominicaine, 37% en Corée du Sud."

Il ressort de toutes les données chiffrées qu'il serait mensonger de dire aux pauvres du Sud: vous êtes pauvres parce que vous avez trop d'enfants, et d'innocenter les exactions du Nord, au lieu de dire la vérité: vous êtes pauvres parce que le colonialisme a pillé vos ressources et déstructuré vos économies, et que les institutions issues de Bretton Woods: Fonds monétaire international, Banque mondiale puis le Gatt, etc., continuent cette œuvre en maintenant les échanges inégaux dans la division du travail international et en imposant au Sud des modèles de développement et des structures politiques répondant aux seuls intérêts du Nord.

Après quoi peuvent être abordés, entre le Nord et le Sud, les problèmes de natalité en fonction des ressources du monde et de leur répartition.

Ainsi ce monothéisme du marché exige plus de sacrifices humains qu'aucune religion du passé.

En Allemagne l'eugénisme n'est pas né en 1933 avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler. C'est Alfred Ploetz qui inventa le terme d'hygiène sociale. Il lance, en 1904, les *Archives sur la biologie de la race et de la société* et fonde en 1907 la Société d'hygiène sociale.

Le 16 mars 1925 était lancée la Ligue allemande pour la régénération populaire de l'hérédité, dont le président, à partir de 1930, fut Arthur Ostermann, et qui était financée par la banque Goldsmith-Rotschild. (Le généticien Richard Goldsmith contraint à l'exil, comme juif, en 1933, avait publié, en 1927, un manuel de biologie: *Ascaries*, où il réclamait la stérilisation des retardés et malades mentaux.)

C'est au temps de la République de Weimar, qu'à la session du 2 juillet 1932 du Conseil prussien de la santé, quatre médecins socialistes (dont Osterman) plaidèrent la cause de la stérilisation. A la même table ronde siégeaient à la fois les représentants de l'association des médecins nazis (Docteur Conti) et les représentants de l'Organisation juive de la santé. Le projet présenté par le Conseil fut approuvé par le ministre de l'Intérieur, Wilhelm Von Gayl. Les lois nazies, votées quelques mois plus tard, furent l'aboutissement logique de ce mouvement.

C'est dire qu'en ce domaine d'inhumanité, comme en tout autre, le régime nazi était dans la logique d'abjection du système capitaliste, comme le furent, des années plus tard, le soutien des Etats-Unis à Pinochet et aux généraux tortionnaires d'Argentine et du Brésil et à leurs escadrons de la mort.

Le monstrueux racisme hitlérien était la forme suprême de cinq siècles de colonialisme où les procédés de la Gestapo étaient appliqués aux peuples de couleur comme il l'appliqua aux Slaves, aux juifs, aux opposants et aux résistants.

Cette logique historique est indispensable pour rendre l'histoire intelligible au lieu de voir simplement en Hitler un élu de Satan comme d'autres sont des élus de Dieu, par des mystères impénétrables à la réflexion critique.

Quant à la troisième sécession, celle qui concerne la maîtrise du monde, elle s'inscrit dans ce projet hitlérien de domination du monde qui ne put être réalisé par Hitler en raison de son retard dans la possession de l'arme atomique. Il n'aurait pas eu plus de

scrupule à en faire usage contre l'Union soviétique, ou l'Angleterre, que n'en eut Truman à massacrer les populations civiles d'Hiroshima et de Nagasaki, ou Churchill à assassiner avec des bombes au phosphore la population civile de Dresde (135.000 morts en une seule nuit). (Dans les deux cas il n'y avait aucune nécessité militaire : l'empereur du Japon ayant déjà engagé le processus de reddition, et les troupes allemandes ayant évacué Dresde dépassé par l'armée soviétique).

Les objectifs de domination du monde qui étaient ceux d'Hitler, furent réalisés d'une manière non prévue par lui, mais dont il avait créé les conditions majeures : une Union soviétique profondément affaiblie par un effort de guerre dont elle avait supporté les charges les plus lourdes, et une Europe à la fois détruite sur son propre sol et incapable de maintenir son emprise coloniale sur le reste du monde.

Le programme hitlérien de domination du monde fut appliqué point par point : d'abord l'effondrement de l'Union soviétique, la vassalisation de l'Europe, puis la tentative de conquête des "races inférieures" du reste du monde.

Il le fut par ses adversaires momentanés de l'Ouest qui avaient favorisé son accession au pouvoir jusqu'à la veille de la guerre parce qu'ils voyaient en lui un "rempart contre l'U.R.S.S." (fourniture d'acier par la France, de crédits par l'Angleterre, préparation, en 1939, d'une guerre anglo-française contre l'U.R.S.S., de la Finlande au Caucase, avec Weygand)[1], l'Anschluss, Munich, et, au lendemain de la guerre l'utilisation de ses meilleurs techniciens (Braun pour les missiles, Gehlen pour les services secrets à l'Est) pour achever par d'autres moyens (ceux du libéralisme totalitaire, appuyé au besoin par l'intervention armée) son rêve de domination mondiale.

Ce libéralisme totalitaire, camouflant l'extension du nouveau colonialisme unifié par la vassalisation des anciens empires coloniaux d'Europe (Angleterre, France, etc.) ne cessa d'accentuer la division du monde non seulement en accroissant la misère du Sud mais en aggravant le chômage et l'exclusion en Europe.

Le système de monarchie du dollar fut complété par la dictature de l'atome et des autres armements. La division du monde fut parachevée par la diabolisation d'un adversaire potentiel : hier, c'était le bolchevisme (contre lequel Hitler fut longtemps un bouclier). Ce fut alors la coupure Est-Ouest et la guerre froide contre L'empire du mal. Après l'implosion de l'Union soviétique (qui avait pris le contre pied de Marx en adoptant le modèle de croissance de l'Occident, et qui en mourut), ce fut l'opposition Nord-Sud contre un nouvel Empire du Mal, menaçant, lui aussi, à l'échelle mondiale, la sécurité des possédants, et des envahisseurs : l'Islam devint synonyme de terrorisme par une simple assimilation sémantique de la résistance et de la terreur.

La première étape fut la vassalisation de l'Europe. L'Europe est, en 1998, un pays occupé.

[1] Voir à ce sujet le livre de Paul Marie de la Gorce : *39-45, une guerre inconnue*, Ed. Flammarion, 1995, p. 49 à 160.

L'Europe est sous occupation financière.

Les marchés dirigent de plus en plus les gouvernements. Grâce à une politique constante de privatisation et de dérégulation financière, les grandes corporations étrangères, et notamment américaines, prennent des parts de plus en plus importantes dans notre économie.

Pour ne citer que des exemples français.

Le fonds Wellington est le premier actionnaire de Rhône-Poulenc. Le fonds américain de Lazard et Templeton entre à la fois dans Rhône-Poulenc et dans Pechiney dont il est, avec Fidelity, l'actionnaire majoritaire. Chez Schneider le directeur financier du groupe, Claude Pessin, admet que "notre capital est désormais détenu, à hauteur de 30 % par des investisseurs étrangers." Il en est de même, à 33 %, dans le Capital de Paribas, à 40 % dans les ciments Lafarge, à 33 % dans Saint-Gobain, à 25 % dans la Lyonnaise des eaux, à 40 % dans A.G.F, etc.

Dans *Le Monde* du 19 novembre 1996, Eric Izraelevicz écrit : "Ce qui frappe, c'est le dépérissement du nationalisme industriel en France. Les entreprises étrangères peuvent désormais y acheter tous les joyaux qu'elles veulent sans y provoquer de réaction."

En un mot l'industrie européenne passe sous contrôle américain. Un pays membre de l'O.M.C. (Organisation mondiale du commerce) ne peut plus (à l'exception des Etats-Unis qui peuvent tout se permettre, y compris de donner à leurs propres lois une extension internationale contraignante, comme la loi Helms-Burton, interdisant les investissements à Cuba, ou la loi d'Amato en Iran et en Libye.)

> — ni de limiter ses importations agricoles ni subventionner ses exploitations;
> — ni de refuser l'implantation de firmes multinationales, auxquelles doivent être consenties les mêmes conditions qu'aux industries nationales;

Toute infraction à ces diktats fait du pays un délinquant passible de représailles économiques, menace aussi redoutable que celle des armes. Les pays assujettis aux exigences du F.M.I. (Fonds monétaire international) savent déjà ce qu'il leur en a coûté d'émeutes et de morts. (De l'Algérie en 1988 à l'Indonésie en 1998.)

Le courant dominant, chez les économistes officiels comme chez les politiciens, est celui qui défend le libéralisme sans frontière, prônant l'effacement de l'Etat devant la toute-puissance du marché, afin de n'opposer aucun obstacle à l'occupation économique.

La variante des partis socialiste et communiste va dans le même sens, avec la feuille de vigne d'un langage sur la justice et la meilleure répartition des revenus et des charges.

Dans l'une et l'autre version l'on ne voit d'autre issue que la croissance et l'Europe (ils disent une autre Europe), sans jamais sortir de la perspective occidentale. L'on exalte, en en faisant un best-seller, *L'horreur économique* de Vivian Forrester, sans esquisser la moindre perspective réelle pour en sortir puisqu'on refuse de désigner l'occupant et

pas davantage l'horizon d'un autre monde en train de naître et d'autres modèles de développement.

L'Europe est sous occupation politique.

Depuis l'acceptation du traité de Maastricht, plus de 70% des décisions politiques fondamentales ne sont plus prises par le Parlement mais par les commissions de technocrates de Bruxelles qui n'ont à répondre devant personne, sauf devant douze premiers ministres se réunissant quelques heures tous les six mois pour entériner des orientations décidant du destin de 340 millions de personnes.

L'Europe de Maastricht est une Europe américaine.

A trois reprises la même formule le proclame dans le texte :

> L'objectif (du traité) est de développer l'Union Européenne occidentale (U.E.O.) en tant que moyen de renforcer le pilier européen de l'Alliance Atlantique. (Déclaration sur l'U.E.O. B.4)

Pour que nul ne se trompe sur cette vassalité d'une Europe américaine, il est précisé dans la Déclaration I, que l'éventuelle défense commune devra être "compatible avec celle de l'Alliance Atlantique" (paragraphe I) qu'elle doit se tenir "dans le Cadre de l'U.E.O. et de l'Alliance Atlantique" et que "l'Alliance restera le forum essentiel de consultation" (B, 4).

Il ne s'agit donc pas de faire le poids, mais de n'être qu'une composante de la politique étrangère américaine.

L'Europe de Maastricht se situe dans le contexte de la politique de domination mondiale des Etats-Unis.

Le 8 mars 1992, le *New York Times* publiait un document émanant du Pentagone. L'on pouvait y lire :

> Le département de la Défense affirme que la mission politique et militaire des Etats-Unis, dans la période de l'après guerre froide, sera de s'assurer qu'il ne soit permis à aucune superpuissance rivale d'émerger en Europe occidentale, en Asie, ou sur le territoire de la C.E.I.
> La mission des Etats-Unis sera de convaincre les rivaux éventuels qu'ils n'ont pas besoin d'aspirer à un rôle plus important ni d'adopter une position plus agressive, les dissuader de défier notre suprématie ou de chercher à renverser l'ordre politique et économique établi.

Ce rapport souligne l'importance du "sentiment que l'ordre mondial est en fin de compte soutenu par les Etats-Unis," et dessine un monde où existe un pouvoir militaire dominant, dont les chefs "doivent maintenir les dispositifs qui ont pour but de décourager des concurrents éventuels qui aspireraient à un rôle régional ou mondial plus important."

> Nous devons chercher à empêcher l'apparition de systèmes de sécurité exclusivement européens, qui mineraient l'OTAN. *(International Herald Tribune*, 9 mars 1992).

Dans l'acte final de la conférence de Maastricht, la Déclaration sur les rapports avec L'Alliance Atlantique ne laisse aucun doute à ce sujet : "L'Union européenne agira en conformité avec les dispositions adoptées dans L'Alliance Atlantique."

Le traité préconisant que les institutions européennes mettent en œuvre une politique commune pour "tous les domaines de la politique étrangère", cela signifie " à la lettre, écrit Paul Marie de la Gorce, directeur de la *Revue de Défense Nationale*, qu'il n'y aura plus du tout de politique nationale ". Cette disposition figure en tête de l'article J. 1, du titre V et aussi dans l'article J. 4.

Il est donc bien clair qu'il s'agit d'une **Europe américaine.**

Il en est de même de la politique économique et sociale et de la politique tout court.

De même que Bush a lancé en 1991 l'initiative d'un marché unique de toutes les Amériques de l'Alaska à la Terre de feu de même qu'il a notifié au président du Sénégal Abdou Diouf, la volonté américaine d'une unification économique rapide de l'Afrique, de même le président Reagan, dès le 8 mai 1985 appelait à "élargir l'unification européenne pour qu'elle aille de Lisbonne jusqu'à l'intérieur du territoire soviétique", Georges Bush s'est félicité des décisions historiques prises à Maastricht: "Une Europe plus unie, dit-il, donne aux Etats-Unis un partenaire plus efficace, prêt à assumer de plus grandes responsabilités." Clinton, en 1998, salue avec enthousiasme la création de l'euro.

Maastricht signifie un ralliement total, et en principe définitif, à une économie de marché sans limite.

Valéry Giscard d'Estaing, dit à TF1, le 4 juin 1993, qu'avec l'application de Maastricht il n'y aurait plus de nationalisations possibles en vertu des articles 102 a, assorti de surveillance et de sanctions (art. 104 c).

Même un économiste fort loin d'être hostile à ce marché sans limite du capitalisme libéral, écrit "Le problème est de savoir si ce choix doit être imposé par un Traité sur lequel, en principe, personne ne pourra revenir, et si les peuples doivent ainsi se voir interdire toute autre option."

L'article J. 3 stipule expressément cette interdiction de revenir sur les décisions.

Robert Pelletier, ancien Directeur général des services économiques du CNPF et membre du Comité économique et social de la CEE au titre du patronat, trace les projections suivantes (*Le Monde* du 23 juin 1992) : en Espagne, d'ici à 1997, poussée du chômage de 16 % à 19 %, en Italie, "explosion sans exemple historique du chômage"; "calculs qui donnent le vertige" pour la Grèce et le Portugal. Quant aux français, "on ne pourra pas leur dissimuler trop longtemps que la politique induite par Maastricht, sous des couleurs libérales de retour à l'économie de marché, est, en fait, le modèle le plus authentiquement réactionnaire de ces soixante dernières années."

Ainsi intégrée au marché mondial dominé par les Etats-Unis, l'Europe livre son agriculture, son industrie, son commerce, son cinéma et sa culture entière, aux règles du libre échange dont un économiste aussi prudent que Maurice Allais dit clairement "J'exclurais, au moins pour l'avenir prévisible, toute orientation vers un libre- échange mondial, comme c'est la tendance actuelle."

Des exemples récents et douloureux justifient ses craintes.

D'abord en ce qui concerne l'agriculture européenne, assassinée pour servir les intérêts des fermiers américains.

Les accords, du 18 mars 1992, directement inspirés par les Etats-Unis et son directeur général américain Arthur Dunkel, mettent en cause la politique agricole commune (PAC) de l'Europe qui permettrait d'aider les agriculteurs européens à affronter le marché mondial, sous menace de représailles du genre de celles exercées par les Etats-Unis pour imposer à l'Europe l'importation de viandes traitées aux hormones et interdites à Bruxelles.

Aussitôt l'Europe obéit aux injonctions américaines : l'accord européen conclu le 21 mai 1992, pour réformer la politique agricole commune exige la réduction de la production de céréales par la mise en jachères obligatoires de 15% des terres arables, la diminution, sur trois ans, de 15% de la production de viande de boeuf, et de 2,5% pour le beurre.

Pour la viande et le lait la prime à la vache laitière est supprimée pour abaisser la productivité, et les quotas laitiers seront réduits de 2%.

Cette coupe sombre dans les agricultures européennes (à un moment où un cinquième de l'humanité souffre de la faim) laisse le champ libre aux céréaliers américains pour répondre à la demande solvable. La clé de cette politique agricole monstrueuse : faire chuter la production et la productivité, en réduisant les prix garantis et les surfaces cultivées pour que le marché (appelé pudiquement demande solvable) reste une chasse gardée américaine. Les affamés *insolvables* sont rayés de la carte alors que huit cent mille tonnes de viande de bœuf, vingt-cinq millions de tonnes de céréales, sept cent mille tonnes de beurre et de poudre de lait sont stockés, aux frais de la communauté, pour s'aligner sur le système agricole américain.

* * *

L'industrie européenne n'est pas moins mise en péril. Déjà, sous prétexte de maintenir les règles de la concurrence en Europe, le commissaire européen pour la concurrence, l'anglais Léon Brittan, avait interdit à deux compagnies, française et italienne, d'acheter la firme aéronautique de Havilland, afin de ne pas laisser un groupe européen atteindre une dimension capable de gêner les sociétés américaines. Les Etats-Unis exercent leur pression pour que les avances remboursables accordées à Airbus Industrie ne dépassent pas 25% du prix des appareils au lieu des 35% au-dessous desquels les Européens ne peuvent pas descendre. Les Américains, propagandistes du libre échange, menacent, par représailles, de frapper les Airbus de taxes qui leur fermeraient le marché américain.

Il en est ainsi dans tous les secteurs, depuis les eaux minérales, où Leon Brittan s'oppose à l'achat de Perrier par Nestlé pour empêcher, dit-il, la concentration du marché en Europe, (alors qu'il s'agit, en réalité de ne pas ouvrir un marché concurrentiel avec les entreprises américaines), jusqu'à l'électronique: après le groupe néerlandais Philips et le groupe franco-italien SGS Thomson, le groupe allemand Siemens renonce aux grands espoirs et abandonne la production de masse à l'IBM américaine. On imagine les catastrophes pour l'emploi et le chômage de cette mise sous tutelle technologique américaine.

L'exemple le plus typique est celui du trafic d'armes. Moins d'un an après les promesses de Georges Bush de lutter contre la prolifération des armes, y compris des armes conventionnelles, un accord de mai 1991, entre le Pentagone et le ministre de la défense Dick Cheney, autorise le gouvernement fédéral à aider les exportateurs américains à exposer et à vendre leurs armements.

Il en résulte qu'en 1991, les Etats-Unis ont presque doublé leurs exportations d'armement auxquels la Guerre du Golfe a fait une publicité sans précédent. Les ventes ont progressé de 64% en 1991; 23 milliards de dollars contre 14 milliards en 1990.

Dans tous les domaines, l'Europe est une **Europe vassale**.

Ajoutons que cette Europe des Douze est un club des anciens colonialistes. Ils y sont tous. Les pionniers : Espagne, Portugal; les grands Empires : Angleterre, France, Belgique, Hollande; les tard-venus : Allemagne et Italie. Et, malgré cela, dans les accords de Maastricht, vingt et une lignes sur 66 pages sont consacrées à la définition des rapports avec le Tiers-monde (titre WII article 130 U), de bonnes paroles sur son développement, sur la lutte contre la pauvreté, la thèse centrale étant : insertion... des pays en développement dans l'économie mondiale, c'est à dire cela même qui les tue. Les anciennes puissances colonialistes européennes ont accepté aujourd'hui, au delà de leurs rivalités anciennes, la suzeraineté américaine pour constituer un colonialisme d'un type nouveau, unifié et totalitaire.

L'Europe reste ainsi une **Europe colonialiste**, mais subordonnée, comme dans le Golfe, aux maîtres américains.

L'Europe est sous occupation culturelle.

Nous avons montré dans *Les Etats-Unis avant-garde de la décadence* comment le système économique fondé sur le monothéisme du marché engendrait la violence et le crime, l'évasion et la drogue, et toutes les formes de lavage de cerveau, (depuis les *Rocks* à 130 décibels, vidant un jeune homme de toute conscience critique jusqu'à l'hébétude et l'animalité), étaient destructeurs de toute culture. Nous ne reprendrons pas en détail cette analyse pour ne retenir que l'aspect dominant et le plus ravageur de la colonisation culturelle : le cinéma et la télévision.

Washington et Hollywood, sur la lancée de l'*Organisation mondiale du commerce* (O.M.C., ex G.A.T.T.) et considérant la culture comme un département du commerce, entendent imposer ceci sur la base des principes énoncés dans un document intitulé US Global Audiovisual Strategy :

— éviter un renforcement des **mesures restrictives** (notamment les quotas de diffusion d'œuvres européennes et nationales), et veiller à ce que ces mesures ne s'étendent pas aux services de communication;
— améliorer les conditions d'investissement pour les firmes américaines en libéralisant les régulations existantes;
— lier les questions audiovisuelles et le développement des nouveaux services de communication et de télécommunications dans le sens de la déréglementation;
— s'assurer que les restrictions actuelles liées aux questions culturelles ne constituent pas un précédent pour les discussions qui vont s'ouvrir dans d'autres enceintes internationales;
— multiplier les alliances et les investissements américains en Europe;
— rechercher discrètement l'adhésion aux positions américaines des opérateurs européens.

Il suffit d'ailleurs de lire chaque semaine les programmes de télévision pour mesurer l'importance de l'invasion. Et sa malfaisance en y constatant le déferlement de la violence dans les films américains, et, du point de vue formel, la dégradation du rôle du texte et de ses interprètes au profit des effets spéciaux, au point que nos jeunes, intoxiqués à leur insu par de tels spectacles, appellent films d'action ceux-là seuls où abondent les bagarres et les coups de revolver, les cascades automobiles, les déflagrations, et les incendies.

La part de marché du cinéma français aux Etats-Unis stagne autour de 0,5%, alors que, dans l'Europe des quinze, de 1985 à 1994, la part de marché des films américains est passée de 56 à 76%, pour atteindre parfois 90%.

Sur les cinquante chaînes européennes de télévision (même en excluant les réseaux câblés et cryptés et en ne retenant que ce qui est diffusé en clair), les films américains représentaient, en 1993, 53% de la programmation.

Dans le bilan commercial de l'audiovisuel européen face aux Etats-Unis le déficit est passé d'un milliard de dollars en 1985 à 4 milliards en 1995. Ce qui a entraîné, en dix ans, la perte de deux cent cinquante mille emplois.

La colonisation culturelle est du même ordre de grandeur en ce qui concerne les investissements : les firmes géantes comme Time Warner-Turner, Disney ABC, Westinghouse CBS, accaparent en Europe les studios, accroissent le réseau de leurs salles multiplex, s'ingèrent en maîtres dans les réseaux câblés, multipliant les accords avec les entreprises locales en s'y attribuant la part du lion.

Pénétrant en conquérants dans les pays de l'Est, ils sont en train de s'emparer des principales télévisions privées.

Les quelque cent quarante monopoles nationaux de l'audiovisuel en Europe ont été dévorés par un oligopole mondial de cinq ou six groupes sous direction américaine. En ce domaine aussi le gouffre du déficit s’agrandit : de 2,1 milliards de dollars en 1988, il passe à 6,3 en 1995.

Dans les organismes internationaux les monopoles américains s'attribuent le rôle dirigeant dans les négociations afin de favoriser leur pénétration en obtenant des facilités pour leurs investissements, au point de prétendre bénéficier de l'aide communautaire en Europe et du fonds de soutien en France.

Les capitulations des dirigeants français n'ont cessé, depuis les accords Blum-Burnes qui, au lendemain de la guerre, ont livré le cinéma français au cinéma américain, jusqu'aux timides protestations des actuels dirigeants pour obtenir une exception culturelle dans la jungle économique du libre marché. Enfin, en décembre 1996, à Singapour, les représentants du gouvernement français ont accepté la déréglementation sur les fibres optiques et les nouvelles technologies de l'audiovisuel.

Les cultures de l'Europe, et celles du monde entier lorsque les dirigeants s'alignent sur les anglo-saxons, sont ainsi laminées par l'anticulture américaine fondée sur le monothéisme du marché.

* * *

Lorsque Monsieur Bush proclame : "Il faut créer une zone de libre marché de l'Alaska à la Terre de Feu" et lorsque son secrétaire d'Etat, John Baker ajoute : "Il faut créer une zone de libre marché de Vancouver à Vladivostok", le plus grand débat du siècle est celui-ci :

Laisserons-nous crucifier l'humanité sur cette croix d'or ?

A Bretton Woods s'était affirmée l'hégémonie mondiale du dollar, devenant, au même titre que l'or, l'étalon mondial de la monnaie.

Les institutions nées de Bretton Woods étaient les instruments d'une domination économique planétaire: le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale pouvaient librement, par des prêts accordés sous des conditions politiques (comme le Plan Marshall en Europe), écumer à leur gré les anciennes colonies de l'Europe tombées en déshérence par l'effacement des grands empires coloniaux en Afrique, en Asie, comme il en avait été autrefois en Amérique du Sud pour l'éviction de l'Angleterre et de l'Espagne.

Dans une deuxième étape, celle du GATT (Accord général sur le commerce et les impôts) le libre échange, imposé à l'échelle universelle, avait joué le rôle qu'il avait joué en faveur de l'Angleterre et de son empire pendant un siècle et demi.

(Le GATT, devait, dans le dernier quart du XXe siècle, changer de nom (Organisation mondiale du commerce (OMC) mais sans changer sa fonction.)

Des lors il devenait facile de faire de l'Europe de l'Ouest une vassale des Etats-Unis, non seulement par l'intégration militaire, en faisant de ses troupes des supplétives de l'OTAN, mais en étendant à tous les autres domaines de l'activité (de l'économie à la culture) cette suprématie américaine.

Le système fut perfectionné à Amsterdam de telle sorte que les 3/4 des lois de chaque peuple étaient imposées par l'Organisme européen de Bruxelles.

Restaient des étapes à franchir pour détruire tout ce qui pouvait subsister de l'autonomie de nations. D'abord le droit régalien de battre monnaie qui constituait depuis des siècles, le critère fondamental de la souveraineté, et ce fut le projet de monnaie unique, de l'Euro par lequel devait se clore le XXe siècle et s'ouvrir le XXIe siècle.

Restait à parachever la grande entreprise de mondialisation, c'est-à-dire de destruction définitive des économies et des cultures de tous les peuples au profit de la mondialisation de l'empire américain et de son monothéisme du marché.

Et ce fut le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) que l'on a pu appeler, avec juste raison : "Une machine infernale pour déstructurer le monde."

En effet, après la réglementation despotique, par les Etats-Unis, du système monétaire mondial (par le FMI) et du commerce international (par l'OMC), le ligotage final du monde impliquait un traité multilatéral sur la liberté des investissements.

Cette dernière charte du libéralisme sauvage a pour objet d'instaurer dans le monde entier la monarchie absolue du marché en abattant tout obstacle à l'investissement: toute multinationale doit bénéficier des mêmes avantages que les investisseurs nationaux: liberté d'investir, mais aussi de licencier le personnel, de délocaliser les centres de production et de recherche, de transgresser les lois du travail et de l'environnement, les Etats acceptant "sans condition de soumettre les litiges à l'arbitrage d'une Chambre de commerce internationale. (CCI)."

De cet organisme supranational toute "sentence **arbitrale est définitive et obligatoire**" excluant par conséquent tout droit de recours. Il est même prévu : "**pour que l'investisseur puisse agir contre l'Etat d'accueil**… : le dommage bien qu'imminent ne doit pas nécessairement avoir été subi avant que le différend puisse être soumis à un arbitrage."

Ce carcan nouveau (et définitif) faisant du marché le seul souverain universel, est une généralisation des accords de l'ALENA, passés entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. L'on peut donc, en grandeur réelle, connaître les conséquences que comporterait son application.

Le Canada, qui refuse à la société Ethyl & Co l'entrée sur son marché de carburants comportant un adjuvant toxique, se voit demander 251 millions de dollars d'indemnités pour perte estimée de profits. Au Mexique, où le gouvernement refuse l'installation d'une décharge de produits toxiques dans un site protégé, la société américaine concernée réclame quatre cents millions de dollars. Les impôts des citoyens indemnisent les profits des multinationales !

Ce projet, avoue crûment : "L'AMI, comme tout accord international à caractère contraignant, aura pour effet de modérer, dans une certaine mesure, l'exercice de l'autorité nationale."

Ce projet, régissant tous les pays du monde, fut discuté secrètement, depuis trois ans, par les seuls membres de l'OCDE, groupant les pays les plus riches et excluant tout ce qu'il était convenu d'appeler le Tiers Monde, alors qu'il comporte des conséquences

redoutables en ce qui concerne l'emploi et le chômage, la santé, les services publics, la protection sociale, et l'environnement, d'une manière générale l'**indépendance nationale.**

Il insiste, au plan social, sur les bienfaits de l'inégalité. L'OCDE définit le creusement des inégalités comme "ce que la logique économique recommande." Elle ne s'interroge pas sur la pertinence de cette logique, elle évoque "l'aiguillon de la pauvreté" et accuse les interventions publiques d'enfermer les individus dans "une logique de la **dépendance**."

Il est remarquable que sur ce programme, impliquant non seulement la privatisation totale des entreprises, mais l'exclusion de toute intervention de l'Etat pour protéger les plus faibles, les dirigeants français (de droite comme de gauche) n'ont fait d'objection qu'en invoquant l'exception culturelle. Il est vrai que c'est là un domaine particulièrement sensible puisque de tels accords conduiraient à la ruine du cinéma français, accroîtraient encore la main mise du cinéma sanglant d'Hollywood, qui submerge déjà nos écrans et notre télévision, et assureraient la main mise des magnats américains de l'information par l'investissement débridé dans la presse et l'édition. Les esprits comme les corps seraient ainsi livrés aux manipulations de la logique marchande.

Mais c'est la totalité de notre vie et de son sens qui doivent se libérer des tentacules de la pieuvre, c'est-à-dire des toutes puissantes multinationales des 29 pays membres de l'OCDE qui contrôlent les deux tiers des flux mondiaux des investissements, c'est à dire 340 milliards de dollars en 1996.

Comment peut s'opérer cette nouvelle libération, celle de l'occupation de notre pays, depuis son économie jusqu'à sa culture ?

Ni les partis (de droite ou de gauche), ni les Eglises, ne répondent à ces interrogations majeures de nos angoisses.

Ni les uns ni les autres n'avancent des solutions à l'échelle du monde.

Les uns ne songent qu'aux alternances à la possession du pouvoir, et, incapables de résoudre les problèmes, se succèdent au pouvoir selon le rythme suranné des pseudo antagonismes de la gauche et de la droite, chacun étant à son tour sanctionné par les électeurs pour ses échecs dans la pratique d'une même politique masquée sous des langages différents.

Quel que soit le parti (ou la coalition) de partis au pouvoir, le chômage et l'exclusion augmentent inexorablement, de huit cent mille chômeurs en 1978 à trois millions en 1998, alors que se sont succédé gouvernements de droite et de gauche.

Les Eglises institutionnelles ne font pas mieux. Monarchisant leurs structures, sclérosant leurs dogmes, prétendant toutes à la domination universelle d'un univers auquel elles n'apportent rien.

Un catholicisme, détruisant toutes les espérances nées du concile de Vatican II, se donne des structures de plus en plus autoritaires et totalitaires, pratiquant

systématiquement le double langage et la double action, masquant sous des homélies empruntées à l'Evangile, une politique de collusion avec les Etats-Unis (pour lutter, autrefois, contre le communisme à l'Est et contre les théologies de la libération en Amérique du Sud) évitant de répondre (autrement que par des paroles) aux angoisses des peuples sur le chômage, la guerre, les exclusions, et se fixant de manière obsessionnelle sur les thèmes sexuels, substituant les spectacles d'un *one man show* aux guidances spirituelles libératrices.

L'Islam, qui eût pour mission, au temps de son Prophète et aux siècles de sa grandeur, de représenter l'universel dans les cultures comme dans la foi, et qui pourrait aujourd'hui encore donner cet exemple, se replie dans sa particularité proche-orientale. Comme le clergé romain il ne donne pas un visage à l'espérance de tous, mais se referme sur la coutume et le rite du passé, au lieu de s'ouvrir aux problèmes majeurs de nos peuples et de notre temps. C'est ainsi qu'il devient objet de l'histoire alors qu'il en fut, pendant des siècles, le sujet créateur, fécondé par la communion avec toutes les spiritualités, depuis les sagesses de l'Inde jusqu'à la foi de ses soufis andalous si proches de la plénitude humaine de Jésus.

Tout est donc à faire, aux plans de l'économie, de la politique, de l'éducation et de la foi, plus inséparables que jamais, et ayant plus que jamais besoin de retrouver leur unité fondamentale dans la promotion de l'homme.

Quel est l'avenir de l'Europe en face de cette décadence du *Dernier empire* (comme l'appelle Paul Marie de la Gorce) ?

L'Europe s'est longtemps isolée, comme autrefois l'Empire romain, refusant son appartenance à la grande île eurasiatique dont elle n'est qu'une petite péninsule, dans une domination centrée sur la Méditerranée (*Mare Nostrum*). A partir de là, elle exerçait son empire colonial sur le monde, depuis l'Amérindie avec son or, l'Afrique avec ses esclaves, l'Asie où elle imposait sa domination à l'Inde, avec les anglais, à la Chine par sa coalition européenne pour la guerre de l'opium et le rapt des Etats-vassaux, sur le Proche et Moyen Orient, avec ses pétroles, par un condominium anglo-français sur le monde musulman. Il y eut un partage anglo-français de l'Afrique orientale par les uns, de l'Afrique occidentale par les autres, sans parler des opération connexes de la Hollande en Indonésie, de la Belgique au Congo, de l'Espagne, et du Portugal de l'Angola et du Mozambique au Cap Vert, de l'Italie en Libye et en Ethiopie.

Les désastres de deux guerres mondiales intra-européennes, ont permis aux Etats-Unis non seulement de se substituer aux anciens colonisateurs européens, de l'Amérique du Sud aux Philippines dans le Pacifique, de devenir les maîtres du Proche Orient et se ses pétroles, de s'infiltrer puissamment en Afrique, mais même et surtout de faire des anciens colonisateurs ses propres colonisés en Europe même.

La seule possibilité de libération de cette Europe vassalisée est donc de rétablir, sur des bases radicalement nouvelles, (non plus de colonisateurs à colonisés, mais de partenaires égaux et complémentaires) ses rapports avec l'Asie d'abord (en particulier la Chine et l'Iran) mais aussi avec l'Afrique et l'Amérique du Sud et du Centre.

Ainsi seulement une Europe d'abord maîtresse de la Méditerranée, puis colonisatrice de trois continents, puis une Europe Atlantique vassalisée, opérera sa résurrection dans l'universel.

* * *

Hitler a gagné la guerre d'abord en France et avec facilité par la ruée de ses politiciens vers la servitude. La déchéance actuelle de la Ve République ressemble étrangement à la décomposition de la IIIe.

La parallélisme est saisissant entre le passage des abandons de Munich à la capitulation de Rethondes, et le chemin qui mène des abandons de Maastricht aux capitulations d'Amsterdam et de l'Euro, qui marquent l'abdication de toute indépendance de l'économie et de la politique françaises devant le diktat des Banques et des multinationales enlevant à la France le signe le plus évident de la souveraineté: **le droit de battre monnaie** afin de rester maître de sa législation sociale comme de sa politique extérieure d'exportation.

Le parallélisme est saisissant entre le reniement de de Gaulle et de la Résistance française en une seule phrase prononcée par le chef de l'Etat sous la pression du lobby américano-sioniste (et sous la présidence du grand rabbin Sitruk, celui qui assurait à Shamir, le 12 juillet 1990: "Chaque juif français est un représentant d'Israël") Le chef actuel de l'Etat français, se réclamant du gaullisme, déclare: "La folie criminelle de l'occupant a été secondée **par les français et par l'Etat français**."

Le contraire exact de ce que disait de Gaulle de notre peuple : "Fût-ce aux pires moments, notre peuple n'a jamais renoncé à lui-même" (*Mémoires* III, 194) et de ce qu'il disait de Vichy "écume ignoble à la surface d'un corps sain." (III, p.142) : "j'ai proclamé l'illégalité d'un régime qui était à la discrétion de l'ennemi" (I, 167), "Hitler a créé Vichy." (I, 389)

Le lobby organisateur de la manifestation salue avec enthousiasme ce reniement par lequel était reconnue : "la continuité de l'Etat français entre 1940 et 1944."

Même retournement en ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, dont les dirigeants socialistes, tournent le dos à Jaurès et au socialisme (comme d'autres à de Gaulle et à la Résistance française), par leur ralliement à l'Europe des banquiers, sans souci (sauf en paroles) du chômage et des inégalités qui découlent de ce ralliement, et de la perte de toute indépendance en matière de politique sociale et de politique tout court.

La similitude entre les deux décadences de la République ne s'arrête pas là: alors que des journaux fascistes, comme *Gringoire*, ne cessaient de vilipender la France, sa culture, son peuple, sa morale, jusqu'à voir dans Hitler un élément de régénération et écrire: "Plutôt Hitler que le Front Populaire!" et qu'un autre considérait la défaite comme une *divine surprise*, aujourd'hui Bernard-Henri Lévy considère que le régime de Vichy est la résultante nécessaire de l'histoire et de la culture de la France dans sa totalité. Selon lui, de Voltaire à la Révolution française, de toute la tradition chrétienne à Péguy, sans épargner même Bernard Lazare, l'analyste juif de l'antisémitisme et en l'égratignant au passage, tout notre passé fait de la France "la patrie du national-socialisme." (*L'idéologie française*, p. 125). Il insiste : "la culture

française... témoigne de notre ancienneté dans l'abjection." (*ibidem*, p. 61). De cette France "je sais son visage d'ordure, la ménagerie de monstres qui y habitent." (p. 293) comme si la France était avant tout la patrie de Pierre Laval, de Philippe Henriot et de la milice.

Dans la décomposition de l'oligarchie politique, au lieu du "ni à gauche, ni à droite : la France", qui fut l'appel de de Gaulle à la Résistance et à la Résurrection, l'on voit aujourd'hui, comme hier à l'Assemblée de Bordeaux, se mêler les voix de tous ceux qui se ruent à la servitude. Ce fut autrefois l'honneur du parti communiste de pouvoir dire qu'il n'était pas "un Parti comme les autres"; aujourd'hui, avec les contorsions politiciennes traditionnelles, il se rallie, avec le parti socialiste, à l'Europe, c'est à dire à la trahison des espérances de tout ce qui, en France, travaille au lieu de spéculer.

Le même phénomène se produit à droite où, à la faveur des contradictions et des ambitions qui conduisent à la scission, un mouvement qui se voulait **national,** au dessus du marécage des partis, accepte, pour une victoire à la Pyrrhus dans la mêlée électorale, sous l'influence d'un politicien, ancien transfuge du R.P.R., un ancrage à droite pour devenir, dans des assemblées nauséeuses, le maître du jeu — du jeu de massacre.

La réaction de rejet du système, dans le peuple français, est significative : il commence à percevoir l'imposture de la démocratie déléguée, aliénée, et le front du refus des équipes politiciennes se renforce chaque jour.

Aux élections régionales de 1998, si l'on ajoute au chiffre record de 42,5% d'abstentions, les 15% qui ont cru que le Front National se situerait en dehors des partis, les 5% d'une extrême gauche qui désavoue le ralliement du parti communiste à la caricature d'un socialisme, et si les **chefs** de la cuisine électorale, continuent, en nombre à peu près égal, à se partager les régions et leurs prébendes, l'on s'aperçoit que les **deux tiers** des électeurs les rejettent et que chaque région sera dirigée par la moitié du tiers restant, c'est à dire par les élus d'environ 15 à 20% des votants. Etrange **démocratie,** de plus en plus proche des modèles du genre : les Etats-Unis, Israël, l'Angleterre où prospère aujourd'hui, sous étiquette Socialiste, un **clone** de Mme Thatcher.

Ainsi s'opère, une fois encore, l'abaissement de notre peuple devant une domination étrangère.

Ce n'est pas, il est vrai, celle d'Hitler, mais du lobby américano-sioniste tout puissant, des gens qui ne font aucun obstacle, sinon parolier, à la politique de Netanyahou, porte-clés des Etats-Unis : Cohen au ministère de la guerre, Madame Albright aux Affaires Etrangères, et les trois principaux dirigeants de la C.I.A., pour ne citer que ceux qui tiennent les leviers de commande de l'Etat.[1]

Un fascisme rabbinique ignorantin, sous la protection inconditionnelle des Etats-Unis, apporte au *Choc des civilisations* de Huntington et du Pentagone, le fer de lance de son "bastion avancé de la civilisation occidentale contre la barbarie de l'Orient",

---

[1] Voir Annexe : Les Etats-Unis, colonie d'Israël.

programme de Théodore Herzl, appliqué, un siècle plus tard, par les néo-nazis de Brooklyn et d'Hébron.

La **tête chercheuse** de cette politique bicéphale, mais animée par le même objectif : *Le choc des civilisations* de Huntington ou le "bastion avancé de la civilisation judéo-chrétienne contre la barbarie orientale" demeure immuable : l'auteur de si nombreux "crimes contre l'humanité" au Liban, Ariel Sharon, demeure le super ministre de la politique colonialiste de Netanyahou.

Oui, Hitler a gagné la guerre. Ses objectifs sont atteints: la destruction de l'Union soviétique, la vassalisation de l'Europe, la domination du monde par un peuple élu, hier Aryen, aujourd'hui américano-israélien. Une nouvelle occupation, un nouveau clivage entre résistants et collabos remplace, aujourd'hui comme hier, les désuètes et artificielles distinctions entre gauche et droite, dont les dirigeants, dans leur quasi totalité, acceptent les servitudes et les diktats du nouvel occupant Atlantique et ses *gauleiters* de Maastricht et de l'euro.

II

Comment construire l'unité humaine pour empêcher ce suicide planétaire

1) — Par une mutation économique

A. Un contre Bretton Woods

La seule politique qui ait aujourd'hui un avenir est celle qui résoudra les problèmes fondamentaux qui se posent à nous :

Chômage

Immigration

Faim dans le monde, avec toutes les conséquences morales et culturelles qui en découlent.

Ces trois problèmes n'en font qu'un. L'on ne nous offre que de fausses solutions.

Les deux plus illusoires sont :

— ces problèmes seront résolus par la croissance;
— ces problèmes seront résolus par l'Europe.

Ce sont là les mensonges les plus meurtriers.

Aucun de nos problèmes vitaux ne sera résolu par la croissance.

Les Etats et les partis politiques des pays occidentaux n'abordent jamais ainsi le problème. Au contraire.

Cette croissance est présentée par les politiques et les médias, comme une panacée pour sortir de la crise et du chômage, alors que, depuis 1975, la croissance, obtenue par un accroissement de la productivité grâce au développement des sciences et des techniques, ne crée plus d'emplois, mais au contraire en détruit en remplaçant de plus en plus le travail de l'homme par celui des machines. En 1980, la Belgique produisait dix millions de tonnes d'acier avec quarante mille ouvriers; en 1990, elle en produit douze millions et demi avec vingt-deux mille ouvriers.

La croissance est impulsée par les gains de productivité obtenus grâce à la science et aux techniques, qui permettent de remplacer une grande partie du travail humain par des machines, et, plus encore aujourd'hui, par le développement de l'informatique, de la robotique, des ordinateurs.

Il serait absurde d'incriminer les sciences et les techniques. Le malheur vient de l'usage qu'on en fait.

Par exemple, depuis 1970, la productivité, grâce à ces découvertes, a augmenté de 89%. C'est une chance pour l'humanité, pour lui épargner les tâches les plus répétitives. Mais c'est un malheur pour elle lorsque, dans la même période, la durée du travail n'a pas diminué et que le chômage a plus que décuplé. Cela signifie que l'accroissement de la productivité n'a pas servi l'ensemble de l'humanité mais seulement les propriétaires des moyens de production.

Alors que ce serait un bienfait pour tous, **si la durée de la semaine de travail était indexée sur la productivité.**

Ce serait un bienfait si cette augmentation des loisirs n'était pas récupérée par un marché des loisirs qui transforme le temps libre en un temps vide, vidé d'humanité par le genre de divertissements qu'on lui propose et qui ne favorise pas l'épanouissement physique et culturel. Cet espace de vie, au lieu d'aider l'homme à être un homme, c'est-à-dire un créateur, tend, en vertu du système du marché, à en faire un chômeur et, dans le meilleur des cas, un consommateur.

Cela ne signifie pas que nous soyons hostiles à la croissance, et moins encore au progrès des sciences et des techniques lorsqu'il permet de réduire la peine des hommes et des femmes, et ne conduit pas à leur asservissement ou à leur aliénation, comme, pour ne citer qu'un exemple, les *autoroutes de l'information* pour manipuler l'opinion au service de l'hégémonie américaine.

Mais la croissance et l'accroissement de la productivité, même avec les aménagements tels que l'indexation du temps de travail sur la productivité, ne résoudront pas le problème du chômage : tout au plus, en les assortissant, comme le veulent le patronat et le gouvernement, d'une compression des salaires et des protections sociales, ils peuvent permettre de grignoter quelques parts de marché sur le concurrent européen, américain ou japonais. Mais ils restent des expédients dérisoires.

L'autre mensonge, après la croissance comme panacée, est celui de l'Europe.

Aucun des problèmes vitaux ne peut être résolu dans le cadre de l'Europe.

L'on nous promet, avec l'Europe, un marché de trois cents millions de clients en omettant de dire qu'il s'agit de trois cents millions de concurrents sur le marché du travail. Car les économies européennes ne sont pas, pour l'essentiel, complémentaires, mais rivales. Et plus encore les économies américaines et japonaises.

Est-ce à dire que la seule alternative à l'Europe serait un repli nationaliste sur la France en l'enfermant dans des remparts protectionnistes ? Ce serait au contraire l'asphyxie.

La seule solution possible, c'est l'ouverture sur le monde dans sa totalité : tant que, après cinq cents années de colonialisme et cinquante années de FMI et de Banque Mondiale, subsiste ce monde cassé, avec son économie difforme où les deux tiers de la population du monde, dépouillés par l'Occident, ne sont pas solvables, demeureront juxtaposés le monde de la faim et celui du chômage. Même en raisonnant seulement en termes de marché comment espérer donner du travail aux uns, tant que des milliards d'hommes n'ont même pas le minimum nécessaire pour acheter leur nourriture?

La seule solution possible pour répondre à la faim des uns, aux chômages des autres et à l'immigration des affamés dans leur quête illusoire du travail, **c'est un changement radical de nos rapports avec le Tiers-Monde**, mettant fin à la domination de l'Occident et à la dépendance du Sud, car c'est la dépendance qui engendre le sous-développement.

Nous vivons dans un monde *cassé* : entre le Nord et le Sud, et, au nord comme au Sud, entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. Les 20% les plus riches de la planète disposent de 83% du revenu mondial, les 20% les plus pauvres, de 1,4%[1].

Lorsque le colonialisme pendant un demi-millénaire, et le système de Bretton depuis un demi siècle, ont créé de telles inégalités entre les peuples, le libre-échange suffit pour aggraver encore les dominations et les dépendances.

Comment inverser les actuelles dérives ?

D'abord en détruisant le mythe baptisant démocratie la liberté du marché : **le marché libre est l'assassin de la démocratie,** par l'accumulation de la richesse à un pôle des sociétés et de la misère à l'autre.

Ceci implique un certain nombre de décisions politiques tendant toutes à se libérer de la prétendue mondialisation de l'économie, c'est à dire de la volonté américaine de faire de l'Europe, et du reste du monde, une colonie ouvrant des débouchés à sa propre économie dans tous les domaines : de l'agro-alimentaire à l'aéronautique, de l'information au cinéma.

Il devient chaque jour plus clair que Maastricht est une cause majeure des malheurs non seulement des agriculteurs, en exigeant des jachères, mais de tous les travailleurs en encourageant, sous prétexte de compétitivité européenne, le nivellement par le bas (sous le nom de "flexibilité") des conditions de travail, en liquidant toutes nos industries, de l'aviation à l'informatique, et en bafouant notre culture par l'invasion du cinéma américain et de la télévision américaine, en faisant de notre armée les supplétifs des interventions américaines.

Quant à l'économie, l'article 301 de la loi américaine permet de protéger ses propres productions, alors que le GATT, (rebaptisé *Organisation Mondiale du Commerce*) impose à tous les autres pays un libre — échange qui laisse la place à toutes les importations américaines.

---

[1] Source : PNUD, Rapport de 1992.

Les lois Helms-Burton de 1996 et d'Amato-Kennedy, votées par le seul Congrès américain, prétendent s'imposer à toute la communauté internationale, lui interdisant tout commerce avec les pays désignés par elle seule, **les dirigeants américains légiférant ainsi pour le monde entier**.

Une nouvelle résistance suppose, non seulement de répudier Maastricht, mais aussi de nous retirer du FMI, de la Banque mondiale et de toutes les autres institutions servant d'instrument à cette volonté d'hégémonie mondiale sous prétexte de créer en Europe la monnaie unique de l'Euro. L'Europe et l'euro (qui abolit le droit régalien de battre monnaie comme attribut premier de la souveraineté) ne peuvent conduire, (par une rivalité sans frein pour augmenter la compétitivité) qu'à un nivellement par le bas des salaires et des prestations sociales afin d'abaisser les prix de revient entre économies concurrentes.

A partir de là, recouvrer la liberté d'établir des rapports radicalement nouveaux avec le tiers-monde, avec l'objectif précis d'encourager d'autres peuples européens à s'engager dans la même voie :

1 — **Annulation totale de la dette qui n'a ni fondement historique ni justification**
2 — **Suppression de toute aide financière aux gouvernements du Tiers Monde**
Par exemple : quarante milliards de francs au développement, c'est le montant du budget de l'aide publique de la France, dont l'objectif officiel est le soutien accordé aux plus pauvres de la planète. A 95% cette masse d'argent n'est pas de l'aide, et ne fait pas de développement. Au mieux, elle vide les poches des contribuables et remplit celles de quelques bénéficiaires gouvernementaux, (au Nord et au Sud); au pire elle tue. **Derniers exemples** de ce à quoi elle a servi : Au Rwanda, à financer le gouvernement des tueurs tant qu'on a pu le maintenir en place, puis à financer l'opération Turquoise pour leur faciliter le passage au Zaïre, pour préparer leur revanche.
3 — **Prêts publics ou privés** accordés non pas aux gouvernements, mais directement **aux organisations de base** (coopératives, syndicats, groupements de producteurs — parfois à susciter), et pour des projets précis d'utilité publique, en priorité pour les régions agraires avec, pour objectif, l'autosuffisance alimentaire (équipements agricoles, forage de puits, construction de routes, hôpitaux, écoles, etc.)
4 — **Accepter que le remboursement de ces prêts** soit fait, pour l'essentiel, en monnaie du pays (pour encourager le réinvestissement sur place au lieu du rapatriement prédateur des bénéfices) ou en nature.
5 — **Procéder à une indexation honnête des prix** des produits vendus par les pays du Sud avec les prix des produits vendus par les pays du Nord.
6 — **Contre le gigantisme d'entreprises** visant surtout aux investissements des grandes sociétés, **respecter l'histoire**, les cultures de chaque peuple et l'utilisation la plus large possible des **techniques autochtones** souvent plus appropriées et plus efficaces que les transferts de technologie parce qu'adaptées aux besoins locaux. Le développement sera ainsi endogène au lieu d'être un placage, sans rapport avec le pays et ses besoins réels, d'un modèle occidental importé selon les intérêts de grandes entreprises étrangères.

Cette nécessaire **reconversion** industrielle pour répondre aux besoins réels du Sud, peut induire, à terme, une **conversion** de nos mentalités en favorisant ce qui répond aussi à nos besoins réels et non aux armements et aux gadgets.

B. Pour un nouveau Bandoeng

Pour que le XXIe siècle marque la fin de la préhistoire animale de l'homme, où, dans un monde cassé, la richesse d'une infime minorité implique la dépendance, l'exploitation ou la mort de la plus grande partie de l'humanité;

1 — La renaissance de l'unité humaine ne peut se faire, comme le fut sa rupture, seulement par la violence et les armes, mais par toutes les forces proprement humaines : de l'économie à la culture et à la foi.

2 — La faiblesse des actuels peuples opprimés est, pour une large part, due à leur division, par des oppositions et des guerres suscitées et entretenues par les actuels maîtres du monde. La première tâche est donc de mettre fin, par la négociation pacifique, à tous les conflits, qui font le jeu des oppresseurs.

3 — Refuser collectivement de payer les prétendues dettes au F.M.I. et ceci pour 3 raisons :

a) — Qui est le débiteur ?

L'Occident a une terrible dette à l'égard du tiers-monde :

Qui a remboursé aux Indiens d'Amérique le rapt de tout leur continent ?

Qui fera réparation à l'Inde ancienne, exportatrice mondiale de textile, pour les millions de tonnes de coton enlevés aux cultivateurs à des prix de racket, et pour la destruction de l'artisanat des tisserands indiens au profit des grandes firmes du Lancashire ?

Qui rendra à l'Afrique la vie des millions de ses fils les plus robustes, déportés comme esclaves aux Amériques par les négriers occidentaux pendant trois siècles ?

b) — Quelle est la cause de cet endettement ?

Les pays anciennement colonisateurs avaient déstructuré les économies autochtones, en particulier en sacrifiant les cultures vivrières au profit des monocultures et des monoproductions qui en faisaient des appendices des économies de la métropole, au profit exclusif de celles-ci. De telles économies ne pouvaient assurer l'indépendance de ces pays, ni l'autosuffisance alimentaire, ni la main d'œuvre d'industries ne correspondant pas aux besoins du pays. La dépendance a donc continué, et les emprunts devinrent inévitables.

c) — Ces dettes ont été remboursées depuis longtemps par les intérêts usuraires payés aux prêteurs étrangers.

Refuser donc d'être rançonnés et de les payer au F.M.I.

Refuser également les aides dérisoires destinées à masquer cette injustice plusieurs fois centenaire.

Constituer, avec la suppression de la dette et de ses intérêts, un fonds de solidarité qui compensera largement l'aide prétendue.

4 — S'opposer à tous les embargos imposés arbitrairement, par les provisoires maîtres du monde, aux pays qui refusent leur domination.

N'en tenir désormais aucun compte, et commercer librement avec ceux de nos frères qui en sont frappés.

5 — D'une manière plus générale multiplier les échanges Sud-Sud entre les pays qui détiennent 80% des ressources naturelles du monde.

Procéder à ces échanges sur la base du **troc** pour ne point passer par les devises du Nord et notamment du dollar, en veillant à ce que, progressivement, pour mettre fin à la spéculation, il n'ait plus cours mondial.

6 — Ceci implique un **boycott** systématique des Etats-Unis et de leurs vassaux notamment d'Israël, mercenaire de l'Occident contre les cultures autochtones et contre la paix.

> — En finir avec les hégémonies économiques comme avec leurs agressions culturelles.
> — Lutter aussi contre l'anticulture des *Tyranosaures* et des *Terminators* d'Hollywood, comme de leurs gadgets, et de toutes les manifestations morales ou matérielles de leur décadence.

7 — Ceci implique, sur le plan politique, le retrait collectif de toutes les institutions à prétention universelle devenues les instruments de la domination d'un seul et servant de couverture à ses agressions militaires, économiques ou culturelles: O.N.U., F.M.I., Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, et de celles de leurs filiales qui se font, comme elles, complices d'une domination impériale du monde et d'une conception réductrice de l'homme, considéré seulement comme consommateur et producteur, mû par son seul intérêt, et renonçant à donner à l'homme un autre sens à sa vie que de travailler en esclave pour consommer davantage, quand il n'est pas chômeur, colonisé, ou exclu.

8 — Les menaces ou les agressions contre l'un quelconque des pays membres, seront combattues, par tous les moyens, par l'ensemble de la communauté mondiale.

9 — Cette communauté mondiale, visant à la création d'un monde à visage humain, ne comporte aucune exclusive, ni religieuse, ni politique, car son objectif est de créer une unité non plus impériale mais symphonique de l'humanité où chaque peuple et chaque communauté apportera les richesses propres de sa terre, de sa culture et de sa foi.

Elle est donc ouverte aussi bien aux Etats officiels, qu'aux minorités opprimées, à la seule condition qu'elles réalisent en chaque pays leur unité sur la base de ces principes.

Le premier Bandoeng avait pour objet, dans un monde bipolaire, de refuser l'alignement sur l'un des deux blocs pour sauvegarder son indépendance. Cet idéal demeure.

Mais les conditions historiques ont changé. Nous vivons dans un monde unipolaire, et nous avons à défendre nos identités, de la culture à l'économie, contre l'intégrisme niveleur des prétendants à la domination mondiale par le seul jeu **d'un monothéisme du marché,** en faisant du marché, c'est à dire de l'argent, le seul régulateur des relations sociales.

Nous refusons cette vision du monde sans l'homme, d'une vie sans projet humain ni signification, et nous nous unissons pour construire un monde Un, riche de sa diversité et assuré de son avenir par la convergence des peuples et des cultures dans une foi commune, nourrie de l'expérience et de la culture de chacun, et animée par le projet commun de donner à chaque enfant, à chaque femme, à chaque homme, quelle que soit son origine et sa tradition propre, tous les moyens de déployer pleinement toutes les possibilités humaines qu'il porte en lui.

* * *

Enfin il est absolument nécessaire, dans un monde où l'argent gagné par la spéculation (sur les prix des matières premières, sur les valeurs différentes des devises, sur les produits dérivés, etc.) est plus de quarante fois supérieur à celui que l'on pourra gagner — à plus long terme — par une économie réelle, productive de biens et de services (par exemple les investissements destinés à développer les infrastructures, des entreprises répondant aux besoins fondamentaux, aux transports pour assurer les échanges) d'**instituer un contrôle rigoureux des changes**. Cela suppose que chaque peuple recouvre son autonomie pour planifier ses besoins et ses échanges. C'est indispensable pour que les sommes gigantesques, engagées dans les opérations spéculatives stériles cinq milliards d'habitants de la planète, et mettant ainsi fin au chômage de millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Car, répétons-le, ils sont réduits au chômage pour deux raisons fondamentales :

> 1) — parce que la cassure du monde rend insolvable plus d'un tiers de la population du globe.
> 2) — parce que les capitaux investis dans la **spéculation**, sont détournés des investissements dans une économie réelle répondant aux besoins de tous.

2) — Par une mutation politique

Comment créer un ordre politique à visage humain

Toute démocratie fondée sur la seule défense de l'individu abstrait sans tenir compte de son pouvoir réel (ex : ceux du possédant ou du chômeur) ne peut conduire qu'à l'élection d'une majorité statistique, où, chacun poursuivant ses intérêts propres, et concurrent de tous les autres sur le marché (marché du travail ou marché du commerce) la résultante — comme disait déjà Marx — est quelque chose que personne n'a voulu.

Pour établir une comparaison : lorsqu'on parle de produit national brut par tête d'habitant, le chiffre global ne signifie rien : il est une moyenne entre les revenus du milliardaire et celui du chômeur. Cette moyenne ne correspond à aucune réalité concrète.

La coalition des intérêts (corporatifs, ou de classes), ou d'objectifs communs aux membres d'un groupe particulier n'apporte pas davantage la réalité d'un projet commun (Rousseau disait : "une volonté générale") à la société globale.

Enfin, et surtout de nos jours, la manipulation des opinions publiques par les médias possédés par quelques grands monopoles ou quelques grandes puissance (qu'il s'agisse de Bill Gates ou de Murdoch, de la CNN ou des télévisions, dites nationales servant les intérêts du gouvernement en place, ou des lobbies les mieux structurés et financés), crée une **pensée unique** du **politiquement correct**.

Les coalitions de droite ou de gauche pratiquent dès lors la même politique et le désintérêt de la population (en France comme aux Etats-Unis) s'exprime par une abstention électorale de plus en plus massive.

Tels sont les éléments majeurs de l'imposture de la démocratie occidentale, qui ne constitue d'ailleurs pas un obstacle aux dictatures sur lesquels elles débouchent finalement, soit de façon directe, comme ce fut le cas pour Hitler qui arriva au pouvoir par le jeu régulier de ce genre de démocratie, c'est-à-dire en recueillant une majorité absolue au Parlement, soit sous forme indirecte lorsqu'un Etat démocratique plus puissant amène au pouvoir des dictatures pour protéger ses propres intérêts. Les Etats-Unis, sont le modèle du camouflage du parti unique, avec, pour le public, ses deux variantes officielles : démocrates ou républicains, constituant en fait le parti unique de l'argent, avec des équipes différentes se partageant les dépouilles (c'est à dire les postes dirigeants ou les prébendes) lorsqu'ils remportent la victoire. Ils appuient, avec la même force, les dictatures de l'autre Amérique, et votent avec la même unanimité les crédits pour Israël, ou les mêmes veto à toute sanction contre ses violations des décisions de l'O.N.U., ou les mêmes agressions contre quiconque prétend s'opposer à leur domination mondiale, ou défier leurs embargos.

Qu'est- ce qu'une démocratie ?

Etymologiquement démocratie signifie : gouvernement par le peuple et pour le peuple. Or, le principal théoricien de la démocratie, celui dont se réclamait la Révolution française, Jean Jacques Rousseau, dans son *Contrat social*, dit clairement, déchirant tous les mensonges des prétendues "démocraties occidentales": "A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de démocratie véritable." Et ceci pour deux raisons.

> 1) — l'inégalité des fortunes, qui rend impossible la formation d'une volonté générale, opposant au contraire ceux qui ont et ceux qui n'ont pas.
> 2) — l'absence d'une foi en des valeurs absolues qui fassent à chacun aimer ses devoirs au lieu de laisser régner la jungle d'un individualisme, où, chacun se croyant le centre et la mesure des choses, est le concurrent et le rival de tous les autres. (*Contrat social*, Ed. Pléiade, p. 468).

Il n'avait alors qu'un exemple historique d'une prétendue démocratie : celui de la Grèce antique. L'on enseigne, aujourd'hui encore, à nos écoliers, qu'elle est la mère des démocraties, en ne rappelant pas que dans cette démocratie athénienne à son apogée (au temps de Périclès au Ve siècle) il y avait vingt mille citoyens libres, constituant le peuple et possédant le droit de vote, et cent dix mille esclaves n'ayant aucun droit. Le vrai nom de cette démocratie serait : une oligarchie esclavagiste.

Or, cet usage menteur du mot démocratie n'a cessé de régner en Occident.

— La Déclaration de l'Indépendance américaine, proclamée le 4 juillet 1776 (l'année de la mort de J.-J. Rousseau), "considère comme des vérités évidentes par elles mêmes que les hommes naissent égaux; que leur Créateur les a doués de certains droits inaliénables : la vie, la liberté...". Or la constitution née de cette déclaration solennelle maintient l'esclavage pendant plus d'un siècle.

Démocratie pour les blancs, pas pour les noirs.

— La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française de 1789, affirme que "tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits". En ses articles 14 et 15, elle précise même que "tous les citoyens ont le droit de participer à l'élaboration de la loi". Or, la Constitution dont cette Déclaration constitue le préambule, n'accorde le droit de suffrage qu'aux possédants [1]: les autres, c'est-à-dire trois millions de Français sont déclarés citoyens passifs, les citoyens actifs (électeurs) selon l'expression de Sieyès, père de cette Constitution, sont "les vrais actionnaires de la grande entreprise sociale.". Avant lui, le plus grand philosophe français du siècle, Diderot, écrivait dans son *Encyclopédie* (article : Représentant : "le propriétaire seul est *citoyen*.")

Démocratie pour les propriétaires, pas pour le peuple.

En 1848 est instauré le suffrage universel, mais seulement pour les hommes.

La moitié de la nation (les femmes) en est exclue.

Démocratie pour les hommes, pas pour les femmes.

L'on pourrait multiplier les exemples.

Celui d'Israël est typique. Il nous est présenté comme le modèle de la démocratie. Or, dans son livre significativement intitulé: *Le Caractère juif de l'Etat d'Israël*, le Professeur Claude Klein, directeur de l'Institut de droit comparé à l'université hébraïque de Jérusalem, nous apprend (à la page 47 de son livre), que la loi adoptée par la Knesset en 1970, en son article 4, donne cette définition du juif (qui confère le droit au retour et à la citoyenneté): "est considéré comme juif celui qui est né de mère juive ou qui s'est converti au judaïsme, et qui n'appartient pas à une autre religion." Critère racial et critère confessionnel nous ramènent ainsi au temps de l'Inquisition espagnole exigeant la pureté du sang et la conversion au catholicisme.

---

[1] Note de l'Aaargh : de sexe masculin.

Démocratie pour les juifs, pas pour les autres.

Mais l'exemple le plus révélateur de cette imposture de la démocratie à l'occidentale, et le plus actuel, car sur lui se fondent toutes les formes d'un prétendu droit d'ingérence au nom de la défense des droits de l'homme, c'est la "Déclaration universelle des droits de l'homme " proclamée par les Nations Unies en 1948.

Pour nous en tenir à quelques exemples, elle proclame :

> — Article 1. "*Tous les êtres humains sont libres et égaux en dignité et en droit...*"
> Avec les précisions suivantes :
> — Article 23, 1. "*Chacun a droit au travail...*" alors qu'il y a 35 millions de chômeurs dans le monde dit riche et des centaines de millions de sans emploi et d'exclus dans le *Tiers Monde*.
> — Article 25, 1. "*Chacun a droit à un niveau de vie lui assurant la santé et le bien être...*" alors qu'aux Etats-Unis même, 33 millions d'êtres humains vivent en dessous du seuil de pauvreté, et qu'il en est de même, dans le Sud, pour les trois cinquièmes de l'humanité.
> — Article 25, 2. "*Les mères et les enfants ont droit à une assistance et des soins particuliers*", alors que le bulletin de l'UNICEF de 1994 nous apprend que treize millions et demi d'enfants meurent chaque année de faim, de malnutrition ou de maladies aisément guérissables, et qu'aux Etats-Unis même, un enfant sur huit ne mange pas à sa faim.[1]

Deux questions fondamentales se posent ici :

1) — Quand on parle de l'homme, de quel homme s'agit-il ? le blanc ? le propriétaire ? l'Occidental ?

2) — Que signifie un droit pour un homme qui n'a pas les moyens de l'exercer ?

Que signifie, par exemple, le droit au travail pour des millions de chômeurs ? Le droit à la vie pour des millions d'êtres humains qui, dans le monde non occidental, meurent, pour qu'en Occident les privilégiés puissent poursuivre librement leurs gaspillages ?

En outre, qui dispose du pouvoir d'ingérence ? Existe-t-il un peuple africain disposant de ce droit pour mettre fin aux discriminations raciales des Etats-Unis ? Pour sanctionner par exemple les crimes de Los Angeles ? Les interventions militaires pour la défense des frontières s'appliquent de façon sauvage lorsqu'il s'agit de défendre les pétroles américains du Koweït, mais aucune sanction n'intervient, malgré un vote unanime des Nations Unies, lorsqu' Israël annexe Jérusalem.

Nous pourrions multiplier les exemples de cette jungle où règne la loi du plus fort sous prétexte de défense de la démocratie: le soutien de Pinochet et de toutes les dictatures dans le monde lorsqu'elles servent les intérêts américains, et leur écrasement lorsqu'elles cessent de les servir, du général Noriega au Panama, recevant de Bush, directeur de la C.I.A., tant qu'il est un agent fidèle, le même traitement qu'un

---

[1] La monstrueuse disparité des rémunérations est révélatrice de cette cassure de la société.

président des Etats-Unis, et subissant une invasion de son pays lorsqu'il revendique ses droits légitimes sur le Canal, à Saddam Hussein que l'on appelait en France, dans un livre: Le de Gaulle irakien lorsqu'il recevait argent et armes pour combattre l'Iran, et qui devient brusquement le nouvel Hitler lorsqu'il tente de résister à l'intervention coloniale des Etats-Unis et de leurs laquais.

Le mensonge fondamental, justifiant tous les crimes au nom de la démocratie (comme le maintien de l'embargo contre l'Irak qui tue des milliers d'enfants au nom de la défense des droits de l'homme), est fondé sur une identification hypocrite de la liberté du marché avec la liberté de l'homme.

Une authentique démocratie ne peut donc être fondée sur une toujours faussée et menteuse Déclaration universelle des droits de l'homme mais sur une Déclaration universelle des devoirs de l'homme, dont les principes inspirateurs pourraient être les suivants :

Une déclaration universelle des devoirs de l'homme.

Préambule

L'Humanité, dans la diversité de ses composantes, est **un tout indivisible**.

Le devoir primordial des communautés et de leurs membres est de servir cette unité et son développement créateur.

Distinguant l'homme de l'animal, ce devoir est le fondement de tous les autres.

Il exclut toutes les tyrannies et garantit tous les droits.

Il exclut toute prétention à l'exclusivité et à la domination d'une croyance, d'une nation, d'un groupe comme d'un individu.

Il garantit la liberté d'expression à tout humanisme (c'est-à-dire à toute doctrine servant les intérêts de l'humanité comme un tout), comme la liberté d'expression, de foi ou de pratique à toute religion (c'est-à-dire à toute croyance attribuant une origine divine à cette unité); à toute aspiration nationale apportant la contribution de sa culture spécifique à la symphonie de cette unité mondiale; à l'épanouissement, en tout individu (quel que soit son sexe, son origine, sa vocation) de toutes les possibilités créatrices qu'il porte en lui.

Le monde, aujourd'hui, est un.

Son unité de fait est lourde de menaces.

Son unité à créer est porteuse d'espérance.

* * *

I — L'unité de fait est lourde de menaces.

Les plus merveilleuses avancées de la science et de la technique, servent plus souvent à la destruction de l'humain qu'à son épanouissement s'ils ne sont orientés par aucun dessein universel, par aucune réflexion sur le sens de la vie.

La science et la technique nous donnent en effet des pouvoirs et des moyens illimités, mais ne peuvent nous désigner nos fins dernières.

Un monde fondé sur une conception quantitative du bonheur qui n'a d'autre but que de produire et de consommer de plus en plus et de plus en plus vite n'importe quoi, au point que les trafics aujourd'hui les plus fructueux sont ceux des armements et de la drogue.

Dans ce monde où les fortunes s'acquièrent par la spéculation financière plus que par le travail producteur de biens et de services, toutes les dérives conduisent à la jungle, sans autre loi que celle du plus fort, celle de la violence et du chaos.

La destruction de l'humain, par le monothéisme du marché et l'idolâtrie de l'argent, suscite des réactions de révolte et d'évasion.

Evasion dans la drogue ou les tranquillisants, dans la déchéance de l'art en divertissement pour oublier le réel et le sens, cultivant la nouveauté pour la nouveauté, fut-elle absurde, ou le spectacle non pour l'éveil mais pour l'hébétude ou la transe.

Révoltes nées de l'éclatement des cadres anciens de la vie sociale : les familles, les églises et les nations.

Déchéance de ce qui fut la foi, dans le foisonnement des intégrismes, des superstitions ou des sectes.

Exaspération des nationalismes archaïques par la mythologie d'entités ethniques conduisant à la désintégration du tissu social en unités de plus en plus petites et non viables.

Cette dégénérescence des nationalismes politiques et des intégrismes religieux universalise la violence dans un désordre international nouveau qui n'a plus de loi ni de droit, et des vies personnelles que ce désordre tend à priver de sens et d'avenir.

II — L'unité à créer est porteuse d'espérance

Que la vie ait un sens ne se démontre pas.

Qu'elle n'en ait aucun ne se démontre pas non plus.

Un pari est donc primordial pour arrêter les dérives vers un suicide planétaire.

Un pari avec ses refus.

Un pari avec ses projets.

Les refus d'un ordre ancien dépassé :

— La propriété ne peut plus être le droit individuel d'user et d'abuser, qui a conduit à la polarisation de la richesse aux mains de minorités au détriment des multitudes.

— La nation ne peut plus être une fin en soi dont la volonté de puissance et de croissance conduit à des guerres et à des affrontements sans fin.

— La religion ne peut plus être la prétention de détenir la vérité absolue, qui implique le droit sinon le devoir de l'imposer aux autres, et qui a justifié les inquisitions et les colonialismes.

Les projets d'un avenir qui n'est pas ce qui sera mais ce que nous ferons.

La mutation radicale, qui seule peut assurer une nouvelle floraison de l'humanité, et même sa simple survie, exige le passage de l'individualisme, où chacun se considère comme le centre et la mesure de toute chose, à la communauté dont chaque membre se sent responsable du destin de tous les autres (la liberté de l'autre n'est pas la limite de ma propre liberté mais sa condition); du **positivisme,** fondé sur la croyance superstitieuse selon laquelle la science et la technique peuvent résoudre tous les problèmes, y compris celui du sens de notre vie, et devenant **une religion des moyens**, à **la foi**, que les uns appellent foi en Dieu et les autres foi en l'homme, mais qui est toujours foi dans le sens de la vie et de l'unité du monde.

Du particularisme, privilégiant les intérêts d'un individu, d'un groupe ou d'une nation contre ceux du tout. Aucune action ne peut être créatrice d'un avenir à visage humain si elle n'est pas fondée sur la considération première du tout et ne s'y ordonne.

La situation du monde, au seuil du troisième millénaire nous impose ce choix :

— l'inconscience de l'anarchie d'une guerre de tous contre tous, qui, au niveau actuel de nos pouvoirs, conduit à la mort ; ou
— la conscience de la primauté absolue du tout pour sauver l'espérance, c'est à dire la vie.

Projet de déclaration des devoirs de chaque homme et de tout homme

1 — **L'humanité est une seule communauté**, mais non par l'unité **impériale** de domination d'un Etat ou d'une culture. Cette unité est au contraire **symphonique,** c'est à dire riche de la participation de tous les peuples et de leur culture.

2 — **Tous les devoirs de l'homme et des communautés auxquelles il participe découlent de sa contribution à cette unité**: aucun groupement humain, professionnel, national, économique, culturel, religieux, ne peut avoir pour objet la défense d'intérêts ou de privilèges particuliers, mais la promotion de chaque homme et de tout homme, quel que soit son sexe, son origine sociale, ethnique ou religieuse, afin de donner à chacun la possibilité matérielle et spirituelle de déployer tous les pouvoirs créateurs qu'il porte en lui.

3 — **La propriété**, publique ou privée, n'a de légitimité que si elle est fondée sur le travail et concourt au développement de tous. Son titulaire n'en est donc que le gérant responsable.

Nul intérêt personnel, national, corporatif ou religieux, ne peut avoir pour fin la concurrence, la domination l'exploitation du travail d'un autre ou la perversion de ses loisirs.

4 — **Le pouvoir**, à quelque niveau que ce soit, ne peut être exercé ou retiré que par le mandat de ceux qui s'engagent, par écrit, pour accéder à la citoyenneté, à observer ces devoirs. **Les titulaires** peuvent en être exclus par leurs pairs s'ils en dérogent.

Il ne comporte aucun privilège mais seulement des devoirs et des exigences.

Poursuivant le même but universel il ne peut s'opposer en rival à aucun autre pouvoir.

5 — **Le savoir** ne peut, en aucun domaine, avoir la prétention de détenir la vérité absolue, car cet intégrisme intellectuel engendre nécessairement l'inquisition et le totalitarisme.

La création étant le propre de l'homme elle ne peut être aliénée ou remplacée par aucune machine, si sophistiquée soit elle, sans déchoir en idolâtrie des moyens (qui exclurait tout fondement du devoir).

6 — **Le but de toute institution publique** ne peut être que la Constitution d'une communauté véritable c'est à dire, à l'inverse de l'individualisme, d'une association en laquelle chaque participant a conscience d'être personnellement responsable du destin de tous les autres.

7 — **La coordination universelle de ses efforts de croissance de l'homme** peut seule permettre de résoudre les problèmes de la faim dans le monde et de l'immigration, comme du chômage forcé ou de l'oisiveté parasitaire, et de donner à chaque être humain les moyens d'accomplir ses devoirs et d'exercer les droits que lui confère cette responsabilité.

Elle exclut donc tout privilège de puissance, qu'il s'agisse de Veto, de pressions militaires ou financières ou d'embargos économiques.

Il n'appartient qu'à la communauté mondiale — sans différenciation numérique — de veiller à l'observance universelle de ces devoirs.

Une télévision contre la société

Nulle part cette déclarations des devoirs, avec les serments et les sanctions qu'elle implique n'est plus nécessaire que lorsqu'il s'agit de ce qui est aujourd'hui le cancer mortel des démocraties occidentales : la télévision.

Nous en traitons au chapitre de la politique car c'est là qu'elle exerce le plus évidemment son pouvoir et ses ravages : ni la famille, ni l'Eglise, ni l'école n'ont aujourd'hui une influence comparable sur les mentalités et les comportements.

L'on a déjà dit à propos de la démocratie athénienne : tout y dépendait du peuple et le peuple de la parole (de ses sophistes et de ses rhéteurs).

L'opinion publique, censée aujourd'hui s'exprimer dans des élections (de plus en plus désertées par les abstentions tant leur influence sur la vie est si peu réelle) est dans l'étroite dépendance de la télévision, qu'elle soit un organe de l'Etat et du gouvernement, ou des chaînes privées aux mains de grandes entreprises, ou qu'elle s'impose internationalement par le monopole mondial de la désinformation comme la CNN américaine.

Leur caractère commun est d'être soumises aux lois du marché et à ce monothéisme du marché dont l'orthodoxie est rigoureusement contrôlée par les Etats-Unis.

L'information (langage ou image) est une marchandise, soumise comme telle aux exigences de la concurrence et de la compétitivité, où l'argent exerce une censure plus implacable encore que les régimes les plus totalitaires.

Elle dicte les programmes en fonction de l'audimat qui, sous prétexte que le consommateur aime çà, privilégie le sensationnel, la violence, le sexe ou la nouveauté à tout prix (la course au scoop excluant toute analyse, toute réflexion critique, toute culture et toute compréhension du fait pour être le premier à livrer la pâture.)

Le sensationnel est primordial.

Qu'est-ce qu'un fait journalistique ? Ce n'est pas ce qui vous aide à prendre conscience des tendances lourdes de la société, à vous situer en elle et à vous suggérer votre responsabilité dans ses inflexions. C'est ce qui fait vendre lorsqu'il s'agit de la presse écrite ou augmente l'audimat de la chaîne télévisée (et par conséquent le volume et le tarif de publicité qui en découlent).

Si vous aimez votre femme, cela n'intéresse personne. Si vous la tuez, c'est déjà un fait divers qui vous vaudra un entrefilet dans le journal ou 27 secondes au journal télévisé. Si vous la coupez en morceaux, cela vaut une colonne ou trois minutes d'émission. Si vous la mangez (comme le fit récemment un Japonais) c'est la gloire.

L'exploitation commerciale de ce sadisme n'a point de bornes : depuis la projection en direct de l'agonie d'une petite fille dans un marécage, jusqu'à la présentation journalistique de l'exécution d'une femme condamnée à mort et achevée quatorze ans après son crime, en y ajoutant l'image de l'hilarité sadique de ceux qui apprennent la nouvelle et la fêtent dans un bistrot à grandes lampées de whisky.

La violence aussi paye bien : le déferlement des thrillers américains en témoigne. Et, comme les MacDonalds, elle fascine tout particulièrement les enfants qui y trouvent même, outre l'agressivité croissante et la délinquance juvénile, des modèles de technique du meurtre dont il arrive de plus en plus souvent, et pour de plus en plus de jeunes, de s'inspirer.

Pour les adultes l'image menteuse ou l'interview truqué ont une conséquence plus meurtrière encore : lorsqu'à Timisoara on tire de la morgue les cadavres d'une mère et d'un enfant (morts à des moments différents) et que le montage est réussi, l'on fait

croire à un massacre sauvage qui conditionne l'opinion pour la modeler selon les besoins politiques du moment.

Lorsqu'à la télévision américaine un témoin oculaire raconte comment des soldats irakiens ont tiré des nouveaux-nés de leurs couveuses et les ont fracassés sur le sol, le président Bush invoque ce témoignage pour faire accepter à l'opinion le massacre d'un peuple aussi barbare, et, plusieurs années plus tard, l'assassinat par l'embargo d'un enfant toutes les six minutes.

Et puis, l'œuvre accomplie, il est révélé que le témoin oculaire était la fille de l'ambassadeur du Koweït qui n'avait pas mis les pieds dans son pays au moment où s'y trouvaient les troupes irakiennes.

C'est là l'un des chefs-d'œuvre de l'efficacité de l'image, non seulement marchandise mais arme de guerre.

Le dressage et la banalisation de la violence commencent tôt. Les statistiques américaines estiment qu'un enfant de six à quinze ans dépense environ quarante heures par semaine à regarder la télé ou à manipuler des jeux vidéos (où l'on peut par exemple se prendre pour un champion sportif en tripotant des boutons sans effort pour réaliser une performance.)

A tous les niveaux, la télévision cultive la passivité et s'oriente vers le nivellement par le bas, sous prétexte que le public veut çà, n'ayant en effet le choix qu'entre les productions de ces directeurs de conscience inconscients, des sous-hommes promus vedettes des spectacles de variétés et des programmateurs de films.

Une anticulture, fabriquée à Hollywood par les élites monétaires du monde, est relayée, de Dakar à Paris ou à Taipeh, par les cinémas, les télévisions, les cassettes vidéo.

La fréquentation des cinémas, l'audience des films, les relevés de prêts des vidéothèques, les taux d'écoute des télévisions l’attestent : l'écrasante majorité des images de la vie diffusées dans le monde tend à banaliser la violence et l'épouvante, et ce sont les *thrillers;* à exalter le mythe du plus fort et de l'invincible, de Tarzan à James Bond; le racisme, et ce sont les westerns; l'ordre et la loi, et ce sont les *polars*.

Culte des idoles et idolâtrie de leurs plus fausses vies, avec tous les ersatz de la drogue et du décibel.

Tel est le résultat de l'entrée de la télévision dans la logique du marché et de sa liturgie publicitaire.

M. Hersant, énonçait clairement la loi dominante : "Je dis qu'un film est bon ou qu'un programme est bon lorsqu'il fournit un bon support aux messages publicitaires."

Ainsi s'instaure la dictature de l'audimat, mesurant le nombre de téléspectateurs d'une émission. L'audimat conditionne à la fois les prix de la publicité et les crédits accordés aux programmes. L'un des producteurs d'émissions de variétés à TF1, M. Albert Ensalem, déclare à *Télérama* : "Plus on est au ras des pâquerettes, plus on fait de

l'audience; c'est comme ça. Est-ce qu'on doit faire intelligent contre les téléspectateurs ? Eux ils n'ont pas à réfléchir. Alors arrêtons de jouer aux donneurs de leçons."

Il y a là une incitation permanente et décisive au racolage, à la démagogie, à la veulerie courtisane à l'égard d'une opinion publique manipulée par la publicité, les médias, la télévision elle-même qui, ainsi, ne raconte pas l'histoire, elle la fait. Dans le sens de l'abandon, de l'aveuglement du marché et de la désintégration de tout esprit critique et de tout esprit de responsabilité. Depuis les sondages faits non pour refléter l'opinion mais pour la manipuler, la suffocante ineptie des jeux télévisés et des loteries, faisant miroiter les chances de l'argent facile, jusqu'à des informations qui n'en sont pas, où l'on nous soumet à la contemplation hébétée des catastrophes du monde. Tout tend, par opportunisme commercial, à infantiliser l'opinion, sans rien, (sauf à dose homéopathique et après onze heures du soir) qui puisse nous aider à comprendre les événements de cette fin du deuxième millénaire, ou, au moins, nous montrer le spectacle d'une vie proprement humaine.

L'argument selon lequel le public ne veut pas autre chose est une imposture : on ne lui laisse en effet choisir, dans les *sondages*, qu'entre le détestable et le pire.

Gérard Philippe jouait le *Cid* devant un public de quinze mille spectateurs enthousiastes, et Jean Vilar faisait salle comble au palais de Chaillot comme dans des théâtres de banlieue en jouant aussi bien des tragiques grecs que des pièces de Bertold Brecht.

Ce n'est donc pas le public qui est coupable, mais ceux qui le décivilisent.

Il y a là une forme de pollution des esprits, plus dangereuse que tout autre atteinte à la santé de l'environnement naturel ou spirituel.

C'est pourquoi, dans l'esprit de la **Déclaration des devoirs**, le prétendu libéralisme ne doit pas laisser le droit de tuer l'esprit comme les corps, à de prétendus journalistes vedettes qui n'ont même pas conscience des finalités et des responsabilités éducatrices de leur mission.

Il est paradoxal qu'on exige des médecins, après leurs études professionnelles pour soigner les corps, un serment d'Hippocrate, et qu'à ceux qui, chaque jour, devraient avoir pour mission d'apprendre à des millions d'auditeurs ou de lecteurs à se poser des questions sur le train du monde et sur leur responsabilité personnelle, critique, dans la préparation du futur, on ne demande rien de semblable. Recrutés soit à partir d'écoles de journalisme plus enclines à enseigner des techniques d'efficacité que des réflexions sur les finalités, ou, pire encore, à partir de ratés des autres professions : faire un critique d'art ou de musique, de celui qui n'a pu devenir un créateur en peinture ou en musique, et qui n'en possède que des rudiments culturels propres à encenser les modes du jour ou les calculs des marchands, il ne leur est demandé aucune garantie de responsabilité.

Pourquoi pas, comme au terme des études médicales, un serment d'Hippocrate, ne pas exiger, après leur avoir enseigné au moins des rudiments de culture et une

interrogation véritable sur les finalités humaines de leur métier, un serment d'Hermès sur la déontologie du porteur de messages ?

Cela ne suffirait pas, mais déjà attirerait l'attention sur l'un des problèmes majeurs de notre temps. Ce n'est pas seulement une école qui peut suffire à ce redressement.

Tous les membres de la société civile, doivent être associés au contrôle de la programmation et de la gestion de la télévision telles que des associations d'auditeurs et participants des organes fondamentaux de la société : syndicats ouvriers ou agricoles, universités, groupements culturels d'artistes ou de membres des professions libérales ou artisanales. Il s'agit d'obtenir le contrôle de tout un peuple et non pas de subir les dictatures ou les censures de tel ou tel parti, de telle entreprise de communication à finalité commerciale, de tels groupements de publicité qui financent et télécommandent les programmations.

Là comme ailleurs il ne s'agit pas de réformes mais de mutation car en ce domaine comme en tout autre, de l'économie à la politique et à l'éducation, **la pire utopie c'est le *statu quo*.**

3 — Par une mutation de l'éducation

Comment créer une éducation à visage humain ?

L'homme est l'animal qui crée des outils et des tombes.

Depuis Darwin des savants ont recherché les "chaînons manquants" permettant de passer de l'anatomie des singes à celles des hommes. Peu à peu, du pithécanthrope, découvert à Java par Dubois en 1890, aux découvertes de Leakey en 1959 à Oldoway (en Afrique orientale) et à ses successeurs, ces chaînons se sont multipliés, mais même s'il existe encore des découvertes anatomiques, d'autres paléontologues, pour combler ces lacunes, le problème n'est pas seulement celui de la similitude des structures: l'on est assuré de la naissance de l'homme lorsqu'à proximité de tels ossements préhistoriques l'on trouve des outils et des tombes.

C'est là que se situe la naissance de l'homme.

Marx a marqué la différence fondamentale entre l'évolution biologique et l'histoire humaine : les animaux ont **subi** l'une en perpétuant les instincts, les hommes ont **fait** l'autre en transformant l'outillage et l'environnement.

Sans doute le singe peut casser une branche ou ramasser un caillou pour assurer par exemple sa défense, mais il les rejette, le danger passé. L'homme, taillant un bâton ou un silex le conserve comme **un moyen** pour accomplir une multiplicité ultérieure d'actions. Ce **détour** est la première abstraction de l'acte de combattre, de tailler ou de construire.

La tombe est un autre témoin : la dépouille d'un homme n'est pas abandonnée dans la nature pour y être dévorée par d'autres espèces animales, ou pourrir. Le fait de creuser la terre et de recouvrir le cadavre, ou d'arranger des pierres pour le protéger, parfois même de l'ensevelir avec ses armes ou même des ustensiles et des aliments, est la

première affirmation que la mort n'est pas seulement la fin de la vie biologique, mais plutôt le passage à une autre forme d'existence. Celui qui a organisé cette première célébration d'un au delà de la vie animale a au moins posé une question sur l'avenir, fût-il mystérieux.

Le mythe apportera une réponse à ce dépassement. Il est la naissance du **sens** au delà du **fait**. L'ébauche d'une **transcendance**, d'un franchissement de la réalité simplement perçue et subie, pour en expliquer l'origine ou pour en dessiner les fins.

Tel est l'homme. Déjà trop grand pour se suffire à lui-même, et projetant en des héros qui le dépassent, le chemin de ses futures grandeurs : Prométhée inventant le feu et les arts, ou, pour les chinois, le légendaire empereur Yu le Grand qui maîtrisait les torrents et créait l'ordre dans la répartition des eaux.

Ces mythes ne sont pas des ancêtres mineurs du concept, ils contribuent à le dépasser, ne se contentant pas, comme le concept, de découper le réel, mais anticipant le futur.

* * *

Le mythe

Le point de départ de l'éducation, c'est cet acte créateur de l'homme.

C'est aussi son point d'arrivée : faire de chaque homme un homme, c'est-à-dire un créateur, un poète.

Comment alors peut se situer la création artistique dans le développement de l'acte humain du travail, de la création continuée de l'homme par l'homme ?

Comment le mythe peut-il être une composante de l'action pour transformer le monde ?

S'il est le langage de la transcendance, cette transcendance ne peut être pensée en termes d'extériorité ni de puissance : ni transcendance d'en haut d'un Dieu, ni transcendance d'en bas d'une nature donnée toute faite.

Le mythe n'est pas participation mais création.

Le mythe chez Marx, n'est pas, comme chez Freud, une traduction, même sublimée, du désir, mais un moment du travail.

Différence fondamentale, car le désir prolonge la nature alors que le travail la transcende.

Faire du travail la matrice du mythe, comme d'ailleurs de toute culture par opposition à la nature, nous permet déjà de tracer une ligne de démarcation entre le symbole onirique et le symbole mythique. Le premier est expression ou traduction du désir, le second est un moment de la création continuée de l'homme par l'homme, sous forme poétique, prophétique, militante, mais toujours prospective.

Ainsi est écartée la confusion entre le mythe proprement dit et ce que l'on appelle faussement de ce nom : si le mythe est ce moment du travail par lequel l'émergence de l'homme s'affirme avec cette dimension nouvelle de l'être : l'efficace du futur, l'on ne saurait appeler mythe ce qui est simple survivance du passé, la raison paresseuse et dépassée de l'allégorie ou des fables étiologiques. Pas davantage ce qui est simple reproduction ou conservation du présent par une image qui devient norme de conduite. Ce stéréotype social, démultiplié par la propagande ou la publicité, est illusion et aliénation. Il tend non à promouvoir l'histoire mais au contraire à l'arrêter en donnant seulement un visage au désir; et en laissant l'homme tourner en rond, dans le cercle fermé de l'instinct. Les variantes en sont nombreuses, depuis la propagande hitlérienne de la race, ou l'érotisme comme moyen de publicité. Jusqu'à cet ersatz dégradé du héros mythique que constitue l'idole, offrant à la jeunesse l'illusion compensatrice d'une vie aliénée, d'une vie par procuration grâce à l'inflation du mythe: Diana pour Bérénice, Madonna pour Aphrodite...

Il est des mythes qui ne nous servent à rien ou qui nous desservent. Ils ne mènent nulle part. Il en est d'autres qui nous orientent vers le centre créateur de nous-mêmes, qui nous ouvrent des horizons toujours neufs et nous aident à franchir nos limites. Mythes clos, ou mythes *ouverts* qui sont en vérité les seuls mythes authentiques.

Nous réserverons le nom de mythe à tout récit symbolique rappelant l'homme à sa vérité d'être créateur, c'est-à-dire défini d'abord par l'avenir qu'il invente, et non par le passé de l'espèce qui simplement le pousse par l'instinct et le désir.

De tels mythes ne sont pas nécessairement des produits d'une mentalité primitive.

Ils impliquent un double arrachement au donné : à la nature extérieure et à notre propre nature. Ils sont un retour au fondamental : l'homme qui se dresse qui sait dire : non ! à l'égard de ce qui lui est donné comme réalité.

Marx nous invitait à expliquer ainsi la fascination durable, à travers les siècles, des grands mythes, comme exprimant l'enfance de l'homme, se refusant à définir la réalité par la seule nécessité de l'ordre existant dans la nature ou la société, qu'il s'agisse de Prométhée, d'Icare, d'Antigone ou de Gilgamesh, tous affrontant l'avenir au delà de l'actuellement possible.

Dans chaque grand mythe, qu'il soit poétique ou religieux, l'homme ressaisit sa propre transcendance par rapport à tout ordre donné.

Et cela à partir de cette dimension spécifiquement humaine du travail : la présence du futur comme levain du présent.

Le propre des grands mythes comme "ouverture vers la transcendance" est plus maîtrise du temps que sortie du temps. "Le grand temps" du mythe permet à l'homme de revivre le matin du monde — le moment de la création, de ne pas se saisir seulement comme un fragment du cosmos, pris dans le tissu de ses lois, mais comme capable de le transcender, d'intervenir comme créateur.

Prométhée ou Antigone, tout comme d'ailleurs les prophètes d'Israël ou les récits évangéliques, nous disent qu'un nouveau départ est possible, que je puis recommencer

ma vie et changer le monde. C'est ce qu'il y a de plus précieux dans ce "pouvoir d'interprétation" du mythe.

Jésus vient révéler à chacun que le présent n'est pas ce maillon nécessaire entre le passé et l'avenir dans la trame d'un destin, mais que "le présent est le temps de la décision". La transcendance, c'est la possibilité d'un commencement absolu.

La transcendance n'est pas seulement un attribut de Dieu mais une dimension de l'homme, le mythe est le rappel de cette transcendance, et l'appel, adressé à l'homme, d'exercer son pouvoir d'initiative historique.

Le sens de l'histoire est né avec le premier homme, avec le premier travail, avec le premier projet. Ce sens s'enrichit de tous les projets des hommes. Il demeure toujours une tâche à accomplir et une création.

Le mythe n'est donc pas technique d'une sortie de l'histoire mais au contraire rappel de ce qui est spécifiquement historique dans l'histoire : l'acte d'initiative humaine.

Le héros mythique est celui qui prend conscience d'une question posée à l'homme par une situation historique, qui en découvre le sens humain (c'est-à-dire dépassant la situation) et dont la victoire, ou l'échec même, constituent pour nous un éveil de responsabilité pour la solution des problèmes de notre temps.

Il n'est donc pas possible de dire, comme le fait Freud dans *Totem et Tabou*, que la mythologie est au groupe ce que le rêve est à l'individu : le rêve n'est que traduction d'une réalité préexistante, le mythe est un appel à franchir nos limites; il est ce que Baudelaire disait de l'œuvre de Delacroix : "une pédagogie de la grandeur" (Pléiade, p. 1117).

Le travail a le rôle premier et constitutif dans la genèse du mythe qui en est un moment. Le travail animal est sur le simple prolongement du désir et des besoins de l'espèce, mais ce qui caractérise le travail spécifiquement humain, c'est l'émergence du projet, la création d'un modèle qui devient la loi de l'action.

Ce qui constitue la spécificité du symbole mythique, par rapport au symbole onirique, c'est précisément cette émergence du modèle.

Lévi-Strauss écrit : "l'objet du mythe est de fournir un modèle logique pour résoudre une contradiction" et il ajoute : "peut-être découvrirons-nous un jour que la même logique est à l'œuvre dans la pensée mythique et dans la pensée scientifique."

Lévi-Strauss, comme Bachelard, a eu le mérite de souligner l'unité fonctionnelle du mythe et de l'hypothèse scientifique dans la notion de "modèle" qui les inclut.

Hector ou Œdipe Roi, comme les histoires des dieux, sont des interrogations sur le sens que l'homme peut découvrir ou donner à sa vie. Pas seulement une **expression** de ce qu'il **est,** mais une interrogation sur ce qu'il **peut,** et une exigence d'aller au delà.

La réalité ce n'est pas seulement une nature donnée avec sa nécessité propre, c'est aussi cette seconde nature créée par l'homme, par la technique et l'art, et c'est aussi tout ce qui n'existe pas encore, l'horizon toujours mouvant du possible humain.

Le mythe ne peut être conçu seulement comme un **rapport** à l'être, mais comme un **appel à faire**. Il nous révèle non une présence mais une absence, un manque, un vide qu'il nous somme de combler.

Ces mythes portent témoignage de la présence active, créatrice, de l'homme, dans un monde toujours en naissance et en croissance. Chaque grande œuvre d'art est l'un de ces mythes.

Le réel n'est pas un donné mais une tâche à accomplir.

Le passage du concept au symbole est remis en question de tout ordre fini au sens d'achevé et conscience qu'il est simplement fini par comparaison à l'infini. Il s'agit cette fois d'une **conversion** au sens strict : nous étions jusque là, par les sens ou par les concepts, tournés vers ce qui est déjà fait, le mythe nous enjoint de nous tourner vers ce qui est à faire. Il nous appelle à n'être pas seulement constructeurs d'objets ou calculateurs de rapports, mais donateurs de sens et créateurs d'avenir. Le symbole exige ce décollement à l'égard de l'être, ce dépassement de l'être dans le sens et dans la création. Un proverbe bouddhiste dit : "Lorsque le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt."

Définir **le mythe comme langage de la transcendance**, ce n'est point négation de la raison mais dépassement dialectique dans une raison qui a conscience de se transcender toujours elle-même avec les ordres provisoires qu'elle a déjà constitués.

La mythologie c'est la déchéance intégriste du mythe comme le scientisme est la déchéance dogmatique de la science. La mythologie c'est la prétention de retenir seulement la lettre du mythe et non pas son esprit, le matériel du symbole et non sa signification. Antigone ne nous toucherait guère si elle n'était qu'obstination à accomplir le rite des funérailles de Polynice, et la Résurrection du Christ ne bouleverserait pas la vie des hommes depuis deux millénaires, s'il s'agissait d'un problème de physiologie cellulaire ou de réanimation.

Le mythe, libéré de la mythologie, commence là où le concept s'arrête, c'est-à-dire avec la connaissance non de **l'être** donné, mais de **l'acte** créateur. Il n'est pas reflet d'un être mais visée d'un acte. Aussi ne s'exprime-t-il point par concepts mais par symboles.

Il est l'acte créateur saisi du dedans, par l'intention qui l'anime. Cette connaissance, ce niveau de connaissance, n'a pas pour objet l'universel mais le personnel et le vécu. Elle donne sens à la création et déclenche l'acte créateur. Elle est appel, elle est acte, elle est personne : Hamlet, Arjuna ou Faust, ne peuvent se circonscrire en concepts mais seulement s'exprimer en un style de conduite personnelle par une réactivation de l'initiative historique du héros.

Le mythe, en son sens le plus élevé, se situe donc au niveau de la connaissance poétique et de la décision responsable et libre de l'homme. A ce niveau seulement,

celui de la saisie de l'acte créateur et du choix l'on peut à la fois instituer et découvrir le sens de la vie et de l'histoire. Car ce sens on ne se contente pas de le découvrir comme du sommet d'une montagne on découvre un paysage : c'est tout un de **recevoir** ce sens par la connaissance et de le **donner** par l'action, de le vivre, dans le mythe, comme savoir et comme responsabilité, de parcourir, par la connaissance de l'histoire passée, le panorama du développement antérieur et de participer à la réalisation pratique, militante, de cette signification. Dans le mythe se révèle l'ordre, au double sens d'harmonie et de commandement.

* * *

Une vingtaine de patrons, en France, gagnent plus d'un million de francs par mois (cent millions d'anciens francs) c'est à dire plus que ce qu'un travailleur ordinaire peut gagner en dix ans de travail.

Parmi ceux-là, Jean-Luc Lagardère, président de Matra-Hachette, vecteur essentiel de la *pensée unique*, Guy Dejouany, président de la générale des eaux, Serge Tchuruk, président d'Alcatel, Lévy-Lang de Paribas, Claude Bébéar d'Axa, Louis Gerstein, P.D.G. d'I.B.M., et, plus mystérieux, Jacques Calvet, directeur général, jusqu'à l'an dernier, de Peugeot, qui refusait à ses ouvriers de Sochaux toute augmentation de salaire qui "mettait en péril l'entreprise", alors que sa propre rémunération avait augmenté de 46% en deux ans, et qui déclarait: "les salaires des dirigeants sont incompréhensibles et inacceptables pour les opérateurs de base." (*Le Nouvel Observateur :* 4 octobre 1995, p. 66)

Bon nombre de ces messieurs et de leurs congénères sont aujourd'hui "mis en examen" pour "abus de biens sociaux", tels que Pierre Suard, ex-président d'Alcatel Alsthom, ou autres Pinault-Valenciennes, président de Schneider.

Sur le plan international, arrivent en tête du classement Michael Eisner, directeur général de Walt Disney, la plus grande entreprise de l'anticulture et du décervelage de la jeunesse; en deuxième lieu le directeur général de Coca-Cola, Roberto Gazuela, puis Buber Mark de Colgate-Palmolive, avec chacun plus de dix millions de dollars.

En regard, l'Institut national de la statistique (INSEE) nous apprend qu'en mars 1997, un français sur dix vit au dessous du niveau de pauvreté : plus de cinq millions et demi de personnes en sont victimes. (D'autres statistiques disent huit millions).

D'abord en raison du chômage qui touche 12% de la population active. Mais ce chiffre cache une réalité plus dure celle des **salariés précaires** qui ont des contrats **temporaires** et à temps partiels (c'est la méthode de dissimulation américaine du nombre des chômeurs).

Le nombre des **restaurants du cœur** et des autre œuvres caritatives qui permettent à des centaines de milliers de français de manger au moins une fois par jour, augmente, en même temps que les Bourses donnent des chiffres flamboyants pour les spéculateurs et que la presse affirme que "l'économie française se porte bien."

En 1990, aux Etats-Unis, deux millions et demi de riches disposent de la même masse de revenus que les cent millions les plus pauvres (*Congressional Budget Office,* 1989).

***

Ce rappel de ce qui distingue l'homme de l'animal et le mythe du concept est une réflexion nécessaire, propédeutique, à toute tentative de comprendre ce qu'est l'éducation en lui donnant comme ligne directrice, indispensable à sa novation, le rôle primordial des interrogations sur la finalité et le sens d'une vie proprement humaine, et sur le rôle de l'art comme invitation à des anticipations créatrices.

* * *

La mutation exceptionnellement rapide du monde au XXe siècle est telle qu'un homme de mon âge (85 ans) est né au milieu de l'histoire humaine. Car il s'est produit en ce siècle plus d'innovations et de changements qu'au cours des six mille ans d'histoire écrite.

Pour ne retenir que les trois découvertes fondamentales qui ont créé les conditions de la Renaissance occidentale au XVIe siècle: la découverte de l'imprimerie avec caractères mobiles, (inventée non par Gutenberg mais par les chinois au 1er siècle de notre ère) qui permit de démocratiser la culture; la boussole, qui permit la navigation en haute mer et la liaison de tous les mondes; la poudre (inventée aussi par les chinois, comme le papier, l'imprimerie et la boussole, et introduites en Europe par les arabes) dont l'Europe fit l'instrument de sa domination mondiale, il est remarquable que le XXe siècle opéra une mutation radicale.

Le papier et l'imprimerie avaient jusque là permis à une élite de concevoir l'humanisme du XVIe siècle et la culture d'une minorité jusqu'au XIXe siècle (*L'Encyclopédie* de Diderot fut tirée à mille cinq cents exemplaires). A la fin de ce siècle un roman lauréat se tire à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, un disque à plusieurs millions, la télévision atteint des milliards d'auditeurs. La communication, que ce soit pour l'information ou la manipulation des esprits, est sans commune mesure en cette fin de siècle avec ce qu'elle fut à son début.

— Il en est de même avec la circulation des hommes comme de la communication des idées : Jules César et Napoléon, à deux mille ans de distance, mettaient le même temps (celui des chevaux et des relais) pour aller de Rome à Paris.

L'aéroplane de Wright prit son premier vol en 1903 sur quelques centaines de mètres. En 1997 un avion peut faire le tour du monde sans escale en moins de deux jours. En 1997, une station orbitale réalise plusieurs rotations autour de la terre en quelques heures, et peut déposer un homme sur la lune.

— Quant aux moyens de destruction, un canon de Waterloo ne portait guère plus loin que les projectiles enflammés de Byzance au VIIIe siècle. Il fallut dix jours à Tamerlan pour ériger à Ispahan une pyramide de dix mille crânes. En 1944 un bombardement aérien au phosphore détruit cent trente mille habitants de Dresde, une bombe atomique détruit en quelques secondes Hiroshima et, en cette fin de siècle,

reste stocké l'équivalent de plusieurs millions de bombes ayant une plus grande efficacité.

* * *

Une telle mutation exige de repenser de manière radicale les problèmes de l'éducation, à la fois celui du **contenu** de l'enseignement, et des **structures** du système de formation.

Or, toutes les prétendues réformes de l'enseignement au XIXe et au XXe siècle, ont consisté en des rapiéçages avec des querelles interminables sur le dosage scolaire du classique (latin-grec) et du moderne (mathématiques puis informatique) plus tard sur des problèmes de structure ou des exigences professionnelles des enseignants.

A aucun moment ne fut posé le problème fondamental : celui des **finalités** de la formation qui pourtant pouvait seule permettre d'en orienter à la fois le contenu et les structures. En ce domaine comme en tous les domaines de la vie sociale le déterminisme l'a emporté sur la transcendance.

Le déterminisme éducatif, depuis des siècles, a consisté à faire de l'éducation une méthode de reproduction de l'ordre établi. Au Moyen Age l'éducation était fondée sur un régime de castes: pour la noblesse, la formation des chevaliers pour faire des guerriers et des chefs; pour l'Eglise préparer des clercs qui seraient prêtres, juristes, parfois hommes d'Etat. L'artisan formait des ouvriers, compagnons ou maîtres. Le paysan, enclos dans le cadre familial et local, était prédestiné à devenir un serf auquel le curé du village donnait le minimum d'instruction religieuse pour garantir sa résignation.

La Révolution française marque, certes, une césure. Il s'agissait d'abord d'organiser la relève des anciennes hiérarchies nobiliaires par les nouveaux clivages de l'argent nés du développement des industries.

Ainsi furent mises au premier plan, dans les rapports de Condorcet ou de Lakanal, la valeur éducative et l'importance sociale des sciences et des techniques, comme le montre, par exemple, la création des Ecoles centrales de l'An III.

Il s'agissait de préparer des cadres et les troupes du nouveau régime industriel en préparant l'enfant aux fonctions sociales et aux professions nouvelles, et, en essayant de substituer, comme un facteur de cohésion nationale une religion différente du catholicisme traditionnel. Le rapport présenté à la Convention partait de cette définition encyclopédique (conçue déjà par Diderot) : "L'art de l'instruction consiste à présenter toutes les connaissances humaines dans un système général".

* * *

La civilisation occidentale, qui se prétend exclusive, se fonde, depuis la Renaissance, sur trois postulats dont les conséquences majeures ont été développées, pour

l'essentiel, par la philosophie anglaise, la philosophie française, la philosophie allemande.[1]

En dépit de leur prétention à l'universalité, et à un détachement des contingences, chacune d'elles est historiquement liée à une expérience spécifique du développement de leur bourgeoisie nationale.

Ceux que l'on appelle les philosophes anglais sont tous liés au développement du **libéralisme économique** qui permit le développement colonial de la Compagnie des Indes dont la plupart d'entre eux — et les plus importants — furent des employés et les intellectuels organiques (selon l'expression de Gramsci).

L'école française, dont Descartes est le père spirituel, est étroitement liée au développement de la **révolution industrielle** dont le mécanisme cartésien est l'initiateur, les philosophes des lumières en étant les héritiers les plus rigoureux. La Révolution française, mettant les rapports politiques en harmonie avec les nouveaux pouvoirs économiques, le règne de la bourgeoisie, conquis et théorisé par la Révolution française, systématiquement structuré par Napoléon, remis en cause pour un temps par la Restauration, ne retrouve son aplomb qu'avec le positivisme d'Auguste Comte qui tient à stabiliser ce pouvoir contre toute résurgence de l'Ancien Régime et de la religion, mais aussi contre toute tentative de dépasser l'ordre établi.

Le courant positiviste demeura sous-jacent à la conception du monde de beaucoup de physiciens ou de biologistes, jusqu'au XXe siècle, par exemple avec Jacques Monod dans *Le Hasard et la nécessité.*

La vitesse croissante du développement de l'histoire et les problèmes radicalement nouveaux se posant, exigent une transformation radicale du mode d'éducation, de ses finalités et de ses structures.

Or l'Education nationale est allée de replâtrage en replâtrage, de réformes en réformes, de Jules Ferry aux actuels ministres de l'éducation nationale.

Pantagruel ou Emile étaient souvent les héros de dissertations philosophiques ("Science sans conscience n'est que ruine de l'âme") mais aucune institution pédagogique n'a été conçue pour les recevoir; les disciples de Maître Alcofribas ou de Rousseau seraient, pour nos écoles, des cancres indésirables parce qu'ils s'obstineraient à poser les questions qui ne le sont jamais : celles des finalités de l'éducation.

Ce problème seul aurait pu donner un sens à la vie et une cohésion à la société par un grand objectif et un grand projet commun.

Au cours de ce XXe siècle un ersatz en fut cherché dans la laïcité.

Excellente en son principe, la séparation de l'Eglise et de l'Etat fut aussitôt confondue, non pas avec le respect de la foi ou de l'irréligion de chacun, mais avec l'exclusion de

[1] Voir, en annexe, cette analyse de l'histoire de la philosophie occidentale, de ses racines historiques et de ses postulats cachés. (*L'Occident est un accident. La deuxième sécession*.)

ce qui est l'essence même de la foi : les questions sur les fins dernières de la vie personnelle et sociale.

C'est ainsi que cette étrange religion républicaine ne contribua pas à créer le consensus mais au contraire la discorde, qu'il s'agisse de l'opposition de l'école libre (c'est à dire, en général, confessionnelle et, plus précisément, catholique) jusqu'aux querelles racistes du foulard de quelques jeunes filles musulmanes en laquelle le laïcisme (pas la laïcité) prétendait voir une offensive de propagande islamiste (et non islamique), alors qu'un tel tollé n'avait pas été soulevé contre le port ostensible des croix chrétiennes ou des kipas juives. Dans cette escarmouche grotesque contre quarante-deux jeunes filles dont le foulard menaçait la République ! (Beaucoup d'enseignants naïfs — y compris les associations corporatives, se laissèrent entraîner comme un taureau devant la cape rouge, sans voir que le racisme prenait le masque de défense de la laïcité.)

Plus durable et plus profonde la querelle de l'école confessionnelle et de l'école laïque.

L'on peut comprendre les motivations des défenseurs de l'école confessionnelle (dite école libre) devant la carence de l'école publique, excluant l'essentiel de la formation d'un homme, c'est à dire la recherche du sens de sa vie par l'exclusion de tous les textes posant ce problème dans toutes les mystiques et toutes les sagesses, des prophètes d'Israël aux Pères de l'Eglise, des soufis musulmans aux *richi* de l'Inde. Cette école laisse les hommes sans repères, livrés à un scientisme d'ordinanthrope croyant trouver dans une machine, merveilleuse fournisseuse de **moyens**, un instrument de découverte des **fins**. Il était assuré qu'une autre école allait exiger de combler ce gouffre dans un monde fonctionnant non seulement sans Dieu mais sans homme. **Un monde du non-sens.**

L'intention de donner à l'enfant, perdu entre ce ciel vide et cette terre en désordre, des repères et des fins, était évidemment précieuse.

Cela eut été possible si avait été maintenue l'orientation du prophétique pape Jean XXIII et du concile de Vatican II proclamant que l'Eglise, dans la voie ouverte par Jésus, n'avait pas pour tâche de diriger le monde mais de le servir. Cette merveilleuse rencontre avec le monde pouvait aider à en réduire la cassure.

Mais, peu après, l'Eglise catholique connut une nouvelle glaciation par la restauration d'une monarchie ecclésiale dont l'expression la plus claire s'inscrivit (après la condamnation des théologies de la libération qui traduisent en actes les intentions de Vatican II et surtout de la Constitution *Gaudium et spes*), dans le catéchisme de 1992 qui nous ramenait au Concile de Trente de 1545.

Un curé intégriste proclamant, au fronton de son Eglise : "Ici tu trouveras la réponse", un enfant écrivit à la craie sur la porte : "Mais où est la question ?”

Ainsi était posée, par le plus humble, le problème fondamental : la foi est-elle de l'ordre d'une question ou bien d'une réponse ?

Tel est le fonds humain (d'autres diront divin, mais je crois — au langage près, qu'il n'est pas d'homme sans Dieu ni de Dieu sans l'homme, comme nous essayerons de le

suggérer plus loin) du problème de la laïcité. Problème mal posé et donc insoluble lorsque la laïcité est confondue avec un athéisme d'Etat (comme il y eut des religions d'Etat), et que la foi est confondue avec l'obéissance à l'Eglise (une Eglise que sa hiérarchie considère comme la cité parfaite, le monde entier étant dès lors condamné à lui obéir).

Entre deux intégrismes symétriques aucun dialogue n'est possible. Il n'aboutirait qu'à un compromis entre deux idéaux pervertis.

Le problème fondamental de l'éducation ne peut se poser qu'au delà de ces fausses antithèses.

Nous n'en évoquerons que trois moments: l'initiation à la lecture, à l'histoire, et à la philosophie, car tout, dans notre système éducatif actuel, est à rebâtir à partir du commencement, des fondements. Et d'abord de l'initiation à la lecture.

* * *

Une enquête de l'OCDE révèle qu'un quart de la population adulte du monde développé a de sérieuses difficultés de lecture et d'écriture.

Des millions d'adultes naviguent à la frontière de l'illettrisme dans les pays développés. A peu prés 10% d'une classe d'âge en France — selon une récente enquête de l'Insee réalisée auprès des jeunes appelés — ont de grandes difficultés de lecture. Au total, trois millions trois cent mille personnes sont concernées par l'illettrisme en France (soit 9% de la population adulte). Mais les résultats dans d'autres pays européens sont à peu près semblables. En Allemagne, le chiffre de trois millions de personnes est avancé dès lors qu'on entend par illettrisme "une incapacité à lire et écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec sa vie quotidienne". (définition de l'UNESCO)

En Angleterre, selon une enquête rendue publique par l'Office National des statistiques (ONS), un adulte sur cinq, soit 8,4 millions de Britanniques, ont un niveau d'alphabétisation très insuffisant. Parmi les 16-65 ans, 22% sont incapables de comparer deux informations écrites, de lire un journal, de comprendre un horaire ou de remplir un formulaire.

Comme en tous les aspects de la décadence, les Etats-Unis détiennent, dans les pays dits développés, le record de l'illettrisme.

En dehors des universités de haut niveau, où l'entretien d'un étudiant coûte à sa famille entre vingt mille et trente mille dollars par an pour la seule scolarité, en ce qui concerne les masses "le système d'éducation américain tombe en ruine", conclut le rapport des spécialistes de l'Université de Columbia (*The Global Economy*, 1990.) 40% des jeunes américains qui entrent dans les collèges (correspondant à l'enseignement secondaire français) reconnaissent qu'ils ne savent pas lire correctement, vingt-trois millions d'adultes (aux environ de 10% de la population) sont illettrés.

La décadence d'une société régie par les seules lois aveugles du marché génère nécessairement, par l'absence de tout repère et de toute signification, à la fois le désarroi des enseignants, le désintérêt de l'institution scolaire par une grande partie de la jeunesse, la violence aveugle dans un régime social fondé sur la lutte concurrentielle de tous contre tous, l'absence du sentiment d'appartenance à une communauté chez des millions de chômeurs et exclus qui ont à la fois le sentiment de leur inutilité dans la société, de l'absence de perspective d'avenir, et de sens d'une telle société.

Le degré de décadence actuellement atteint non seulement par le système éducatif actuel, mais par la société qu'il reflète, **exige** donc autre chose qu'une réforme, c'est à dire une adaptation aux nécessités nouvelles, puisque cette société ne correspond précisément à aucune nécessité humaine, mais **une mutation radicale.** Il appelle à une réflexion fondamentale sur les finalités de l'éducation et une inversion totale des données du problème. L'idée de base, au degré de désintégration sociale aujourd'hui atteint par nos sociétés de marché, c'est que l'éducation ne peut plus avoir pour objet d'adapter l'homme au désordre établi, mais, au contraire de ce **déterminisme**, traditionnel depuis des siècles, de donner à l'homme les moyens de le **transcender**, d'inventer une conception nouvelle de l'homme, de la société, du monde. L'éducation ne peut plus être **reflet**, mais **projet**,

Nous retiendrons seulement trois exemples de cette nécessaire mutation pédagogique : la lecture, l'histoire, la philosophie.

* * *

Tout commence avec la lecture, par laquelle déjà est engagée toute une conception de la culture.

Là encore, si l'histoire **écrite** de l'humanité date d'environ six mille ans il est indispensable d'abord de comprendre quelle mutation profonde la découverte de l'écriture a entraînée dans ce passage d'une **préhistoire** à une **histoire** écrite où l'homme utilise la parole et le signe, non pour signaliser par un son un péril qui menace le groupe, comme le font les animaux par un cri pour donner le signal du combat, de la fuite ou de l'envol, mais pour créer son propre avenir.

Désormais les hommes feront leur propre histoire : la parole écrite est un outil pour transformer le milieu et la communauté, pour transmettre le savoir agissant, et pour préparer de nouvelles mutations.

De l'apprentissage de la lecture, nous ne définirons que les grands traits car l'œuvre de Paolo Freire[1] nous donne les méthodes essentielles pour réaliser ce grand dessein : l'éducation pratique de la liberté, pour lequel l'apprentissage de la lecture est la prise de conscience du réel (conscientisation).

---

[1] Voir notamment, en langue française : *L'éducation : pratique de la liberté,* Ed. du Cerf, 1978. *Pédagogie des opprimé*s (Ed. Maspero, 1974). En portugais, l'ouvrage capital : *Açao cultural para a libertade,* Ed. Paz e Terra, 1976.

Apprendre à lire ce n'est pas seulement mémoriser et épeler des mots, c'est apprendre à déchiffrer la réalité en sachant ce que les mots en révèlent ou, au contraire, en dissimulent.

Les écoliers illettrés à l'âge d'entrer au lycée ne sont pas illettrés seulement parce qu'ils ne savent ni comprendre ni résumer le texte dont ils peuvent pourtant déchiffrer tous les mots, mais parce que, même s'ils savent faire cela, ils sont incapables de **décoder** ces mots traditionnels, les pièges et les contradictions qu'ils recèlent.

Savoir lire, ce n'est pas traduire oralement les signes écrits dans un journal ou un livre, c'est savoir lire la réalité, décoder les mots-pièges, visionner le monde et ses cassures pour le transformer.

Paolo Freire n'accepte pas la distinction première entre enseignants et enseignés. L'éducation est d'abord un dialogue, et dans ses cercles de culture, l'animateur (pas nécessairement spécialisé) a pour première tâche d'écouter, d'apprendre ce que sont les préoccupations et les besoins de ceux avec qui il va engager le dialogue éducatif.

Son premier travail de pédagogue est d'écouter, de découvrir, avec les groupes dans lesquels ils s'insérait, les "mots clés" qu'il s'agissait de "décoder" ensemble en ne séparant jamais le mot de ce qu'il représente (par exemple par la projection de diapos où le mot était suivi de ce qu'il désignait) et en engageant le dialogue sur ce que chacun mettait sous le mot et sous l'image, d'après son expérience vécue.[1]

L'apprentissage de la lecture ne peut être celui de la mémorisation des signes mais la prise de conscience de ce qu'ils signifient. C'est à dire de la réalité qu'ils visent, des problèmes, des contradictions, du mouvement qui l'anime.

L'image, ou plutôt la multiplication des images et de leurs contrastes, permet cette prise de conscience. Elle ne joue pas un simple rôle d'**illustration** — comme lorsque un abécédaire dessine un chat à côté du mot, mais un rôle d'éveil à la réflexion.

Si j'étudie le mot vêtement ce n'est pas seulement pour lire la définition du dictionnaire: "tout ce qui sert à couvrir le corps", mais pour réfléchir, par le choc des images, sur la réalité sociale et humaine à laquelle nous renvoie le mot: en dessin ou en diapos, il y a le pantalon trop vaste d'un frère aîné, avec ses rapiéçages et la ceinture de ficelle qui l'empêche de glisser vers le sol, et peut être, à côté, un défilé de haute couture ou les mondanités de *Jours de France*. Autre manière de couvrir le corps.

Si j'écris au tableau : logement, que le petit *Larousse* définit : "Lieu où l'on demeure habituellement", l'image du clochard, dormant sur la bouche d'aération du métro pour se protéger du froid, avec quelques journaux sur son corps pour retenir la chaleur, est le lieu où il "demeure habituellement", comme le bidonville pour l'exclus, ou l'H.L.M. délabrée ou un salon dans une villa de Neuilly, où un autre "demeure habituellement".

Il s'agit d'autre chose que d'une définition : d'une prise de conscience et de l'action qu'elle fait germer.

---

[1] Voir son livre : *Lettres à la Guinée-Bissau sur l'alphabétisation* (Ed. Maspero, 1978).

Nous sortons de l'abstraction verbale pour préparer un enfant à être un homme, c'est à dire un bâtisseur d'avenir.

Sinon, il reste, même sachant ânonner des signes, et répéter les abstractions du dictionnaire, illettré, c'est à dire, incapable de déchiffrer la vie et son sens.

Il sera prêt alors à gober tous les mots feutrés d'abstraction :

L'enfant ainsi formé lira sans sursauter l'article de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948* sur l'égalité des droits. Cette égalité devant la loi lui paraîtra même évidente: il est **également interdit** à un chômeur ou à un millionnaire de voler un pain, comme il est **permis**, à l'un comme à l'autre, de se faire construire une résidence secondaire à Cannes ou à Mégève.

Irréprochable égalité devant la loi, fondement de toute démocratie.

A tous les niveaux de l'apprentissage, de la lecture à l'enseignement de la philosophie ou de l'ENA, la fonction première du système éducatif est d'intégrer l'individu au désordre établi avec sa polarisation de l'avoir et du pouvoir d'un côté, et, de l'autre, l'acceptation résignée du "c'est ainsi. Il faut s'y adapter."

Tel est le secret majeur de la pensée unique, c'est-à-dire de la non- pensée, de la soumission à l'être, que le *Larousse* encore le définit dans sa parfaite nudité: "Tout ce qui est!".

Apprendre à lire n'est alors plus seulement apprendre à lire des mots et des phrases, mais à lire le monde réel avec ses contradictions et son exigence de le changer.

C'est ici le contraire exact de ce que Paolo Freire appelait l'alphabétisation bancaire consistant à mémoriser et à accumuler des signes que l'enseignement à pour charge d'emmagasiner chez l'enseigné sans se préoccuper de ses besoins propres.

C'est dés le départ donner une notion perverse de la culture et de l'organisation sociale duelle.

L'éducation doit donner à tous le moyen de penser des réalités et de réaliser ses pensées.

Alors que tout, dans le système scolaire actuel, plonge l'enfant dans un monde irréel, lui inculquant une idéologie de justification des pouvoirs.

* * *

A commencer par l'histoire, dont Paul Valéry disait, en des pages prophétiques de ses *Regards sur le monde actuel*, comparant les divers manuels scolaires de l'Europe :

> ... L'Europe aspire visiblement à être gouvernée par une commission américaine. Toute sa politique s'y dirige... (Éd. Pléiades, p. 930). (Ceci était écrit en 1938, dix ans avant le plan Marshall et plus d'un demi siècle avant Maastricht.

Quelques pages plus loin, il résumait (p. 955) :

> L'histoire est le produit le plus dangereux que la chimie ait élaboré... Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs... les conduit aux délires des grandeurs ou à celui de la persécution... L'histoire justifie ce qu'elle veut. Elle n'enseigne rigoureusement rien, car elle contient tout et donne des exemples de tout... Dans l'état actuel du monde [l'on était en 1938, un an avant la deuxième guerre mondiale, la première ne nous ayant en effet rien appris] le danger de se laisser séduire à l'histoire est plus grand que jamais il ne fut.

Vingt ans plus tard Kenneth Boulding dira plus brutalement : "Une nation est la création de ses historiens." (*Journal of Conflict Resolution* III, 1959, p. 122) tant l'expérience de la deuxième guerre avait vérifié le terrible verdict de Valéry.

Un spécialiste en la matière, Henri Pirenne, écrivait déjà, en 1923, que "les historiens se comportent avec la nation, comme les architectes à l'égard de leurs clients : ils fabriquent une histoire habitable." (*De la méthode comparative en histoire*).

Ne retenons que deux exemples de cet **occidentalo-centrisme** niant l'existence ou du moins la valeur de l'autre et de sa culture. D'abord en ce qui concerne le rôle de l'histoire scolaire dans la création de mythes fondateurs de la cohésion nationale, ensuite le mépris colonialiste et post-colonialiste des valeurs de l'autre dont nous n'aurions rien à apprendre par un dialogue des cultures.

a — La mystification de l'idée de nation.

D'abord la mystification de l'idée même de nation. Telle que, par exemple, celle d'une France éternelle, anachroniquement et rétrospectivement reconstruite en projetant l'actuel *hexagone* dans le passé, et la dotant, avant même l'existence d'un peuple français, des attributs d'une personnalité agissante en fonction d'un but, quelle que soit d'ailleurs l'origine mythique assignée à cet acteur.

Notre pays a toujours existé ou préexisté à sa réalité actuelle. *L'histoire de France* de Lavisse, comme autrefois celle de Michelet, ont servi de moule à la fabrication du mythe, et, malgré l'immense progrès de l'école des Annales, le moule n'est pas entièrement brisé.

"Il y a deux mille ans la France s'appelait la Gaule... Dans la suite, la Gaule changea de nom. Elle s'appela la France." Peu importe si le rassemblement des terres qui constituent aujourd'hui la France, fut l'œuvre d'une série de guerres, de conquêtes, de massacres des hommes et des cultures.

Cette déité fantasmatique a tous les caractères d'un personnage poursuivant : un but bien déterminé : la réalisation de l'ordre présent.

Le point de départ est hasardeux et dépend du pouvoir du moment.

De toute façon la France est éternelle : elle descend de Dieu.

Pendant des siècles ses rois, de droit divin par leurs ancêtres bibliques, incarnèrent à eux seuls la France et ses ambitions conquérantes. A en croire Jean Lemaire de Belge vers 1510 dans son livre *Illustrations de Gaule et singularités de Troie*, les *rois de France* sont descendants de Samothes, quatrième fils de Japhet, lui-même fils de Noé. En un mot la France remonte à Adam lui-même, sinon à Dieu. Mais à cela s'ajoute un riche héritage gréco-romain : un membre de cette famille royale proscrit s'est enfui en Asie, a fondé Troie, apportant la civilisation gauloise à la Grèce et à Rome.

Dans les *Grandes chroniques de France*, écrites à la fin du XIIIe siècle, à l'abbaye de Saint-Denis, le premier roi de France était Pharamond (qui figure encore dans une réédition de 1838 de l'histoire de France de Ragois.)

Dans sa *Franciade*, dédiée au roi très chrétien Charles IX, Ronsard, reprend cette mythologie de l'origine troyenne de la monarchie française avec ses fondateurs légendaires : Francion, Pharamon, etc. Cette mythologie a ses variantes; par exemple l'opposition d'une plèbe issue des gallo-romains, et d'une aristocratie franque (c'est-à-dire d'origine germanique) dont le débat ne sera tranché qu'avec la Révolution française, mettant fin à cette querelle en remplaçant les privilèges du sang par ceux de l'argent.

Ce rappel de la mythologie **nationale** n'est pas une diversion car la conception mythologique des **histoires nationales** continue à opérer des ravages dans les esprits et dans les corps des peuples.

La France, même après les massacres des juifs, des chrétiens de Byzance, ou des musulmans de Jérusalem, même après l'extermination des cathares, après que le pieux roi Saint Louis fit porter aux juifs la rouelle (morceau d'étoffe jaune en forme de roue — pas encore d'**étoile)**. La France où sévirent la Saint-Barthélemy, les dragonnades de Louis XIV, la férocité de la répression vendéenne sous la Révolution, les tueries européennes de Napoléon (qui n'en reste pas moins un héros national alors qu'il a laissé la France plus petite qu'il ne l'avait trouvée), lorsqu'elle construit un empire colonial à coups de massacres et sans parler de la participation à la guerre de l'opium en Chine, ou du négoce des esclaves noirs sur tous nos ports de l'Atlantique, reste le soldat de Dieu et du Droit.

Ce glorieux passé est la justification officielle du racisme colonialiste telle qu'en fit la théorie, à l'Assemblée nationale, Jules Ferry, (*J.O.* du 28 juillet 1885) :

> Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis à vis des races inférieures.

Cette France reste éternellement le **soldat de Dieu** ou du **Droit**, suivant qu'il s'agit de fêter le baptême de Clovis en 1996 ou de célébrer, sur le mode de l'odieux et du grotesque, le deuxième centenaire de la Révolution française, en n'en retenant qu'une déclaration de papier qui excluait du droit de vote les trois-quarts des français.

Cette mythologie de la nation n'est d'ailleurs pas une spécialité française, qu'il s'agisse, pour l'impérialisme anglais massacreur de l'Inde, magnifié par Rudyard Kipling comme fardeau de l'homme blanc, de la sauvagerie nazie au nom de la

supériorité aryenne, des spoliations, des expulsions, et des répressions féroces de l'Etat d'Israël au nom de la promesse tribale d'un Dieu.

Au nom du destin manifeste des Etats-Unis, dont les premiers envahisseurs puritains d'Angleterre assimilaient les Indiens aux Amalécites de Josué justifiant le vol des terres aux Indiens, leur refoulement ou leurs massacres.

L'on peu contempler encore, en bordure des ruines du Forum de Rome, les cartes de l'Empire romain par lesquelles Mussolini, qui prétendait en être l'héritier, justifiait ses carnages africains jusqu'en Ethiopie.

L'utilisation de l'entité abstraite d'une France éternelle préexistant à son peuple et à son histoire, qu'il s'agisse de Clovis, de Jeanne d'Arc ou de la Fête de la Fédération présidée par Lafayette, peut justifier tous les crimes jusqu'au moment où renonçant à la mythologie en faveur de l'histoire, on reconnaisse en la France de 1998, une création continue faite du mélange de vingt races et dont la culture s'est enrichie de l'apport de chacune, qu'il s'agisse, par exemple, des troubadours d'Occitanie inspirés, comme le notait Stendhal, des conceptions de l'amour et de la poésie des poètes arabes de l'Andalous, de l'Espagne voisine, du cycle breton des épopées du roi Arthur, des cultures méditerranéennes des grecs et des romains, ou des influences germaniques, de la musique à la philosophie, par les marches de l'Est qui ont bouleversé et enrichi la culture française.

Cette critique historique mettant fin aux entités métaphysiques de la mythologie, a une importance capitale pour résoudre aujourd'hui les fausses querelles sur la citoyenneté et sur l'immigration.

Fausse querelle, celle de la citoyenneté, fondée sur le droit du sol ou le droit du sang, comme si l'appartenance à une communauté dépendait de facteurs extérieurs à l'homme et à sa sensibilité : être né en un lieu déterminé ne dépend aucunement de moi et ne saurait donc être une raison de fierté ou d'humiliation.

Quant au droit du sang il repose sur un autre facteur indépendant de ma volonté : comme, pour un animal, d'être éléphant ou grenouille.

Le seul lien, proprement humain, d'une communauté proprement humaine, c'est la participation à un projet commun et la contribution à la réalisation de ce projet, patrimoine commun de l'humanité considérée comme un tout. Chaque peuple, par sa culture originale, participe à l'humanisation de l'homme, à sa véritable croissance et développement en humanité.

Il en est de même du problème de l'immigration qui ne peut être, selon les règles génératrices d'inégalités croissantes du monothéisme du marché, une question d'exclusion de concurrents sur le marché du travail et du marché tout court, mais une question de dialogue où chacun prend part, pour élargir la vision de l'homme et du projet humain de chacun (par exemple, échange et partage du sens de la communauté des uns et du sens de la personne de l'autre, dans une lutte commune contre un individualisme de jungle ou un totalitarisme de termitière.)

De même, échange et partage pour échapper à la fois à une conception dogmatique de la religion prétendant régenter la société entière, et d'un laïcisme excluant la recherche des fins dernières, afin de lutter ensemble pour l'unité de la foi et pour la fécondation réciproque des cultures et des institutions dans lesquelles cette foi est vécue.

La place de l'histoire dans l'éducation doit donc être radicalement transformée.

Il ne peut plus s'agir de la transmission, par les manuels scolaires, se succédant et se recopiant les uns les autres à partir de deux ou trois modèles variant dans leur présentation mais obéissant tous à la même logique, d'une pensée unique, des mythes sur l'origine ou la genèse historique de la nation formant des citoyens à la **pensée-unique** du **politiquement correct.** Ces mythes sont de plus en plus nocifs, au fur et à mesure qu'on approche de la situation contemporaine, depuis les tabous de la Première guerre mondiale où les **soldats du droit** réalisaient une **union sacrée** contre les ennemis **héréditaires.**

Après la deuxième guerre mondiale, et le **tribunal de Nuremberg,** où était interdite toute évocation des causes génératrices du monstre nazi (depuis le traité de Versailles rendant son ascension possible, jusqu'en 1933 où il devint, le plus démocratiquement du monde, le tyran de son peuple), avec le soutien du monde capitaliste tout entier qui, à partir de 1933, voyait en lui le meilleur "rempart contre le bolchevisme". Il fut salué comme tel par Churchill, comme par les chefs de l'Eglise allemande, (et, à leur suite, de toutes les églises qui appelaient, après sa victoire, à la collaboration des peuples. En France comme en Allemagne, en Italie, en Espagne et dans toute l'Europe.)

Après sa défaite l'histoire fut rendue plus incompréhensible encore en attribuant (par un culte de la personnalité à l'envers) tous les malheurs du monde au délire obsessionnel raciste d'un Hitler fou, ce qui était le fruit d'une longue gestation: depuis les traités de Versailles, puis les fournitures d'argent et d'acier par tous les banquiers du monde, de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis, puis les concessions politiques (dont Munich est le symbole et les accords germano- soviétiques, conséquence défensive contre ceux qui voulaient l'orienter vers l'Est), jusqu'aux collaborateurs sionistes (alliés naturels d'Hitler contre les Allemands de confession juive: les premiers voulaient aider, par la création d'un Etat d'Israël puissant, à "vider l'Europe de ses juifs" (*Judenrein*), ce qui était le rêve d'Hitler, alors que l'Association des allemands de religion juive voulaient rester en Allemagne, demandant seulement le respect de leur religion et de leur culture. C'est contre eux (95% de la communauté juive contre 5% de sionistes) que s'acharnèrent les nazis.

Dès lors l'histoire mettait en œuvre de nouveaux tabous: la collaboration des sionistes par les accords bancaires de la Haavara pour lesquels, en échange du départ de quelques millionnaires juifs et de leur fortune, ils promettaient de lutter contre le blocus de l'Allemagne nazie; les propositions de coopération militaire des groupes armés de la bande Stern et d'Itzhak Shamir, avec l'armée hitlérienne, en raison de leur communauté de vue; l'échange abject proposé par Hitler et accepté par les dirigeants sionistes en 1944, d'un million de juifs contre dix mille camions (à condition qu'ils ne servent que sur le front de l'Est). Hitler et les alliés ne rêvaient que d'une paix séparée par l'entremise des sionistes. (Voir Yehuda Bauer, *Juifs à vendre,* Ed. Liana Levi, 1996, pp. 87, 227 et 80 et 88.)

Sur ce chapitre de la falsification délibérée de l'histoire contemporaine (depuis la chute d'Hitler) la conclusion fut formulée explicitement en 1990, par une loi scélérate, dite loi Gayssot, qui, en complicité avec le président de l'Assemblée, Laurent Fabius, légalisa la répression de toute histoire critique des crimes hitlériens en imposant, comme un tabou, toute critique des décisions du Tribunal de Nuremberg dont le président même, le juge américain Jackson, reconnaissait qu'il était le "dernier acte de la guerre" et qu'il n'était donc pas tenu "aux règles juridiques des tribunaux ordinaires en matière de preuves."

b — Le colonialisme culturel

A l'époque du colonialisme européen il est significatif que l'histoire est celle de la conquête légitime de nouveaux territoires pour apporter la Civilisation aux barbares.

Toute invasion ou agression coloniale est alors légitimée au nom de la **civilisation**, et la **résistance** des peuples colonisés, spoliés et massacrés, est invariablement appelée **terrorisme.**

L'histoire scolaire, c'est à dire, essentiellement celle de l'Occident, ne peut avoir, évidemment, que deux sources, comme l'Occident lui-même : judéo-chrétienne et gréco-romaine.

En 1975, Preisswerk et Merrot, étudiant trente manuels scolaires les plus utilisés (trois allemands, six anglais, onze français, deux portugais, huit russes) se bornaient à un seul problème : celui de la **déformation nationaliste des manuels d'histoire** et son colonialisme intellectuel faisant de l'histoire "une histoire de l'Occident avec des annexes concernant d'autres peuples" (*Ethnocentrisme et histoire*, 1975, Ed. Anthropos). La perspective ethnocentrique prenant pour critère du progrès, de la modernité, le seul pouvoir technique sur la nature et les hommes, permet d'établir un palmarès où l'Europe arrive en tête, non seulement avec le droit mais le devoir d'**élever** les **Primitifs** à son niveau de perfection. Même lorsqu'un manuel dit : "A leur arrivée dans le pays, les Européens y trouvèrent une brillante civilisation", ils ne trouvent brillant que ce qui répond à leurs propres critères.

L'on est loin, ici, de l'admirable humilité scientifique, ou plus simplement, de l'objectivité et de l'universalité dont Lévi-Strauss donne l'exemple dans *Race et histoire*: "L'Antiquité confondait tout ce qui ne participait pas de la culture grecque (puis gréco-romaine) sous le nom de barbare; la civilisation occidentale a utilisé le terme de "sauvage" dans le même sens; ... sauvage, qui veut dire "de la forêt" évoque un genre de vie animale, par opposition à la 'culture." (p. 20)

L'invasion de l'Algérie et les déclarations du maréchal Bugeaud en sont un exemple typique.

Le 14 mai 1840, Bugeaud annonçait à la chambre des députés : "Il faut une grande invasion en Afrique qui ressemble à ce que faisaient les Francs, à ce que faisaient les Goths."

Devenu gouverneur de l'Algérie, en application de ce principe, il adresse aux chefs de la résistance algérienne cette sommation :

> Soumettez-vous à la France... Dans le cas contraire j'entrerai dans vos montagnes, je brûlerai vos villages et vos maisons, je couperai vos arbres fruitiers, et, alors, ne vous en prenez qu'à vous seuls, je serai, devant Dieu, parfaitement innocent de ces désastres. (*Moniteur Algérien*, J.O., 14 avril 1844)

Programme de vandalisme et de meurtre réalisé, de point en point, par ses subordonnés tels que le futur Maréchal de Saint-Arnaud : "On ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres" (Saint-Arnaud : *Lettres du Maréchal de Saint-Arnaud*, à toutes les pages du recueil).

Les Lettres d'un soldat du colonel de Montagnac nous apprennent, de la région de Mascara : "Nous poursuivons l'ennemi, nous lui enlevons femmes, enfants, bestiaux, blé, orge". Et il ajoute : "Le Général Bedeau, autre perruquier de première qualité, châtie une tribu des bords du Chélif,... leur enlève de force femmes, enfants et bestiaux". Le comte d'Herisson, dans *La chasse à l'homme* (p. 133-347-349) nous décrit les opérations de la colonne à laquelle il était attaché : "Les oreilles indigènes valurent longtemps dix francs la paire, et leurs femmes demeurèrent un gibier parfait."

Tous ces textes et bien d'autres, montrant que les bâtisseurs d'Empires procédèrent par crimes de guerre et crimes contre l'humanité, ne figurent dans aucun manuel scolaire où l'on préfère apprendre aux enfants les couplets attendrissants sur la casquette du père Bugeaud[1].

Il ne s'agit pas d'exhumer des souvenirs cadavériques : ces mythes sanglants continuent d'exercer une influence déterminante sur les comportements actuels, façonnés par ces mensonges historiques.

Lorsqu'une junte militaire interrompt, en Algérie, des élections qui lui étaient défavorables, nos bons démocrates civilisateurs qui réclamaient des élections libres, acceptent aussitôt la dictature militaire et le chaos sanglant qu'elle devait inéluctablement entraîner en excluant de la vie publique la majorité de la population.

Les **informations** répandues par les **médias** pour manipuler l'opinion publique véhiculent les fantasmes de ceux pour qui les Croisades et la guerre d'Algérie ne sont pas terminées.

Car nombreux sont ceux qui confondent la défense de la mémoire avec un bréviaire de la haine, ruminant des vengeances de mille ans.

Le général Gouraud, proclamait en 1918 : "Saladin, nous sommes revenus". Revenant, en effet, au Liban, il en organisait une partition religieuse et ethnique qui y créait, pour un siècle, le chaos.

---

[1] Ces textes, puisés aux sources (Bibliothèque Nationale), je les ai publiés en 1977 dans *Pour un dialogue des civilisations. L'occident est un accident.* (Ed. Denoël, p. 53 à 65) puis dans mes *Dossiers pédagogiques* où je rassemblai aussi les documents concernant d'autres impostures historiques notamment sur les causes des deux dernières guerres mondiales.

Le général anglais Allenby, disait, en 1948, devant le tombeau de Saladin : "Les Croisades ont pris fin aujourd'hui"; et il organisait en Palestine les conditions d'un régime d'apartheid enfermant les autochtones dans des *bantoustans* faisant ainsi renaître les haines et les guerres auxquelles Saladin, en 1187, mit fin pour des siècles en rouvrant à Jérusalem, où il entrait en vainqueur, les synagogues des Juifs et les églises des Chrétiens.

Aujourd'hui encore, en ce qui concerne le drame algérien, tous les clichés d'une mythologie **historique** millénaire refont surface dans toutes les versions, **de droite ou de gauche**, des tueries qui évoquent, en modèle réduit, les massacres du colonialisme: les uns mettant l'accent sur la responsabilité de **l'intégrisme sauvage** des **islamistes**, les autres sur le **despotisme oriental** des gens au pouvoir, comme, pour le Rwanda, on invoque des **querelles tribales** d'ethnies arriérées, au lieu de rappeler que les dirigeants français (comme, en un pays voisin, les anglais) n'ont cessé de financer, d'armer et de dresser les tortionnaires à leur solde, ou de corrompre leurs complices voisins, à la Mobutu, pour en sauver les restes.

* * *

Deux exemples expriment la prétention caricaturale de l'ethnocentrisme occidental : **le récit officiel des batailles de Marathon et de Poitiers** comme manifestations exemplaires de la victoire de l'Occident contre les barbaries de l'Orient.

* * *

Pour démystifier Marathon il suffirait pourtant de ne pas se contenter de répéter la version d'Hérodote contre laquelle Plutarque nous met en garde, en rappelant qu'elle avait pour but "de flatter les Athéniens pour en avoir une grande semence de deniers.

Thucydide ramenait l'événement à sa vraie grandeur en ne lui consacrant que deux lignes dans sa *Guerre du Péloponnèse*. Ce qui n'empêche pas, en 1968, l'un des meilleurs spécialistes de l'hellénisme à la Sorbonne, François Chamoux, d'écrire dans son livre sur *La civilisation grecque* (p. 100) qu'il s'agissait là d'une victoire décisive de l'Occident contre l'Orient : "Les Grecs, écrit-il, ne combattaient pas seulement pour eux-mêmes mais pour une conception du monde qui devait devenir plus tard le bien commun de l'Occident."

Un autre *éminent spécialiste*, le professeur Robert Cohen, écrit dans son livre : *La Grèce et l'hellénisation du monde antique*, à propos des expéditions d'Alexandre : "L'histoire de la Grèce, se confond, pour toujours, avec celle de l'Univers." (p. 396.)

A l'époque d'Alexandre existaient déjà depuis longtemps, les Hymnes védiques, les Upanishads et le Bouddha, la Chine de Lao-Tseu et de Confucius, et bien d'autres peuples qui ignoraient l'existence d'Alexandre et de sa légende. Mais l'optique de l'Occident limite le monde à son propre horizon.

Ce qui fait oublier, en nous, deux réalités **historiques** essentielles :

1) — que cette escarmouche était si peu décisive, qu'un siècle après Marathon, en 386, un simple gouverneur perse d'Ionie, Tiribaze, dictait, au nom du grand roi, ses

volontés, aux délégués d'Athènes, de Sparte de Corinthe, d'Argos et de Thèbes. Xénophon, dans ses *Helléniques* (Livre V, chap. 1), nous apprend que "les Grecs se pressèrent à son invitation". Le diktat du roi des Perses, Artaxerxés, disant : "il est juste que les villes d'Asie soient à lui, ceux qui n'accepteront pas cette paix je leur ferai la guerre sur terre et sur mer." Les envoyés rapportèrent ces conditions à leurs états respectifs. Tous jurèrent de les ratifier.

Isocrate commente : "Maintenant c'est lui (le Barbare) qui règle les affaires des Grecs... ne l'appelons-nous pas le Grand Roi comme si nous étions ses captifs." (*Panégyrique*, p. 120-121.)

* * *

A l'autre extrémité de l'Occident l'on trouve le **pendant** du **complexe de Marathon** avec celui de la **bataille de Poitiers** présentée comme un déferlement de la barbarie asiatique sur l'Occident.

Dans l'histoire de France dirigée par Ernest Lavisse, au chapitre des Carolingiens, on parle de Poitiers comme ailleurs de Marathon : "La bataille de Poitiers est une date mémorable de notre histoire... Un chroniqueur nomme les soldats francs, **les Européens**, et, en effet, en ce jour où il fut décidé que la Gaule ne deviendrait pas sarrasine comme l'Espagne, c'est bien l'Europe que les Francs défendirent contre les Asiatiques et les Africains."

Défaite si peu décisive que, deux ans après, en 734, ce que Lévi-Provençal appelle les raids ou les incursions (qui n'ont rien à voir avec une invasion massive du type de celle des Huns, trois siècles avant) atteignent Valence sur le Rhône et tiennent solidement Narbonne.

Là encore ce ne sont pas des historiens "professionnels" qui ont détruit cette autre version du mythe de l'opposition manichéenne de la civilisation occidentale contre les **barbares**.

Dans la *Vie en fleur,* Anatole France écrit : "M. Dubois demanda à Mme Nozière quel était le jour le plus funeste de l'Histoire de France. Mme Nozière ne le savait pas. "C'est, lui dit M. Dubois, le jour de la bataille de Poitiers, quand, en 732, la science, l'art et la civilisation arabes reculèrent devant la barbarie franque."

Je garderai toujours en mémoire cette citation qui m'a fait expulser de Tunis en 1945 pour propagande antifrançaise ! Il était interdit d'affirmer que la civilisation arabe dominait largement, jusqu'au XIVe siècle, la civilisation européenne !

L'écrivain Blasco Ibanez explique, dans *A l'ombre de la cathédrale,* que "la régénération de l'Espagne n'est pas venue du Nord, avec les hordes barbares, mais du Midi avec les Arabes conquérants." Parlant de la civilisation arabe, il écrit : "A peine née, elle a su assimiler le meilleur du judaïsme et de la science byzantine. Elle a apporté avec elle la grande tradition hindoue, les reliques de la Perse et beaucoup de choses empruntées à la Chine mystérieuse. C'était l'Orient pénétrant en Europe comme les Darius et les Xerxès, non par la Grèce qui les repoussait afin de sauver sa liberté, mais par l'autre extrémité, par l'Espagne, qui, esclave de rois théologiens et

d'évêques belliqueux, recevait à bras ouverts ses envahisseurs." Blasco Ibanez ajoute encore : "En deux années, les Arabes s'emparèrent de ce que l'on mit sept siècles à leur reprendre. Ce n'était pas une invasion qui s'imposait par les armes, c'était une société nouvelle qui poussait de tous côtés ses vigoureuses racines."

Déjà Lévi-Provençal, dans son *Histoire de l'Espagne musulmane* avait réduit l'événement militaire à sa juste dimension : il lui consacre une vingtaine de lignes dans un ouvrage de plusieurs tomes.

Mais il fallut attendre le dernier tiers du XXe siècle pour qu'un "amateur" espagnol, Ignacio Olaguë, se livrant à une analyse minutieuse des sources, montre que le texte le plus proche des événements et le plus exploité, était la chronique de l'abbaye de Moissac qui joue, en l'occurrence, le même rôle, pour la bataille de Poitiers, que celui d'Hérodote pour celui de Marathon.

Dans son livre *La revolucion islamica en España* (défigurée dans une prétendue traduction française qui en retire les références essentielles) Olaguë analyse comment est née la légende, recréée, plusieurs siècles après l'événement, lors des invasions — réelles cette fois — des Almoravides et des Almohades qui jalonnent les phases du recul de l'Islam en Espagne.

Les **rois catholiques** ont développé le thème qui a survécu jusqu'à la fin du XXe siècle.

Quant à Charles Martel, son rôle de **sauveur de l'Occident** se dégage plus clairement lorsqu'on l'insère dans le contexte de l'époque.

> 1 — Ce sauveur de la France et de l'Occident, après son escarmouche victorieuse contre le commando arabe d'Abderahman, en 732, a complété ses exploits contre les barbares musulmans, en se lançant à la conquête de l'Aquitaine, de la Bourgogne, puis de la Provence restée jusque là romaine.
> 2 — L'écrasement définitif des Sarrasins est tel que plusieurs siècles après, les Arabes sont encore à Narbonne. Ils sont maîtres de la Provence avec leur base principale à Fréjus. Ils remontent la vallée du Rhône comme en témoigne la cathédrale du Puy dont la façade porte encore des inscriptions en caractères koufiques.

En ce qui concerne l'éveil il conviendrait de se souvenir, par exemple, que, plusieurs siècles après Poitiers, le centre culturel de Cordoue réveille l'Europe de son long sommeil intellectuel : non seulement en lui transmettant les richesses anciennes de la Chine, de l'Inde, de l'Iran, mais même son propre patrimoine, celui par exemple des Grecs. C'est dans les commentaires d'Aristote d'Ibn Roshd (Averroès), et en polémiquant avec son œuvre qu'Albert le Grand et Tomas d'Aquin développèrent leur système, et que se développera, l'averroïsme latin à l'université de Paris, avec Siger de Brabant, comme à Oxford et au XVe siècle en Italie, avec Pic de la Mirandole.

Les cartes d'Idrissi de Ceuta (XIIe siècle) qui fit ses études à Cordoue, créeront pour Roger de Sicile, pour passer de la sphéricité de la terre à la planisphère, les méthodes de projection semblables à celle de Mercator, quatre siècles plus tard, et qui permettront les grandes découvertes.

Les traités de chirurgie d'Abulcassis, né au Xe siècle à Cordoue, firent autorité pendant cinq siècles, dans toutes les facultés de médecine de l'Occident, à Montpellier comme à Palerme, à Paris ou à Londres.

Roger Bacon (vers 1220-après 1292) considéré en Europe comme l'introducteur de la science expérimentale (faire une hypothèse mathématique et construire un dispositif expérimental pour la vérifier), dans la cinquième partie de son *Opus Majus* procède à un démarquage, parfois même à une simple traduction de l'*Optique* du savant Egyptien Ibn Hayttam et reconnaît lui-même ses emprunts: "La philosophie, écrit-il, est tirée de l'Arabe et aucun Latin ne pourrait comprendre comme il convient les sagesses et les philosophies s'il ne connaissait pas les langues dont elles sont traduites." *(Metalogicus* IV, 6)

Cet esprit d'unité règne dans toutes les sciences où excellaient les savants arabes : de la physique et de l'astronomie, à la biologie et à la médecine :

La clé de voûte de la culture islamique, dans tous les domaines de la théologie, et de la philosophie aux sciences et aux arts c'est l'idée de l'unité. Cette unité fondamentale (*tawhid*) ne se limite pas à l'affirmation que Dieu est unique.

Le *tawhid* n'est pas de l'ordre du **fait** mais du **faire**. Il ne fonde pas une philosophie de **l'être**, comme celle des grecs, mais au contraire une philosophie de l'**acte**.

C'est ce qui permit le renouvellement de toutes les sciences.

Si l'on renonce à l'illusion qui consiste à considérer l'Europe comme le centre de toute l'histoire, l'on doit donc reconnaître que, du VIIIe au XIVe siècle, il n'existe pas un trou noir, mais que s'y épanouit au contraire une civilisation arabo-islamique l'une des plus brillantes de l'histoire.

Ibn Arabi de Murcie (Espagne) — (1165-1241) conduit vers son terme cette philosophie de **l'acte,** opposée aux philosophies grecques, (platoniciennes ou aristotéliciennes) de **l'être**.

Rien ne commence avec une réalité déjà faite, donnée, qu'elle soit sensible ou intelligible, mais par **l'acte** créateur incessant de Dieu.

Son problème fondamental est de montrer comment l'homme peut participer à cet acte de création d'un monde toujours en naissance.

La vision dynamique du monde, dans le Coran, découle de cette incessante action créatrice de Dieu. Il est *le Vivant* (II, 255; III, 2, etc.); "Le Créateur par excellence, Celui qui ne cesse de créer." (XXXV, 81); Celui "qui est présent en chaque chose nouvelle" (LV, 29). Cette création continuée maintient en existence (II, 255) toute chose. Contrairement à la Genèse (II, 2), Il ne connaît ni cesse ni repos (II, 255). "Il commence la création et la recommence" (X, 4).

La théorie islamique de la connaissance, qui part de l'acte créateur, ne sera reprise que plusieurs siècles après, dans la philosophie occidentale, notamment par Kant et son

Imagination transcendantale et, plus encore, par Gaston Bachelard, qui en recherche l'histoire.

L'essentiel de l'apport de la science islamique ce n'est pas seulement la **méthode expérimentale** et une impressionnante quantité de découvertes, c'est d'avoir su lier la science, la sagesse et la foi.

Loin de limiter l'action de la science qui remonte de cause en cause, **la sagesse** s'élève de fin en fin, de fins subalternes à des fins plus hautes afin que la science ne serve pas à la destruction ou à la mutilation de l'homme mais à son épanouissement en lui fixant des fins humaines. Car la science expérimentale et mathématique, ne nous fournit pas les fins de cette action puissante. La sagesse, réflexion sur les fins, est un autre usage de la raison. Celui que l'Occident a laissé s'atrophier : la philosophie ni la théologie n'y jouent plus ce rôle complémentaire de la science qui donne des **moyens**, avec la sagesse qui recherche les **fins**.

La raison occidentale, confinée dans la rechercher des **moyens** considérés comme des **fins en soi** conduit le monde à la destruction par la manipulation sans sagesse de l'atome, du missile et du gêne.

- La foi est la troisième dimension d'une raison plénière : ni la **science,** dans sa recherche des causes, ni la **sagesse** dans sa **recherche des fins** n'atteignent jamais une cause première ni une fin dernière. La foi commence avec une prise de conscience lucide de cette limite de la raison et de la sagesse. Elle devient le postulat nécessaire à leur cohérence et à leur union : cette foi n'est pas une limite ou une rivale de la raison. La foi est une raison sans frontière.

* * *

Conclusion : le rôle de l'histoire, dans l'éducation, doit être radicalement changé : **la recherche des sources doit remplacer le colportage des mythes.**

Ce qu'il est convenu d'appeler le monde colonial jusqu'au milieu de XXe siècle, le tiers-monde au temps des deux blocs affrontés de l'Est et de l'Ouest, et d'une manière constante les **pays sous-développés** (selon les critères occidentaux du **développement**) n'apparaissent dans les manuels scolaires et dans la presse que par les **menaces** à la **sécurité** des envahisseurs, qu'il s'agisse des **westerns** américains où le **bon indien** ne peut être que mort ou **collabo**, ou des palestiniens, chassés de leurs terres volées, ou massacrés par balles lorsqu'ils n'ont plus d'autre armes que les vieilles pierres de la terre de leurs ancêtres. Là encore, comme au temps du colonialisme et de l'hitlérisme, la **résistance** à l'occupant est appelée **terrorisme**. Israël exige sa **sécurité** alors qu'il menace celle de tous ses voisins en occupant leurs frontières (au mépris de toute loi internationale et des condamnations platoniques des **Nations Unies**, et en élaborant un programme de désintégration de tous les Etats voisins de l'Euphrate au Nil.[1]

[1] Voir, dans mon livre : *La Palestine, terre des messages divins* (Ed. Albatros, 1986) le texte intégral, en hébreu et en français, de ce programme, et son résumé dans *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*. (Samizdat, 1996)

Il y a là une démarche typiquement colonialiste : le fondateur du sionisme, Théodore Herzl, écrivait déjà, il y a un siècle : "Nous serons un bastion avancé de la civilisation occidentale contre la barbarie de l'Orient" tout comme Huntington théoricien du Pentagone, un siècle après celui du sionisme, dans son *Choc des civilisations* oppose la civilisation judéo-chrétienne à la collusion islamo-confucéenne.

Le schéma mythologique est le même et les formules jumelles unissent l'expulsion et le massacre des Indiens par les Etats-Unis, et l'expulsion et le massacre des palestiniens par les sionistes d'Israël dont la politique pratique la même politique d'**apartheid** et d'expansion coloniale que leur souteneur américain.

Le même **refus de l'autre** et du dialogue fécondant des cultures, des civilisations, inspire depuis des siècles, de Josué à Jules César, de Pizarre à Natanayu, les chasseurs d'hommes, mythiques ou historiques de toutes les Croisades, de tous les colonialismes, de toutes les dominations et de toutes les guerres.

L'**histoire,** toujours écrite par les vainqueurs, a toujours appelé **victoire de la civilisation et du droit**, la victoire du plus fort.[1]

* * *

Le baptême officiel de cette mythologie se substituant à ce qui mériterait le nom d'**histoire**, recouvre une autre imposture: celle qui fait des peuples et des civilisations non-occidentales, des appendices de l'histoire de l'Occident qui n'entrent dans l'**histoire** que lorsqu'ils sont découverts par lui. L'histoire qui nous est transmise par les manuels scolaires n'est que l'histoire de l'Occident avec ses annexes concernant d'autres peuples dont l'étude est affaire de **spécialistes**, au Collège de France ou à l' Ecole des langues orientales. L'élève de l'école primaire ou du lycée a quelques chapitres à lire sur Marco Polo en Asie, Savorgnan de Brazza ou Faidherbe en Afrique, mais rien sur la Chine, d'où vinrent toutes les découvertes scientifiques qui permirent la Renaissance de l'Europe, sur les empires Songhai qui firent de Tombouctou l'un des plus grands centres de recherche mathématique, ou sur la civilisation des Mayas dont l'astronomie créait un calendrier plus précis que le grégorien, avec plusieurs siècles d'avance.

L'ethnocentrisme de l'Occident est tel que, par exemple, nos manuels scolaires et nos encyclopédies font de Gutenberg l'inventeur de l'imprimerie que les Chinois pratiquaient quinze siècles avant, de Harvey le découvreur de la petite circulation au XVIIe siècle, alors qu'Ibn El Nafis, né en 1210, médecin arabe, quatre cents ans avant Harvey et trois cents ans avant Michel Servet, avait donné la description simple et le schéma dessiné de ce parcours du sang dans son *Commentaire d'Avicenne*.

Toute invasion ou agression coloniale est alors légitimée au nom de la **civilisation** et la **résistance** des peuples colonisés, spoliés et massacrés est invariablement appelée **terrorisme.**

[1] "N'ayant pu faire que ce qui était juste fut fort, ils firent que ce qui est fort soit juste." (Pascal, *Pensées*, V, 298)

c) — Le mythe et l'histoire en Israël

Ce rôle du mythe se substituant à l'histoire n'est nulle part plus monstrueux que dans la période qui suivit la deuxième guerre mondiale et dans le lieu géographique constituant la charnière entre l'Orient et l'Occident: la Palestine.

Nous en avons fait la démonstration dans *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, dénonçant des falsifications si scandaleuses de l'histoire qu'elle souleva un intérêt mondial: le livre est traduit au Japon, en Chine, en Russie, dans toute l'Europe de la Grèce à l'Angleterre, en Amérique du Nord et au Brésil, dans trente pays, et rejoint les recherches actuelles des nouveaux historiens en Israël même, où l'expression *mythes fondateurs* est devenu courante surtout depuis l'ouverture des archives de l'Etat après cinquante ans de secret.

En effet les mythes sionistes, massivement propagés dans le monde entier, rendaient incompréhensibles les crimes nazis.

Tantôt, en effet, ils les attribuaient au seul délire antisémite d'Hitler, tantôt à la folie démoniaque d'un peuple. Dans le premier cas on postule l'existence d'un diable aussi étranger à l'histoire qu'un aérolithe tombé du ciel; dans le second cas, pour expliquer qu'un peuple ait, dans sa majorité, accepté ce délire, il faut admettre qu'il existe des peuples maudits comme il existe un peuple élu par un Dieu partial, qui, lui aussi, ait jeté du ciel un sort, élection ou malédiction sur un peuple entier. Cette dernière version est la plus courante car elle est le corollaire de la prétention à l'élection.

C'est par exemple Jonah Goldhagen pour lequel tout le peuple allemand et sa culture étaient prédestinés au crime, comme le peuple français pour Bernard-Henri Lévy[1].

Ceci est dans la parfaite logique de la croyance en un peuple élu que Dieu aurait tiré de la fange de tous les autres peuples.

Un autre dogme, découlant logiquement de la croyance en un peuple élu, est celui du caractère unique du massacre des juifs en lui donnant un caractère exclusif, sacral, théologique : l'holocauste.

Toutes les autre victimes, au cours de l'histoire, et, parmi eux, les victimes des méfaits de la barbarie fasciste, sont d'une banalité séculière : ils n'entraient pas dans les plans de ce Dieu qui élit, dit-on, ou exclut.

A l'exception du peuple élu, les autres sont une ménagerie de monstres, mais Hitler et ses "bourreaux volontaires" y ont une place de choix: que les Anglais aient inventé les camps de concentration au temps de la guerre des Boers ou l'eugénisme tuant les ratés, que les *conquistadores* aient massacré des millions d'indiens, que toute l'Europe ait participé aux trafic d'esclaves noirs, que les arméniens aient été victimes de tueries, qu'Himmler se soit fixé pour objectif de réduire la population slave de trente millions (Jean-Marc Varaut: *Le procès de Nuremberg*, 1992, p.57.), tout cela est sans commune mesure avec les persécutions des juifs, "des juifs seuls" comme le dit Goldhagen (p. 307 à 319 de son livre).

---

[1] Voir ci-dessus p. 49.

En dehors des élus, la formule de Begin après les sanglantes orgies de Sabra et Chatila organisées par Ariel Sharon : "Des non-juifs ont tué des non-juifs, en quoi cela nous concerne-t-il ?”

Seul un autre peuple jouit du privilège de la pureté : les Etats-Unis. L'un des ses présidents, Théodore Roosevelt en a défini sans équivoque la politique raciste : "**la plus juste de toutes les guerres est la guerre contre les sauvages… Le rude et fier colon qui chasse de leur terre les sauvages a droit à la reconnaissance de tous les civilisés... Le monde n'aurait pu faire aucun progrès sans le déplacement et l'écrasement des peuples sauvages et barbares par des colons armés, race de ceux qui tiennent en leurs mains, le destin des siècles.**" (*Victoire de l'Ouest*, N.Y, 1889, vol 1, p.119)

(Théodore Roosevelt est cité avec éloge par le Tribunal de Nuremberg, au volume IV, p. 35, 279, 497 de la version anglaise).

Une édition de 1970 des déclarations présidentielles de Théodore Roosevelt nous livre celle-ci : "La guerre, qui étendit les frontières de la civilisation aux dépens des barbares et de sauvagerie, a été l'un des puissants facteurs du progrès humain." (Vol. I, p. 62-63).

***

Il est remarquable que le Tribunal de Nuremberg, ait cité à plusieurs reprises les paroles de même teneur d’Hitler : "La race supérieure... a soumis une race inférieure... en raison du droit du plus fort tel qu'il existe dans la nature car il est le seul droit concevable, parce qu'il est fondé sur la raison."

En 1945, après le bombardement de Tokyo qui fit cent mille morts civils ("écorchez-les, ébouillantez-les, rôtissez-les" disait à ses troupes le chef de l'opération, le major-général Curtis Le May), il n'y eut pas de protestation profonde dans l'opinion américaine, Elliot Roosevelt, fils du président, ajoutait qu'il faut bombarder le Japon "jusqu'à ce que nous ayons détruit à peu près la moitié de la population civile."

Lors d'un sondage de la revue *Fortune*, en décembre 1945, un quart des sondés souhaitait que les Etats-Unis fassent usage de beaucoup plus de bombes atomiques avant la reddition du Japon. (Dower, *War Without Mercy*, p. 30, 40-41, 53-55)

Hiroshima et Nagasaki ne suffisaient pas à ces défenseurs des droits de l'homme.

Pas plus que le lynchage de trois mille Noirs entre 1880 et 1930, que les oreilles coupées de prisonniers japonais en 1945 ou de leurs crânes servant d'ornements aux véhicules militaires et même d'éléments décoratifs pour telle jeune femme dans les photos publiées par la revue *Life* (*Ibidem*, p. 65).

Cet état d'esprit continue d'inspirer les Goldstein et les Netanyahou (formés l'un et l'autre aux Etats-Unis) comme le rappelait le journaliste israélien Ari Shavit au lendemain du crime contre l'humanité commis à Cana "Nous avons tué cent soixante-dix personnes... nombre d'entre eux étaient des femmes et des vieillards... dont une

enfant de deux ans... Nous avons veillé à donner la mort de loin... Nous les avons tués parce que le fossé entre la caractère sacro-saint de plus en plus étendu que nous attribuons à nos propres vies et celui, de plus en plus restreint, que nous reconnaissons à celle des autres, nous a permis de les tuer." (Journal israélien *Haaretz, New York Times Syndication*, traduit dans *Libération*, 21 mai 1996.)

La philosophie de cette vision du monde est l'œuvre d'Elie Wiesel, qui se donne pour le témoin absolu : "celui qui refuse de me croire... conduit à cautionner ceux qui nient l'Holocauste."

Condamnant ceux qui ont protesté contre les bombardements du Liban et qui ont ainsi semé la confusion, il écrit : "n'eût-il pas mieux valu apporter à Israël un soutien inconditionnel sans égard pour les souffrances endurées par la population de Beyrouth." (*Againt Silence*, N.Y. 1984, Vol. II., p. 213-216)

Depuis la guerre des six jours, écrit Norman Podoretz dans *Breaking Ranks* (New York 1979, p.) "L'Etat d'Israël est maintenant la religion des juifs américains."

Cette distorsion de l'histoire, avec les conséquences sanglantes qui en découlent tient à l'extraordinaire symbiose américano-israélienne qui s'est réalisée, depuis ces cinquante dernières années, qui, en inversant le rapport des forces a fait aujourd'hui des Etats-Unis une *colonie* d'Israël.[1]

* * *

L'exemple aujourd'hui le plus éclatant des manipulations de l'histoire et de leur utilisation pour justifier les pires exactions, est l'usage que firent les sionistes, devenus dirigeants de l'Etat d'Israël, de cette manipulation et de cette utilisation.

Cela explique leur fureur lorsque mon livre : *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, fit la synthèse de cinquante années de leurs mensonges sanglants. Cela explique aussi, le retentissement mondial de ce livre qui fut traduit en trente pays dans quatre continents.

Je n'étais ni le premier ni le seul à avoir entrepris ce travail critique pour distinguer la mythologie de l'histoire et je ne m'en attribue pas le mérite, mais le scandale fut plus grand que lors des mises en cause antérieures pour deux raisons fondamentales :

— ma synthèse suivait de peu le moment où le mensonge était non plus seulement sacralisé mais légalisé par une loi — hélas française ! — la loi dite Gayssot. Elle condamnait d'avance toute histoire critique du jugement porté par les vainqueurs sur les crimes commis par les vaincus lors de la dernière guerre mondiale et consacrés par le Tribunal de Nuremberg. Le président (le juge américain Jackson) le définit lui même comme le dernier acte de la guerre, justifiant le Tribunal, d'exception défini par ses Statuts (il n'était pas "tenu aux règles juridiques de l'administration de la preuve"); par là même il ne pouvait instituer une jurisprudence et, moins encore, constituer un critère de la vérité historique.

---

[1] Voir, en annexe, Les Etats-Unis, colonie d'Israël.

— la deuxième raison de l'acharnement juridique et plus encore médiatique contre mon livre tenait au fait qu'il rejoignait les études critiques et les thèses des nouveaux historiens israéliens qui dénonçaient les mêmes mythes et sapaient ainsi les prétentions hégémoniques et colonialistes des dirigeants israéliens. Ils brisaient même ce qui était, jusque là, un consensus sur la mythologie fondatrice.

Mon livre, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* qui déchaîna l'orage, paraît en 1996, et voici qu'en 1997, Ze'ev Sternell, Professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem écrit son livre, *The Founding Myths of Israeli Nationalism*, édité par la très académique Princeton University Press. *Le Monde diplomatique* de mai 1998 publie, avant la traduction française de l'ouvrage, un article de l'auteur qui déclare : "Jamais la remise en cause de nos mythes fondateurs n'avait été aussi répandue."

Cette critique historique permet de dévoiler la malfaisance **politique** de l'exploitation du mythe : "le nationalisme juif, écrit-il, ne diffère guère du nationalisme d'Europe centrale et orientale : "*volkisch*" (c'est-à-dire fondé sur la communauté du sang) culture et religion, immergées dans le culte du passé historique... Il n'éprouve aucune difficulté à refuser à autrui les mêmes droits élémentaires ... la mystique terrienne qui dictait à nos gouvernements successifs — travaillistes et de droite — leur décision politique territoriale ramenait toujours au continuum histoire-religion, fondement premier du sionisme ... Un monde sépare les écrivains et artistes d'aujourd'hui des grands noms de la génération précédente, souvent associés à la fondation, après les **six jours**, du mouvement pour le **Grand Israël**."

Le livre de Sternell n'est pas isolé : il n'est que l'une des révisions dont les nouveaux historiens montrent, en Israël, la nécessité.

L'un d'eux, Benny Morris, dénonce même l'appellation de nouveaux historiens : il s'agit d'historiens tout court, car, dit-il, dans le journal *Haaretz* jusqu'ici il n'y avait "que de la mythologie". Et voici que s'écroulent, un à un, tous les mythes.

Tout d'abord celui de la "terres sans peuple pour un peuple sans terre", vieux d'un siècle, et repris encore officiellement par Mme Golda Meir, qui niait même l'existence d'un peuple palestinien. Pour accréditer le mythe les dirigeants sionistes avaient déraciné au bulldozer 81% des villages palestiniens pour convaincre les visiteurs qu'ils avaient fait refleurir un désert. Dès 1975, le Professeur Israël Shahak, de l'université hébraïque de Jérusalem, dans son livre : *Le Racisme de l'Etat d'Israël*, avait établi la liste de 383 villages palestiniens délibérément détruits. Aujourd'hui, l'ouverture des archives officielles, ce péché originel d'Israël selon le titre du livre de Dominique Vidal, qui résume les travaux des historiens israéliens (Benny Morris, Avi Schlaïm, Ilan Pappe, et de leur précurseur Simha Flapan) détruit radicalement le mythe officiel : les Palestiniens ne sont pas partis d'eux mêmes à l'appel des radios arabes : **ils ont été expulsés par la force militaire**. (Les ordres écrits donnés aux officiers chargés de l'exaction ont été retrouvés.)

La découverte de ces archives sanglantes devint si notoire qu'elle donna lieu à l'émission d'une série télévisée en Israël même : *Tekuma*, révélant au grand public comment 700.000 Palestiniens ont été déracinés, 418 de leurs villages rasés (plus même que ne l'avait révélé Israël Shahak) et "150.000 Arabes restés en Israël comme

citoyens de seconde classe." (Article du *Monde* du 4 avril 1998, sous le titre "De la mythologie à l'histoire".)[1]

Ceci est le résultat de recherches faites par les historiens courageux qui ont (selon l'expression du même article), entamé un travail de déconstruction des mythes.

Des chercheurs au CNRS de France, comme Jean-Christophe Attis et Esther Benbassa, à la différence de "certaines franges de communautés juives de la Diaspora, ne tolérant pas la plus petite critique d'Israël "trouvent ce "ferment critique" éminemment salutaire" (*Le Monde* du 29 avril 1998).

Il s'agit bien de **franges**, car, sur les millions de juifs français, 51.000 seulement font partie des organisations sionistes (LICRA, CRIF, et autres) tout comme au temps de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, 5% seulement des juifs organisés appartenaient au mouvement sioniste (avec lesquels Hitler fit alliance car ils préconisaient, selon son vœu, le départ pour la Palestine, alors que l'Association des Allemands de religion juive (95% de la communauté) demandaient d'être des Allemands à part entière, dans le respect légitime de leur religion). C'est contre eux que les nazis s'acharneront...

Cette *révision* radicale du rôle de l'Etat dans la propagande de mythes ruine évidemment le crédit du sionisme. Dans leur culte de la *Shoah,* sous prétexte de "défendre la mémoire", cet événement tragique est traditionnellement présenté comme la justification ultime du sionisme et de la formation d'Israël.... Les *post-sionistes* exigent que l'on sépare l'examen historiographique de la *Shoah* de celui du conflit israélo-arabe. Les arabes n'ayant aucune responsabilité dans les massacres des juifs perpétrés par les Européens. La *Shoah* ne peut donc servir de prétexte au colonialisme sioniste.

Attias et Esther Benbassa concluent que la critique des mythes officiels est incontestablement vivifiante, non seulement parce qu'elle dénonce les mensonges justificateurs du colonialisme actuel des dirigeants israéliens, mais parce qu'elle ouvre la voie à une recherche authentique de l'histoire entière des juifs "qui a été repensée et réécrite, au XXe siècle, à travers le prisme idéologique sioniste." (Article cité du 20 avril 1988)

Cette distinction radicale de la politique sioniste et de la *religion juive* rejoint la grande tradition de Bernard Lazare et d'Hannah Arendt, définissant ainsi le sionisme : "une doctrine selon laquelle un antisémitisme éternel domine les relations entre les juifs et les non-juifs" (*The Jew as Pariah,* New York 1980, p.10)

---

[1] Bien entendu, comme pour mon livre, il n'y eut aucune réfutation. La série télévisée eut le même sort que moi-même : a) des menaces de mort : la réalisatrice, Romit Weiss-Berkowitz, reçut des appels anonymes la menaçant de mort du type : "on va te brûler, gauchiste pro-arabe", si semblables à celles que je reçus : "Tu ne passeras pas le printemps nous te descendrons quand tu ne t'y attendras pas." b) Le Ministre de la communication du Gouvernement de Natanyahou, Madame Livor Livnat, a demandé l'interdiction du film — qu'elle reconnut n'avoir pas vu — (comme les critiques de mon livre ne l'avaient pas lu), et ne parvenant pas à l'interdiction, elle décida que son fils ne verrait pas l'émission car elle ne tolérait pas que l'on présente la position de l'autre camp. Tout comme je fus condamné pour des raisons qui avaient été rejetées par la Cour de Cassation en 1987.

Hannah Arendt rappelant que "pour les sionistes tous les non-juifs sont antisémites... selon Herzl, le monde peut être divisé entre ceux qui sont antisémites ouvertement et ceux qui cachent leur antisémitisme."

Elle conclut : "Evidemment cette attitude est pur chauvinisme raciste et cette division entre les juifs et les autres peuples ne diffère pas des autres théories sur les races supérieures." ("Pour sauver la patrie juive", dans *Commentary,* mai 1948, p. 401)

Je suis fier, pour ma part, d'avoir contribué à ce vaste débat sur l'histoire et les mythes dont le professeur Sternell dénonce les utilisations politiques, nationalistes : "l'histoire, dit-il (article cité), est toujours un outil de construction nationale... Il nous a fallu cinquante ans pour voir le sionisme autrement et nous regarder dans la glace de manière plus objective."

Il ne s'agit plus, aujourd'hui, de travaux isolés de quelques historiens, mais d'un large mouvement prenant conscience du danger de la politique israélienne de provocation et de colonialisme qui peut être le détonateur d'une troisième guerre mondiale. Un indice de cette prise de conscience est "L'Appel à la Diaspora et aux amis d'Israël pour sauver la paix", qui dénonce la dérive actuelle du gouvernement israélien faite de mépris, de mensonges, de provocations. Ce gouvernement "ne peut éternellement tourner le dos au monde entier... ni continuer à infliger aux palestiniens une occupation militaire doublée d'une asphyxie économique et à bafouer leur aspiration nationale en réduisant leurs territoires à une série de bantoustans."

Cet appel est signé par sept prix Nobel, trois membres de l'Institut, quatre membres du Collège de France, de professeurs et de chercheurs académiques parmi lesquels Robert Badinter, Jacques Derrida, Pierre Nora, Pierre Vidal-Naquet, et de nombreux savants et artistes comme Yehudi Menuhin, Ariane Mnouchkine, Susan Sontag, Pierre Soulages ...

Pour ne retenir que deux exemples: les derniers manuels d'histoire israéliens ne mentionnent même pas l'existence des palestiniens, et perpétuent la légende dorée de la création d'un nouveau monde par l'œuvre des pionniers, des Kibboutz, effectivement idéalistes, messianiques à leur origine, mais qui ne représentèrent jamais plus de 3 % de la population, et dont l'esprit initial est aujourd'hui perverti par l'américanisation de leurs villes, par la coca-colonisation comme l'écrit le sociologue israélien Oz Amos: "Le Kibboutz, regrette Ian Huber, est devenu un musée." "Personne ne nous écoute plus ... les subventions vont aux colons. Sur les 258 kibboutz d'Israël, ceux qui ont refusé de s'adapter aux règles du capitalisme sont au bord de la faillite." (*Le Monde* du 21 avril 1998).

Le désarroi de la jeunesse est grand. Oz Amos, nostalgiquement, écrit : "Autrefois, la vie était dure, mais elle avait un sens. Aujourd'hui, c'est le chaos." (*Le Monde* 29 avril 1998). Et la célèbre chanteuse israélienne Noa, résume ainsi, dans la même page, ce désenchantement : "Cinquante ans sont passés et nous ne savons toujours pas ce que nous voulons : un Etat juif, un Etat pour les juifs ou une démocratie imprégnée de culture juive... Même s'il faut modifier les frontières ici ou là, un Etat palestinien doit exister et existera." Situant le blocage, elle ajoute : "La société se bloque quand les religieux prennent position sur tous les aspects de votre vie sans que vous l'ayez choisie. C'est un cancer et il nous tuera."

Le deuxième exemple de la violation délibérée de la critique historique et du mépris des sources au delà du mythe, est la défense désespérée du mythe des six millions, qui demeure le dogme central de l'hérésie sioniste, alors que personne ne peut le justifier.

La méthode démographique se heurte à ce fait têtu : lors de l'expansion maxima du nazisme, jusqu'en Russie, en 1942, il y avait en Europe à la merci d'Hitler trois millions cent dix mille juifs (*The American Jewish Yearbook*, n° 5702, du 11 septembre 1942, publié à Philadelphie par *The Jewish Publication Society of America*, Vol. 43, p. 666.) Les statistiques les plus fiables, comme celles de Ruppin avant la guerre et celles du Congrès juif mondial après la guerre, quelles que soient les hypothèses d'extrapolation, fondées sur la mortalité et la natalité des communautés juives, sur les vingt années où elles sont possibles en fonction de données les plus certaines, aboutissent à des résultats très proches. A supposer que les nazis aient exterminé tous ceux qu'ils détenaient ainsi, (ce qui est exclu puisqu'en 1944 ils proposaient encore l'échange d'un million de juifs contre dix mille camions), comment auraient-ils pu en tuer 6 millions ? Le chiffre ne repose que sur le témoignage de deux nazis à Nuremberg affirmant qu'Eichmann lui avait dit qu'on lui avait dit...

1. — Selon les informations officielles juives le nombre de juifs qui vivaient en Europe lors de l'accès au pouvoir du national-socialisme était de 5, 6 millions (lors du procès d'Eichmann le procureur dit: 5,7 millions), La Croix Rouge suisse (*Basler Nachrichten* du 13-4-1966) et le journal yiddish de New York du 13-8-1948 s'accordent sur le nombre d'émigrants juifs entre 1933 et 1945: 1,440 million et 413 000 vivant en pays neutres ou en Angleterre. Selon Reitlinger (*La Solution finale*, p. 34) le nombre d'émigrés en URSS fut de 1,550 million, ce qui ramène à 2,2 millions le nombre de juifs qui pouvaient tomber aux mains des nazis.

Autre méthode de recoupement : en 1938 il y avait 15.700.000 juifs dans le monde. (*World Almanach 1947*. Ce chiffre fut communiqué par le Comité juif américain et par l'Office statistique des synagogues d'Amérique).

Dix ans après (1948) il y avait dans le monde 18.700.000 juifs (*New York Times* du 22 février 1948) selon l'expert démographe Hanson William Baldwin. Quel que soit le taux de natalité juive (selon toute vraisemblance assez faible en cette période de persécution), il est exclu que six millions aient été tués. La revue *Die Tat* de Zurich (19 janvier 1955), reproduisant des évaluations de la Croix Rouge Internationale (*Basler Nachrichten*) moururent 300.000 juifs, non pas exterminés mais frappés de maladie, les épidémies de typhus, la faim, l'épuisement, et les bombardements.

Tous ces chiffres doivent être soumis à discussion et exigent de profondes recherches historiques. Ce qui est exclu c'est de faire un dogme intouchable à aucun d'eux, en particulier celui des six millions qui est invraisemblable dans toutes les hypothèses.

La deuxième méthode plus directe, recommandée par Poliakov, consiste à additionner les victimes de chaque camp de concentration. Mais, là encore, il est impossible de parvenir à six millions : à commencer par le plus horrible contingent de morts, celui d'Auschwitz, le rapport soviétique, après la libération, a conduit à inscrire au fronton du camp : quatre millions de morts, chiffre officiellement accepté à Nuremberg, en vertu de l'article 21 des statuts du Tribunal stipulant : "Les documents et rapports

officiels des commissions d'enquête des gouvernements alliés ont valeur de preuves authentiques."

Il a fallu, quarante ans après, changer l'inscription : l'ensemble de la Communauté scientifique, selon l'expression de M. Bédarida, alors directeur de l'Institut d'histoire du temps présent au CNRS, considère que "le chiffre de quatre millions ne reposant sur aucune base sérieuse ne pouvait être retenu."

"Si, l'on s'en rapporte aux travaux plus récents et aux statistiques les plus fiables — c'est le cas de l'ouvrage de Raoul Hilberg : *La Destruction des juifs d'Europe* (Fayard 1988), on aboutit à environ un million de morts à Auschwitz."

L'inscription commémorative a été changée en conséquence.

Le plus étrange c'est que dans le total de l'addition recommandée par Poliakov on arrive toujours à 6 millions, même après avoir retranché les 3 millions des quatre millions, morts dans les camps de concentration.

L'on pourrait constater, sans changer le chiffre total les mêmes révisions en baisse pour les autres camps.

Par exemple, combien y eut-il de morts à Majdanek ? :

— un million cinq cent mille, selon Lucy Dawidowicz dans *The War against the Jews,* Penguin books, 1987, p. 191.

— trois cent mille selon Lea Rosch et Eberhard Jaeckel dans *Der Tod ist ein Meister im Dritten Reich,* Ed. Hoffmann und Campe, 1991, p. 217.

— cinquante mille selon Raul Hilberg (*op.cit.*)

Alors la question se pose : n'est-ce pas servir la propagande des néo-nazis allemands (ou, en France, tel parti d'extrême droite) que de fournir cet argument : "Si tous avez menti sur ce problème du nombre des victimes juives, pourquoi n'auriez-vous pas exagéré les crimes de Hitler ?"

On ne combat pas la minimisation criminelle de l'horreur nazie par de pieux mensonges, mais par la vérité, qui est la meilleure accusatrice de la barbarie.

En vérité, le chiffre, par lui-même, importe peu. Comme je l'ai dit à deux reprises dans mon livre (p. 159 et 247) : n'y aurait-il qu'un juif (ou un non-juif) massacré en raison de sa religion ou de son appartenance ethnique, ce serait quand même un crime contre l'humanité.

Mais ce qui est criminel, c'est l'exploitation du chiffre et sa sacralisation (il figure dans les manuels scolaires et les encyclopédies et il est périodiquement invoqué dans la presse et la télévision) pour masquer les crimes plus récents.

Il s'agit bien d'une sacralisation, d'un dogme et d'un tabou, car nul historien n'est inquiété s'il évalue de façon différente le nombre des Indiens morts lors de l'invasion

de l'Amérique par les *conquistadores* : certains ont avancé quatre-vingts millions, d'autres vingt, et il semble qu'un consensus scientifique se fait autour de cinquante-sept millions.

Tout historien a le droit de calculer différemment le nombre des morts découlant de la traite des noirs. Le Président Senghor, qui collecta pourtant toutes les recherches historiques sur ce problème, aboutit à cette fourchette : il y eut environ de 10 à 20 millions de noirs déportés aux Amériques; il semble qu'il fallut dix tués pour une capture, sans compter les pertes horribles pendant le transport. On peut donc évaluer que la traite a coûté la vie à cent ou deux cents millions d'Africains. L'on peut donc, sur ce qui fut **le plus grand génocide de l'histoire** accepter une variation du chiffre total du simple au double, mais lorsqu'il s'agit des six millions, quel que soit le mode de calcul, et les successives découvertes il est interdit, sous peine d'ostracisme, de menaces de mort, de poursuites judiciaires, et de lynchage médiatique, d'en changer une unité.

Le dernier mot du livre de Pressac : *Les Crématoires d'Auschwitz* (1995) c'est que le bilan, pour Auschwitz, est de 800.000 (p. 149), après avoir reconnu qu'à la conférence de Wannsee avait été décidé non l'extermination des juifs, mais leur refoulement (p. 114) et anéanti le témoignage de Höss commandant d'Auschwitz (p.102).

Philosophie de l'*être* ou philosophie de l'acte ?

Nous avons dit déjà en quel sens Auguste Comte avait signé l'acte de décès de la philosophie.

La grandiose synthèse de la pensée occidentale, réalisée par Hegel, marque, en effet, **la fin de la philosophie.**

Après lui les maîtres de la pensée, en Occident, devaient sortir du cercle enchanté. Les uns, comme Kierkegaard, donnèrent un nouveau départ à la **théologie** en montrant que la foi était du domaine d'une question et non d'une réponse.

D'autres, comme Marx, firent descendre la philosophie sur la terre et, passant d'une philosophie de l'**être**, à une philosophie de l'**acte**, ouvrirent de nouvelles voie à une pensée concrète qui, en effet, mobilisa les enthousiasmes ou les haines de millions d'hommes et de femmes pour ou contre sa méthodologie de l'initiative historique.

Nietzsche enfin renversa brutalement les idoles traditionnelles du dualisme occidental : par delà le bien et le mal, l'être et le non être, le vrai et le faux, ce poète prophète, délivra la vie, "l'acte de créer et de se disposer à surmonter" (*Notes et aphorismes*).

Renversant toutes les idoles du judaïsme ou de l'hellénisme il "reconnaît en Socrate et Platon des symptômes de la décadence" (*Le gai savoir*, I, 1) et ose proclamer, à propos du judaïsme réformé de saint Paul régnant depuis vingt siècles : "Le nouveau Testament ne serait que le vieux geai judaïque paré de plumes du paon grec." (René Girard)

Tel fut le christianisme de Paul. "Le christianisme, écrit Nietzsche, c'est ce que Jésus a condamné" (*Notes et aphorismes,* p. 24), Jésus qu'il appelle "le joyeux messager de la Bonne Nouvelle qui mourut pour montrer comment vivre." (*L'Antéchrist*, p. 35)

Pour inaugurer ce renouveau il dut remonter au delà de la **philosophie** occidentale : "J'ai pour précurseurs le Vedanta et Héraclite." (*Notes et aphorismes*)

Que fut, en dehors de ces géants, la **Philosophie occidentale ?**

— La **bouillie pour les chats** de Victor Cousin est le symbole qui la résume. Puis ce furent les modes intellectuelles qui ne dépassèrent pas le Quartier Latin, avec la philosophie de l'esprit d'Hamelin, de Brunschvicg, de Lavelle, de Le Senne. La pensée s'est séparée de la vie, du monde des mangeurs de pain, comme disait Homère, pour devenir "l'histoire des soumissions de l'homme" (Gilles Deleuze), ou des révoltes impuissantes "Vous êtes une abstraction de révolté" dira Sartre à Camus. Mais lui-même fut-il autre chose ?

La philosophie, dans le monde actuel, est un jeu de société pour des spécialistes distingués de l'acrobatie langagière, aussi éloignée des problèmes vitaux et des mouvements de la vie des peuples que la haute couture ou le monopoly.

Un exemple typique de son rôle, chez les plus médiatisés de ces prestidigitateurs, escamoteurs du réel: en 1943, au cœur du sanglant orage nazi, Sartre joue au ping-pong de l'être et du néant, si inoffensif que la Kommandantur, laisse passer sa thèse sans s'en s'émouvoir[1], car une fois de plus, l'auteur, s'étant enfermé dans l'être, ne conçoit la liberté que comme une fissure dans l'être, aussi arbitraire que le Clinamen d'Epicure, la déviation des atomes de leur chute dans le vide.

Une liberté ainsi fondée ne pouvait être que négative "le pouvoir de dire **non**, sans pouvoir créateur." La conclusion était claire : "La vie est une passion inutile", écrit-il aux dernières pages de *L'Etre et le néant.*

C'est l'époque où, dans les prisons de la Gestapo, pour participation au complot contre Hitler, le pasteur Bonhoeffer pensant la vie vivante et militante, opposait non pas les concepts morts de l'Etre et du Néant ou de l'Etre et du temps, mais Résistance et soumission avant d'être assassiné par les nazis.

Il m'arriva de fâcher beaucoup Sartre lorsqu'au cours d'une conversation amicale je lui dis : "Je n'ai rien trouvé de positif dans votre philosophie que je n'aie lu d'abord dans Fichte." La différence c'est que Fichte avait rompu avec **l'Etre** et inauguré une philosophie de **l'Acte** en reconnaissant à la fois la nécessité de ses postulats et l'impossibilité de les démontrer.

L'on pourrait en dire autant de Heidegger, en Allemagne, à la même époque, se faisant le berger de l'Etre et continuant à tricoter *l'Etre et le temps*, dans un paisible rectorat de province, pour les emmailloter à l'abri de l'Etre réel, qui était alors hitlérien, et du temps réel, celui de la Blitzkrieg et des camps de la mort.

---

[1] Alors, par exemple, qu'à la même époque, l'œuvre philosophique de son contemporain, Henri Lefèvre, était inscrite sur la liste Otto, l'index des nazis.

A peine vaut-il la peine d'évoquer quelques autres, sinon de montrer leur aboutissement commun: ils confondent la fin de leur philosophie avec celle de l'homme; le cas le plus typique est celui d'Althusser car il aborde le marxisme, la pensée la plus vivante au cœur des masses, sans parvenir à s'y enraciner, et ne dépasse pas la rue d'Ulm et le cercle de ses dévots au Quartier Latin, non point par manque de talent personnel et professionnel, mais parce qu'il reflète l'esprit désespéré du temps: appliquant un structuralisme desséché, il conduit ses disciples à penser que "l'homme est une marionnette manipulée par les structures."

Michel Foucault aboutira aux mêmes conclusions : celles de la mort de l'homme.

Nos professeurs de philosophie à la mode continuent la tradition prestigieuse de ces Sages (au sens où l'on dit : enfant sage, c'est-à-dire obéissant).

Dans les classes et les amphithéâtres où ces messieurs voudraient isoler leurs étudiants des tumultes de la rue, et du tremblement de terre des peuples, la pensée unique (c'est-à-dire l'absence de pensée du politiquement correct) semble ignorer les théories chargées de maintenir le *statu quo* universel: les idéologues du Pentagone, comme Fukuyama, voyant *la Fin de l'histoire* dans le triomphe universel de cette religion qui n'ose pas dire son nom mais qui sous-tend toutes les relations sociales: **le monothéisme du marché**.

Un autre, d'un optimisme moins triomphaliste, Huntington, veut, lui aussi, figer cette histoire dans un affrontement éternel entre une civilisation judéo-chrétienne et une collusion islamo-confucéenne.

Ce sont là d'autres variantes de la mort de l'homme mais de celles-là non plus on ne fait pas la critique car elles sont trop près de la terre des hommes et de leurs combats réels pour que la philosophie universitaire risque de s'y brûler les doigts.

Il est plus sûr de disserter sur Merleau-Ponty, comme, pour les snobs, il est de bon ton de placer bien en vue, sur les étagères de sa bibliothèque, les *Ecrits* de Lacan que l'on n'a pas lus, et sur qui polémiquèrent les psychanalystes à la mode (c'est-à-dire ceux qui cherchent à intégrer les déviants à un monde difforme et déformant), plutôt que de travailler, (comme s'y essaya l'un d'eux, Erich Fromm) à transformer ce monde pour qu'on y puisse vivre de façon normale, c'est-à-dire, pour un homme, créatrice.

D'autres y juxtaposent *La nécessité et le hasard* de Jacques Monod, non point pour s'y instruire sur les enzymes allostériques ou les applications de la cybernétique aux phénomènes cellulaires sur lesquelles Jacques Monod apporta une contribution éminente, mais sur les quelques pages finales où il voue aux gémonies, pêle-mêle, Karl Marx et le père Teilhard De Chardin, qu'il n'a — semble-t-il — jamais lus sérieusement.

Je dois ajouter, pour être juste, que cette dégénérescence de la philosophie n'est pas l'apanage exclusif de l'Ouest de l'Europe. A l'époque où j'étais, en Union soviétique, *persona grata*, à la fois comme dirigeant communiste français responsable de la traduction en français des œuvres complètes de Lénine, et comme docteur de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., l'on tint, à quatre reprises au moins, compte, à l'Académie des Sciences, de mon avis : la première fois en rendant plus fidèle à la

pensée philosophique de Lénine, la traduction de ses opinions laudatives sur Hegel. La deuxième fois en obtenant l'édition, avec une longue préface de ma main, du *Phénomène humain* du père Teilhard de Chardin (je devins ainsi le parrain du premier jésuite édité en russe depuis la Révolution.) Une troisième fois en obtenant que soit intégrée à la nouvelle édition russe des œuvres de Marx *Les Manuscrits de 1844,* qui contiennent l'essentiel de sa philosophie et de sa théorie de l'aliénation. Une quatrième fois en apprenant avec surprise l'édition, en langue russe, de mon *Réalisme sans rivages* qui attaquait de front la doctrine officielle du réalisme socialiste. Il est vrai qu'Aragon, qui fit à Moscou l'éloge de mon livre en ajoutant qu'il "n'avait été lu en URSS que par les docteurs", me fit remarquer en m'en rapportant un exemplaire, que sa couverture portait la mention: "Pour les bibliothèques scientifiques seulement". (Une sorte de mise en garde semblable à celle des films de chez nous interdits au moins de dix-huit ans). La philosophie proprement dite, c'est à dire la réflexion sur les fins et le sens de la vie, et la participation à l'action pour réaliser ces fins et ce sens, a ainsi, en Occident, à l'Est comme à l'Ouest, trahi sa mission.
Sa mission qui fut autrefois celle de grands théologiens dépassant leur époque comme Joachim de Flore, Ramon Lull ou le cardinal de Cues, dont la pensée avait été revivifiée au contact de l'Orient chinois, islamique, africain par Alexandrie.

Au XXe siècle, pourtant, il y eut un commencement de réveil de la philosophie de l'acte, d'abord avec le catholique Maurice Blondel (1861-1949), qui dans sa thèse de 1893 au titre significatif : *L'action, essai d'une critique de la vie et d'une science de la pratique,* pose la question fondamentale : **Que devons-nous vouloir pour devenir plus humain ?**

Sa méthode consiste à montrer comment aucune ambition ou aucun projet partiel ne peut satisfaire notre exigence fondamentale.

Gaston Berger (1896-1960) prolonge l'œuvre de Maurice Blondel (dont il fut l'un des proches) : pour lui la prospective, dont il fut l'initiateur, n'est pas la prévision d'un avenir préexistant. L'avenir n'est pas à découvrir (comme dans la **futurologie** américaine, où il n'est qu'une extrapolation quantitative du présent, donc une colonisation du futur par le passé) mais à inventer. L'avenir n'est pas se qui sera mais ce que nous ferons. Son problème n'est pas : **Comment sera le monde dans cinquante ans ?** Mais : **qu'est-ce qui va découler, dans cinquante ans, des *décisions* que nous prenons aujourd'hui ?**

Enfin Gaston Bachelard (1884-1962) a eu le mérite, à partir d'une réflexion profonde sur la science du XXe siècle et son histoire, et, parallèlement, d'une méditation sur l'imagination poétique, de concevoir **une épistémologie non-cartésienne** tendant à faire de la recherche scientifique et de ses hypothèses fondatrices, un cas particulier (vérification expérimentale) de la création poétique.

Mais de ces trois penseurs, les plus novateurs du siècle pour continuer la vocation première de la sagesse, la philosophie universitaire (à l'exception de Bachelard), fait peu de cas, et, de toute manière, demeure étrangère à leur visée vitale.

Chez ceux qui font profession de philosophie, la tendance est à l'éloignement du monde réel, quotidien, pour spéculer au niveau de l'Etre abstrait.

La pensée s'est détachée de la vie. La philosophie s'est fabriquée un monde à part : le monde de **l'Etre**, sans rapport avec le mouvement de l'existence réelle et sans prise sur elle. Cette philosophie de l'Etre est ainsi devenue une philosophie de la domination et non une philosophie de la libération.

Inoffensive pour l'ordre établi, elle fait partie de ses ornements et de ses instruments.

La philosophie allemande, la plus riche de toute l'Europe, présente une particularité : du fait du retard politique de l'Allemagne et de son émiettement en petites principautés de type féodal, les penseurs allemands ne pouvaient partir d'une expérience historique directe. Ils durent donc chercher ce socle en d'autres pays et d'autres civilisations.

* * *

Notre philosophie n'a pas été élaborée seulement à partir d'une méditation solitaire sur les doctrines antérieures, mais à partir d'une expérimentation de l'histoire entière du XXe siècle, de ses bouleversements politiques, de ses mutations scientifiques, comme de ses remises en cause religieuses, des recherches de ses arts. Toutes ces métamorphoses exigent, pour ceux qui ont eu, comme moi, la chance de vivre, pendant presque tout ce siècle, un renouvellement profond de notre manière de penser et de ses fondements.

Cette réflexion épistémologique se trouve ainsi étroitement liée à la biographie de l'auteur comme participant actif, militant, à ces métamorphoses des sciences et des arts, de l'économie politique et de la religion.[1]

4 — Par une mutation de la foi

Les problèmes de la foi et de l'éducation sont intimement liés car les uns et les autres posent le problème des fins dernières de l'homme. Et ceci dans toutes les civilisations du monde.

Pour poser ces problèmes dans leur ampleur humaine il est d'abord nécessaire, pour nous, occidentaux, de nous dépouiller de ce préjugé selon lequel l'Europe, cette petite péninsule de l'Asie, joue le rôle central, sinon unique, dans l'histoire de l'humanité.

Et d'abord, qu'est-ce que l'Europe qui se situe au sommet d'une évolution linéaire allant du pithécanthrope au marcheur sur la lune ?

Cette Europe revendique le privilège d'être l'œuvre d'une religion qui serait l'unique et la véritable, la seule à permettre l'approche du vrai Dieu les autres n'étant qu'idolâtrie et mécréance. Mais qu'est-ce que cette religion a fait de cette Europe ? L'Europe du IVe siècle, celle de Constantin, héritier de la domination romaine, fondateur du constantinisme, c'est-à-dire de l'union de l'Eglise et des pouvoirs, usant du pouvoir temporel pour persécuter comme hérétique quiconque faisait un autre choix ?

[1] Voir, en annexe : Avoir vécu un siècle en feu.

Celle qui n'abolit jamais l'esclavage, et qui même lui donna une forme nouvelle avec l'esclavage des Indiens puis des noirs ?

Celle des Croisades, où celui qui la prêcha, saint Bernard, proclamait : "celui qui tue un musulman n'est pas un **homicide** mais un **malécide"** (C'est à dire un destructeur du mal) ? De ses croisés massacrant sur leur passage les juifs d'Europe et les chrétiens de Byzance dont ils pillaient les splendeurs ? En attendant de massacrer les musulmans, puis les Cathares.

Celle qui déchira le continent par ses guerres de religion, depuis l'Inquisition, jusqu'à la Saint-Barthélemy et les dragonnades ?

Celle du pape qui, à Tordesillas, partagea l'Amérique entre l'Espagne et le Portugal, et bénit le massacre des Indiens comme une évangélisation, et dans le monde entier, tous les colonialismes ?

Celle qui, dans la deuxième guerre, à la Conférence épiscopale de Fulda approuvait Hitler dans son grand combat contre le communisme et, en France appelait le peuple français à une collaboration sans réserve avec le chef que Dieu nous a donné ?

De celle d'aujourd'hui qui, au lendemain d'une guerre où sa hiérarchie suprême était restée inactive, dénonçait le communisme comme intrinsèquement pervers et le capitalisme seulement dans ses abus ?

De celle enfin qui se tut devant Hiroshima et, avec des paroles melliflues sur l'injustice en général, n'en condamna aucune en particulier, félicitant Pinochet au moment même où elle condamnait les théologies de la libération en Amérique Latine, excommuniant l'asiatique le père Balasurya pour dénoncer trop fort la misère du sud-est du Pacifique et reconnaître les valeurs du bouddhisme ? Celle qui publia, en 1992, un catéchisme ne condamnant pas la peine de mort ni le principe de la guerre ? C'était au temps de l'écrasement de l'Irak et de la reprise de la colonisation de la Palestine, qui ne suscitaient aucune réprobation vaticane.

De quelle Europe et de quelle chrétienté parle-t-on ?

L'on évoque volontiers celle qui construisait les cathédrales, pour aboutir, par la collaboration de trois célèbres démocrates chrétiens : Adenauer, Gasperi et Schumann, à une Communauté charbon-acier, pour conduire à l'Euro, réalisation dont la spiritualité ne peut être contestée !

Cet Occident et son christianisme, ne peuvent guère, à en juger par leur histoire, être définis que par un projet de domination mondiale, indivisiblement matérielle et spirituelle.

Où est Jésus dans tout cela ? Et tous ceux qui ont choisi, malgré toutes les trahisons de l'institution, sa voie ?

Sur le podium des Woodstocks pontificaux, où se trouve Jésus ?

— Sur le trône du souverain pontife (le *Pontifex maximus* de l'Empire romain dont il hérita) ou sous le *peplum* écarlate de ses dignitaires ?

La levée de Jésus fut pourtant le moment où s'ouvrit une formidable brèche dans l'histoire des hommes et des dieux : celui où des hommes ont considéré comme exprimant le mieux la perfection divine de l'homme, le plus faible et le plus démuni d'entre eux. Rien, dans le passé juif ou grec, ne faisait prévoir une inversion radicale de l'idée que les hommes se faisaient jusque là des Dieux : Jésus n'est le Fils ni de Zeus ni de Yahvé, ni d'aucun dieu puissant.[1]

Avec Lui la transcendance divine ne s'exprimait plus en termes d'extériorité ou de puissance. La rupture était radicale avec le Dieu des armées comme avec Zeus brandissant la foudre. La transcendance, le dépassement de l'homme n'était plus imaginés comme la domination de souverains puissants, jugeant, du haut des cieux ou de l'Olympe, les actions des hommes pour leur donner la victoire ou leur infliger la défaite, pour les manipuler du dehors ou même les juger. Jésus avait vécu la vie du plus humble des hommes, sans pouvoir et sans propriété. Il meurt de la mort la plus humble, celle des esclaves rebelles que seuls on clouait sur la croix.

Depuis saint Paul jusqu'au *Catéchisme* de 1992, le charpentier de Nazareth a été couronné Seigneur et Roi. Et quel roi ! descendant et héritier de ce David que les livres de *Samuel* et des *Rois* (seules sources dont on puisse disposer sur la biographie de David) nous présentent comme un condottiere, vivant, avec sa bande, de pillages et de meurtres, et servant tour à tour, sans scrupule de conscience, les Hébreux comme leurs ennemis, poussant même l'infamie jusqu'à faire tuer dans un traquenard son plus pieux et fidèle général, pour s'emparer de sa femme, et faire d'elle la mère de son fils Salomon. De ce personnage odieux, dont la vie est le contraire exact de celle de Jésus, depuis saint Paul jusqu'au *Catéchisme* de 1992, Jésus serait le successeur.

Comme son légendaire ancêtre David, il mettra à ses pieds tous les princes de la terre. (I Cor. XV, 25)

Car le Christ de Paul revient à la loi du talion : il est le Messie d'un Dieu qui tire vengeance et trouve juste de "rendre détresse pour détresse." (II Th. I, 6)

Paul donne comme preuve historique de la puissance (II Thess. I, 6) de Dieu le fait : "qu'après avoir exterminé sept nations du pays de Canaan, il a distribué leurs terres en héritage." (Actes XIII, 19)

C'est le seul passage du Nouveau Testament évoquant ces massacres comme signes de la protection de Dieu. Depuis lors cette théologie paulinienne a fondé, sous le nom de christianisme, une théologie de la domination.

Jésus devenu Jésus-Christ, est rentré dans le droit commun des dieux de la puissance, à la manière des dieux anciens. Une nouvelle biographie lui a été constituée à partir de l'Ancien Testament : il n'est plus qu'un acteur obéissant d'un scénario écrit par les

---

[1] Le Père Gonzalez Faus : (*Accesso a Jesus*, 1992) écrit : "Le DIEU que nous révèle JESUS n'est pas celui de l'Ancien Testament." (p. 161); Ethelbert Stauffer (traduction anglaise) : *Jesus and His History*, 1960 : "Jésus annonce un nouveau message de Dieu, une nouvelle religion, une nouvelle morale qui n'est plus liée à la Thora."

Anciens. "Il faut que s'accomplisse tout ce qui a été écrit de Moi dans la Loi de Moïse, les Prophètes et les Psaumes" (Luc XXIV, 44). "Les prophètes et Moïse ont prédit ce qui devait arriver, et je ne dis rien de plus." (Actes XXVI, 22). La vie propre de Jésus ne nous aurait donc rien révélé de nouveau !

Sur cette base doctrinale se construisuit, pour dix-sept siècles, ce judaïsme réformé, repensé à travers la philosophie grecque, tantôt celle de Platon avec saint Augustin, tantôt à partir d'Aristote avec saint Thomas d'Aquin, ce que l'on appelle la civilisation judéo-chrétienne et l'église romaine, héritière en effet, par ses structures et ses hiérarchies, de la monarchie de l'Empire romain et de sa volonté de puissance.

Saint Paul fut aussi le précurseur de ce double langage qui lui faisait, par exemple, proclamer magnifiquement : "Il n'y a plus ni Grecs ni juifs, ni esclaves ni hommes libres, ni homme ni femme." (Ga 3,28; cf. Rm 10,12) cette formule sublime étant contredite par son enseignement pratique.

S'agit-il de l’affirmation : il n'y a plus ni Grec ni juif ? Voici sa négation la plus radicale, la priorité du juif : Dieu accueille les "juifs d'abord, le Grec ensuite" (Rm 1,16) à condition qu'il accepte la conception juive de Dieu et qu'il accepte la réforme de Paul, qui, faisant de Jésus la conclusion de l'histoire juive, constitue le véritable Israël, son vrai "reste" (Rm 11,5).

S'agit-il d'émancipation des esclaves ?

"Que chacun demeure dans la condition où il se trouvait quand il a été appelé. Etais-tu esclave quand tu as été appelé ? Ne t'en soucie pas ! au contraire alors que tu pourrais te libérer, mets plutôt à profit ta condition d'esclave" (1 Co 7,20-28). "Esclaves, obéissez à vos maîtres d'ici-bas avec crainte et tremblement d'un cœur simple, comme au Christ" (Ep 6,5). " Que les esclaves soient soumis à leurs maîtres en toutes choses. Ainsi feront-ils honneur en tout à la doctrine de Dieu Notre Seigneur" (Tt 2,9).

En ce qui concerne les femmes, la même soumission est exigée et de manière plus répétitive encore. "Ce n'est pas l'homme qui a été tiré de la femme, mais la femme de l'homme. Et l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme." (1 Co 11,8-9).

De cette inégalité théologique découle une pratique : "Femmes soyez soumises à vos maris" (Ep 5,22; Col 3,18). "Je ne permets pas à la femme d'enseigner ni de dominer l'homme. Qu'elle se tienne donc en silence" (1 Tm 2,12), "en toute soumission" (1 Tm 2,11). "Que les femmes se taisent dans les assemblées" (1 Co 14,34; 1 Tm 2,12). "Si la femme ne porte pas le voile, qu'elle soit tondue" (1 Co 11,6).

C'est ainsi que son Eglise parlera souvent le langage de Jésus, sur "le choix préférentiel des pauvres" en condamnant, en même temps que la CIA américaine, ceux qui pratiquaient ce choix et l'exprimaient dans les théologies de la libération. Elle fera l'éloge de la pauvreté dans les fastes coûteux de ses pontificats, de Léon X à Jean Paul II, et exaltera de façon obsessionnelle la sainteté de la vie en acceptant, dans son catéchisme, la peine de mort et les *guerres justes*, comme si la vie humaine n'était sacrée qu'à l'état embryonnaire, voire spermatique, mais cessait de l'être à partir de la conscription, et s'accommodait du sadisme spectaculaire des condamnations à mort

qui ne soulèvent en Amérique que la joie hystérique de pauvres gens conditionnés et moralement anesthésiés par le spectacle de violence de leur cinéma et de leur télévision.

Ce double langage permettait à l'institution de collaborer, dans les faits, avec le pouvoir, alors que des millions d'hommes de foi vivaient selon la parole et la vie sainte de Jésus, de saint François d'Assise à dom Helder Camara, sans ébranler les pouvoirs établis auxquels l'Eglise donnait sa caution, tantôt officielle et tantôt silencieuse.

* * *

Un ami, prêtre missionnaire au Cameroun pendant des années, me disait un jour : "Le malheur de notre Eglise chrétienne en Afrique, c'est qu'elle a donné l'impression que Dieu ne s'est pas fait homme, mais occidental. Si bien qu'un noir à le sentiment que, pour devenir chrétien, il doit devenir blanc."

Ce drame, n'est pas seulement celui de l'Afrique mais de tous les pays qui connurent la civilisation occidentale sous le triple visage du militaire, du marchand et du missionnaire, le premier lui imposant ses armes, le second son modèle économique, le troisième sa religion.

Une religion qui se disait, par exemple, catholique, c'est à dire universelle, mais qui était en réalité romaine, ne considérant comme histoire sainte que celle des hébreux puis de leurs vainqueurs chrétiens affichant à leur tour leur prétention d'être le peuple élu destiné à dominer tous les autres.

En 1977, en Côte d'Ivoire, sous la présidence de l'archevêque d'Abidjan, Mgr Yago, s'est tenue une conférence des théologiens chrétiens d'Afrique noire : Civilisation noire et Eglise catholique.

Le père Jean-Marc Ela, au nom de l'universalisme chrétien rappelle que "la culture judéo-méditerranéenne qui a jusqu'ici véhiculé le christianisme n'est qu'une culture parmi d'autres... Catholique n'est pas synonyme de romain…"

Cette volonté de décoloniser la foi et de relativiser la culture occidentale pour sauver les valeurs universelles du christianisme s'exprime avec force dans le livre d'un jésuite du Cameroun, le père Hegba: *Emancipation d'Eglises sous tutelle*: "Le christianisme n'est pas une religion occidentale, mais une religion orientale monopolisée par l'Occident qui lui a imprimé la marque indélébile de sa philosophie, de son droit, de sa culture, et qui se présente désormais ainsi aux autres peuples du monde. Il nous revient d'imprimer notre marque indélébile sur la même religion, en n'élevant plus au rang de révélation divine la philosophie aristotélico-thomiste, la pensée protestante germanique ou anglo-saxonne, ou les formes de pensée et les coutumes gauloises, gréco-romaines, lusitaniennes, espagnoles, ou allemandes, qui ont été christianisées sinon sacralisées par l'Europe."

Le père Osana tire les conclusions des déclarations de Mgr Zoa, évêque de Yaoundé : "Nous sommes les héritiers légitimes des religions africaines traditionnelles qui ont

préparé l'homme africain, autant qu'aucune autre, à l'avènement de Jésus-Christ. Elles ont un rôle comparable à celui de l'Ancien Testament."

C'était la tendance fondamentale des théologies de la libération qui, à partir de l'expérience des communautés de base de l'Amérique du Sud, à la fois les plus pauvres et les plus décidées à vivre leur christianisme, refusaient une Eglise romaine qui considérait les Eglises du Tiers Monde comme des appendices de l'histoire des missions, et s'étaient déjà rendues complices des conquérants et du colonialisme, puis de tous les successifs pouvoirs établis.

Le propre des théologies de la libération était d'inverser la méthode occidentale de la théologie: au lieu de déduire de quelques versets de l'Evangile une doctrine sociale (dont les maîtres finissent toujours par s'accommoder) pour justifier le désordre établi, comme dans la *Politique tirée de l'Ecriture Sainte* de Bossuet, donnant l'onction divine à l'absolutisme de Louis XIV, jusqu'aux encycliques sociales du XIXe et du XXe siècle, dénonçant en paroles les abus de l'exploitation capitaliste sans en mettre en cause le principe.

Les théologiens de la libération procèdent au contraire non par **déduction** mais par **induction** : ils partent de la réalité de la misère de leur peuple et la déchiffrent à la lumière de l'Evangile de Jésus.

C'est contre quoi, invoquant une fois de plus les textes de saint Paul, le cardinal Ratzinger se dressa au nom de la Congrégation de la doctrine pour la défense de la foi (Ancien Saint Office et Inquisition) pour dénoncer les analyses sociales des théologies de la libération comme pénétrées de marxisme, et expliqua, doctrinalement, qu'il ne fallait pas confondre la libération du péché de la libération des servitudes sociales qui n'acceptaient plus les traditionnelles résignations du peuple, si indispensables aux tyrans. Ce n'est point un hasard si les directives du cardinal Ratzinger coïncidaient avec la déclaration de guerre de la CIA américaine aux théologies de la libération qui constituaient un danger pour la sécurité nationale des Etats-Unis et pour les dictateurs qu'ils avaient implantés dans l'Amérique du Sud et en Amérique centrale.

Avec l'Amérique du Sud et l'Afrique, l'Asie fut gagnée par cette révolte contre l'ethnocentrisme et le conservatisme de la Curie romaine.

Déjà une déclaration commune des évêques du Tiers-Monde avait formulé des réserves. L'affaire prit une forme aiguë lorsque, le 2 janvier 1997, un théologien du Sri Lanka, le père Tissa Balasuriya fut frappé d'excommunication majeure, comme toujours par la congrégation inquisitoriale du cardinal Ratzinger et avec l'accord du pape (ce qui la rendait sans appel et irréversible) pour avoir montré combien le christianisme restait occidental et pour avoir essayé de vivre sa foi dans le contexte du Sri Lanka et de l'Inde, en reconnaissant le rôle éminent qu'y prenait la spiritualité bouddhique.

Dans son livre : *Marie ou la libération humaine* s'opposaient indubitablement deux théologies : celle de Rome selon laquelle toute réflexion théologique doit passer par le magistère, c'est à dire la hiérarchie romaine, détentrice exclusive de la vérité, et l'autre, partant prioritairement de l'attention portée aux pauvres et à leur combat pour la justice sociale, tenant compte aussi de la valeur de foi des spiritualités autochtones.

Déjà, en mai 1996, la Congrégation romaine le sommait de reconnaître solennellement l'infaillibilité pontificale, la virginité de Marie, Dieu comme l'auteur de l'ensemble des livres de la Bible, et l'origine divine de l'interdiction du sacerdoce des femmes. Le père Balasurya refusa au nom des "pratiques de l'Eglise depuis le Concile de Vatican II, de la liberté et de la responsabilité des chrétiens et des théologiens, établis par le droit canon."

Le fond de l'affaire c'est que le père Balasurya, comme les théologiens de la libération de l'Amérique du Sud ne se contentait pas de condamner les abus du capitalisme, mais sa logique même, génératrice d'inégalités et d'exclusion. Il écrivait : "Une approche mariale du Tiers-Monde devrait s'inspirer de la sensibilité du projet incarné par le Magnificat : **nourrir les affamés et élever les humbles."**

La condamnation souleva l'indignation en Asie et même dans le monde entier. La congrégation à laquelle appartenait le père: les oblats de Marie Immaculée, l'Association œcuménique des théologiens d'Asie, l'Association internationale des théologiens du tiers-monde, le mouvement des étudiants catholiques d'Asie et du Pacifique, ont proclamé leur solidarité avec l'excommunié.

Mais, au delà, il y eut des manifestations de bouddhistes et d'hindous, de théologiens notoires comme le jésuite indien Samuel Rayan, ou le dominicain australien Philip Kennedy. Du monde entier plus de dix mille lettres furent adressées au prêtre hérétique. Au début de 1997 les évêques japonais ont vivement critiqué le document préparatoire au synode des Eglises asiatiques prévu pour avril 1998 — à Rome, comme le précédent pour les évêques d'Afrique. Ce texte, disent les évêques japonais, fait preuve "d'un manque de compréhension de la culture asiatique."

Devant un aussi vaste et universel tollé, la monarchie infaillible de Rome dut céder, et, le 15 janvier 1998, le Vatican leva la sentence d'excommunication prononcée un an avant par Ratzinger et son pape.

Le même ethnocentrisme occidental et juif de la Curie romaine s'est manifesté à Paris lors de la cérémonie de réception à l'Académie française du cardinal-archevêque de Paris, Mgr Lustiger.

Aaron Lustiger est en effet d'origine juive et n'abandonna sa religion qu'au moment où l'antisémitisme féroce d'Hitler persécutait sa communauté (sa mère mourut au camp d'Auschwitz). Lustiger (et sa soeur) ayant dépassé l'âge de raison, celui du courage et du choix, se firent alors, malgré l'avis de leur père, chrétiens, en ce moment redoutable pour les juifs.

Lors de sa réception à l'Académie française, Mme Carrère d'Encausse, dans son discours d'accueil, lui dit : "En devenant chrétien, vous n'avez jamais cessé d'être juif... Le Christ, rappelez-vous, est né à Bethléem, en Judée... Le Christ n'est pas né là par hasard, dites-vous; il ne pouvait être né ni chinois ni enfant d'Afrique. Le Messie n'est le Messie que parce qu'il vient du peuple élu par Dieu."

Ce racisme ne souleva aucune indignation de la part du cardinal acceptant de désavouer, au nom de ses origines, cet enseignement fondamental sur l'universalité de

Jésus que résumait ainsi l'un des plus célèbres Pères de l'Eglise, Clément d'Alexandrie :

> Le Christ, n'est ni barbare, ni juif, ni grec, ni homme, ni femme, c'est l'homme nouveau, l'homme de Dieu transformé par l'Esprit saint. (Clément d'Alexandrie. *Protreptique* XI, 112).

Ni juif, ni noir d'Afrique, ni chinois, il s'appelle lui-même du nom le plus beau : le Fils de l'homme.

C'est dire combien nous sommes encore loin d'une Eglise reconnaissant la présence de Dieu, avant même sa révélation, en toutes les formes de recherche, en l'homme, de son dépassement en amour du Tout et de l'Un, et dans la reconnaissance de ce qui n'existe pas encore.

Ce mouvement intérieur n'est-il pas présent chez le noir, le chinois, ou l'indien, même si le rituel de son adoration est différent, et différente l'histoire sainte de son émergence de l'animalité, par l'amour de ce qui le dépasse et le fait Un avec le Tout. La formule même de ce qui est le cœur de toute foi vivante : être UN avec le Tout, est précisément celle d'un spirituel taoïste chinois : Tchouang-Tseu, six siècles avant notre ère.

Il ne s'agit point ici de syncrétisme ou d'éclectisme boueux, mais de fécondation réciproque, d'ouverture et d'approfondissement de notre propre foi.

Il est plusieurs chemins vers la maison de mon Père. Pourquoi donc ne pas connaître et respecter d'avance ceux qui, par d'autres voies, s'essayent à gravir la même cime ?

Remarquable est d'ailleurs la ressemblance de ces voies.

D'abord le silence de nos raisons, de nos désirs, de nos partielles ambitions.

Parfois même l'humilité du refus de donner un nom au terme de notre ascension. Les hébreux interdisaient de prononcer le nom de Dieu, tout comme Lao Tseu disait déjà du principe (*Tao*) : "Le nom qui peut le nommer n'est pas le nom, car il n'a pas de nom."

Dieu n'a pas de nom. Ceux que nous pouvons lui donner ne sont que les symboles de notre inachèvement, de notre certitude aussi que notre vie à un sens et que nous sommes responsables de le chercher et de l'accomplir.

Car lui donner un nom comme nous le donnons aux êtres, c'est déjà une idolâtrie, comme si Dieu était un Etre parmi les êtres. Il nous faudrait alors chercher un Etre avant cet Etre, et nous aurions l'illusion de parvenir, au bout de la chaîne de nos raisons, de nos concepts, à démontrer son existence comme celle de tous les êtres, alors qu'il est, au delà de l'être, **l'acte qui fait être**, qui nous fait être toujours au delà de ce qui **Est** déjà.

L'essence de l'idolâtrie n'est pas dans le caractère matériel de l'objet d'adoration qui serait fait de mains d'hommes, ni même dans le caractère conceptuel, verbal ou

métaphysique, de dieux créés par l'imagination des hommes pour combler le vide que laisse la raison lorsqu'on approche de la question des origines premières, des fins dernières ou du sens plénier de la vie. Etre idolâtre c'est déjà le fait de conférer à Dieu des attributs qui sont ceux de la créature.

L'idole, ce n'est pas seulement l'effigie de bois ou d'argile par laquelle telle tribu du Pacifique ou de l'Afrique noire essaye de combler cette béance de l'infini qui nous échappe au delà de notre être quotidien. C'est, la réponse au même besoin, au même manque que nous éprouvons en prenant conscience que nous sommes des êtres finis non au sens d'achevés, mais au contraire de partiels, avides d'un infini qui nous est mystérieux comme un abîme, la proclamation d'un Etre suprême.

L'idole, est toujours ce bouche trou, provisoire et dérisoire, par lequel nous cherchons en vain à assouvir notre besoin de plénitude.

Ce peut être une image ou un concept, une métaphore, comme celle de la création d'un potier, ou des pouvoirs d'un roi.

Mais dans tous les cas c'est l'acte vaniteux, de nos mains ou de notre pensée, de conférer à ce que nous appelons Dieu, les attributs qui sont ceux des êtres créés: de croire à un Dieu qui commande comme un souverain, qui punit ou pardonne comme un juge, qui adjuge la victoire ou inflige la défaite, à l'individu ou au peuple que cet être, (fût-il abusivement appelé suprême parce que notre esprit ne peut le feindre plus grand) aurait, dans sa partialité ,choisi ou élu, comme le totem de la tribu jalousant d'autres dieux comme on hait un rival et cherche à le détruire.

L'idolâtrie demeure, que l'on chante, hébreu ou chrétien, les mêmes psaumes d'imploration à la puissance, appelant les mêmes promesses.

Après des louanges courtisanes comme on en peut faire à un suzerain, les suppliques de la vengeance : "l'ennemi est achevé... tu as rasé des villes" (Ps. IX), de David.

Un dieu qui rend de menus ou de grands services, comme les lares des romains, ou celui de la pauvre bigote qui prie saint Antoine pour retrouver les clés de sa maison, parce que depuis des siècles on lui a enseigné, comme religion, cette idolâtrie, (comme aux enfants de la forêt vierge les pouvoirs d'un grigri), ces appels au secours adressés à un Dieu de vengeance : "qu'il fasse pleuvoir des charbons de feu, soufre et tourmente." (Ps. de David XI, 6)

Les mêmes psaumes figurent dans la même Bible que les Evangiles et sont chantés dans les églises chrétiennes. Jésus, après saint Paul, est devenu fils de roi (et du pire, le Seigneur de la guerre chef de bande de mercenaires, David) et réintroduit dans le droit commun des dieux de puissance, comme s'il était le Fils de Yahvé Dieu des armées et de la vengeance ou de Zeus qui brandit la foudre, crée et détruit les mondes, en un mot affublé de tous les insignes traditionnels des dieux tribaux de la puissance. Et ce furent quinze siècles de constantinisme, c'est à dire d'un judéo-christianisme, se donnant pour successeur du peuple élu, pour Israël de Dieu et, comme tel, investi du privilège exclusif de domination colonialiste du monde par alliance avec tous les pouvoirs temporels successifs.

Tout ceci côte à côte avec le pardon de Jésus, de son amour, révélateur du cœur de Dieu battant pour toutes les misères du monde.

C'est pourquoi, tous les actes d'adoration commencent par l'expérience du silence de Dieu. Et d'abord de tout ce qui, en nous, n'est pas Dieu: le silence de nos désirs partiels, de l'argent, du pouvoir, de la sexualité sans amour, l'évasion dans la drogue, et toutes les formes de désintégration de la personne.

Lao Tseu écrivait : "Quand l'esprit humain... est complètement **vide** et calme, il est un miroir pur et net, capable de mirer l'essence ineffable du Principe lui-même." (*Tao Te King,* 2)

A travers les siècles, ce répons de Maître Eckhart, se réclamant d'Avicenne : "Etre **vide** de toute les créatures, c'est être rempli de Dieu, et être rempli de toutes les créatures, c'est être **vide** de Dieu..." (*Traité du détachement* IV, 1)

Partout et toujours la Kénose, le vide radical fait en nous, est l'acte premier de l'approche de Dieu.

Le Tao, exige le non-avoir, le non-savoir, le non-être et le vide en soi tout comme les Upanishads de l'Inde lorsque l'*atman* devient le *brahman*, le soi s'identifiant au principe des choses. "Pars de ton pays, de ta famille, de la maison de ton père", commande Dieu à Abraham (Gn. XII, 1).

Jésus demande un dépouillement de tout ce qui nous est propre et que résume la propriété. Au jeune homme riche qui a respecté tous les commandements de la Loi, Jésus dit : "Une seule chose encore te manque : **tout** ce que tu as... distribue-le aux pauvres... puis viens et suis-moi." (Lc 18, 22). **Tout**. Il en est ainsi de Simon, de Jacques et de Jean : "laissant **tout**, ils le suivirent" (Lc 5. 11). "Quittant **tout**, il se leva et se mit à le suivre" (Lc.5.28). "Quiconque, parmi vous, ne **renonce** pas à **tout** ce qui lui appartient ne peut être mon disciple." (Lc 14. 33).

Il ne s'agit plus ici de malédictions contre les riches et leur comportement, comme les prophètes déjà en avaient proférées, mais d'une exigence absolue, mettant en cause la richesse et la propriété, non pas dans leur excès ou leurs abus, mais en soi, en leur principe même.

Ce dépouillement du petit moi est la condition de l'éveil, de la prise de conscience.

Le Royaume est déjà là où un homme réalise une totale dépossession. S'il n'est pas encore, c'est que ce rapport au monde n'est pas encore réalisé en tous. Cette tension entre le déjà là de l'éveil personnel à la vie du tout, et le pas encore de l'éveil de tous à la vie du tout, est la tragédie optimiste de l'éveil, car, de l'éveil de tous, chacun de nous est responsable.

Tout au plus, sur le chemin que nous ont ouvert les mystiques de la foi de tous les peuples, pouvons-nous essayer d'en évoquer la présence par voie négative, c'est-à-dire en refusant tout ce qu'il n'est pas, ou par voie poétique par des métaphores empruntées à notre vie quotidienne pour désigner ce qui est au delà, comme les Prophètes de Dieu

nous ont transmis par paraboles les messages de Dieu, qui ne pouvaient être ni des informations ni des lois, mais des appels, et la force d'y répondre.

Il faut n'avoir pas conscience de cette vérité première pour oser interpeller Dieu : devant le mal du monde et de tant d'innocents sacrifiés, que fais-tu ? Simple est la divine réponse : "Je t'ai fait !"

Oui, avec notre totale responsabilité pour combattre l'anti-Royaume actuel du monothéisme du marché, ennemi principal de Dieu et de l'homme. Voudrions-nous qu'un Dieu informaticien ait créée un monde de robots programmés pour l'avènement d'un Royaume réalisé sans leur liberté ni leur responsabilité ?

Avant même la naissance d'une philosophie de **l'acte** par laquelle Dieu est, en toute chose et en tout homme, l'acte qui le fait être, l'acte par excellence, celui de la création, Dieu fut vécu comme une **force** animatrice de toute vie. Par exemple dans les spiritualités de l'Afrique, de l'Océanie ou de l'Amérindie, comme dans les paraboles de Jésus annonçant le Royaume à travers les images des semailles, de la germination des blés, de la naissance et de l'épanouissement de la vie.

L'on peut regretter que le mot Dieu soit un substantif, nous invitant insidieusement à chercher sous le substantif une substance. Dieu est un verbe, que l'on pourrait ainsi conjuguer :

> Je ne me suis pas créé,
> Tu n'es pas à toi même ta lumière,
> Nous ne suffisons pas à notre suffisance.
> Conjugaison du Verbe Dieu.

Dieu est toujours de l'ordre de ce qui n'est pas mais qui appelle le mouvement et la vie. Comme un horizon incessamment poursuivi et incessamment fuyant : d'autres mers après cette mer, d'autres montagnes après ces montagnes.

Un Dieu, toujours en naissance, toujours créateur, et toujours appelant à de nouvelles transhumances de la vie.

De telles expériences, et leur traduction en paraboles, nous révèlent l'unité du monde, et de l'au delà des mondes. De ces deux notions, apparemment contradictoires, de la totalité et de l'infini, la physique la plus moderne nous suggère la réalité comme une image de cette unité et de cette infinitude du monde. Lorsque le physicien du XXe siècle parle d'une particule, il ne songe nullement à cette solitude de l'**atome**, de cette parcelle de matière à l'intérieur de laquelle il ne se passe rien et séparée de toutes les autres par un vide.

La particule, dans la physique moderne, est au contraire considérée comme un noeud de relations, un point singulier à l'image d'une vague, onde passagère sur un océan sans rivage. En elle vivent toutes les poussées de l'Océan, et même, au delà, l'attraction de la Lune dans ses marées, la Lune elle-même étant liée aux mouvances de sa planète-mère : la Terre, et celle-ci dans sa dépendance, en ses mouvements et sa vie, du Soleil, n'ayant lui-même dynamisme et existence qu'au sein d'une galaxie

parmi des milliards possibles de galaxies. Chaque particule a ainsi ses racines aux confins de l'univers.

Il n'est plus parfaite image de la condition humaine : la vie, dans sa plénitude joyeuse, n'est pas une collection d'individus solitaires, mais une communauté de vivants dont chacun est personnellement responsable du destin de tous les autres. Cela s'appelle l'amour, responsable de l'épanouissement de tous, de tous les peuples de la terre, et des équilibres de la nature.

Cette recherche de Dieu est d'abord prise de conscience de notre limitation : je ne puis ni remonter jusqu'à mon origine première, ni m'élever non plus à la connaissance de ma fin dernière.

L'animiste africain nous apprend que la présence divine n'est pas celle d'un **Etre** mais d'une **Force**.

L'hindouisme nous enseigne aussi la réalité trinitaire de toute vie, qui est à la fois existence, conscience et joie.

Le musulman Ruzbehan de Chiraz, nous donne cette limpide définition de la Trinité, délivrée de son carcan hellénique : "Dieu est l'unité de l'amour, de l'amant et de l'aimé."

La présence de Dieu se révèle aussi comme la *Shakti* énergie créatrice des hindous. C'était là l'enseignement majeur des Pères d'Orient :

"**Dieu s'est fait homme pour que l'homme puisse devenir Dieu**". Comme le Coran évoque la parole de Dieu à Adam : "**J'ai insufflé en toi de mon Esprit** (*ar-Rùh*)" (XV, 29). Et qui définit ainsi cet Esprit "**comme portant en lui un message et un Ordre** (*Al Amr*) de Dieu." (XVII, 84).

Le monde n'est qu'une seule totalité, c'est à dire un seul jaillissement de la vie, dont l'homme est, sur terre, la plus proche image, comme l'enseignent saint Grégoire de Nysse et saint Grégoire Palamas: "**L'homme est un résumé de tout ce qui existe**." Comme dans le Coran il est supérieur aux anges car il a la **liberté de choisir**.

La création artistique véritable est ce qui nous aide le mieux à comprendre ce passage de l'être au sens, à la théophanie dont il est porteur : un rouleau chinois de l'époque Song n'est pas une photographie de la montagne, mais un révélateur de la présence du Tao, comme une icône de Byzance ne nous donne pas un portrait de Jésus ou de la Madone, mais nous appelle, au delà de l'image, à une réalité d'un autre ordre.

Plus près de nous il suffit de comparer l'Eglise d'Auvers telle qu'elle **est** (et qu'elle est encore) avec la désintégration d'une vie et d'une époque, ses angoisses et ses espoirs désespérés, dans le tableau visionnaire de Van Gogh.

Quelle peut donc être le rôle de la foi dans la construction d'un XXIe siècle à visage humain et divin ?

Nous avons évoqué déjà ce qui, au delà des sagesses et des religions, c'est à dire à travers les formes culturelles sous lesquelles s'exprime la foi, est commun à toutes : l'expérience vécue de la transcendance, à travers celle du dépouillement de soi, de l'accueil à l'autre, du sentiment de la présence en soi du jaillissement de la vie dont nous ne connaissons ni l'origine, ni le terme.

Ces trois expériences se résument en une seule : l'expérience de la **transcendance**. Le mot est redoutable tant sa signification est difficile à saisir. C'est pourtant l'expérience la plus commune et la plus directement coextensive à la vie.

1 — La transcendance, c'est le contraire du **fatalisme, (c'est ainsi et ce sera toujours ainsi**). C'est la certitude sans preuve, le postulat, le **pari,** (disait Pascal), qu'on peut vivre autrement, qu'une rupture radicale est possible. C'est d'ailleurs la racine du mot transcender, qui est : **aller au delà, dépasser**. Il peut exister autre chose que ce qui est.

2 — La transcendance, c'est le contraire de l'**individualisme.** L'homme n'est pas **atome**. L'homme, ni comme individu, ni comme nation, n'est pas le centre et la mesure de toute chose. Il est citoyen d'une communauté où chacun à conscience d'être responsable de l'avenir de tous les autres.

3 — La transcendance, c'est le contraire de la **suffisance**. L'homme est trop grand pour se suffire à lui-même. Le Pasteur Bonhoeffer disait que la sortie de soi, la rencontre de l'autre, est la première expérience de la transcendance. Et cela s'appelle l’amour : "Celui qui n'aime pas n'a pas découvert Dieu" disait saint Jean (I, Ju IV, 8).

La même expérience faisait écrire à un soufi persan, Ruzbehan de Chiraz : "C'est dans le livre de l'amour humain qu'on apprend à déchiffrer l'amour divin."

Ainsi seulement, en termes d'amour, la transcendance peut n'être pas pensée en termes d'extériorité (comme celle du maître et de l'esclave). Car l'homme et Dieu ne sont ni un ni deux. L'*advaïta* védantin (c'est à dire la non-dualité) nous aide à penser cette unité duelle de l'homme habité par Dieu : "Tous les êtres sont en moi et moi je ne suis contenu en aucun d'eux... Je suis l'acte qui les fait être." (*Baghavad Gita*. IX, 45).

Ce triple aspect de la spiritualité, cette conscience vécue de la transcendance nous met en garde contre l'illusion que notre univers est clos, que la réalité se réduit à ce qui existe déjà, que l'avenir n'est peuplé que des possibilités du présent.

Telle est l'âme de toute foi.

Les chrétiens l'appellent la Trinité, les hindous *Sat cit ananda* (être, conscience, béatitude).

Telles sont en effet les trois dimensions de toute réalité, naturelle, humaine, divine.

Mon expérience de **marxiste** m'a appris que le **déterminisme** selon lequel l'avenir n'est que le prolongement nécessaire du passé, ne pouvait fonder qu'une doctrine conservatrice, à la manière de **l'empirisme organisateur** de Charles Maurras. **Une révolution a plus besoin de transcendance que de déterminisme.**

Le méconnaître conduit à l'implosion, dont une histoire récente nous a donné l'exemple.

Mon expérience de musulman m'a appris les exigences, ou plutôt les sacrifices, qu'implique la **communauté**. Tout individualisme, même codifié dans des **déclarations des droits de l'homme**, ne conduit qu'à la jungle d'égoïsmes affrontés où chacun est le concurrent et le rival de tous sur tous les marchés, c'est-à-dire sur toutes les enceintes (fussent-elles mondiales) *où se* heurtent les intérêts de chacun, faisant de l'homme un loup pour l'homme.

Mon expérience de chrétien m'a enseigné que Jésus n'est pas ce Christ tout puissant que l'on **déduit** de ce que l'on croit savoir de Dieu pour en faire le Fils de Yahvé, Dieu des armées et de la vengeance, ou de Zeus qui brandit la foudre. Il nous a au contraire montré, par ses actes, ses paroles et sa mort, que la transcendance peut émerger de l'impuissance même et de l'amour : chaque être aimé devient une **théophanie**, une apparition vivante du Dieu qu'il porte en lui : "Ce que vous avez fait au plus petit d'entre vous, c'est à moi que vous l'avez fait." (Math. XXV, 40)

C'est cette triple et indivisible expérience du transcendant que je voudrais transmettre, car elle est le germe de toute foi et de toute action créatrice.

Paul Ricœur écrivait un jour : "La religion est une aliénation de la foi.", car chaque religion est la foi **exprimée dans le langage** d'une culture. Ce que nous appelons une crise de la religion est, en réalité, la crise de la culture dans laquelle elle s'exprime : **la culture occidentale de la puissance et de la domination**.

Quelle place, dès lors, peut avoir cette foi, cœur de toute religion, dans la vie sociale et politique ?

Jésus, pas plus que Bouddha n'est venu apporter une religion nouvelle : ils ont même été les plus irréligieux des hommes en violant les Lois des religions de la puissance qui n'enseignaient à l'homme que ce qui était interdit ou intouchable, qu'il s'agisse de la *Loi* des sadducéens ou des pharisiens, ou du régime des castes en Inde, l'une et l'autre impliquant, au nom du **Sacré**, la domination d'une oligarchie et les résignations des multitudes.

****

Ces prophètes, porteurs du message irréligieux de la foi, ont enseigné le sens même de la vie.

Cette foi, née avec l'homme en qui Dieu a **insufflé de son esprit,** comme dit le Coran, ou enseigné le sacrifice inconditionnel comme il le fit pour Abraham ou Jésus, ne peut être enfermée dans une synagogue, une église ou une mosquée, avec leurs servants commémoratifs d'une religion coutumière.

Cette foi ne peut être séparée de la vie, celle du village et des champs, dans les usines et les laboratoires des villes, dans les écoles et les centres de recherche… et même dans les synagogues, les églises, les mosquées et les temples.

Comme le dit Hassan El Tourabi : "Dieu est dans la vie quotidienne, dans la politique, l'école, dans l'art, dans l'économie, mais vous l'avez emprisonné dans vos tabernacles et vos églises... Tous nos prophètes ont affirmé les mêmes valeurs mais comme, au cours de l'histoire, les problèmes ont évolué, les prophètes ont renouvelé les formes d'expression." (Interview du 16 avril 1995).

Le père Pannikar dit la même chose dans son étude sur *L'Avenir de la foi* (*Biblia y fe*, 1988) : "les problèmes de la faim, de l'inégalité, de l'exploitation de l'homme et de la terre, l'intolérance, les guerres, le néo-colonialisme, sont des problèmes religieux."

Yehudi Menuhin, parlant de sa foi juive, me communiquant sa méditation sur la défense du sacré, cherche aussi, sans éclectisme, le dénominateur commun de cette Foi présente au cœur de tous les hommes et qui l'appelle à un dépassement, quelle que soit la forme culturelle dont les trois mondes l'ont revêtue : "La vie n'a pas été créée une fois pour toutes et pour toujours. Seuls les fondamentalistes peuvent croire cela... Nous avons besoin d'une nouvelle religion fondée sur la foi, sur les valeurs éternelles de la foi, sur l'idée d'unité totale... mais aussi adaptée à la connaissance et à l'expérience contemporaine."

Evoquant les croyances qui ont fait des dieux des souverains tout puissants, et des dirigeants des Oints de ce Seigneur, il ajoute: "Je suis convaincu que notre monde exige une nouvelle formulation des valeurs du sacré, une nouvelle conception de la religion, parfaitement compatible avec les principes d'adoration et de prière mais exprimés d'un manière nouvelle reconnaissant notre propre être, et aussi celui des autres, comme sacrés; nos responsabilités les uns envers les autres, notre pouvoir de créer un monde plus juste… Dans notre nouvelle religion... le puissant, le riche, le savant ont la responsabilité, alors que le démuni a le droit... Tels sont la religion, l'économie, l'ordre social, la vie créatrice des arts et des techniques, de l'éducation, tout cela ne faisant qu'un pour guider notre pensée et notre action."

Quelle sera la place de cette foi dans la société ? Elle sera centrale, motrice. Et nous devons ici éviter maints écueils :

La conception dite libérale, où l'Etat n'intervient pas dans la religion, ses rites et ses dogmes. Cette privatisation de la religion porte sur les croyances et non sur la foi. Or la croyance est une manière de pensée, la foi une manière d'agir. La tolérance sera donc totale en ce qui concerne la croyance, mais il est interdit à la foi d'agir sur les structures concrètes du monde, selon les intérêts des individus et des groupes. "Assistez à la messe" comme à une commémoration, "écoutez la lecture de la Thora" par votre rabbin, "prosternez-vous", derrière votre imam, mais, à la sortie, **insérez-vous** docilement dans le système.

Ayez toutes les idoles intellectuelles que vous voulez pourvu que vous n'interveniez pas, au sortir du temple, pour changer l'ordre établi par le libre jeu du monothéisme du marché, régissant, dans la pratique, toutes les relations humaines.

A l'inverse, le totalitarisme prétend régner à la fois sur les esprits et sur les corps, sur la foi et les actions qu'elle commande, soit en érigeant l'Etat en une religion, soit en faisant d'une religion particulière une religion d'Etat qui établira un nécessaire dualisme politique et social. Qu'il s'agisse d'un Etat juif, d'un Etat chrétien, ou d'un Etat islamique, celui qui n'appartient pas à la religion officielle est un citoyen de seconde classe.

De ce point de vue la prétention chrétienne d'être la religion universelle est une forme typique de colonialisme spirituel, inséparable du colonialisme tout court.

Quelle que soit la solution choisie la confusion de la croyance religieuse et de la foi vivante et agissante à l'intérieur de toutes les religions rend le problème insoluble par la résurgence des intégrismes, qui consistent à prétendre que tous les problèmes ont été résolus, et pour toujours, par leurs pères fondateurs.

Si Bouddha, Moïse, Jésus, Mohammed, ont apporté des réponses et des solutions aux interrogations et aux problèmes de leur temps, cela ne nous dispense en aucune manière de la responsabilité de résoudre, à partir de leurs principes, les problèmes de notre temps: aucun *sutra* bouddhiste, aucun verset de la Bible ou du Coran, ne nous permet de résoudre, sans une interprétation préalable, les problèmes posés par l'énergie atomique, les multinationales, la spéculation boursière, le colonialisme, ou autres, qui ne se posaient pas au temps des prophètes. Nous pouvons seulement, à partir des principes qu'ils ont apportés, prendre, à tout risque, la responsabilité de les appliquer dans des situations historiques radicalement nouvelles.

Ceci n'implique aucun relativisme, ni éclectisme, ni syncrétisme. Chaque religion a sécrété, autour des principes communs à toute acceptation de la transcendance, des valeurs absolues, des cultes avec leurs rites et leurs dogmes propres à chaque culture pour tenter une approche de l'absolu. Il se peut que cette liaison ou cette soumission à Dieu qui exige la participation entière de notre être, y compris de notre corps, donne une forme particulière à la prière et à l'adoration, qui vont ensuite informer notre action.

La tradition culturelle de chaque peuple peut ainsi s'exprimer par une attitude particulière du corps, celle du yoga (*joug*) soumission à Dieu, pour les uns, de la prosternation ou de l'agenouillement pour d'autres.

L'essentiel est que cette posture du corps facilite la communication avec Dieu ou avec la sagesse (de quelque nom qu'on les désigne), et ne se dégrade pas en une gymnastique sans âme.

La diversité des religions, par la fécondation réciproque des cultures qui les spécifie, est une richesse que l'on ne peut détruire en imposant à l'autre la forme d'expression dont nous sommes, avec notre culture, les héritiers.

Nous ne pouvons revendiquer le monopole des voies d'accès à la transcendance, que nous l'appelions salut, libération, *moksha* ou *nirvana*.

Nous pouvons seulement, avec le plus grand respect du comportement rituel des autres, et des symboles par lesquels ils expriment leur foi, leur sagesse ou leur Dieu,

nous enrichir de leur expérience, gravissant, par des voies diverses, la même cime, inaccessible peut être, qui nous fait rechercher le sens de notre vie et de notre histoire, et les voies de son accomplissement.

En résumé, **ce qu'il y a le plus précieux, ce n'est pas ce qu'un homme dit de sa foi, mais ce que cette foi fait de cet homme.** Comment le libère-t-elle de ses aliénations ?

C'est-à-dire de ses ambitions personnelles réalisées par l'écrasement des autres, de ses projets partiels, individuels ou nationaux, qui ne tendent pas à la création d'une communauté universelle, symphonique, fin suprême de la foi qui appelle toutes les religions à la transcendance, au dépassement de soi.

Une démystification spirituelle est d'abord nécessaire.

Il faut certes corriger l'erreur d'aiguillage commise à la Renaissance lorsque l'on appela raison **la seule science des moyens**, en la mutilant de son autre dimension fondamentale, seule capable d'en mettre les merveilleuses découvertes au service de l'épanouissement de l'homme et non de sa destruction : la sagesse, qui est réflexion sur les **Fins.**

Mais, au delà, il faut en finir avec la pire perversion de la pensée humaine: la notion tribale de peuple élu, divisant l'humanité entre élus et exclus, accordant aux premiers le pouvoir de droit divin de dominer, d'asservir ou même de massacrer tous les autres, quels que soient ceux qui s'attribuent ce privilège, qu'ils soient hébreux ou chrétiens d'Europe réclamant l'héritage de l'élection pour persécuter les juifs qui s'en croyaient détenteurs, puis les musulmans par les Croisades, puis le monde par le colonialisme, jusqu'à ce qu'ils soient dépossédés de ce mythique droit par le destin manifeste que se décernèrent les Etats-Unis au détriment des Indiens, des Noirs, puis du monde, sacralisant même la royauté du dollar en inscrivant, sur chaque billet vert, que sa toute puissance était d'essence divine: *In God We Trust.*

Il faut d'abord en finir avec les lectures intégristes de la Bible qui font d'elles la seule *écriture* sainte de l'humanité, alors que chaque peuple, dans le monde, a vécu la préhistoire de son humanité en créant les grands mythes qui balisent le parcours millénaire de l'humanisation divine de l'homme. **Tous les peuples ont une *histoire sainte* : celle de l'homme à la recherche de Dieu.**

Les conséquences de ces affabulations sur un peuple élu, sans autre fondement qu'un seul texte, sont aggravées par le fait qu'un certain christianisme s'est prétendu l'héritier de cette tradition, s'est approprié l'élection divine pour s'attribuer un droit divin de domination du monde, en exerçant sur les non — élus ses dominations, ses spoliations et ses massacres, au nom de la même supériorité ontologique, théologique, sur les Indiens d'Amérique, les esclaves déportés d'Afrique, et une grande partie de l'Asie, de la guerre de l'opium à Hiroshima, des destructions massives du Viet Nam à celles de l'Irak.

* * *

Nous avons aujourd'hui plus besoin de prophètes que de politiciens, plus besoin de Bouddha, de Jésus ou de Gandhi que de César ou de Napoléon, car rien ne commence avec les lois et les empires : tout commence dans l'esprit des hommes, et d'abord dans la révision sévère des religions traditionnelles qui, par leur dégénérescence intégriste, se sont transformées en théologies de la domination. L'intégrisme, c'est cette prétention de toute hiérarchie religieuse comme de tout pouvoir politique (qui se sert de la première pour justifier sa pérennité) de réduire la foi à la forme culturelle ou institutionnelle qu'elle a pu revêtir à telle ou telle période antérieure de son histoire: pour nous en tenir aux religions dominantes des dominants, et aux religions dominantes des dominés: le christianisme ne peut plus être ce que le fit Constantin: l'héritier d'un empire centralisé à Rome, prétendant imposer son idéologie et ses hiérarchies à tout le reste du monde dont on ignore ou veut ignorer les spiritualités autochtones.

Une telle religion **divise**. Elle fut le prétexte de tant de guerres ! Alors que la foi **unit** dans un effort solidaire de dépassement pour parvenir à cette certitude qui demeure toujours un risque et un postulat :

— Aucun homme ne peut prétendre avoir la foi comme on possède un trésor. L'homme de foi est toujours en route vers un commencement.

— Le monde n'est pas fait de choses mais de sources, de jaillissement du sens.

— Dieu n'est pas un être (comme les choses) mais un acte (celui d'incessamment créer). C'est pourquoi il n'a pas besoin d'être visible pour exister : il est ce mouvement qui est **en nous** sans être **à nous.**

Ainsi, contre les prédicants d'une fin de l'histoire, l'histoire, comme les fleuves, n'a pas d'autre embouchure que l'Océan.

* * *

Préparer politiquement cette mutation spirituelle universaliste, c'est d'abord mettre fin à la prétendue **mondialisation** qui est le contraire de l'universalité: c'est une entreprise impériale de nivellement ou d'anéantissement de la culture et de la foi de tous les peuples pour leur imposer, avec les armes et les dollars des Etats-Unis, l'inculture et le non-sens d'une religion qui n'ose pas dire son nom: **le monothéisme du marché** qui ne serait pas seulement la fin de l'histoire mais la mort de l'homme et du Dieu qui est en lui.

* * *

En 1985, lors du voyage du pape au Pérou, les Indiens des Andes lui remirent cette lettre : "Nous, Indiens des Andes et de l'Amérique, voulons profiter de la visite de Jean Paul II pour lui rendre sa Bible car, en cinq siècles, elle ne nous a procuré ni amour, ni paix, ni justice... remettez-la à nos oppresseurs car ils ont davantage besoin de ces préceptes moraux que nous-mêmes. La Bible nous est arrivée comme partie intégrante du régime colonial imposé."

Le problème actuel, en effet, aujourd'hui, est non seulement de déjudaïser, mais de désoccidentaliser le christianisme, qui a toujours considéré les Eglises, de la Chine à l'Amérindie et à l'Afrique, comme "un appendice de l'histoire des missions", comme l'écrit Enrique Dussel dans son livre : *Histoire et théologie de la libération* (publié en 1972 et traduit en français aux Editions ouvrières en 1974). Il montrait, comme le fera Leonardo Boff en 1992 dans son livre : *La nouvelle évangélisation* (Ed. du Cerf), comment l'invasion de l'Amérique, depuis 1492, était non pas l'apport d'un christianisme universel (catholique) à des cultures autochtones en recherche de Dieu, mais l'importation d'une chrétienté méditerranéenne, romaine, et fourrière d'un système social où, sous le nom d'Evangélisation, est imposé le colonialisme capitaliste le plus inhumain.

Leonardo Boff écrit : "L'évangélisation s'est faite en Amérique latine sous le signe de la colonisation." (p.169). Le *Requerimiento,* sommation adressée aux Indiens en 1514 disait : "Nous vous prendrons, vous, vos femmes et vos fils, et vous deviendrez esclaves … nous prendrons vos biens... comme à des vassaux rebelles qui se refusent à accueillir leur Seigneur."

C'est contre quoi protestaient en vain le père Montesinos, premier prophète des Amériques, les évêques, Bartholomé de Las Casas et quelques religieux, comme Pedro de Cordoba, haïs par les colons parce qu'ils refusaient d'identifier une Eglise, complice des conquérants, avec le Royaume de Dieu, et d'accepter la destruction des cultures précolombiennes.

Cette ignorance radicale de l'autre a fabriqué des mutilés de l'humanité, isolés dans le ritualisme et les dogmes de leur religion qu'ils croient la meilleure parce qu'ils ignorent celles de tous les autres. Elle n'aurait pas à se substituer à la leur, mais à l'enrichir par des expériences différentes de la transcendance. Un même absolu ne peut être accaparé par aucun de ceux qui se croient un peuple de Dieu (c'est à dire tous les nationalismes et tous les colonialismes). Comme l'écrivait déjà Jean-Jacques Rousseau: "Un Dieu qui choisirait un peuple en lui donnant le privilège de spolier ou de détruire tous les autres, ne peut être le Père de tous les hommes."

Et maintenant ?

Après ce parcours insolite et insolent, nul, je l'espère, n'attendra une **conclusion**, c'est à dire une occlusion, une fermeture. Une magistrale et dérisoire réponse.

Car ce qui oppose fondamentalement une philosophie de l'**acte** à une philosophie de l'**être**, c'est de n'être pas de l'ordre d'une **réponse** mais de l'ordre d'une **question**.

> — Le propre d'une philosophie de l'être c'est de "s'installer dans l'être et de dire ce qu'il est". Que ce soit sous la forme du positivisme empiriste partant des données de nos sens (données une fois pour toutes) ou que ce soit sous la forme du dogmatisme prétendu rationnel d'idées éternelles, innées ou révélées, mais de toute manière indubitables comme des axiomes.
> — Le propre d'une philosophie de l'acte c'est au contraire d'avoir conscience de ses postulats et de leur inexorable remise en question, comme un dormeur s'arrachant à la quiétude de son oreiller et à la fascination de ses rêves pour s'éveiller dans un monde en fusion. L'homme couché devient l'homme debout,

agressé par l'éveil et agressif pour le possible. Certains appellent cela la résurrection. Déjà le mot est enchanteur : il évoque l'acte de se lever. De se lever même d'entre les morts.

Ensemble, au courant de ces pages, nous nous sommes interrogés, nous nous sommes relativisés. Notre nature était peut être de nous résigner et de nous intégrer à une nature apparemment régnante et même universelle. Ce décollement, ou du moins cet effort de décollement, à l'égard de ce qu'on nous présente souvent comme la nature de l'homme, c'est la culture, c'est à dire tout ce que nous avons ajouté à la nature, et qui nous fait homme. Pas un animal supérieur. Mais autre chose qu'un animal : ce qui le transcende. Là encore, il existe, dans la coutume, un mot pour dire cela : Dieu, divin. Peut-être vaut-il mieux, au départ, ne pas l'employer: d'abord parce que Dieu est un substantif et cela incite à chercher derrière lui une substance, un être, fut-il l'Etre suprême. Ah ! si Dieu était un Verbe ! Un acte. Celui qui fait naître l'être. Divin, l'adjectif, trop souvent galvaudé, présente aussi des dangers : d'abord en suggérant qu'il serait imitation de ce sur-être, toujours défini mal, c'est à dire historiquement. Nous ne l'emploierons que lorsqu'il ne sera plus imitation littérale, mais création, à la manière de Jésus, ce poète par excellence de la vie.

Cette vision des choses, ou, plus modestement, cette visée, a introduit dans la méthode de l'exposé un désordre déroutant. Il ne s'agissait plus d'une histoire de la philosophie mise en sa perspective logique ou chronologique, par je ne sais quel "maître". Maître de l'absolu, comme un ersatz de Dieu. Le dernier qui s'y essaya, le dernier géant, Hegel, n'eut que des imitateurs atteints à la fois de nanisme et de suffisance professorale. Il n'est pas nécessaire d'en dire les noms.

Cet essai sur la philosophie de l'acte n'est pas écrit par un maître mais par un étudiant. Un étudiant monté en graine, c'est vrai, puisqu'il approche des 85 ans, mais qui demeure étudiant parce qu'il n'a pas fini de s'émerveiller. De s'émerveiller de ses propres naïvetés et des prétentions médiatisées des manipulateurs de vérités acquises, intouchables managers de la pensée unique, du politiquement correct, de l'orthodoxie religieuse, ou des variantes esthétiques de ce néant.

Il y a bien, dans ces pages, les ébauches d'une histoire de la philosophie, mais elle n'est pas construite selon l'ordre des raisons.

Trop prétentieusement peut-être, ou trop modestement, je ne sais, elle retrace, à tous risques, les étapes de mes enthousiasmes ou de mes déceptions. La rencontre (je n'ose pas dire la découverte) de limites et d'impostures, comme celles par exemple des pontifes millénaires de l'Occident, d'Aristote à saint Paul, ou de Descartes à Auguste Comte, ou, pour en donner une illustration mineure, l'attribution, l'appellation contrôlée du label de philosophes aux idéologues anglais du parti vénitien et de la Compagnie des Indes.

C'est déjà un travail qui dépasse les forces d'une seule vie que de dénoncer trois millénaires de postulats tenus pour des axiomes, ou d'avoir le recul et l'élan nécessaires pour franchir les traditionnelles limites.

J'aurais atteint une partie de mon objectif, si seulement j'avais communiqué à d'autres, et de plus jeunes, le désir de poursuivre cette tâche.

Mais il ne s'agit pas d'un programme seulement réflexif de remise en question. Ce serait déjà beaucoup d'avoir compris que toute philosophie qui ne prépare pas l'homme à rechercher le sens de sa vie, à se considérer comme membre responsable d'une communauté universelle, et à agir selon ces principes, ne mérite pas le nom de philosophie.

Mais cette prise de conscience exige un changement de style de vie et une action : seule une pensée consciente de ses postulats et procédant de façon créatrice par anticipation, qu'il s'agisse d'hypothèses scientifiques, d'actes de foi ou d'utopies sociales, nous permet d'agir sur le monde et de le transformer.

La première démarche rend la philosophie parente de ce que l'on appelle maladroitement théologie, comme si l'on pouvait parler de Dieu, et non, à tâtons, sans parole, essayer de discerner les exigences d'une vie habitée par la totalité de la vie.

Car telle est la culture : l'ensemble des rapports qu'un individu ou une communauté entretiennent avec la nature, les autres hommes, et la recherche de leurs fins dernières, que certains appellent Dieu et d'autres la sagesse

Dans cette recherche du sens de la vie, l'épopée, le roman, le poème, la mystique, ont plus apporté à notre désir : pour la tradition occidentale Eschyle, Sophocle ou Aristophane m'ont plus interpellé sur le sens de la vie que toute la philosophie grecque depuis qu'elle s'est séparée de la pensée orientale dont était imprégné, par exemple, le prince Héraclite, et avant que le questionnement de Socrate ne soit connu qu'à travers les dogmatismes de Platon.

Il fallut Kazantzakis pour faire renaître, avec son *Odyssée*, les plus hauts désirs de l'homme éternellement itinérant et voracement interrogateur.

Rome, avec ses soldats, ses maçons, et ses rhéteurs, ne m'a rien appris de vivant et de vivable.

De la France Rabelais et Pascal, puis Victor Hugo, Romain Rolland, Mauriac, Bernanos, Claudel ou Saint-John Perse, m'ont obligé au réveil plus que n'importe quel philosophe professionnel d'aucun pays, à l'exception, peut être de Leibniz, de Kant et de Fichte comme du *Faust* et du *Wilhelm Meister* de Goethe.

Et puis les fous de Dieu qui furent les vrais sages : de Joachim de Flore au cardinal de Cues, de Maître Eckhart à saint Jean de La Croix, de Kierkegaard à Dostoïevski. Et à Nietzsche, le plus grand des passeurs de frontières après Jésus.

Tous ceux-là ont vécu, comme les Pères de Cappadoce, en Asie, ou Clément d'Alexandrie en Afrique, de cette foi fondamentale et première, ou de cette sagesse unifiante, inséminée d'univers, qui naquit en Chine avec le Tao : "Etre UN avec le TOUT", comme l'écrivait l'un des plus grands penseurs de tous les temps : Tchouang-Tseu.

Retrouver en soi le souffle de la vie créatrice, découvrir que ce qu'il y a de plus personnel en nous, c'est l'acte incessamment créateur de la vie universelle : "Tu es

Cela", des *Védas* et des *Upanishads*, du *Ramayana* et de la *Baghavad Gita*, de Çankara à Radhakrisnan.

Les poètes, les mystiques et les voyants de l'Islam, sont une merveilleuse introduction à cette foi universelle. Depuis les grands livres initiatiques de "**l'homme total**" (*Insan Al Kamil*), des "**Récits de l'exil**" ou de "**l'Archange empourpré**" d'Avicenne et de Sohrawardi, au "**Langage des oiseaux**", de Attar, du monumental "**Mathnawi**" de Roumi (ce que l'on a appelé parfois: Le Coran des Perses) aux poèmes ourdous de Kabir et à l'œuvre géante d'Ibn Arabi en Espagne andalouse, frère spirituel, à trois siècles d'intervalle, de saint Jean de la Croix, nous conduisent à ce qu'il y a de plus intime et de plus spécifique dans l'Islam par rapport aux trois religions révélées: son esprit d'universalité, reconnaissant tous les prophètes, faisant d'Abraham "le Père des croyants" comme dit le Coran, et de Jésus "le sceau de la sainteté", comme écrit Ibn Arabi dans sa *Sagesse des Prophètes* qu'il accueille, tous, comme les messagers de Dieu.

* * *

La réflexion fondamentale sur la foi dans son universalité, se trouve dans les plus belles traditions abrahamiques depuis *Le vivant fils du vigilant* (Hayy Bin Yakzan) d'Ibn Thofayl de Cadix (1100-1185), au *Traité théologico-politique* de Spinoza (1632-1677), et à la *Profession de foi du Vicaire Savoyard* de Jean-Jacques Rousseau (1712-1771), l'on trouve chez le musulman, le juif et le chrétien, la source commune de toute foi, communicable, comme l'écrivait le pasteur Bonhoeffer dans sa prison nazie, à un monde sans Dieu.

* * *

Les Woodstocks pontificaux ne signifient pas un réveil de la foi, pas plus que les Woodstocks des rockers ne signifient un réveil de la musique ou de la culture.

Ni les succès de la secte Moon. Ni les déferlements médiatiques des sermons télévisés des révérends américains maîtres de la business religion.

L'épidémie des quarante mille suicides d'adolescents qui sont, en France, (comme dans les pays développés, où l'on meurt non par absence de **moyens**, comme dans le tiers-monde, mais par absence de **fins**) la principale cause de mortalité pour les jeunes, ne sera pas enrayée par les psychologues, les saints-bernards ou les terre-neuve sauveteurs d'égarés individuels. Ce qui manque à cette jeunesse, c'est un **grand dessein** qui vaille la peine de vivre, contre la désintégration du tissu social par le monothéisme du marché, son désert spirituel et ses évasions dans le décibel, la drogue ou la mort.

Hors d'Occident ce grand dessein est né. Pas seulement pour créer l'unité harmonique de l'unité du monde et donner à chaque porte-Dieu, quelle que soit son origine, les possibilités économiques, politiques, spirituelles, de déployer pleinement le Michel Ange ou le Kuo Hsi qu'il porte en lui, mais pour en finir avec les égoïsmes sacro-saints des individus qui ne peuvent s'élever que par l'abaissement de leur rival de jungle, ou des peuples élus pour asservir les autres.

Le grand dessein, c'est, contre l'individualisme insulaire et désert, la communauté où chacun est lié à la vie par le sens de sa responsabilité à l'égard de tous les autres.

Cette foi, qui s'exprime dans l'action, est celle de Jésus, en train de renaître là où les pauliniens de Rome voudraient la tuer : chez ceux qui tentèrent l'expérience divinement humaine des prêtres-ouvriers; dans les communautés de base des *favelas* du Brésil, qui furent et demeurent le terreau humain des théologies de la libération, chez ceux qui cherchent d'où cette foi peut naître au cœur de toutes les spiritualité vivantes et militantes du monde. Le père Monchanin en fut le précurseur dans son effort pour "repenser l'Inde en chrétien et le christianisme en indien " et qui a fait lever aujourd'hui des continuateurs comme Raimundo Pannikar en Espagne ou René Guénon en France, vivant l'Islam comme le Coran évoque Jésus, ou le père Hegba en Afrique, enracinant Jésus dans les plus profondes spiritualités du monde noir.

Cette *queste* fraternelle n'a rien à voir avec l'éclectisme ou le concordisme. Il est l'expression d'une foi véritable en la transcendance : si Dieu est sans commune mesure avec toute connaissance humaine qui prétendrait le définir, c'est à dire l'enfermer dans sa propre culture, nous avons besoin de l'expérience de tous ceux qui tentent la même approche à partir de leur propre culture. Ainsi seulement nous pourrons briser nos limites, enrichir notre foi, et en comprendre la spécificité par une communion intérieure profonde avec la culture et la foi des autres. Il est appauvrissant de croire que ma religion est la meilleure, simplement parce que j'ignore toutes les autres.

Telles sont les conséquences ultimes de l'opposition entre une philosophie de **l'être** et une philosophie de **l'acte**.

— **La première, la philosophie de l'être** postule l'existence d'une nature dont l'homme peut extraire des données et les combiner de manières diverses pour les commodités de ses classifications et de ses hiérarchies des êtres. A partir de là il peut même manipuler techniquement cette nature mais ne peut lui assigner d'autres fins que celles de son créateur primordial (ou de ses lois éternelles si l'on nie cette création faite une fois pour toutes). En d'autres termes l'homme a une nature qu'il ne saurait transcender.

— **La seconde, la philosophie de l'acte**, repose, elle aussi, sur un postulat : celui du pouvoir de l'homme de transcender cette **nature** et de procéder au contraire à sa création continuée : **l'homme n'a pas une nature, il a une histoire**. Celle des créations de sa culture, qui le distingue de l'animal : les abeilles des *Bucoliques* de Virgile se comportent comme nos contemporaines, et, même à l'échelle paléontologique, l'évolution n'est pas une histoire : l'être biologique n'est pas son acteur.

Si l'homme avait, comme les animaux, une telle nature, il n'aurait même pas dépassé les limites que l'environnement impose à son entretien. Pour dépasser les quelques millions d'êtres humains qui ont peuplé la terre pendant des millions d'années, il a fallu que l'homme crée une agriculture pour son alimentation, une industrie pour la transformation de son milieu et pour sa protection, en un mot une culture qui déjà permette la multiplication de l'espèce.

Il a fallu pour cela qu'au delà des dérives immuables de son instinct, il ne se contente pas d'utiliser les matériaux dans cette autre nature qui l'entoure, le contient et le contraint, mais qu'un projet oriente son propre travail, en détermine l'organisation et celle de la société qu'il a constituée et à laquelle il assigne des fins et des structures qui ne sont pas inscrites dans les lois de l'instinct intérieur ou de l'environnement extérieur. Cette émergence du projet est ce qui sépare radicalement l'homme de l'animal.

Ainsi donc, tout empirisme organisateur, selon l'expression de Charles Maurras, le plus rigoureux théoricien du conservatisme, conduit à se conformer à l'ordre établi et à ses évolutions naturelles, linéaires, comme celles de la Providence de Bossuet, du Progrès de Condorcet et de la loi des trois états d'Auguste Comte, qui en sont des versions laïcisées.

Résignation ou révolte, collaboration ou résistance, dirions-nous selon une terminologie plus récente, tel est le choix vital, et toute philosophie qui ne nous aide pas à faire ce choix n'est qu'une idéologie de justification de ce qui est ou de ce qui devient sans nous, comme l'accroissement technique de la production et de la consommation.

Ce choix nous avons voulu le suggérer au cours de nos efforts d'interprétation des philosophies en fonction des exigences historiques des dominants ou des dominés. Les dominants justifiant leur domination au nom de l'empirisme ou d'une raison éternelle, les dominés ayant le choix entre l'acceptation de cette vision, et la révolte contre elle et du pari sur un avenir qui ne soit pas la simple résultante du passé, dessein d'une Providence ou dérives mécaniques d'un déterminisme laplacien.

Contre les capitulations du c'est ainsi, nous maintiendrons ce choix qui fut celui de Gracchus Babeuf lorsqu'à la veille de sa mort sur l'échafaud où l'avait envoyé le Directoire, le 28 mai 1797, il écrivait à son ami Félix Lepelletier: "Un jour, lorsque la persécution sera ralentie, lorsque peut-être les hommes de bien respireront assez librement pour pouvoir jeter quelques fleurs sur notre tombe, lorsqu'on en sera venu à songer de nouveau aux moyens de procurer au genre humain le bonheur que nous lui proposions, tu pourras chercher, et présenter à tous, ces fragments qui contiennent tout ce que les corrompus d'aujourd'hui appellent mes rêves. "

Le 20 mai 1998

ANNEXE I

TRAJECTOIRES D'UN SIÈCLE ET D'UNE VIE

1) — Avoir vécu un siècle en feu

C'est peut-être une chance d'être né deux fois dans le feu :

Naître en 1913 à la veille de la première guerre mondiale.

Avoir vingt ans en 1933 quand déferle sur l'Europe la grande crise et qu'Hitler arrive au pouvoir.

Il nous a bien fallu trouver un art de vivre par temps d'orage. Dans la jungle de ce qu'on appelle pudiquement: liberté de marché, les affrontements des volontés de puissance, de croissance, de jouissance des individus, des groupes et des nations, la liberté c'est la possibilité laissée aux forts de dévorer les faibles.

Le problème était indivisiblement politique et religieux: religieux parce qu'il exigeait une décision de jouer sa vie sur le choix de **ses fins dernières**: et politique parce que ce n'était pas seulement notre salut personnel qui était en jeu, mais celui de la communauté entière des hommes et que c'était un impératif catégorique de prendre place dans le combat, de choisir son camp et de définir une méthodologie de l'initiative historique qui nous donne les **moyens** de surmonter les contradictions du chaos.

En cette première étape de mon cheminement le plus urgent me paraissait être, en fonction de la culture philosophique de mes vingt ans, de vivre à la fois Kierkegaard et Karl Marx. Kierkegaard parce que, dans ses méditations de *Crainte et tremblement* sur le sacrifice d'Abraham, il suggérait qu'au delà de nos petites logiques et de nos petites morales transitoires pouvaient surgir des exigences inconditionnelles. Je trouvais là l'antidote aux dérisoires individualismes, faisant de chacun le centre et la mesure de toutes choses, et nous conduisant à l'affrontement permanent, au niveau des individus comme des nations, entre les volontés de croissance et les volontés de puissance. Pour la première fois, je découvrais la nécessité vivante de valeurs absolues, d'un Dieu qui ne siègerait pas en dehors de moi, dans le ciel, ses étoiles et ses faux dieux, mais qui naîtrait d'une exigence intérieure irrécusable : celle d'un postulat fondamental et premier qui seul pouvait donner à ma vie et à son action une cohérence, sinon encore, par la participation à un mouvement historique réel, une efficacité.

Chez Marx, que je lisais alors avec passion, mais, jusque là, avec une passion purement intellectuelle, je trouvais non pas une nouvelle conception du monde, ni religieuse, ni métaphysique, ni positiviste, mais une autre exigence: celle de ne pas prétendre résoudre seul, et seulement en pensée, les problèmes nés de ce désordre mondial, mais de rejoindre une force de résistance au chaos, de militer en elle, au risque d'en partager le manichéisme, avec ses erreurs, ses excès, peut être ses crimes, dans un monde où le crime était universel.

C'est ainsi que je devins militant, pour quarante années, dans un Parti, celui qui, historiquement, se réclamait de la méthode de Marx que la situation historique vérifiait pleinement et qui, dans la pratique, de Munich à la Résistance, et à la lutte contre l'asservissement de l'Europe à ceux dont la guerre avait fait, avec le moins de frais, les maîtres du monde, me parut le moins mauvais, car de bon il n'en existait point.

Vivre en une seule vie Marx et Kierkegaard était, sans doute, problème d'époque car j'ai entendu Sartre lui-même dire que telle était son ambition. Il est vrai que nous en avons tiré des conclusions diamétralement opposées : Sartre, partant de ce dramatique face à face kierkegaardien de la subjectivité et de la transcendance, a essayé, intellectuellement, de rejoindre un marxisme, théorisé par lui-même, en lequel il voyait "la philosophie indépassable de notre temps".

Mon cheminement fut rigoureusement inverse : ce qui me parut primordial était l'incarnation. L'on ne renverse pas le monde avec sa tête. Dût-on s'y salir les mains. Dans les irrécusables combats qui déchirent le monde, l'on ne peut siéger au plafond, et en chaque moment se contenter de proclamer le bien, mais prendre parti pour le moindre mal (qui est, en général, du côté de ceux qui n'ont pas).

Tout au plus, doit-on s'acharner à créer une ouverture de transcendance chez les combattants, à la manière dont le tentèrent les plus profondément humaines et divines expériences militantes de notre temps; celle des prêtres-ouvriers dont je fus l'ami, ou celle des théologiens de la libération, qui visent à réconcilier l'histoire et la transcendance.

Je ne sais si mon pari initial fut gagné, mais je ne regrette pas de l'avoir fait et tenu pendant quarante ans, dans un Parti dont je devins l'un des dirigeants. Je n'en ai jamais démissionné : j'en fus exclu (en 1970) pour avoir affirmé que l'Union soviétique ne pouvait plus être considérée comme un pays socialiste.

Le bilan de ces quarante ans de fidélité ne me paraît pas négatif.

Ce fut, il est vrai, à l'intérieur du parti, la lutte permanente contre toute interprétation positiviste de la notion de socialisme scientifique: le socialisme peut être scientifique dans ses moyens: analyse de l'économie capitaliste (car il n'y a de science économique que de l'homme aliéné par le système), stratégie correspondant à cette analyse, mais à condition de ne jamais faire abstraction, comme le soulignait Marx, de la possibilité permanente de rompre avec l'aliénation, si profonde soit-elle.

C'est ce qui m'a amené à la critique radicale de ce néo-positivisme marxiste, même lorsqu'il prenait, avec Althusser et ses disciples, la forme structuraliste : "l'homme est

une marionnette mise en scène par les structures", et qu'elle repoussait de décennie en décennie, comme le faisait Althusser, le moment de la rupture épistémologique permettant à Marx de passer de l'idéologie à la science.

Sortir de ce chaos où chaque individu, chaque nation, se croit le centre et la mesure de toute chose, exige la foi en des valeurs absolues au delà de nos petites logiques et de nos petites morales : le sacrifice d'Abraham. Cette certitude, à 20 ans, m'a conduit à devenir chrétien. Et, du même mouvement, marxiste. Nulle contradiction, mais complémentarité : la foi est recherche des **fins**. Le marxisme non dogmatique est une méthodologie de l'initiative historique permettant d'analyser les contradictions d'une société, et, à partir de cette analyse, de découvrir le projet capable de les surmonter. Ce marxisme est recherche des **moyens** pour atteindre cette **fin** : donner à chaque enfant qui porte en lui le génie de Mozart ou de Van Gogh les **moyens** économiques, politiques ou culturels lui permettant de déployer pleinement son génie.

Dans cette voie, retracée dans mes mémoires : *Mon Tour du siècle en solitaire*, la tâche majeure de ma vie fut d'en découvrir le sens et de l'accomplir en me situant au point où l'action politique, la foi, et la création artistique, ne font qu'un.

L'art est le plus court chemin d'un homme à un autre, et il n'est pas d'éducation plus révolutionnaire que d'enseigner à un enfant que le monde n'est pas une réalité donnée, toute faite, mais une œuvre à créer.

La politique au sens noble, celle qui nous donne conscience que chacun de nous est responsable du destin de tous les autres, ne nous enferme pas dans ce dilemme: individualisme de jungle ou totalitarisme de termitière.

Dans une telle perspective, une révolution a plus besoin de transcendance que de déterminisme, et notre époque a plus besoin de prophètes (pour rappeler les **fins**) que d'ordinanthropes nous donnant des **moyens** géants au service de n'importe quelle fin.

L'effort constant pour inclure pleinement le moment de la **transcendance** dans le marxisme m'a permis, lorsque j'ai créé et dirigé le Centre d'études et de recherches marxistes d'organiser, à l'échelle de l'Occident christianisé, (de l'Italie à l'Allemagne et du Canada aux Etats-Unis), le dialogue entre chrétiens et marxistes, où j'appris beaucoup, par fécondation réciproque, des plus grands théologiens chrétiens: en France du père Chenu et du père Dubarle, en Allemagne de catholiques comme Karl Rahner ou de protestants comme Jürgen Moltman, en Italie des pères Balducci et Girardi, en Tchécoslovaquie du pasteur Hromadka, en Angleterre de l'évêque Robinson, aux Etats-Unis du père Courtney Murray et du père Quentin Lauer ou de Harvey Cox, en Espagne du chanoine Gonzalez Ruiz et du père Caffarena.

A l'apogée de ce dialogue, à Salzbourg, le père Rahner (S.J.) l'un des principaux experts au Concile, posa la question ultime en réponse à mon questionnement: lui rappelant qu'en apportant une méthodologie de l'initiative historique (question de l'ordre des **moyens**) Marx avait néanmoins défini le socialisme d'abord par ses **fins**: créer pour chaque enfant qui porte en lui le génie de Raphaël ou de Mozart, les conditions économiques, politiques, culturelles, lui permettant d'épanouir en lui toutes ces possibilités, le père Rahner apporta ce qui était, à mon sens, la réponse à notre recherche commune, en me montrant (il l'a écrit ensuite dans sa Préface à la

traduction allemande et anglaise de mon livre: *De l'Anathème au dialogue*. *Un Marxiste s'adresse au Concile*), que Marx, comme je tentais de le faire moi-même dans ce dialogue, ne définissait que des fins avant-dernières, alors que le christianisme était "la religion de l'avenir absolu". Pour ma part, j'acceptais volontiers sa thèse, me permettant seulement d'ajouter : travaillons ensemble, catholiques et marxistes, pour atteindre ces fins avant-dernières, et si, alors, nous, marxistes, nous avions la tentation de croire que nous avons atteint la fin de l'histoire, nous serons heureux de vous avoir à nos côtés, vous chrétiens, pour nous dire : il faut aller plus loin dans la création. Mais, de grâce, ne nous le dites pas trop tôt pour nous écarter de la voie militante vers des évasions pieuses !

Il me sembla alors que nous avions atteints ensemble l'objectif spirituel que nous nous étions fixés, mais il restait encore beaucoup à faire pour mettre vraiment en marche nos communautés respectives vers cet objectif.

Depuis lors d'ailleurs, le retour en arrière de l'Eglise catholique par rapport à la merveilleuse ouverture de Vatican II, de même que l'involution des partis communistes, l'implosion de l'Union soviétique, et la cassure grandissante du monde entre le Nord et le Sud, et partout ailleurs, entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, par le triomphe provisoire du monothéisme du marché, le triomphe des nantis et l'écrasement des multitudes, montrent quel chemin il reste à parcourir pour incarner les vérités qu'ensemble nous avions entrevues.

Pour ma part, tirant les conséquences des résultats positifs obtenus sur le plan de la clarification théorique des problèmes, mais mesurant aussi l'ampleur des nouveaux périls du monde cassé entre le Nord et le Sud, je proposai, en 1974, au Conseil œcuménique des Eglises (en présence d'observateurs du Vatican, (un évêque hongrois et le père Cottier) d'étendre notre dialogue : chrétiens et marxistes, nous avions tous les mêmes références culturelles : judéo-chrétiennes et gréco-romaines. Je proposais de passer du dialogue chrétiens-marxistes à un plus universel dialogue des civilisations avec l'Asie, l'Afrique, l'Amérindie.

Le projet fut alors reçu avec quelque froideur parce que je définis le dialogue comme un **échange** dans lequel chaque partenaire est convaincu, dès le départ, qu'il a quelque chose à apprendre de l'autre, c'est-à-dire qu'il est prêt à reconnaître qu'il peut manquer quelque chose à sa propre vérité, qu'il est donc prêt à se remettre en question.

Cette idée qu'il puisse y avoir des manques dans ce que l'on proclamait, depuis des siècles comme catholicité, c'est à dire comme universalité plénière, ne plut guère, notamment aux représentants catholiques. (Je dois dire que, plus tard, j'ai trouvé les mêmes réticences chez les *ulémas* musulmans, et pour des raisons analogues : la prétention de posséder la vérité absolue).

Des deux côtés je me heurtais, une fois encore, à une philosophie de l'être, d'un étalon absolu de la réalité et du bien, d'une création et d'un ordre fait une fois pour toute. Si cet Etre et son ordre ont été voulus par Dieu, il est sacrilège de prétendre le transformer; s'il existait une révélation ultime ou une prophétie dernière, il était sacrilège aussi d'en concevoir un renouvellement ou une innovation.

Venu vers l'Islam avec la Bible sous un bras et Marx sous l'autre, je m'efforce de faire revivre dans l'Islam, comme dans le marxisme, les dimensions d'intériorité, de transcendance et d'amour.

Contre tous les intégrismes d'enfermement et d'affrontement dans un monde devenu techniquement Un, l'Islam a besoin d'une théologie de la libération.

Le marxisme aussi.

Et l'Occident, tout entier, d'une *perestroïka.*

Ce qui s'est passé à l'Est n'est nullement la faillite du marxisme mais de ses perversions et la faillite, pire encore, de toute restauration du capitalisme.

Plus grave, se dessine, pour l'avenir, le déchirement de la planète entre un Occident coalisé, du Pacifique à l'Oural, par delà les vieilles rivalités coloniales et les anciens équilibres de la terreur entre l'Est et l'Ouest, pour perpétuer l'hégémonie du Nord contre le Sud. Il ne s'agit plus de guerres mondiales, où les colonies n'étaient que des appendices de chair dans la machinerie d'acier des luttes des grands; il s'agit d'une guerre des deux mondes : celle d'un club des riches qui veulent garder le monopole et le contrôle de toutes les ressources de la planète contre le reste du monde voué à d'autres Hiroshima de la faim.

2) — Les rencontres sur *le chemin d'en haut*

J'ai eu la chance de connaître le XXe siècle en quelque sorte **du dedans,** autrement que par des livres, grâce à des rapports personnels, parfois fraternels, parfois polémiques, avec la plupart de ceux qui ont fait ce siècle (sans parler de ceux que j'ai vus seulement de loin ou par leurs écrits).

Rapports personnels et entretiens avec Staline et les généraux de Stalingrad, avec Khroutchev et Gorbatchev, comme avec les papes Paul VI et Jean-Paul II, avec le général de Gaulle à Alger comme avec Maurice Thorez, mon guide pendant trente années. Depuis les entretiens avec l'impératrice d'Iran Farah Diba qui créait à Téhéran, avec Hossein Nasr et Corbin, une branche nouvelle de mon Institut pour le dialogue des civilisations, jusqu'aux rencontres avec Khomeiny et les ayatollahs qui me sont devenus proches, comme ceux qui vinrent à Cordoue pour inaugurer notre Centre culturel andalou pour évoquer la présence de l'Islam en Occident.

En Afrique où nous avons créé, avec le président Senghor, en l'île symbolique de Gorée, une Université des Mutants, pour chercher des modes de développement endogènes. Jusqu'en Tanzanie où le président Nyerere m'en montrait une première réalisation.

Inoubliables rencontres politiques avec Hô Chi Minh comme avec Che Guevara et Fidel Castro, avec Ben Bella comme avec Erbakan, avec Nahum Goldmann, l'ancien président du Congrès juif mondial, qui m'invita chez lui à Jérusalem avec quelques uns des chefs historiques d'Israël, comme avec Nasser au Caire ou Hafez El Assad à Damas.

De quatorze années passées au Parlement comme député puis sénateur, président de la Commission de l'éducation nationale ou vice-président de l'Assemblée, peu de souvenirs et peu de visages, sinon celui de l'abbé Pierre, mon frère depuis près de soixante ans, depuis la première Constituante, celui de Marc Sangnier (que nous appelions l'oncle Marc).

Plus profonde fut l'influence de nos dialogues chrétiens-marxistes où je pus, grâce au Cardinal Koenig de Vienne, travailler avec les grands experts du Vatican II, ceux qui furent les auteurs du plus hardi de ses textes : *Gaudium et spes* : le père Chenu, mon père spirituel, le père Congar qui m'envoya le plus réconfortant message lorsqu'il comprit la douleur de mon exclusion du Parti communiste, le père Rahner, Hans Kung.

Ces dialogues devaient en grande partie leur richesse à l'expérience vécue de Chennièvres, avec les Prêtres-ouvriers, si étroitement fraternels que le cardinal Suhard, alors archevêque de Paris, pouvait dire à l'un d'eux : "Si les prêtres-ouvriers ont besoin d'aumônier, ils pourraient en choisir un autre que Roger Garaudy !" Ce qui faisait rire son successeur, le cardinal Marty, lorsque, plus tard, il m'invita à sa table.

Puis ce fut l'ouverture décisive avec la plus grande espérance de notre temps : la Théologie de la Libération. La rencontre d'abord avec Dom Helder Camara, archevêque brésilien, mon frère depuis trente années. Ensuite, avec le père Guttierez, premier théoricien de la Théologie de la libération, le père Ellacuria qui participa à l'inauguration de notre centre de Cordoue, avant d'être assassiné par les escadrons de la mort; Leonardo Boff qui donne l'ébauche d'une conscience planétaire, et Ramon Pannikkar, qui de Bénarès à Santa Barbara, donne l'exemple, depuis son nid d'aigle de Tavertet en Catalogne, d'un oecuménisme généralisé par l'apport des spiritualités de l'Inde, comme, à Santa Barbara, nous l'avions évoqué avec Mircea Eliade.

Avec les protestants ce fut la rencontre, à Strasbourg, en 1937, de Karl Barth, qui ouvrait un nouveau chemin à la théologie, puis à Salzbourg, avec Jürgen Moltman et sa Théologie de l'espérance et, à Karlovy Vary, avec le pasteur Hromadka, héroïque porte-parole, à l'Est de l'Europe, de la foi chrétienne.

Une autre fécondation fut celle des écrivains qui pensaient leur temps et l'anticipaient parfois.

Des poètes, comme Pablo Neruda que je vis en exil à Mexico, ou le Turc Nazim Hikmet à Helsinki; Tzara, Eluard, Aragon, Saint-John Perse, qui m'illumina tout un jour en sa presqu'île de Giens; Césaire ou Senghor.

Des romanciers, comme Romain Rolland, dont une lettre fut, pour ma vie entière, un tison, et Jorge Amado, réveillant la conscience populaire de l'Amérique latine, Ilya Ehrenbourg qui m'initia à une connaissance critique de l'URSS, comme Han Suyin à celle de la Chine.

Il y eut les hommes du théâtre et du cinéma qui m'ont plus appris sur la conception tragique de la vie que les existentialistes abstraits : Jouvet, par exemple, qui accepta de diriger la section d'Histoire du Théâtre de *l'Encyclopédie de la Renaissance*

française que je dirigeais, après la Libération, aux côtés de savants comme Paul Langevin et Joliot Curie.

Ce n'est pas, non plus une faible expérience, dans mon métier de professeur de la philosophie de l'art à l'Université, d'avoir vécu l'épopée de la peinture contemporaine : d'avoir été l'ami de Picasso qui n'a pas seulement renouvelé une façon de voir le monde autrement que dans la peinture classique depuis la Renaissance, mais qui a peint, avec Guernica, le blason des crimes d'un siècle.

D'avoir connu les rénovateurs du réalisme brésilien, lorsque, à Rio de Janeiro, j'habitais chez Portinari, ou lorsqu'à Mexico je vivais l'expérience du néo-réalisme mexicain dans l'amitié avec Diego Riveira et Siqueiros; le néo-réalisme italien en fraternité avec Guttuso, l'abstraction lyrique en synchronie avec le peintre Mathieu.

La danse, comme une dimension de la vie, me permit de rencontrer à la fois les maîtres de la danse moderne américaine comme Martha Graham, qui en fut, pour moi, la déesse, Alvin Nicholaïs, Merce Cunningham, en Union soviétique Maïa Plissetskaïa, en France Béjart, qui préfaça mon livre *Danser sa vie*, et Ludmilla Tcherina qui venait de composer son personnage de saint Sébastien à l'Opéra de Paris. Puis le plus grand danseur de l'Inde, Ram Gopal, qui me montra, à Londres, comment il avait réalisé la danse de Shiva, créateur et destructeur des mondes.

En philosophie, le travail de toute ma vie sur le passage d'une philosophie de l'Etre, qui conduit à l'acceptation de l'ordre établi à une philosophie de l'Acte, instrument pour le transformer, comme l'enseigna Karl Marx, j'eus la chance d'être invité à cette recherche par le catholique Maurice Blondel qui avait écrit sa thèse sur *l'Action* et par Gaston Berger qui passa de la phénoménologie de Husserl à la *prospective* qui ne visait pas à prédire *ce qui sera*, par extrapolations du présent et du passé, mais de nous dire quel éventail d'avenirs possibles ouvre chacune de nos décisions.

L'aide de mon patron de thèse, Gaston Bachelard, m'aida à faire la jonction entre les actes créateurs complémentaires de la poésie et de la science. Marcuse enfin qui devint un compagnon de combat en 1968.

Et tant d'amis encore qui me donnèrent l'exemple de ce qu'est une vie héroïque au service d'une seule passion; depuis le cinéaste d'*Avoir vingt ans dans les Aurès*, René Vauthier, jusqu'au navigateur sans peur et sans reproche que fut Bernard Moitessier. Ou ce géant de la musique, Yehudi Menuhin, dont l'humanisme est plus grand encore que son art, et qui, dans sa défense du sacré comme dans nos rencontres à Cordoue, ou à Vienne m'encouragea si puissamment, par son exemple, dans la recherche de l'unité de la foi.

Tels sont quelques-uns des éléments de l'expérience vécue de mon siècle, qui me permettent aujourd'hui d'ébaucher des solutions d'avenir pour le XXIe siècle, mais que cherchent à bâillonner, à tout prix, ceux qui veulent maintenir le statu-quo, avec ses élus et ses exclus, et sa pensée unique.

Je jette donc, comme une bouteille à la mer, ce brûlot : *L'avenir : mode d'emploi*, espérant que des mains courageuses la porteront à tous les rivages, et que des esprits libérés et lucides en feront naître un siècle nouveau.

Ce livre n'est qu'un cri pour alerter les vivants. Et d'abord un cri de douleur, car le monde entier est mon corps : j'ai mal à la Palestine et au Sertao du Brésil. Ma tête brûle de révolte parce que la plupart de nos chefs politiques ou spirituels semblent n'en avoir plus, ou vide.

Un cri d'espérance aussi, car je sais que je ne suis pas seul. Je suis le fils de milliards de morts qui n'ont jamais su à quoi leur vie, leur travail, leur souffrance et leur mort ont pu servir. Mais leur espoir vivra mille ans dans la poitrine de nos fils.

De cet arbre je ne suis qu'un bourgeon. Une semence qui ne veut pas être indigne de ce qui va germer.

Nous combattrons jusqu'au dernier souffle ceux qui veulent nous imposer, à coup de missiles et de milliards, une histoire menteuse et un avenir dépourvu de sens, imposer le silence à nos partielles et tremblantes vérités.

L'homme est en péril : son espoir et son Dieu sont menacés de mort.

Il nous appartient à tous de défendre l'espoir de l'homme et l'honneur de Dieu.

3) — 1968 : Soyons raisonnables, demandons l'impossible.

Le tournant décisif de ma pensée, qui marquait une étape majeure dans l'élaboration de ma philosophie de l'**acte** par une rupture radicale avec la philosophie de l'**être**, s'opéra en 1968.

Bien que le mouvement de 1968 se soit terminé par une défaite, c'est-à-dire par le retour des sociétés occidentales à leurs vieilles ornières, il portait en lui l'espérance d'un retour à l'universel par delà l'hégémonie mondiale et coloniale de l'Occident, c'est-à-dire d'un modèle de développement dans lequel la *croissance* économique était identifiée au bonheur, et le libre échange à la liberté, la liberté des plus riches et des plus forts d'exploiter et de dévorer les plus faibles.

Ce qu'il y avait de plus nouveau, dans ce soulèvement, c'est qu'il ne survenait pas en un moment de crise : peu de chômage, pas d'inflation, un taux de croissance relativement élevé. Le système, apparemment, se portait bien.

Et voici qu'éclate le plus grand mouvement social que la France ait connu (même au temps du Front Populaire): dix millions de salariés en grève, les universités sous le contrôle des étudiants, des signes d'hésitation même dans les grands corps de l'Etat.

Un événement radicalement nouveau se produisait donc. D'ordinaire les grandes grèves, ou les explosions sociales de tout ordre, naissaient en des moments de crise économique ou sociale ou de blocage politique.

En 1968, rien de semblable ne se manifestait.

En quelques semaines les étudiants passent de la critique de l'université à la critique de la société et de sa conception **cancéreuse** de la croissance. Les cahiers de revendication ouvriers montrent que l'exigence de participation et même

d'autogestion, prennent une place grandissante par rapport aux revendications salariales.

Une volonté générale se fait jour : participer activement à la détermination des **fins** et du **sens** du travail (manuel ou intellectuel) et de toutes les structures sociales.

En un mot, à un moment de relative stabilité et de succès du système, il y a **une prise de conscience très générale que le système est plus dangereux, plus *aliénant*, par ses succès que par ses échecs.**

Cela changeait le sens même d'une révolution. Jusque-là, être révolutionnaire c'était dégager les contradictions du système et les crises périodiques qu'elles engendrent : **Karl Marx** l'avait fait admirablement pour son temps et avait créé la méthodologie de l'initiative historique pour analyser ces contradictions et, à partir de leur analyse, découvrir le projet capable de les surmonter.

Désormais, sans renoncer à cette découverte fondamentale de Marx, l'accent était mis sur le **projet**, ce qui eût été historiquement prématuré, et, par conséquent, irréalisable à l'époque de Marx, où le capitalisme, même en Angleterre, n'avait pas atteint son plein épanouissement.

Il est remarquable que le mouvement fut universel en raison de la domination universelle du modèle occidental.

Le dénominateur commun de tous ces mouvements, malgré les différences de coloration, tenant aux conditions particulières de chaque pays, c'était, même sous des expressions chaotiques, confuses, anarchiques ou messianiques qui facilitèrent partout leur écrasement final, l'espérance de se libérer des aliénations d'un système qui ne donnait un autre sens à la vie qu'une augmentation quantitative de la production et de la consommation.

Dans mon cas personnel l'adhésion au principe de ce mouvement, et même ma participation à certaines de ses manifestations, me conduisirent à l'exclusion du Parti dont j'étais, jusque là, l'un des dirigeants. Etant alors professeur, mes étudiants m'avaient beaucoup appris. L'un disant : "Ce n'est pas une révolution. C'est une mutation !”

Tout vibrait et tourbillonnait dans mon esprit devant ce qui, apparemment, était une universelle conversion : le 6 avril, à Rome, je rendais visite à Mastroianni, qui semblait entrevoir, avec le rôle de prêtre-ouvrier que je venais lui proposer, un autre versant possible que la commercialisation imposée par les imprésarios : le versant poétique de l'annonciation d'un autre avenir

Le 9 avril, à Genève, au Conseil œcuménique des Eglises, (protestants et orthodoxes) : colloque sur la croissance.

23 avril : débat à la Faculté de théologie catholique d'Angers sur "la signification spirituelle de la Révolution d'Octobre".

Le 7 mai, colloque de l'UNESCO sur le centième anniversaire de Marx: confrontation avec Marcuse sur les forces motrices d'une révolution future où s'opposaient deux réponses: celle du bloc historique que je proposais, l'évolution technologique intégrant à la classe ouvrière de nouvelles catégories de travailleurs, qu'il s'agisse de la mécanisation de l'agriculture transformant le paysan en ouvrier salarié, ou de l'informatisation et de la robotisation de l'industrie, développant de vastes composantes intellectuelles du bloc historique nouveau.

Marcuse misait surtout sur le Tiers-monde et les marginaux.

Je crois aujourd'hui qu'à cette opposition frontale il faudrait substituer une synthèse intégrant certains éléments de nos deux conceptions en tenant compte des changements intervenus, depuis trente ans, à la fois dans le bloc historique nouveau, dans le Tiers-monde, et dans leurs rapports mutuels possibles.

Ces réflexions sur l'originalité du mouvement ne plaisent pas aux autres membres de la direction du Parti : j'ai publié dans *Démocratie Nouvelle* un article : "Révolte et Révolution", m'efforçant de dégager "le lien interne et profond entre les aspirations des étudiants et les objectifs de la classe ouvrière. "

La revue sort le 12 mai. Le 15 mai le secrétariat du parti décide de la supprimer.

Je ne suis plus qu'un exclu en sursis.

L'on m'utilise pourtant, pendant plus d'un an, comme article d'exportation.

A la Faculté de théologie d'Heidelberg, sur le dialogue chrétiens-marxistes.

A Montréal sur mon livre : *Marxisme du XXe siècle*.

En Californie, à San Francisco, où le père Buckley m'invite à prendre la parole avec lui, à la messe, sur le Viêt-nam.

A Londres pour un débat avec le père Jeanières, jésuite, directeur de la revue : *Projet*.

A Bruxelles, avec les étudiants sur mon livre : *Le problème chinois*.

Rien, dans cette activité extérieure, ne risquait de polluer le Parti français.

Mais après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les soviétiques, en août 68, je reçois mon premier blâme public pour en avoir condamné les dirigeants.

Mon sursis va s'achever au Congrès suivant, en février 1971. Ayant déclaré que "l'Union soviétique n'est pas un pays socialiste", je suis écarté de toutes mes fonctions, et, aussitôt après, exclu du Parti.

Ce n'est pas seulement un drame personnel, mais une occasion historique perdue: pour n'avoir pas compris le sens théorique du mouvement de 1968, et s'étant donc révélé incapable, dans la pratique, d'en prendre la direction, le Parti communiste français tombait désormais dans les bas côtés de l'histoire, pour devenir, par une lente

décadence, un groupuscule phagocyté par le Parti socialiste, et s'intégrant, avec lui, à la *pensée unique*, celle de la croissance et de l'Europe, de la mondialisation, c'est à dire de l'acceptation de fait de l'hégémonie américaine et de son monothéisme du marché.

Il n'avait plus désormais de mission historique à remplir : la fonction tribunicienne. Il devenait un parti comme les autres, politiquement correct, c'est-à-dire ne proposant plus une alternative rompant avec le système régnant.

Je commençais dès lors à élaborer, en solitaire et à tâtons, cette autre voie, de *L'alternative* (en 1974) à *L'Appel aux vivants* de 1979.

Dans ce dernier, après avoir fondé à Genève, en 1974, **l'Institut international pour le dialogue des civilisations**, je commençais à entrevoir enfin, à la fois les causes de la décadence de l'Occident, les possibilités d'autres formes de vie qu'offraient les pays non-occidentaux s'ils n'avaient pas été arrêtés, dans leur développement endogène, par le colonialisme, depuis 5 siècles, et les perspectives d'unité du monde qui seules, aujourd'hui, pouvaient assurer la survie de la planète et une véritable résurrection de l'humanité.

4)- Philosophie de *l'Etre* **et philosophie de** *l'acte*

Si j'embrasse aujourd'hui d'un regard la totalité de ma vie, ce qui en fait l'unité, dans la diversité de ses recherches, c'est ce passage d'une philosophie de **l'être** à une philosophie de **l'acte**.

En politique, la longue lutte contre le déterminisme de ce qui est, contre toute philosophie linéaire de l'histoire lui assignant d'avance une fin, depuis les perversions du marxisme concevant le renversement de Hegel, comme la substitution d'une dialectique de la matière à une dialectique de l'esprit. Ce faux déterminisme historique faisait du socialisme une étape nécessaire, après d'autres et découlant d'elles. (Sous une forme caricaturale les aberrations de Fukuyama proclamant fin de l'histoire le triomphe du monothéisme du marché). L'histoire n'est pas faite de **faits**, mais de **choix** humains et de créations humaines. Il importe donc de retrouver l'inspiration de Marx, de comprendre avec lui que les hommes font leur propre histoire même s'ils ne la font pas arbitrairement, mais dans des situations conditionnées par le passé. Sinon l'on fabrique trop de révolutionnaires faisant du sens de l'histoire un destin, et voulant tout changer dans le monde, sauf eux-mêmes.

En esthétique, ce fut la longue polémique, au cours de ma vie, (et notamment dans mes *Soixante œuvres qui annoncèrent le futur*, *Danser sa vie* et surtout *D'un réalisme sans rivage*) contre le réalisme de la *mimésis* d'Aristote, dégradé en *imitation* d'un monde déjà tout fait, méconnaissant l'annonciation, par les arts, d'un avenir à naître et d'un monde toujours en naissance.

En théologie, la recherche angoissante et passionnée de Dieu qui n'est pas un **être** mais un **acte**, l'acte qui fait être, et auquel nous sommes chaque jour appelés à participer. S'il existait un Dieu qui ait fait le monde une fois pour toutes, si tout ordre et toute autorité étaient également son œuvre éternelle, ce serait une impiété de prétendre changer cet ordre et ces autorités. "Obéissez à ceux à qui Dieu a donné le

pouvoir ", c'est le principe de base de toute théologie de la domination, chez **Saint-Paul** comme chez le musulman **Hanbal** et leurs disciples d'aujourd'hui.

Dieu, comme le rappelle le Coran, ne cesse de créer le monde et de le recréer, et il confie à l'homme (tous les hommes) la charge d'être son Calife sur la terre pour poursuivre cette création.

ANNEXE II

L'OCCIDENT EST UN ACCIDENT

1re sécession : de Socrate à la Renaissance

Cette cassure du monde fut accomplie, depuis plusieurs millénaires, par 3 sécessions de l'Occident, qui a toujours cru détenir la seule et véritable culture.

* * *

Le première sécession commença avec Socrate et ses disciples : Platon et Aristote, fondateurs d'une ***philosophie de l'être***.

Parménide d'Elée (en Italie) en a donné la formule première : *L'Etre est, le non-être n'est pas*. C'est déjà exclure de la réalité tout ce qui n'est pas pensable par notre *raison*. Et, par conséquent limiter **l'être**, à ce qui est déjà là — nous dirions aujourd'hui : à l'ordre établi, tout le reste n'étant que décadence par rapport à l'Etre pur et premier. Platon, par exemple, dans sa *République,* définit les phases de la dégénérescence des régimes politiques, depuis les origines aristocratiques jusqu' aux démagogies dernières de son temps, et ne propose comme solution que le retour à un système de castes avec une hiérarchie de maîtres, de militaires et de policiers qu'il appelle *gardiens* et d'une masse inférieure pourvoyant aux besoins physiques de la cité, paysans et surtout esclaves, voués aux travaux manuels des plantations ou des mines.

Socrate, si fécond que soit son apport à la critique de la connaissance, avait déjà jeté les bases du découpement de l'Etre à la tronçonneuse des concepts et des mots, et Aristote parachèvera cette œuvre. Elle se perpétuera pendant vingt-cinq siècles en Occident, en hiérarchisant les êtres, les concepts qui les définissent, et les mots qui les expriment. Le mode de raisonnement, qui découlait de cette extension plus ou moins grande des concepts et les emboîtait les uns dans les autres, était le syllogisme, parfaitement stérile pour toute pensée créatrice, et, par contre, dominant toutes les formes de classification, que les hiérarchies en soient sociales ou conceptuelles.

Cette philosophie de l'être impliquait un rétrécissement mortel du champ de la philosophie.

Tout ce qui transcendait le concept (et que traditionnellement l'on considérait comme le domaine du **religieux** ou du **sacré**) en était écarté. Il n'en reste déjà, chez Socrate,

qu'un dérisoire **moignon** : ce qu'il appelle son **démon,** lui rappelle parfois qu'il existe des domaines dépassant la réalité purement humaine.

Tout était désormais centré sur l'homme et sa seule raison (la morale même n'étant, déjà chez Socrate, qu'un département de la logique), la nature, livrée aux basses activités des esclaves ou des manuels, n'est pas digne de la recherche du sage. La science grecque sera essentiellement spéculative, même avec les efforts de quelques médecins, astronomes ou naturalistes, comme Aristote, chez qui l'observation jouera pourtant un rôle mais pour étendre le champ de ses classifications, plus que pour analyser la vie interne des êtres vivants autrement que par leur forme, leur substance ou leur finalité interne ou externe.

L'homme était ainsi coupé à la fois du divin et de la nature.

Il était même coupé du reste de l'Univers humain : ce qui n'était pas grec, c'est-à-dire ne parlait pas leur langue, mais qu'ils considéraient comme un simple balbutiement infrahumain, était considéré comme *barbare.*

C'est ainsi que le monde grec (puis son singe romain tout puissant sur la Méditerranée), fit sa première sécession à l'égard du reste du monde. Déjà un père de l'Eglise, Clément d'Alexandrie tournait en dérision le prétendu *miracle grec* en évoquant dans ses *Stromates* (I, 15-46-63) les sources auxquelles avaient puisé les Pythagore et les Platon: "les prophètes d'Egypte, les Chaldéens d'Assyrie, les druides de Gaule, les mages de Perse, les gymnosophistes de l'Inde."

Nietzsche a pu écrire avec raison que la décadence commence avec Socrate, car, avec lui, commence la sécession de l'Occident à l'égard de l'Asie. Ceux que l'on appelle à tort les présocratiques n'étaient nullement des précurseurs de Socrate (comme le suggère le nom de présocratiques).

Ils en étaient le contraire : ils avaient, au contact des penseurs de l'Orient, une vision plénière des rapports de l'homme avec la nature, avec le divin et avec les autres hommes. Thalès de Milet, Anaxagore de Clazomènes et, au dessus de tous, Héraclite d'Ephèse, n'avaient de grec que la langue, imposée par la conquête.

Il est révélateur que les grands visionnaires de langue grecque du Proche-Orient : Thalès et Anaximandre de Milet, Xénophane de Colophon, au nord de Milet, (dont les disciples : Parménide et Zénon, essaimeront à Elée, ou en Sicile, comme Empédocle d'Agrigente), vivent tous dans une satrapie de l'Empire Perse, c'est-à-dire au carrefour des grandes sagesses de l'Asie. Aucun d'eux ne sépare la réflexion sur l'homme de l'étude vivante de la nature. Tous écrivent leur vision en poèmes (alors que Platon bannira les poètes de sa *République).*

Après Héraclite s'opère la grande mutation de l'homme occidental : désormais seront séparées la physique et l'ontologie. L'homme et Dieu. Dans cette pensée déracinée de la vie, les mots et les choses ont perdu leur sens de signes divins.

Héraclite parlait encore le langage des oracles et des révélations.

> Tout est un. (fr. 50)

La loi, c'est d'obéir à la volonté de l'Un. (fr. 33)
La sagesse consiste en une seule chose : connaître la pensée qui gouverne tout et partout. (fr. 41)
Sans l'espérance on ne trouvera pas l'inespéré; (fr. 18.)
L'Univers est un feu toujours vivant qui s'allume et s'éteint selon un rythme. (fr. 30).
Le dieu, dont l'oracle est à Delphes, ne parle pas : il désigne. (fr. 93).

Le concept ne permet de définir que ce qui est déjà. L'avenir, ce qui est encore à créer, peut seulement être suggéré par la parabole, la métaphore, le poème.

Telle fut l'initiation du dernier voyant : veiller, pour lui, c'est avoir l'intelligence ouverte au sens, qui se révèle avec les signes du monde et la parole des prophètes.

Vivre la mort. Mourir sa vie. Telle est la familiarité de l'homme et du divin, "des gardiens vigilants des vivants et des morts." (fr. 62, 63, 77, 88).

* * *

L'autre source de la sécession de l'Occident, est judéo-chrétienne. Après le grand universalisme de l'asiate Jésus (comme l'écrivait le père Daniélou), saint Paul et ses disciples reprirent la notion maudite de peuple élu : il y avait autrefois des goys (des non-juifs), il y eut désormais des païens, des mécréants, à évangéliser, c'est-à-dire à coloniser spirituellement comme socialement.

Ce mixte de judaïsme et d'hellénisme (qui, après saint Paul, ne porte plus le nom de Jésus, mais s'appellera le **christianisme** (christ, *cristos* étant la traduction grecque de l'ancien terme hébreu de messie, destiné à restaurer le royaume de David, qui n'a rien à voir avec le royaume annoncé par Jésus) rendit plus profonde la fracture humaine. Il n'y eut plus seulement, au delà des civilisés gréco-romains, des barbares ("Les Grecs sont faits pour la liberté, les barbares pour l'esclavage" écrivait Euripide), il y eut, pour vingt siècles, des bien pensants, sujets obéissants de l'Eglise romaine (héritière de l'Empire romain) et des hérétiques.

Là encore se produisit une annexion illégitime : celle des pères Grecs, analogue à celle des Présocratiques.

Ils écrivaient en effet en langue grecque, mais leur apport le plus constructif ne fut pas d'helléniser le christianisme, mais de le féconder à partir des sagesses de l'Orient. Le père Segundo note que "la période patristique résiste encore assez bien aux tendances déséquilibrantes de l'hellénisme" (*Qu'est-ce qu'un dogme ?* p. 307)

Qui sont les pères Grecs ?

Tous vivent et méditent au Proche-Orient ou en Egypte, à Alexandrie. Justin (+165) est né à Naplouse en Palestine; Irénée de Lyon est né à Smyrne, et saint Clément est d'Alexandrie (+215), comme Origène; saint Hilaire de Poitiers est exilé en Orient, où il écrit ses œuvres majeures; Basile le Grand, Grégoire de Naziance et Grégoire de Nysse sont les pères de Cappadoce (actuelle Turquie); Ephrem le Syrien, Cyrille de Jérusalem, Cyrille d'Alexandrie, sont, comme Jean Chrysostome, nés à Antioche

(actuelle Syrie). Tous sont des Orientaux, non seulement par la naissance mais par l'esprit profond avec lequel ils ont vécu l'expérience de la Trinité chrétienne sans la mutiler des dimensions des spiritualités de l'Orient.

Cet héritage oriental, déjà présent chez Plotin, apparaît avec évidence chez ces pères de l'Eglise où saint Clément d'Alexandrie, qui connaissait fort bien le bouddhisme, écrit : "Si l'on se connaît soi-même, l'on connaît Dieu, et, connaissant Dieu, l'on devient Dieu." (*Pédagogue* I, 3)

"Dieu s'est fait homme pour que l'homme puisse devenir Dieu", ne cessent de dire les pères de l'Orient depuis Saint Irénée.

Cette *théosis* (divinisation de l'homme) ne doit rien à l'hellénisme, sauf le mot, utilisé en un sens radicalement différent. Car il s'agit d'une participation de l'homme non à la **substance** du Père ou à son **essence**, radicalement inaccessible, mais à son **énergie**, constamment participable en son perpétuel **épanchement** créateur : "Ce qu'est l'homme, le Christ a voulu l'être pour que l'homme puisse être ce qu'est le Christ" (Saint Cyprien, *Les idoles ne sont pas des dieux*, XI, 15).

La richesse de cette expérience vécue de la Trinité vient de ce que les pères grecs et les théologiens de **Byzance** ont vécu cette expérience sans pour autant rompre avec les sagesses et les spiritualités de l'Orient, de l'Iran et de l'Inde.

La distinction du **Dieu caché** et de ses **énergies** participables à l'homme entier, corps et âme, est proche de **l'identité suprême** de l'Inde et des Upanishads.

Nous sommes loin ici du dualisme grec de la **substance** et de la séparation de l'âme et du corps. Saint Grégoire de Naziance soulignait que la pensée chrétienne doit procéder "à la manière des apôtres et non d'Aristote". "Les concepts, disait saint Grégoire de Nysse, **créent des idoles de Dieu.**"

* * *

Telle fut la première Sécession de l'Occident, divisant le monde entre gréco-romains civilisés, et tout le reste barbares, ou en peuple élu (juif ou chrétien) et un monde de païens mécréants.

Ce premier règne durera douze siècles, depuis Constantin (326), marquant le début du constantinisme, successeur de l'organisation dominatrice de l'Empire romain devenu Eglise romaine, et de l'investiture divine du peuple élu se traduisant à la fois par un antisémitisme viscéral contre les juifs rivaux, et une persécution contre les hérétiques ayant choisi une voie non-orthodoxe pour aller vers Dieu.

S'étant ainsi emparé de la tradition hébraïque de peuple élu, et après avoir fait tonsurer Platon par saint Augustin et Aristote par saint Thomas d'Aquin, cette Eglise romaine rejudaïsée et réhellénisée, parvint, à travers les querelles du césaropapisme, de l'Empire et du Sacerdoce, et de douteuses saintes alliances entre le pouvoir temporel et le spirituel, à constituer une Europe et à y régner sans partage majeur grâce à ses Croisades et ses Inquisitions jusqu' à ce qu'il est convenu d'appeler la Renaissance.

Cette première sécession de l'Occident est ainsi née de deux mythes historiques : celui du miracle grec et celui de l'exceptionnalisme juif, puis chrétien.

* * *

La 2e sécession : la Renaissance

La *Renaissance* occidentale fut d'abord la naissance simultanée du capitalisme et du colonialisme, masquée par une restauration philosophique du dualisme philosophique des grecs et surtout de Platon, par une réforme religieuse, celle de Luther et de Calvin, arrachant la moitié de l'Europe à une Eglise romaine impériale, par une sécession de l'Europe se croyant désormais le centre du monde, seul créateur de valeurs parce que s'attribuant toutes les découvertes scientifiques et techniques du reste du monde: la boussole et le gouvernail d'étambot qui rendaient possible la navigation en haute mer et donc les grandes découvertes, la poudre qui permit de faire de ces découvertes des conquêtes, l'imprimerie qui démocratisait la culture et la résurrection de la Grèce et de Rome.

Tout cela venait de Chine, de l'Inde, par les routes de la soie, et de l'expansion de l'Islam. Des Indes Occidentales, c'est à dire de l'Amérique, affluaient l'or et l'argent qui rendaient possible une expansion gigantesque de l'économie marchande. La quantité d'or et d'argent en circulation en Europe augmenta de 800% au XVIe siècle, grâce aux multitudes d'Indiens qui mourraient de travail forcé dans les mines de métaux précieux.

Plus important encore fut l'afflux, en Europe, de ressources alimentaires venues d'Amérique, qui mirent fin aux famines du Moyen Age, et donnèrent une impulsion sans précédent à la natalité : Fernand Braudel, en 1982, appelait *cultures miracles* l'arrivée en Europe de la pomme de terre andine et du maïs mexicain : en deux siècles, note Braudel, la pomme de terre remplace 40% de la consommation de céréales. En Irlande, où elle fut d'abord cultivée, la population tripla.

Lorsque les Européens commencèrent à importer le coton américain à filaments longs, l'industrie textile européenne prit un essor sans précédent aux dépens des tisserands de l'Inde, et, en Amérique, des esclaves noirs déportés pour sa production.

Le mythe de la Renaissance européenne, c'est-à-dire la naissance du monothéisme du marché et de l'idolâtrie de l'argent, de la cassure du monde par le pillage colonial, de la polarisation croissante, même en Europe, de ceux qui ont et de ceux qui n'ont pas, masque la **décadence de l'humain**.

La décadence, c'est la désintégration de la volonté collective au profit des individus. Ce qui caractérise la décadence romaine, c'est le contraste croissant entre la richesse des demeures privées et la décrépitude des temples.

Naissance des fauves et du règne de l'or. Les grands témoins : Shakespeare, Cervantès.

Cette décadence fut révélée, dès son origine, par les grands génies de l'époque.

— Nul, mieux que Shakespeare, n'a compris et décrit les mécanismes de désintégration de notre monde de la fin du XXe siècle;

— Nul, mieux que Cervantès, n'a désigné la seule voie pour déjouer la mort.

1605. Le roi Lear révèle la décomposition d'un monde "où les fous mènent les aveugles"[1].

"Le grand monde s'usera ainsi jusqu'au néant."[2] Le roi Lear n'est que "morceau de ruine"[3]. Il pose la question cruciale : "Qui pourra me dire qui je suis ?"[4]

"Je sais qui je suis"[5], répond Don Quichotte en cette même année 1605. Il est, lui aussi, au fond du malheur. Mais habité par Dieu. Avec un but, un sens. Il sait que le monde du troupeau n'est pas le vrai.

Le monde de Cervantès et de Shakespeare est notre monde; ils en ont vécu la naissance; nous en vivons l'agonie.

Ce qu'on appelle la *Renaissance,* c'est le rejet de toute valeur absolue, et son corollaire : un individualisme de jungle.

La Renaissance, naissance des fauves.

Ce qu'il est convenu d'appeler la réalité est songe et mensonge. Nous dirions : aliénation de l'homme.

Shakespeare et Cervantès ont crié les premiers : "le roi est nu !" Votre réel est un faux réel : il n'a pas de sens parce que vous n'avez pas de but !

L'argent fait de toutes les valeurs des valeurs marchandes : "Tu vaux autant que tu possèdes, et possèdes autant que tu vaux" (II, 20, p. 669 et II, 43, p. 831). "Les richesses sont capables de combler bien des trous" (II, 19, p. 655) (Don Quichotte).

Cervantès dénonce ainsi la subversion morale découlant du triomphe du capitalisme à la Renaissance avec la même lucidité et la même violence que Shakespeare montrant "le cuistre savant prosterné devant l'imbécile cousu d'or".

> Que vois-je là ? De l'or, ce jaune, brillant et précieux métal ! Ce peu d'or suffirait à rendre blanc, le noir; beau, le laid; juste, l'injuste; noble, l'infâme, jeune, le vieux; vaillant, le lâche. Ceci écartera de vos autels vos prêtres et vos serviteurs; ceci arrachera l'oreiller du chevet des malades. Ce jaune argent tramera et rompra les vœux, bénira le maudit, fera adorer la lèpre livide, placera les voleurs, en leur accordant titre, hommage et louanges, sur le banc des sénateurs; c'est ceci qui décide la veuve éplorée à se remarier. Celle qu'un hôpital d'ulcérés hideux vomirait avec dégoût, ceci l'embaume, la parfume, et

[1] *T'is the times plague, when madmen lead the blind* (Acte IV, sc. l).
[2] *This great world shall so wear out to nought* (Acte IV, sc. 6).
[3] *A ruin's piece of nature* (Acte IV, sc. 6).
[4] *Who is that can tell me who I am ?* (Acte 1, sc. 4).
[5] *Yo sé quien soy* (Don Quichotte, 1, 5, p. 57).

> lui fait un nouvel avril... Allons ! poussière maudite, prostituée à tout le genre humain, qui met la discorde dans la foule des nations, je veux te rendre ta place dans la nature.[1]

Karl Marx, citant ce texte de Shakespeare, y voyait une première prise de conscience de l'aliénation[2] de l'homme par ce qu'il appellera, dans le *Capital,* le "fétichisme de la marchandise"[3].

Dans la critique, par Cervantès, de ce qui est l'essence du capitalisme naissant, se trouve la clé du thème des enchanteurs. La mission de Don Quichotte est de désenchanter le monde enchanté. Dans un autre langage l'on dirait : désaliéner le monde aliéné.

Ce qu'il croyait épopée mystique, lui apparaît réalité sordide du colonialisme. Dans le *Jaloux d'Estrémadure* il appelle les Indes "le refuge et l'abri des désespérés de l'Espagne, Eglise des déchus, sauf-conduit pour les criminels... déception pour beaucoup et remède pour quelques-uns" (Pléiade, p. 1301).

Le même Cervantès est finalement broyé: ancien combattant de Lépante, devenu, à Séville, bureaucrate obscur dans les chantiers où l'on équipait l'Invincible Armada , il est désormais l'un de ces désespérés de l'Espagne et adresse une demande d'emploi à Philippe II. "Je supplie humblement Votre Majesté... de m'accorder la grâce d'un poste vacant aux Indes... celui de comptable dans la Nouvelle Grenade, ou dans la province de Soconusco au Guatemala, ou dans les galères de Carthagène (Pérou), ou dans l'administration de La Paz..."

La déception tragique de Cervantès, à son "tournant des rêves", s'exprime à travers Don Quichotte : dans son discours sur les armes et les lettres, il dit sa tristesse "d'avoir exercé cette profession de chevalier errant à une époque aussi détestable que celle où nous vivons aujourd'hui" (I, 37-38).

La critique de son siècle est aussi implacable que celle de Shakespeare.[4]

Hanté par le souci de dominer la nature par la science et la technique, l'homme devient chose parmi les choses : "tout ce monde est composé d'artifices et de machines" (II, 30, p. 738). Surtout de machines à broyer : les moulins en sont la parabole. Comme la chaîne dans cette autre allégorie : *Les Temps modernes* de Chaplin.

De cette mécanisation du monde et de cet écrasement de l'homme, dépouillé de sa dimension divine, Don Quichotte dégage la source : le pouvoir absolu de l'argent devenu maître des hommes et de leur société à la place de Dieu. "Le meilleur fondement du monde est l'argent" (II, 20, p. 66). "L'intérêt peut tout" (II, 20, p. 667).

L'afflux d'or des Amériques a submergé l'Espagne.

---

[1] Shakespeare, *Timon d'Athènes* (Acte IV, sc. 3).
[2] Karl Marx, *Manuscrits de 1844,* chap. : *Le travail aliéné.*
[3] Karl Marx, *Le Capital,* Livre 1, 1, 1, IV.
[4] Voir mon livre : *La poésie vécue : Don Quichotte,* Ed. Végapress, 1988 (Trad. espagnole en 1989, Ed. Almendro, Cordoue).

L'argent devient le moteur de toutes les actions. Il confère le pouvoir et le corrompt : "Il n'y a office si honorable qui ne s'acquière avec quelques pots de vin" (II, 61, p. 811).

La corruption des dirigeants est générale : "ramasser des pistoles... tous les gouverneurs nouveaux y vont avec le même désir" (II, 36, p. 79).

Les grands seigneurs, propriétaires terriens fainéants, vivent du travail des autres (I, 50, p. 492).

Tel est ce monde redevenu animal dans les jungles du capital, de ce système fondé sur l'argent et l'intérêt personnel, né à la Renaissance.

Don Quichotte maudit cet esprit nouveau qui pénètre même en l'honnête Sancho Pança; "ton attachement à ton intérêt particulier... ô homme qui tiens plus de la bête que de l'homme" (II, 28, p. 732).

Telle fut la naissance de notre monde.

Shakespeare et Cervantès ont vécu le début de la partie, quand se fixaient les règles du jeu.

Aujourd'hui, avec Beckett et l'absurde, "en attendant Godot", se joue *La fin de partie.*[1]

* * *

Ainsi naquirent ce que les manuels d'histoire appellent "les temps modernes", caractérisés par une négation de l'unité humaine en raison de l'hégémonie de l'Occident, et le mépris ou la destruction des autres cultures.

La culture occidentale, qui règne depuis cinq siècles et jusqu'à aujourd'hui, se croyant la seule créatrice de valeurs et le seul centre d'initiative historique, se fonde essentiellement sur trois postulats de la modernité :

— dans les rapports avec les autres hommes, **le postulat d'Adam Smith** : "Si chacun est guidé par son intérêt personnel, il contribue au bien être général."
— dans les rapports avec la nature, **le postulat de Descartes :** "Nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature".
— dans les rapports avec l'avenir, **le postulat de Faust**. L'auteur du premier *Faust,* le dramaturge anglais Marlowe (1563-1593) écrivait : "Homme, par ton cerveau puissant deviens un Dieu, le maître et le seigneur de tous les éléments."

La trajectoire historique de cette civilisation occidentale, fondée sur ces trois postulats dans le triomphe desquels certains ont vu la **fin de l'histoire**, s'exprime dans les philosophies anglaises, françaises et allemandes de cette période de l'histoire :

[1] La corruption est même devenue légale, en France, par décision de la plus haute justice, en février 1997.

1 — Du postulat d'**Adam Smith** au monothéisme du marché : la philosophie anglaise.
2 — Du postulat de **Descartes** à l'ordinanthrope : la philosophie française.
3 — Du postulat de **Faust** au monde du non-sens : la philosophie allemande.

a) — Du postulat d'Adam Smith au monothéisme du marché. (La philosophie anglaise)

C'est en Angleterre que sont nées la première forme du capitalisme, et les premières prises de conscience de ses fondements humains.

La révolution industrielle s'y développa en deux temps : de 1570 à 1640 s'en dessinèrent les grands traits, du XVIIe au XIXe siècle s'en déployèrent toutes les conséquences.

Dans la première étape, l'expansion brutale du grand commerce en Europe, grâce à l'afflux d'or et d'argent dû à l'invasion et au pillage de l'Amérique à partir de 1492, rendit sauvage, en Angleterre en particulier, la transition d'une économie agricole à une économie industrielle, pour intensifier le commerce de la laine avec les Flandres, centre d'une économie marchande en plein développement, à travers les foires de France jusqu'aux grandes cités italiennes.

Les petits paysans anglais, pratiquant jusque là des cultures vivrières, furent chassés de leur terre par les actes d'*enclosure* de gros propriétaires marchands qui multiplièrent de vastes enclos pour y faire paître de grands troupeaux de moutons, expropriant les paysans de leurs parcelles, et leur interdisant, par leurs clôtures, de laisser paître leurs quelques bêtes dans les champs communaux qui leur étaient jusque là ouverts.

L'exportation de la laine fit un bond prodigieux: en 1570 les exportations textiles constituaient 80% des exportations anglaises, non seulement par la vente de la laine mais de tissus confectionnés puisant une main d'œuvre peu coûteuse chez les paysans chassés de leur terre et affamés. "Les moutons mangeaient les hommes." écrit Thomas More dans son *Utopie*, dès 1516, à une époque où déjà l'on comptait soixante-dix mille mendiants à Londres, et, dans tout le pays, des bandes de paysans sans terre devenus vagabonds.

Des révoltes étaient engendrées par cette naissance du capitalisme, réduisant les paysans évincés de leur terre à l'état de prolétariat misérable.

C'est ainsi, par exemple, qu'en 1549, vingt mille paysans firent jonction avec les chômeurs de la ville de Norwich, centre textile, et donnèrent l'assaut à la ville pour réclamer la fin des *enclosures*, qui avaient chassé les uns et les autres de leur terre, et le retour au régime des terres communales leur permettant de vivre.

Le régent, (c'était au temps de la minorité d'Edouard VI, fils d'Henri VIII) envoya contre eux une armée de quinze mille mercenaires italiens et allemands qui massacrèrent trois mille cinq cents paysans et pendirent leurs chefs, les frères Kett.

Le système connut un essor plus rapide encore par l'exploitation coloniale : en 1591 a lieu la première expédition anglaise en Inde; en 1600 est créée la Compagnie anglaise

des Indes occidentales (dont l'exemple sera suivi, en 1602, par les Hollandais et, en 1664, par la France).

L'introduction du système de propriété privée de type capitaliste dans les colonies, où elle fut imposée avec des méthodes plus barbares encore, produisit de plus grandes misères.

Le rapport officiel de la Compagnie des Indes, en 1770, révèle : "Plus d'un tiers des habitants a péri dans la province autrefois prospère de Purneah, et ailleurs la misère est aussi grande."

Lorsque l'Etat anglais prend le relais de la Compagnie, le gouverneur général des Indes, Lord Cornwallis, fait le bilan : "Je puis déclarer avec certitude qu'un tiers du territoire de la Compagnie en Hindoustan est maintenant une jungle habitée par des bêtes sauvages." Le Règlement foncier permanent édicté par lui, en 1793, pour le Bengale et le Bihâr, en quadrillant l'Inde en propriétés privées et spoliant les paysans pauvres des traditionnelles terres communales qui permettaient une économie de subsistance, est à l'origine de la première grande famine de l'Inde : un million de morts entre 1800 et 1825, puis cinq millions de 1850 à 1875, et quinze millions de 1875 à 1900. Ainsi furent tués l'économie agricole de subsistance, puis l'artisanat textile de l'Inde. Le jeu de cette liberté, fait de ce pays un importateur des tissus de Manchester qui, de 1814 à 1834 passe d'un million de dollars à cinquante et un millions.

Venise fournit alors à l'oligarchie anglaise naissante, se préparant à bâtir son Empire, l'idéologie de justification dont elle avait besoin. Le dernier premier ministre de l'Angleterre au XIXe siècle, Disraeli[1] [*sic*], souligne cette filiation dans son livre *Conningsby* : "l'objectif principal des dirigeants whigs ... était de faire de l'Angleterre un Etat hautement oligarchique sur le modèle de Venise", c'est-à-dire avec une grande assemblée et un sénat, contrôlant le doge.

Les grands poètes de l'époque, comme Shakespeare, dans *Le marchand de Venise* (Shylock) ou *Othello, le Maure de Venise* dénoncèrent les mœurs politiques de Venise (dont, dans *Othello*, le personnage d'Iago est l'expression la plus typique). Mais le parti vénitien ne cessait inexorablement de s'emparer du pouvoir.

La continuité politique est parfaite entre l'empire vénitien et l'empire anglais, fondés sur la même idéologie aristotélo-paulinienne. La Compagnie vénitienne, créée par le comte de Leicester, fondateur du mouvement puritain, ouvre à l'Angleterre de nouvelles routes vers le Levant et l'Asie : en 1581 une autre compagnie est créée : la compagnie turque. Par sa fusion avec la compagnie du Levant elle deviendra La compagnie des Indes orientales dont le premier gouverneur sera Thomas Smith, étudiant de l'université aristotélicienne de Padoue (1600).

Cette influence se conjugue avec celle du paulinisme politique, comme il apparaît avec éclat aussi bien avec saint Thomas d'Aquin qui sut si bien tonsurer Aristote, qu'avec Luther.

---

[1] Note de l'Aaargh : il s'agit évidemment d'une erreur de l'auteur. Disraeli a quitté le pouvoir en 1880, il est mort un an plus tard et le dernier premier ministre anglais du XIXe siècle est Salisbury.

Luther trouve en saint Paul l'idéologie enlevant à l'homme toute responsabilité par l'extériorité de la grâce et de la justification par la foi, et la continuité paulinienne entre l'Ancien et le Nouveau Testament. Cette idéologie fondait à la fois sa lutte contre-révolutionnaire contre Thomas Münzer se réclamant de la force de rupture puisée en Jésus, et justifiait le colonialisme sanglant des puritains du Mayflower reprenant, contre les Indiens, le colonialisme inspiré par les massacres légendaires de Josué en Canaan.

(Les puritains émigrés en Amérique s'identifiaient avec les Hébreux bibliques échappant à la servitude du pharaon (le roi d'Angleterre) pour arriver dans le nouveau Canaan : l'Amérique. Dans leur chasse aux Indiens pour s'emparer de leurs terres, ils invoquaient l'exemple de Josué et les *exterminations sacrées* (*Herem*) de l'Ancien Testament : "Il est, évident, écrit l'un d'eux, que Dieu appelle les colons à la guerre. Les Indiens... (sont) ... comme les anciennes tribus des Amalécites et des Philistins qui se liguèrent avec d'autres contre Israël." (Truman Nelson, "The Puritans of Massachusetts : From Egypt to the Promised Land", *Judaism*, Vol. XVI, No 2, 1967.)

Edmond Spencer dans son œuvre *The Faerie Queene* (1590), amorce l'idée d'une destinée impériale de l'Angleterre, peuple "choisi de Dieu".

Le système anglais est une transposition de celui de Venise : il tend constamment à éviter une monarchie absolue pour faire de son roi un *doge* représentant l'oligarchie marchande et faisant sa politique.

Ce régime prédomine depuis le triomphe du capitalisme à la Renaissance, jusqu'au milieu du XXe siècle (c'est-à-dire jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale et la conférence de Bretton Woods, qui marque le transfert de l'hégémonie du monde capitaliste de l'Angleterre aux Etats-Unis par la suprématie du dollar et de l'atome).

Cet empire domina le monde pendant près de cinq siècles. Il fut plus durable, en sa toute-puissance, que l'empire romain, ou que les empires éphémères de Napoléon ou d'Hitler. Il engendra ce que Gramsci appellera ses intellectuels organiques élaborant une idéologie, c'est-à-dire une justification pseudo-philosophique du régime régnant.

Tous ceux qu'on appelle, dans les manuels officiels, les philosophes anglais furent d'abord des politiciens étroitement liés à l'économie impériale de leur temps quand ils ne devinrent pas, plus directement, des théoriciens mercenaires de la Compagnie des Indes Orientales.

Le père fondateur de cette école, que l'on présente volontiers, dans l'histoire officielle, comme le pionnier de la science moderne, est Francis Bacon (1561-1626).

Dans son *Novum Organum* (1620) Bacon reprend les thèses majeures du vénitien Sarpi : *Art de bien Penser*, dont l'idée centrale est directement tirée d'Aristote : les sens sont la seule source de la connaissance.

Francis Bacon, a joué un rôle de premier plan dans la politique anglaise : député au Parlement dès 1584, il devient chancelier en 1618 (compromis dans une affaire de corruption, il sera contraint de démissionner en 1621). Il ne rejette d'Aristote que ce

qui pourrait atténuer son orientation terre à terre : il exclut les *causes finales* pour ne retenir que l'expérience *efficace*.

La vraie philosophie ne peut avoir qu'un intérêt pratique (c'est à dire servir la technique), à partir de l'axiome de base de Bacon : "L'homme ne comprend que ce qu'il a observé", mot d'ordre, dès lors, de tout l'empirisme anglais ultérieur.

L'observation de la réalité, c'est-à-dire de l'ordre établi, conduisit son plus proche successeur et ami Hobbes (1588-1679) à tirer, du spectacle de la société anglaise de l'époque, la même conclusion lugubre qu'Aristote put tirer de la société athénienne de son temps, mais dans une situation historique plus tragique encore : celle du capitalisme et du colonialisme triomphants.

Considérant les lois du capitalisme naissant comme des lois de la nature, il dégage, dans ses *Eléments de la loi politique et naturelle* (1640), le principe d'individualisme sauvage de l'économie marchande de concurrence sans merci. Il conclut que l'état naturel de la société c'est la guerre de tous contre tous.

Voyant dans la faillite de la démocratie athénienne un avertissement, il estime que, pour imposer une unité à cette jungle d'appétits affrontés il n'y a de recours que dans un despotisme absolu. C'est la thèse centrale de son *Léviathan* (1654).

Hobbes avait ainsi découvert la logique du libéralisme qui se vérifiera au cours des trois siècles suivants : un régime qui commence par la jungle des égoïsmes rivaux des individus comme des nations, permettant ainsi aux plus forts de dévorer les plus faibles, exige, à son terme, la dictature absolue d'un seul. (Comme l'illustrera par exemple le passage de la république libérale de Weimar à la dictature impitoyable d'Hitler).

Hobbes avait dessiné la trajectoire de l'individualisme concurrentiel et de son identité finale avec ce qui est apparemment son contraire mais en réalité l'aboutissement de sa logique interne : la dictature totalitaire, même si elle prend des formes politiquement plus voilées, mais économiquement tout aussi efficaces et tyranniques, d'une entreprise d'hégémonie mondiale sous la forme du **monothéisme du marché**.

Après lui John Locke (1632-1704) pour lequel la justice est essentiellement la protection de la propriété, continuera l'élaboration de la doctrine avec son *Essai sur l'entendement humain*, ébauché à partir de 1671 et publié en 1683.

Entre ces deux dates, toute l'expérience d'une vie d'économiste et de politicien : d'abord de conseiller du garde des sceaux Somers, puis chancelier de l'Echiquier (Ministre des finances) il est nommé, en 1698, membre du Conseil du commerce et des plantations. En 1694 était créée la Banque d'Angleterre sous la direction de Lord Montagu, chef du parti vénitien et nouveau ministre des finances (chancelier de l'Echiquier), qui sera, plus tard, ambassadeur à Venise.

Locke devient alors le propagandiste de la Banque en faisant l'éloge de l'usure, nécessaire pour des Etats fondés sur l'accumulation de la monnaie. La spéculation a désormais le champ libre comme défense de la propriété : l'homme valant ce qu'il

gagne, le contrat social se fonde sur le droit, pour le possédant, d'entrer dans le jeu de la Banque transformée en casino.

Locke, nommé commissaire royal du commerce et des colonies, lutte avec acharnement pour limiter les droits des colonies anglaises d'Amérique (accordés, avant lui, par une charte royale) afin que leur économie soit étroitement soumise à celle de la métropole, qu'il leur soit interdit de manufacturer des marchandises.

Une telle politique ne pouvait reposer que sur une conception animale de l'homme, mû par son seul intérêt. L'esprit n'y avait point de place : il était donc réduit à une *table rase* (tabula rasa), vide destiné à être rempli par les perceptions sensibles constituant la seule réalité. La variante religieuse apportée par l'évêque Berkeley (1685-1753) ne change rien à la conception centrale du rôle passif de l'esprit dans cette philosophie de **l'être :** nous ne pouvons connaître que nos perceptions sensibles (*esse est percipi* : être c'est être perçu.). Les sensations restant donc données. Non par la matière, mais, chez Berkeley, par Dieu, toujours par réception passive, sans **acte** humain.

En vain lutta Leibniz (1646-1716) contre cet empirisme et ce solipsisme (nom noble, philosophique, de l'égoïsme) lorsqu'il fut en Angleterre le protégé de la reine Anne. Dans son Essai *Sur les notions de droit et de justice.* (1693) il définissait l'amour : "préférer le bonheur de l'autre au sien propre." Toute sa philosophie, où chaque parcelle de la réalité (la monade) est une réalité vivante et active, liée à tous les autres êtres, présents en elle, jusqu'aux confins du monde, était le contre pied exact de cet empirisme positiviste d'une société mercantile et impériale.

En Angleterre même, Jonathan Swift reprit de Leibniz la critique de l'empirisme solipsiste qu'il ridiculisa dans son *Essai sur la folie* et, en 1696, dans son *Conte du tonneau*. Il fit, dans son *Voyage de Gulliver*, une satire mordante de la société anglaise. Mais, à la mort de la reine Anne, en 1714, Leibniz fut écarté de la cour et Swift dut s'enfuir en Irlande, son pays natal, où, comme doyen de la cathédrale Saint-Patrick à Dublin (où l'avait nommé la reine Anne), il devint, en 1720, le chef politique de la lutte de l'Irlande pour la liberté de l'homme contre le désert spirituel de l'empirisme anglais et du mécanisme cartésien, et pour la souveraineté nationale contre la domination anglaise.

Après cette défaite de ceux qui voulaient défendre l'homme contre l'écrasement de l'empirisme (et du libéralisme économique dont il était le fondement), le système dévastateur de l'humanité put reprendre sa course.

De 1721 à 1742, le maître emblématique de cette Angleterre fut Edmond Walpole. Significativement Walpole, emprisonné à la Tour de Londres en 1712, pour corruption, devient chancelier de l'échiquier (ministre des finances) en 1715.

Il fut mêlé à l'Affaire des mers du Sud (*South Sea Bubble*), (où la banque d'Angleterre avait couvert les spéculateurs de la Compagnie des mers du Sud qui conduisirent à la faillite retentissante de 1720.)

Edmond Walpole devient pour vingt ans (de 1721 à 1742) le véritable maître de l'Angleterre, accumulant et dilapidant une fortune fabuleuse acquise par la

spéculation, le pouvoir absolu et le chantage. Il pouvait déclarer à la chambre des Communes, sans que personne osât élever la voix : "Je sais combien vaut la conscience de chacun des honorables membres de cette assemblée."

Il eut les théoriciens qu'il méritait. En 1714, Mandeville (1670-1733) soutenait, dans sa *Fable des abeilles*, (1714) que les vices privés servent le bien public.

Sur le plan philosophique David Hume (1711-1776), juriste et diplomate, secrétaire de l'ambassade britannique à Paris en 1763, et secrétaire d'Etat à son retour à Londres, reprend l'antienne traditionnelle de ses prédécesseurs : il n'existe rien en dehors de l'expérience sensible, ce qui lui permet de réduire le moi humain à un bouquet de sensations, ces sensations elles-mêmes n'ayant entre elles aucun lien de cause à effet, mais seulement des successions et des associations coutumières. A partir de cette conception de **l'être** de l'homme, les notions de responsabilité et d'acte moral n'ont aucun sens, et dans ses *Dialogues sur la religion naturelle* (1777) il dégage les conséquences de son *Essai sur l'entendement humain* (1748), ramenant toute morale, comme les autres idéologues anglais, à la justice (qui consiste pour eux en respect et défense de la propriété) et plus généralement, (comme ceux qui excluent toute transcendance de **l'acte** par rapport à la perception passive de **l'être**), à l'utilité et à la satisfaction de soi-même et des autres.

Jérémie Bentham (1748-1832) est le plus représentatif de cette lignée. Assimilant, lui aussi, le système capitaliste à l'ordre naturel, il considère l'homme comme une espèce animale n'agissant qu'en vue de son seul intérêt dans la recherche du plaisir et l'absence de la douleur. Il imagine donc une **arithmétique du plaisir** qui n'est possible que s'il existe un dénominateur commun pour mesurer le plaisir. C'est, selon Bentham, le prix des objets, nous procurant ce plaisir ou évitant la douleur. Ce prix s'établit sur le marché. L'argent est donc ce commun dénominateur, cet instrument de mesure. Tel est le principe de base de l'œuvre philosophique de Bentham. Il en oriente toutes les réflexions depuis son *Introduction aux Principes de la morale et de la législation* (1789), jusqu'à ses conclusions juridiques sur *La Rationalité du châtiment* (1830) où la justice, dans un régime de concurrence, doit, pour le juriste, exiger les sanctions économiques proportionnelles au délit selon le même calcul concernant la douleur et le plaisir.

L'âge du quantitatif trouvait ainsi son fondement dans le système où le marché est le seul régulateur des relations humaines, réduisant l'homme (l'*homo economicus*) à n'être que producteur et consommateur et n'agissant qu'en fonction de son seul intérêt. L'homme que Marcuse appellera, trois siècles plus tard, *l'homme unidimensionnel.*

Ne faisant aucune différence entre l'homme et l'animal puisque l'un et l'autre ne sont conduits que par l'intérêt, l'impulsion au plaisir ou la crainte de la douleur, il résume ainsi sa pensée en une formule : "La nature a fait que l'humanité ne soit guidée que par deux maîtres : le plaisir et la douleur."

L'un des successeurs de Walpole à la tête du gouvernement de l'Angleterre en 1763, lord Shelburne, considérait Bentham comme "le Newton des sciences humaines."

Pour Shelburne, qui, avec l'aide de la Compagnie des Indes et de la Banque Baring, refusait toute concession à l'Irlande et à l'Amérique libérée du colonialisme anglais, la ligne directrice de la politique était: liberté totale du commerce.

Le 27 janvier 1783, demandant à la chambre des Lords de ratifier le traité de Paris mettant fin à la colonisation américaine, il expliquait que l'on pouvait détruire la jeune Amérique et la ramener sous le joug anglais par le simple libre jeu de la liberté du commerce : "La concurrence, dit-il, est le fondement d'un sain libre-échange... Nous ne devons viser qu'au libre échange sur la terre... Avec plus d'industrie, plus de capitaux, plus d'entreprises qu'aucune nation commerçante du monde, notre mot d'ordre doit être : ouvrir tous les marchés." C'était déjà le langage des promoteurs américains du G.A.T.T. et de l'Organisation mondiale du commerce, avec les mêmes objectifs de domination mondiale.

Shelburne commande deux livres, à Adam Smith (1723-1790) et Edward Gibbon (1737-1794).

L'œuvre principale d'Edward Gibbon *L'histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* fut écrite de 1776 à 1788), il la résumait ainsi : "J'ai décrit le triomphe des barbares et de la religion". Ennemi de toute spiritualité comme la plupart de ses contemporains du XVIIIe siècle, il se donne comme le défenseur de la civilisation contre les barbares. Membre du Parlement et surtout commissaire au commerce et aux plantations, il défend dans un *Mémoire justificatif* (1779), le colonialisme britannique contre les critiques faites à sa politique à l'égard des colonies américaines.

Shelburne, dont la politique coloniale, lorsqu'il fut premier ministre (1782-1783) et président du *Comité secret de la Compagnie des Indes*, se résumait en ce mot d’ordre : en finir avec l'Amérique par le libre échange, commande son second livre à Adam Smith.

Adam Smith, commissaire des douanes à Edimbourg, achève son travail en 1776 : *La richesse des nations*. Son actualité demeure. Celui qu'on a appelé le père de l'économie politique, a créé une théorie de la croissance qui n'a cessé d'être préconisée depuis lors par tous les théoriciens du libre-échange, en particulier dans l'Amérique de la deuxième moitié du XXe siècle, lorsqu'elle a remplacé l'Angleterre dans sa domination économique du monde.

Le moteur de l'économie, c'est l'intérêt personnel. Au quatrième livre de sa *Richesse des nations*, Smith formule ainsi l'idée directrice de son système : "En orientant son industrie vers la production de la plus grande valeur possible chacun cherche uniquement son propre gain, et c'est ainsi que, conduit par une main invisible, il réalise un objectif dont il n'a pas conscience... En poursuivant son propre intérêt il sert celui de la société plus efficacement que s'il en avait l'intention."

Il en découle que l'intervention consciente de l'Etat serait nuisible et doit donc être réduite au minimum.

Quant aux rapports avec les colonies, ils ne doivent pas être des rapports de force car cela augmenterait les dépenses de l'Etat pour la guerre : la liberté du commerce suffit, car, sur ce plan, la suprématie anglaise ne peut être contestée.

Shelburne pouvait être satisfait des résultats de sa commande. Mais Bentham estime que le libéralisme d'Adam Smith est insuffisant. Il écrit une défense de l'usure dans laquelle il reproche à Adam Smith de n'être pas allé assez loin : il aurait dû dire plus explicitement que l'on ne devrait imposer aucune limite à l'usure afin de ne pas étouffer l'initiative et la liberté.

Adam Smith accueillit volontiers cette critique et répondit à Bentham : "Votre livre est celui d'un homme supérieur."

Le libéralisme de Bentham était en effet plus radical et plus conséquent. Adam Smith n'avait pas mentionné, dans les fonctions de l'Etat (armée et marine, administrations et travaux publics) l'aide aux chômeurs ou aux exclus. Bentham comble cette lacune : dans son *Panopticon* (1802) il prévoit, pour les criminels, les indigents et leurs enfants de véritables camps de travail forcé, à l'entrée desquels il propose cette inscription : "Si vous aviez été travailleurs quand vous étiez libres, on ne vous aurait pas conduit ici comme esclaves", ce qui évoque fort celle des nazis sur la portail d'Auschwitz : "Le travail c'est la liberté !"

En 1776 il ironise sur la Déclaration des droits lors de l'indépendance des colonies d'Amérique : Aucun gouvernement ne peut s'exercer, écrit-il, qu'en violant l'un ou l'autre de ces droits."

Allant jusqu'au bout de sa logique, il écrit : "C'est un de mes vieux principes : l'intérêt comme l'amour doivent être libres."

Il publie donc un *Essai sur la pédérastie* (1785) ce qui rejoint, une fois de plus, l'une des campagnes actuelles en faveur des inversions sexuelles, tant les vues de Bentham sur la logique du libre-échange étaient prophétiques en ce qui concerne la liberté du sexe comme de la spéculation.

A sa mort, en 1832, le corps de Bentham fut embaumé, et, en 1990, sa momie a encore place à l'université de Londres.

Il est l'inspirateur de James Mill et de son fils John Stuart Mill (1806-1873). Stuart Mill résume, en sa vie et son œuvre, tout le développement de cette idéologie de l'oligarchie et du colonialisme dont il est l'aboutissement. Fils de James Mill (1773-1836) un disciple de la morale et de l'économie politique de Bentham, de Hume et des empiristes, mécanistes et pragmatiques du XVIIIe siècle, Stuart Mill, sous la dogmatique éducation de son père, devient un enfant prodige. Il avait, dit-on, à douze ans déjà, étudié Aristote en son texte grec original. Ami et disciple de Bentham, il habite, à Paris, de 1820 à 1821, chez le frère de celui-ci et, en 1822, à l'âge de 16 ans, il expose la doctrine de Bentham dont il était imbu, tout comme près de la fin de sa vie, en 1865, il écrira une synthèse sur *Auguste Comte et le positivisme*.

Entre ces deux pôles de sa philosophie, dans ses *Principes d'économie politique* (1845), ses livres sur *La liberté* (1854) et sur *L'utilitarisme* (1861), sa *Logique*

inductive et déductive (1843) qui est l'œuvre centrale de sa carrière, son activité est entièrement dominée par le service de la Compagnie des Indes. Il y entre à 30 ans, en 1836, et y demeure jusqu'à la dissolution de celle-ci, en 1858, lorsque l'Etat anglais prit lui-même en main cette entreprise qui constituait un Etat dans l'Etat, comme en témoignent les fonctions mêmes de Stuart Mill : il fut chargé pendant plus de vingt ans, de 1836 à 1858, des relations de la Compagnie avec les Etats indiens.

Il est déjà remarquable qu'au contact de l'une des plus hautes spiritualités du monde: celle de l'Inde des *Vedas*, des *Upanishads*, du *Mahabaratha* et du *Ramayana*, ce théoricien du colonialisme anglais ne daigne même pas en prendre connaissance et demeure si enfermé dans sa propre tradition qu'il ne voit le monde qu'à travers l'associationnisme de Hume, l'arithmétique des plaisirs de Bentham, l'économie politique d'Adam Smith, et le positivisme d'Auguste Comte, dernière religion de l'humanité.

Partageant l'idéologie de Malthus, (autre théoricien de la Compagnie des Indes), il est la référence fondamentale de tout propagandiste du colonialisme. C'est en effet une référence méritée par sa compétence professionnelle. Comme dirigeant de la compagnie des Indes, il fut mêlé à la guerre de l'opium contre la Chine dès 1842, et à la répression de la Révolte des Cipayes en Inde, en 1858.

Lorsque Jules Ferry exposera sa politique coloniale, c'est de Stuart Mill, dont il partage l'ethnocentrisme occidental et le racisme, qu'il se réclamera.

Dans le *Journal Officiel* de la République française (p. 1058) l'on peut lire le discours prononcé par Jules Ferry le 28 juillet 1885 :

> Oui, nous avons une politique coloniale, une politique d'expansion coloniale qui est fondée sur un système. [...] Cette politique coloniale repose sur une triple base : économique, humanitaire et politique.

1. L'argument économique

Les colonies sont, pour les pays riches, un placement de capitaux des plus avantageux. L'illustre Stuart Mill a consacré un chapitre de son ouvrage à faire cette démonstration, et il la résume ainsi :

> Pour les pays vieux et riches, la colonisation est une des meilleures affaires auxquelles ils puissent se livrer. Dans la crise que traversent toutes les industries européennes, la fondation d'une colonie c'est la création d'un débouché.

2 — L'argument humanitaire

M. Camille Pelletan : "Qu'est-ce que c'est que cette civilisation qu'on impose à coups de canons ?"

— **Jules Ferry :** "Voilà, Messieurs, la thèse; je n'hésite pas à dire que ce n'est pas de la politique, cela, ni de l'histoire, c'est de la métaphysique politique. Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai. **Il faut dire ouvertement qu'en effet les races**

supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... " (Remous sur plusieurs bancs à l'extrême gauche.)

— **M Jules Maigne :** "Vous osez dire cela dans le pays où ont été proclamés les *droits de l'homme !*"

- **M. de la Guilloutet** : "C'est la justification de l'esclavage et de la traite des nègres !"

Jules Ferry : "Si l'honorable M. Maigne a raison, si la Déclaration des droits de l'homme a été écrite pour les Noirs de l'Afrique équatoriale, alors de quel droit allez-vous leur imposer des échanges, le trafic? Ils ne vous appellent pas."

3 — L'argument politique

"... Il faut que notre pays se mette à même de faire ce que font tous les autres et, puisque la politique d'expansion coloniale est le mobile général qui emporte, à l'heure qu'il est, toutes les puissances européennes, il faut qu'il en prenne son parti."

"Et c'est pour cela qu'il nous fallait la Tunisie, c'est pour cela qu'il nous fallait Saigon et la Cochinchine, c'est pour cela qu'il nous faut Madagascar et que nous sommes à Diego-Suarez, et que nous ne les quitterons jamais."

* * *

Le personnage emblématique de cette philosophie anglaise, dont les plus beaux fleurons étaient secrétés, comme ses intellectuels organiques, par la Compagnie des Indes et le colonialisme anglais, (et tous les impérialismes ultérieurs), c'est Malthus. Son œuvre révèle les fondements de cette philosophie.

Malthus (1746-1834) est professeur d'histoire et d'économie politique à l'école de la Compagnie des Indes lorsqu'il écrit ses *Essais sur le principe de population* où il énonce ce qu'il appelle une loi : "la population croît dans une progression arithmétique et la production de subsistance selon une progression géométrique."

Cette loi n'est vérifiée par aucun fait. Au contraire: la révolution industrielle anglaise, grâce à l'exploitation de la machine à filer de Hargreaves, de la machine à vapeur de Watt, du métier mécanique de Cartwright et l'introduction de la liberté du marché, aboutira à ce résultat: de 1870 à 1910 la population de l'Angleterre s'accroît de 58%. Celle au contraire de l'Inde ne s'accroît que de 19%.

Ainsi le théoricien de la Compagnie des Indes et du libéralisme anglais qui exonérait, par sa loi, les crimes du colonialisme, est l'ancêtre légitime de ceux qui, assimilant la surpopulation au chômage engendré par le système, veulent innocenter aujourd'hui le vrai coupable de la faim. Selon Malthus les caisses d'indigents doivent être supprimées car elles encouragent la natalité chez les pauvres.

* * *

Malthus n'avait pas découvert des lois immuables, mais celles du capitalisme et du colonialisme, celles du libéralisme économique c'est à dire de la concurrence brutale :

la guerre de tous contre tous, sans limitation légale ni morale, faisant disparaître les animaux et les plantes par milliards, les malheureux par millions, les petites entreprises par milliers.

Malthus a inspiré à Darwin sa théorie de la "sélection naturelle". Selon Darwin c'est en octobre 1836, lorsqu'il lut *Essay on the Principle of Population* de T.R. Malthus que la solution de son problème s'imposa à son esprit.

> J'étais bien préparé [...] à apprécier la lutte pour l'existence qui se rencontre partout, et l'idée me frappa que, dans ces circonstances, des populations tendraient à être préservées, et que d'autres, moins privilégiées, seraient détruites.
> Le résultat de ceci serait la formation de nouvelles espèces. J'étais arrivé enfin à formuler ma théorie.

Tirant toutes les conséquences politiques et racistes de la doctrine de Malthus, il écrit à W. Graham (3 juillet 1881) : "Les races inférieures seront bientôt éliminées par les races qui ont un degré de civilisation supérieure."

Ce racisme, fondement de tout colonialisme, n'a cessé, depuis lors, et jusqu'à aujourd'hui, de régner.

b) — Du postulat de Descartes à l'*ordinanthrope*

Le deuxième postulat sur lequel se fonde la civilisation occidentale depuis la *Renaissance*, concerne les rapports de l'homme avec la nature. C'est ce que j'appelle : **Le Postulat de Descartes.**

Dans son *Discours de la méthode* (1637) Descartes (1596-1650) formule ainsi son objectif : "Nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature."

Descartes est le contemporain de Hobbes avec lequel, d'ailleurs, il entretient une correspondance polémique. Mais il appartenait à la même époque où l'homme était, par **l'individualisme** inhérent au système naissant, privé de ses dimensions proprement humaines : le rapport avec l'autre homme, la communauté, l'amour. L'autre n'a de rapport avec moi-même que comme négation et comme agression. Ce sera un trait permanent de cette civilisation, depuis Hobbes qui en a, nous l'avons vu, défini le principe : "l'homme est un loup pour l'homme" jusqu' à l'ultime soupir de cette mort de l'homme : "l'enfer c'est les autres", formulé par un héros de Sartre.

Il ne restait plus, dans la perspective du système né en Angleterre, que la forme la plus pauvre de la philosophie de l'être: le tête à tête entre l'individu, privé de ses dimensions proprement humaines, de ses relations avec les autres et avec le tout, et une nature réduite par l'empirisme anglais à la seule connaissance des apparences sensibles, que l'on considère l'ensemble de ces perceptions comme la seule réalité matérielle, dont nous ayons l'expérience, selon la tradition réaliste de Hobbes et Locke, ou que ces sensations soient un langage que Dieu nous parle, selon la conception immatérialiste de l'évêque Berkeley.

Descartes s'oppose à cet empirisme, mais part de la même conception insulaire, individualiste, de l'homme, pour concevoir d'autres rapports avec la nature, mais sans sortir du dualisme fondamental de la philosophie de l'être.

Pour suivre son cheminement il est nécessaire de réfléchir sur ce qui est pour lui le point de départ, la certitude première d'où découlera le système tout entier : "Douterais-je de tout, il est certain que je doute : je pense donc je suis."

"Je pense donc je suis." Il serait difficile de dire plus de sottises en aussi peu de mots. D'escamoter en cinq mots quatre postulats.

1 — Je. Même Robinson, homme fruste isolé dans une île, n'aura pas cette illusion naïve.

Je. Il n'est pas vrai qu'au commencement était moi. Tout au contraire je me distingue peu à peu, et à grand-peine, d'une totalité confuse des choses et des autres vivants. C'est une conquête de mon enfance première : le moment où je m'affirme comme individu, distinct de tous les autres, séparé, sinon affronté. Cette affirmation individualiste est historiquement datée et géographiquement située : elle est née avec la Renaissance, et en Europe. Il est vrai qu'à partir de cette mutation historique caractérisée par l'institution généralisée du marché et de ses concurrences, chaque homme est devenu le rival de chaque autre, la liberté a été cadastrée comme la propriété: ma liberté s'arrête là où commence la liberté de l'autre.

Il est vrai aussi que cet individualiste, barricadé dans son moi égoïste, a considéré l'Europe comme le nombril du monde : tous les autres n'étant que barbares ou primitifs.

Les Indiens ont-ils une âme ? se demandaient gravement les gens d'Eglise au XVIe siècle. Il fallut plusieurs papes pour en décider.

2- "Je connus que j'étais une substance dont toute l'essence ou la nature est de penser." Cette maladie vient de plus loin, de Socrate et de Platon; tout ce qui ne peut se traduire en concepts n'existe pas. Descartes pousse cette désolation à son terme : l'amour, la création esthétique, l'action même (autre que technique), où ont-ils leur place ? Essayez de tirer une esthétique de Descartes ! Ou d'apprendre de lui ce qu'est l’amour ! Un soir de tristesse vous chercherez dans ce traité de mécanique qui s'appelle, curieusement, *Traité des passions.*

3 — Donc. De quelle logique peut se réclamer cette conclusion ? Quelle distance y a-t-il entre ma pensée et moi ? Entre mon amour et moi ? Entre mon acte et moi ? Et si elle existait, quel raisonnement pourrait la franchir ? Comment recoller les morceaux de cet homme déchiqueté : ici l'âme, et là le corps, ici moi et là les autres ?

4 — *Je suis*. Quelle est cette substance, cette essence, cette nature, que l'on pourrait saisir comme une chose extérieure (comme les choses sont extérieures aux choses), distincte de l'action elle-même comme une machine peut être décrite par le géomètre avant son fonctionnement et indépendamment de lui ?

Comment Descartes va-t-il sortir de sa cogitation insulaire ?

D'abord, il faut un corps à cette âme pensante. Notre étrange rationaliste y pourvoit par la plus irrationnelle des hypothèses : le pont pour franchir le gouffre entre l'âme pensante et le corps, c'est la glande pinéale : un petit bout de viande sera la passerelle inespérée pour recoller au monde. Même Aristote n'avait pas eu recours à un tel coup de force métaphysique pour surmonter le dualisme de sa philosophie de l'être : l'être et la pensée se contentaient d'une coexistence pacifique.

Ensuite, pour que la nature, désespérément extérieure à cette pensée insulaire, ne soit pas une illusion, il fallait un garant de son existence réelle. Ici Descartes fait appel à un subterfuge moins inattendu que celui de la glande pinéale : Dieu se portera caution de la réalité du monde extérieur. Mais quel Dieu ? Il ne peut être que consubstantiel à la seule vérité jusque là indubitable pour Descartes : la pensée. Il n'a donc plus besoin d'une glande pinéale pour passer de la pensée à la nature. Il a recours à la bonne vieille scolastique traditionnelle depuis saint Anselme (1033-1109) déduisant Dieu de l'idée que l'on s'en fait : nous avons l'idée d'un être parfait : "Dieu est tel que rien de plus grand ne peut être pensé; or cette perfection absolue implique l'existence; donc l'être parfait existe." Le tour est joué : cet argument ontologique nous a fait débarquer sur la terre, nous a donné une nature, après quoi, ce Dieu magicien ne sera plus utile à Descartes. Il semble même n'y point croire : dans un moment de franchise, il dira : "Je garde le Dieu de ma nourrice."

Les théologiens ne furent pas dupes : ils interdirent l'enseignement du cartésianisme à la Sorbonne.

En effet, en dépit des contorsions métaphysiques de Descartes, sa conception mécaniste du monde ne sera que l'anticipation de ce que les athées du XVIIIe siècle, comme Voltaire, appelleront la chiquenaude originelle de l'horloger qui est à l'origine du mouvement, de la vie mécanique du monde.

Ayant pris pied, avec la glande pinéale et Saint Anselme, dans le monde corporel et matériel, il n'a plus que faire de ce Dieu pour construire sa physique mathématique, qu'il applique d'abord à l'optique pour étudier la réfraction, puis à l'étude des appareils de levage, et qu'il étend à toute la nature, ("la physique, dit-il, n'est autre que géométrie."). Le mouvement mécanique (celui que l'on explore à partir des mathématiques de son temps), explique tout, par exemple la biologie. Il n'y a dans les êtres vivants, rien de plus que dans les automates que Descartes dit avoir aperçus dans les jardins de nos rois, et dans la construction desquels excella Vaucanson. Tout animal n'est qu'une machine, et l'homme n'y échappe que par un miracle divin, qui, par la glande pinéale, a mis son corps en rapport avec son âme. Il suffira, avec plus de cohérence, de faire abstraction de cette étrange connexion, pour passer, au siècle suivant, de l'animal machine de Descartes, à l'homme machine de La Mettrie.

Ainsi avec de l'**étendue** (explorable par la géométrie analytique dont il fut l'inventeur) et le **mouvement** dont l'impulsion première est un présent de Dieu, Descartes nous rend comme maîtres et possesseurs de la nature. Il est, à ce titre, le père de la civilisation technicienne réduisant la raison à sa fonction instrumentale, comme moyen de puissance et de richesse.

A partir de là sont exclus tout sens et toute finalité de la vie. Pas plus qu'aucune autre philosophie de l'être celle-ci n'est capable de fonder une morale qui ne soit pas une morale de la **résignation** à ce qui **est**. La preuve en est donnée par l'impuissance de Descartes à fonder une morale autre que provisoire. Comme dans toute philosophie de l'être, elle ne peut être que conformisme et résignation à l'ordre établi. Elle consiste, nous enseigne son *Discours de la Méthode* à obéir aux lois et aux coutumes et à se gouverner "suivant les opinions les plus modérées et les plus éloignées de l'excès ", "tâcher plutôt à se vaincre que la fortune " et " à changer ses désirs plutôt que l'ordre du monde." Le mot d'ordre de la pensée unique et du politiquement correct y puise sa source. Lorsque, réfugié à Stockholm, la reine Elisabeth lui demande comment l'homme peut assigner à sa vie un sens et des fins, Descartes est impuissant à répondre, et se contente d'un *bricolage* (comme dirait Lévi-Strauss) du stoïcisme ou de l'épicurisme pour en revenir à la seule préoccupation cartésienne de la domination technique du monde qui fera dire avec juste raison à Michel Serres que "le *Discours de la Méthode* est un traité de la guerre". En tout cas, un manuel de la puissance technique ne se posant même pas le problème des fins. Tout comme ne se le posa jamais l'officier de cavalerie mercenaire René Descartes, se mettant au service (en cette période de guerres religieuses sanglantes) aussi bien des troupes protestantes de Maurice de Nassau en 1618 luttant contre l'Espagne pour l'indépendance des Pays-Bas, que de celles, catholiques, de Maximilien de Bavière en 1619, combattant au côté des Habsbourg pour détruire l'indépendance de la Bohême à la bataille de la Montagne Blanche, près de Prague, le 8 novembre 1620, ouvrant pour tout un peuple la période des ténèbres.

Cette mentalité de mercenaire et de conquistador, servait admirablement la civilisation marchande et coloniale qui allait prendre son essor. La philosophie correspondante, celle d'une raison réduite à ses fonctions techniciennes, instrument de puissance et de richesse, devint, pour trois siècles, l'idole vénérée du système social triomphant, de ses lumières et de son progrès, jusqu'au milieu du XXe siècle où, après la découverte de la physique des quanta et de la relativité, put être conçue, avec Gaston Bachelard, une épistémologie non cartésienne.

* * *

La philosophie des lumières du XVIIIe siècle, qui connut, en France son plus grand essor, est un cartésianisme émondé de ses fragiles superstructures théologiques ou pinéales et débouchant par conséquent sur un matérialisme mécanique radical, comme il apparaît chez le médecin La Mettrie (1709-1781) avec *L'homme machine* (1748) suite logique de la conception cartésienne de *l'animal machine.*

Helvétius (1715-1771), fermier général du roi et admirateur du système politique anglais, comme en témoigne sa correspondance londonienne, donne une vision plus ample de cet humanisme décharné en s'inspirant des thèses de l'anglais Locke (1632-1704) sur l'expérience.

Diderot (1713-1784) conçoit, avec son *Encyclopédie*, la "Somme des sciences de son temps" mais sans dépasser les limites de la pensée bourgeoise : "le propriétaire seul est citoyen", écrit-il dans l'article **Représentant** de son *Encyclopédie.*

En dépit de son dogmatisme cartésien ce matérialisme français du XVIIIe siècle joua un rôle historique positif en donnant un fondement idéologique à la lutte contre la féodalité et sa légitimation par une religion figée justifiant le droit divin des rois et des privilèges du sang, comme, au siècle précédent, Bossuet avait cautionné la monarchie absolue à partir d'une *Politique tirée de l'Ecriture Sainte.*

Ce rôle révolutionnaire du matérialisme français ne saurait être extrapolé à toutes les formes du matérialisme : le matérialisme anglais de Hobbes avait aussi bien justifié le despotisme absolu dans son *Léviathan*, alors que Karl Marx se déclare l'héritier de l'idéalisme allemand. Son compagnon Engels écrira à la fin de sa vie (1891) : "Nous, socialistes allemands nous sommes fiers de tirer nos origines non seulement de Saint Simon, Fourier et Owen, mais aussi de Kant**,** de Fichte et de Hegel." (*Œuvres de Marx et Engels,* Ed. russe, t.XV, p. 625). Il redit encore, en 1874, dans sa préface à *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne* (Ed. Sociales, p. 23) : "S'il n'y avait pas eu précédemment la philosophie allemande, notamment celle de Hegel, le socialisme scientifique n'eût jamais existé."

Et Marx lui-même dit du matérialiste Feuerbach : "Si on le compare à Hegel, Feuerbach est très pauvre." (Lettre à Schweitzer du 24-1-1865)

Ceci nous permet d'interpréter correctement la formule de Marx, (qui se considérait comme un disciple critique de Hegel), lorsqu'il dit qu'il a "remis sur ses pieds la dialectique de Hegel" : ce renversement ne signifie pas que Marx a dit matière là où Hegel disait esprit, ce qui nous eût ramené au matérialisme dogmatique antérieur. Cela signifie : passage d'une philosophie de **l'être** à une philosophie de **l'acte.**

Du point de vue théorique le matérialisme français issu de Descartes, c'est la lutte contre la religion et la métaphysique au profit du développement des sciences de la nature.

A ce matérialisme Marx fait deux reproches.

D'abord en la prenant dans l'état où le présentait une science mécaniste, le matérialisme pré-marxiste a une conception très pauvre de la matière, qui n'est plus qu'un fantôme abstrait, obéissant aux seules lois de la mécanique.

Ensuite et surtout, il prétend s'installer dans les choses au lieu de partir de l'activité pratique des hommes: "Le principal défaut de tout le matérialisme passé — y compris celui de Feuerbach, est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité humaine concrète, en tant que pratique, de façon subjective, c'est ce qui explique pourquoi le **côté actif** fut développé par l'idéalisme, en opposition au matérialisme, mais seulement abstraitement, car l'idéalisme ne connaît naturellement pas l'activité réelle, concrète, comme telle."[1]

Le matérialisme français du XVIIIe siècle, celui de d'Holbach, d'Helvétius, de La Mettrie, a cédé à une double illusion: l'illusion scientiste qui consiste à projeter dans la nature, comme si elles constituaient son essence définitive, les lois scientifiques

[1] Marx, Première Thèse sur Feuerbach dans *Etudes philosophiques*, p. 61.

actuellement connues à un moment déterminé du développement des sciences de la nature, à appauvrir ainsi le concept de matière jusqu'à le réduire par exemple au squelette décharné de la géométrie ou de la mécanique, alors que chaque grande découverte scientifique enrichit le concept philosophique de matière, comme le soulignera Engels dans son *Ludwig Feuerbach* en flétrissant "la forme plate, vulgaire, sous laquelle le matérialisme continue à exister aujourd'hui."[1]

La deuxième illusion, plus fondamentale, et dont la première n'était qu'un corollaire, c'était l'illusion dogmatique, prétendant faire abstraction de la pratique, de l'activité de la connaissance et, par conséquent, de son caractère historique et historiquement relatif, pour se référer, à la manière des empiristes, à de prétendues données, comme si un fait n'était pas, précisément, ce qui a été fait, construit, par la technique et la pensée des hommes dans leur œuvre plusieurs fois millénaire de transformation de la nature.

* * *

La révolution française marqua une césure dans l'histoire de la philosophie comme dans l'histoire politique de l'Europe.

A la charnière de cette mutation se situe l'œuvre de Condorcet (1743-1794) qui formula le premier d'une manière systématique le mythe du progrès sous la forme même où il continue, malgré tous les démentis de l'histoire réelle, à hanter les esprits depuis deux siècles, prenant le relais du mythe de la Providence qui avait régné jusqu'au XVIIe siècle. Ce mythe se perpétuera sous des formes diverses au XIXe siècle avec Auguste Comte et sa loi des trois états, et au XXe siècle avec les notions de croissance ou de développement quantitativement mesuré par le produit national brut (PNB).

Condorcet était un mathématicien et un esprit encyclopédique qui devint secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences en 1773.

Les performances de la révolution industrielle du XVIIIe siècle l'avaient persuadé que le développement des techniques et des sciences était indéfini et que ce pouvoir sans limites de l'homme sur la nature pourrait assurer le bien-être de tous par un accroissement indéfini de la richesse.

Il ne partageait pas l'optimisme béat d'Adam Smith qui s'en tenait à la production incessante de la richesse des nations sans se soucier de leur répartition : le 12 mars 1792, dans un exposé financier à l'Assemblée législative, dont il était président, il notait déjà : "Toute grande société riche renfermera un grand nombre de pauvres, elle sera donc malheureuse et corrompue." Mais ce n'était là, selon lui, qu'une étape passagère, qui exigeait, pour corriger ces déséquilibres, "des établissements qui offriraient des secours et des ressources à la partie pauvre de la population."

Ce n'était donc, pour lui, qu'une crise de croissance du système. Dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* publié en 1794, l'année même où, décrété d'accusation par les Girondins, il se cacha, puis, découvert, se suicida, il

[1] Marx et Engels, *Etudes philosophiques*, p. 29.

montre qu'un développement sans fin des inventions de la science et de la technique, lié à une éducation généralisée, permettra un progrès sans fin du bonheur de l'humanité.

Ce bonheur est quantifiable puisqu'il se mesure par le pouvoir croissant de l'homme sur la nature, c'est-à-dire sur le rendement croissant du machinisme industriel, et sur la richesse produite par cette productivité.

Le projet était généreux puisqu'il devait à tous assurer ce bonheur, mais il fut aussitôt démenti par les orgies du capitalisme créant, en même temps, des richesses de plus en plus abondantes, et une masse croissante d'esclaves et d'exclus, avec une accumulation de la richesse à un pôle de la société en faveur d'une minorité de plus en plus restreinte, et de la misère à l'autre, avec une multitude croissante des exploités, même dans les pays riches et, plus encore, dans les pays où la dépendance coloniale engendrait le sous-développement.

L'autre objection, plus fondamentale, au mythe du progrès, découle du choix même des critères du bonheur. Il s'agit là du problème des fins et du sens de la vie, et nous en traiterons en examinant le troisième postulat (religieux) de la civilisation occidentale : de Faust au monde du non-sens.

Nous nous en tiendrons, pour le moment, au bilan du projet cartésien : **nous rendre maîtres et possesseurs de la nature.**

Cet objectif a été si bien atteint par les sciences et les techniques que nous avons le pouvoir de détruire cette nature. La bombe d'Hiroshima a fait en un instant soixante-dix mille morts, (ce qui est un progrès incontestable par rapport à Tamerlan à qui il fallut sept jours pour ériger une pyramide de seulement dix mille crânes, lorsqu'il prit Ispahan).

Les puissances nucléaires possèdent aujourd'hui un stock équivalent à plus d'un million de bombes d'Hiroshima, c'est-à-dire la possibilité technique de détruire soixante-dix milliards d'êtres humains : douze ou quinze fois plus qu'il n'en existe sur la terre. Le pouvoir d'effacer toute trace de vie.

Ce n'est là qu'un cas limite; le suicide planétaire au ralenti semble assuré: la destruction de la couche d'ozone par nos pollutions industrielles nous menace, d'ici trente ans, d'un réchauffement de l'atmosphère de plusieurs degrés, donc d'une fonte des glaces des pôles suffisante pour submerger les grandes villes portuaires, même si l'on parvient à empêcher la folie de l'exploitation de l'Antarctique qui accélèrerait encore le réchauffement de l'atmosphère en dégradant ce régulateur du froid.

Le rôle dévastateur du marché ne s'arrête d'ailleurs pas là : les seules considérations de rationalité économique et de rentabilité à court terme font du marché de la construction et de l'urbanisme le plus terrible prédateur des espaces urbains et suburbains par le développement cancéreux de constructions anarchiques. Les incendies, faisant place nette pour les terrains à bâtir, coûtent, en forêts, la surface d'une Autriche par an (où à transformer en pâturages plus rentables).

Dans la forêt tropicale, en Amazonie par exemple, la rapacité des colons pour leur élevage extensif coûte vingt-quatre hectares par jour, mettant en danger la respiration de cinq milliards d'hommes, et l'exode, d'ici trente ans, d'un milliard d'entre eux chassés par la désertification.

Ce ne sont là que quelques exemples des progrès réalisés dans la maîtrise et la possession de la nature, posant les problèmes proches de l'épuisement des sols par les traitements chimiques, et, après la terre, de la pollution de l'air qui fait déjà des victimes dans les villes tentaculaires défigurées par les spéculations mercantiles de l'urbanisme des promoteurs et des transports automobiles anarchiques; des massacres de la mer et de ses ressources poissonnières; de l'épuisement des énergies fossiles non renouvelables comme le pétrole. L'eau, l'air, la terre, tout le milieu nécessaire à la vie étant ainsi menacé, l'on peut se demander, si nous continuions dans cette voie suicidaire, si la planète ainsi gérée sera encore habitable jusqu'à la fin du XXIe siècle.

* * *

c) — Du postulat de Faust au monde du non-sens.

Il y eut un moment, dans l'histoire de l'Occident, avec le postulat du premier Faust, celui de Marlowe : "Homme, par ton cerveau puissant, deviens un Dieu", où même des géants de la pensée comme Goethe, Kant, Fichte ou Hegel purent croire vraiment que l'homme allait pouvoir prendre le relais de Dieu dans la gérance du monde.

"De ce jour et de ce lieu commence une époque nouvelle de l'histoire humaine", disait Goethe à Valmy.

* * *

La philosophie allemande constitue une exception (d'ailleurs grandiose) dans la pensée occidentale.

L'Allemagne, le dernier pays, au XIXe siècle, à réaliser son unité, était émiettée en une poussière de principautés d'origine féodale ne participant que depuis la Révolution française et l'invasion napoléonienne, **par procuration** ou par **importation**, au mouvement général de l'Europe capitaliste dont l'Angleterre avait été la pionnière, continuée par la France.

Ces petites principautés féodales ne pouvaient donc pas, comme l'Angleterre ou la France, engendrer leurs **intellectuels organiques** en raison du retard et de l'exiguïté de ces états nains, survivances du passé médiéval de l'Occident.

Cela fit à la fois la grandeur et les limites de la philosophie allemande : les géants élaborèrent leurs doctrines à partir de l'**expérience des autres.**

Le cardinal de Cues réfléchit longuement sur l'Islam à son apogée et sur les civilisations de l'Orient. Leibniz entrevit l'importance de la philosophie chinoise. Ces deux génies dépassèrent ainsi l'orbite occidentale. Ils ne participaient pas à ses sécessions.

Mais une influence, extérieure à celle des minuscules principautés, exerça une influence décisive sur les géants de la pensée allemande au XIXe siècle (Kant, Fichte, Hegel) : celle de la Révolution française qui balayait les étroitesses anciennes. Tous furent bouleversés par cette mutation de l'histoire qu'ils n'avaient pu concevoir ni construire dans les isoloirs idéologiques de leurs terroirs minuscules et arriérés. Comme l'écrit Marx : "Ils ont pensé ce que les autres ont fait." Et la défaite finale de cette révolution avec sa **restauration** du passé, a entraîné plusieurs d'entre eux à la nostalgie et à la régression (philosophique et politique) comme nous l'avons vu, par exemple avec Fichte et Hegel, se résignant à "hurler avec les loups". Un autre exemple, est celui de la résignation du grand Goethe. Marx disait déjà de lui : "Le poète géant de Faust s'efface devant le ministre insignifiant de Weimar."

Ces faillites personnelles finales ne sauraient nous faire oublier les œuvres puissantes de l'âge de leur grandeur liée à une grande espérance historique.

1 — Les derniers chevaliers de l'esprit : Fichte, Hegel.

Fichte (1762-1814) identifie la révolution copernicienne de Kant par laquelle, sur le plan pratique et sur le plan théorique, est fondée l'autonomie souveraine de l'homme, et la Révolution française créant un droit nouveau et un monde nouveau à partir du principe de l'autonomie souveraine de l'homme et de sa raison.

Il offre ses services à la France pour lui proposer sa philosophie comme fondement théorique de sa Révolution.

> Mon système est le premier système de la liberté. De même que cette nation (la France) délivra l'humanité des chaînes matérielles, mon système la délivra du joug de la Chose en soi, des influences extérieures, et ses premiers principes font de l'homme un être autonome. La Doctrine de la science est née durant les années où la nation française faisait, à force d'énergie, triompher la liberté politique; elle est née à la suite d'une lutte intime avec moi-même et contre tous les préjugés ancrés en moi, et cette conquête de la liberté a contribué à faire naître la "Doctrine de la science"; je dois à la valeur de la nation française d'avoir été soulevé encore plus haut; je lui dois d'avoir stimulé en moi l'énergie nécessaire à la compréhension de ces idées. Pendant que j'écrivais un ouvrage sur la Révolution, les premiers signes, les premiers pressentiments de mon système surgirent en moi, comme une sorte de récompense. Ainsi donc, ce système appartient déjà dans une certaine mesure à la nation française.[1]

Avec le même enthousiasme Hegel (1770-1831) rappelle, à la veille de sa mort (alors qu'il avait 19 ans en 1789) la grande espérance de sa jeunesse lorsqu'éclate la Révolution française :

> La pensée, le concept du droit se fit tout d'un coup valoir, et le vieil édifice d'iniquité ne put lui résister. Depuis que le soleil se trouve au firmament, on n'avait pas vu l'homme se fonder sur une idée et construire d'après elle la réalité [...] C'est donc là un superbe lever de soleil. Tous les êtres pensants ont

[1] Lettre à Baggesen, d'avril 1795 (citée par Xavier Léon, *Fichte et son temps*, II, 2, p. 288).

> célébré cette époque. Une émotion sublime a régné en ce temps-là, l'enthousiasme de l'esprit a fait frissonner le monde, comme si à ce moment seulement on en était arrivé à la véritable réconciliation du divin avec le monde. (*Leçons sur la philosophie de l'histoire,* p. 401)

Telle fut la source historique d'une philosophie moderne de l'acte, dont Marx disait : "C'est la théorie allemande de la Révolution Française."

De sa propre philosophie de l'acte dont il a donné la formule la plus notoire dans sa *Onzième thèse sur Feuerbach*, en 1844 : "Les philosophes n'ont fait jusqu'ici qu'interpréter le monde, maintenant il importe de le changer", il a puisé la source d'abord dans la philosophie de Fichte.

L'idée maîtresse du système de Fichte est celle de l'homme créateur, l'idée que l'homme est ce qu'il se fait. Pour la première fois dans l'histoire de la philosophie, se trouvait mis en cause le primat de l'essence, d'une définition à priori, au profit de la libre activité créatrice. Pour la première fois une **philosophie de l'acte** s'opposait radicalement à **une philosophie de l'être**.

Exister, pour lui, c'est agir, c'est créer. Cet action, cette création, déborde constamment ce qui est déjà créé et soumis aux lois de la connaissance, qui est réflexion seconde par rapport à l'action et à la création première de l`homme. Elle n'annule pas pour autant cette œuvre antérieure; elle constitue l'ensemble des conditions qui s'imposent à l'action et lui résistent, tout comme elle constitue une essence de l'homme, non pas a priori, ni même figée, mais en devenir, en enrichissement constant... La pensée de Fichte, donnant consistance et réalité à la trace traditionnelle que la création humaine laisse dans son sillage, a découvert, au moins sous une forme abstraite, ce qui deviendra, en se concrétisant dans la pratique sociale et historique, le principe même du matérialisme historique : "Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé."[1]

L'existence n'est pas un donné, ni au sens d'une nature, comme l'entendaient les empiristes et les matérialistes, ni au sens d'une essence, comme l'entendaient le rationalisme dogmatique et la dialectique pré-marxiste.

Parce que l'existence est de l'ordre du faire, de la création, il y a une histoire, une émergence du nouveau.

Ni le Moi dont il part, ni celui auquel il aboutit, ne peuvent être confondus avec le Moi de l'individualisme égoïste.

Le Moi dont part Fichte n'est pas celui de l'individualisme car il n'est pas une *donnée*, mais un acte : le sujet agissant qui porte en lui, virtuellement, la loi de la raison.

Le Moi, qui est le terme idéal du système, c'est le sujet qui a pleinement réalisé, en lui et hors de lui (dans la nature et dans la société) un monde entièrement transparent à la raison, et qui a donc cessé d'être un individu particulier.

---

[1] Karl Marx, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte,* Editions Sociales, p.13.

Au principe comme au terme, le Moi de Fichte, loin de s'isoler dans sa particularité sensible et de s'y complaire, est exigence de réalisation de l'universel. Il est l'acte de prendre part à l'histoire universelle. Ce Moi est d'abord virtuellement habité par toute l'humanité. Il est la synthèse de toute l'humanité, non seulement de sa culture passée, mais de ce qu'elle est appelée à devenir dans la totalité de son histoire. C'est, disait Fichte, "la communion des saints". Ce qui est caractéristique de la conception du moi, chez Fichte, c'est son perpétuel dépassement. En chaque moment le Moi pose sa limite, et, en même temps, la franchit, comme si l'infini l'appelait : son présent ne se définit jamais qu'en fonction de son avenir en naissance. Le Moi est toujours projet : ce que j'ai été et ce que je suis ne prend tout son sens que par ce que je serai. L'existence n'est donc jamais un donné mais une création. Elle est toujours en train de se faire. C'est là le principe premier d'une philosophie de l'acte.

La pratique, en définitive, chez Fichte, en dépit de son vocabulaire kantien et de son idéalisme, c'est l'engagement de l'homme tout entier dans un effort collectif pour faire l'histoire, pour transformer la nature et construire la société.

> L'homme qui s'isole, écrit Fichte, renonce à sa destinée; il se désintéresse du progrès moral. Moralement parlant ne penser qu'à soi, ce n'est même pas penser à soi, car la fin absolue de l'individu n'est pas en lui-même; elle est dans l'humanité entière. On ne satisfait pas au devoir, comme on est trop souvent porté à le croire et comme on s'en fait un mérite, en se confinant dans les hauteurs de l'abstraction et de la spéculation pures, en menant une vie d'anachorète; on y satisfait non par des rêves, mais par des actes, par des actes accomplis dans la société et pour elle. (Fichte, *Sittenlehre*, IV, §18)

Sans doute, en disciple de la Révolution française, il demeure prisonnier d'une conception historique bourgeoise de la propriété et il lui donne un statut métaphysique : la propriété est le champ nécessaire à l'exercice de la liberté et la matière nécessaire de l'action; mais, emporté par le mouvement même de l'histoire qui vient de mettre radicalement en cause la propriété sous sa forme féodale, il refuse d'identifier la propriété avec la possession de richesses données. Ici encore, selon l'esprit qui inspire toute sa philosophie, à la chose il oppose l'acte. Le travail demeure la substance de la propriété : selon la théorie fichtéenne du droit, seul peut m'appartenir légitimement ce à quoi s'applique ma liberté.

Il n'en reste pas moins que Fichte, en fonction même de sa théorie de l'Etat et du contrat, et malgré l'étendue des pouvoirs qu'il reconnaît à l'Etat, considère que tout homme acculé à la misère ou à la faim est, par là même, libéré de tout devoir social. Fichte dépasse ainsi la conception d'une liberté formelle et tend vers la revendication d'un droit réel.

Mais prisonnier, comme la Révolution française elle-même, de la confusion entre la liberté du marché et la liberté humaine, par laquelle ce *libéralisme* peut se réaliser aussi bien dans une démocratie (ouvertement ou hypocritement censitaire) que dans une dictature bonapartiste, à l'heure où s'annonce, avec la chute de Napoléon, la restauration de l'autocratie prussienne, le titan prométhéen de la **Doctrine de la science** se transforme en sujet docile proclamant que la philosophie "reconnaît que toute chose est nécessaire et bonne et nous réconcilie avec tout ce qui existe, tel qu'il

existe, car il doit être ainsi en fonction des fins dernières." (Fichte, *Les Traits caractéristiques de notre époque.*)

* * *

Le parcours philosophique de Hegel est de même nature que celui de Fichte. Lui aussi a vécu l'écroulement d'un monde, la naissance d'un autre et son avortement politique. Il a 19 ans à la prise de la Bastille, 24 en Thermidor, 29 au 18-Brumaire. Il est en train d'achever sa *Phénoménologie de l'Esprit* lorsqu'en 1807 les troupes françaises d'invasion bivouaquent à Iéna devant sa maison, et lorsque la Paix de Tilsit consacre l'écroulement de sa patrie, la Prusse.

Il écrit sa *Science de la logique*, de 1812 à 1816, c'est à dire entre le moment où commence, en 1813, le soulèvement national de son pays contre l'Empire napoléonien et l'écroulement de Waterloo.

L'année où il publie sa *Philosophie du droit*, 1821, est celle du congrès de la Sainte-Alliance, à Laybach.

Ses cours sur les *Leçons sur la Philosophie de l'histoire*, il les professe de 1822 à 1831, au milieu des plus grands bouleversements de l'histoire : il les commence au moment où la Grèce, en 1822, proclame à Epidaure son indépendance. Le trône d'Espagne est renversé, et l'Amérique latine brise le joug colonial de l'Espagne; en 1825 éclate, à Saint-Pétersbourg, I'insurrection des Décembristes.

L'œuvre grandiose de Hegel n'est pleinement comprise que dans les lueurs de cette Apocalypse.

Dans ce contexte seul est intelligible la tentative hégélienne de synthèse entre l'universel et l'individu, entre le *logos* des Grecs et le moment chrétien de la subjectivité.

Lorsque Hegel, à vingt ans, vit dans la Révolution française la réponse aux problèmes posés par la situation de l'Allemagne, il crut découvrir le modèle de la liberté la plus parfaite, de l'harmonie entre l'individu et la société et, par conséquent, de l'harmonie intérieure de l'individu entre sa raison et ses passions, comme, pensait-il, dans la Cité et la religion des Grecs.

Mais le développement même de la Révolution française et les résistances auxquelles elle se heurte, en France et, plus encore, en Allemagne, leurs coalitions et leurs rébellions, sont une expérience qui conduit Hegel à rechercher les sources historiques de cette affirmation de l'individu, de la particularité, contre le tout. L'étude de la désagrégation de la cité antique, de la naissance du christianisme et de son évolution, l'amène à une conception plus complexe et plus riche de la liberté. A la participation active de l'homme à sa cité terrestre, s'ajoute une exigence nouvelle : celle de l'irréductible subjectivité de l'homme. Le problème de Hegel devient plus complexe. Le problème de la liberté se pose désormais dans des termes neufs : comment retrouver l'immanence vivante de la totalité sociale dans l'homme en intégrant le moment de la séparation, le moment de la subjectivité ? La liberté se définit toujours par la participation au tout, mais à travers la conscience de soi.

Avec le christianisme, la conscience a connu un double déchirement : l'opposition de deux mondes, celui de l'au-delà et celui de l'en-deçà, et la même opposition transposée à l'intérieur de l'homme. L'univers chrétien est celui de la conscience malheureuse.

Hegel ne voit pas là un accident de l'histoire mais une loi nécessaire du développement : désormais, pour atteindre le bonheur, il faut traverser le malheur. C'est un thème central de l'œuvre de Hölderlin et de Goethe.

C'est aussi l'idée maîtresse de la philosophie de l'histoire de Hegel. L'histoire, pour lui, c'est l'avènement de la liberté. Mais le progrès n'est pas linéaire. Dans l'Introduction à ses *Leçons sur la Philosophie de l'histoire* dans lesquelles son système idéaliste atteint son plein épanouissement, Hegel donnera la formule la plus nette du caractère contradictoire, dialectique, de ce progrès.

Hegel s'efforce de surmonter le pessimisme, en substituant à l'idée trop simple du progrès telle que l'avait élaborée la philosophie des lumières (Condorcet par exemple), une conception du progrès de la liberté intégrant le moment de la séparation, de la destruction de l'unité, de la conscience de soi, qui est une conscience malheureuse.

Hegel a tenté de réaliser la synthèse de l'hellénisme et du christianisme. De l'hellénisme où l'homme, dans l'unité vivante de la cité, n'a pas pris conscience de son malheur, et du christianisme où l'homme, parvenu à la conscience de soi la plus aiguë, au déchirement et au désespoir, n'a pas pris conscience de son bonheur.

Le destin est le mode d'existence de la totalité dans l'individu, de la particularité dans l'absolu. L'immanence de l'infini dans le fini est l'un des thèmes centraux du système hégélien.

Aux environs de 1800, la perspective historique devient, pour Hegel, obscure. Le grand rêve hellénique, après la Terreur, s'est éloigné comme un mirage: il n'apparaît plus possible à Hegel que la totalité sociale soit directement présente et agissante dans chaque individu comme elle le fut, croyait-il, pour le citoyen libre de la Cité antique. Ou bien la totalité liquide la particularité, comme ce fut, à ses yeux, le cas pour la Terreur, ou bien le réseau des intérêts privés s'intercale entre l'individu et l'Etat, donnant à la société civile, à l'entrelacs des appétits et des convoitises économiques affrontés, la domination réelle sur les individus et sur l'Etat, comme en témoignaient les corruptions des affairistes du Directoire.

Le Consulat et le régime napoléonien constitueront, pour Hegel, la solution de ce problème : l'Etat prenant en main les grands intérêts économiques et imposant un ordre au chaos des concurrences.

Hegel a décidé de se réconcilier avec le monde réel, **hurler avec les loups** (Lettre du 9 février 1797, I, 49.)

Son affirmation de la souveraineté de l'homme l'avait jusque-là conduit à distinguer dans l'histoire trois étapes fondamentales :

> — celle de la cité antique, de ces libres républiques où le citoyen se réalisait pleinement dans sa patrie;

— celle du christianisme, d'une période de servitude où l'individu se replie sur lui-même et conçoit la nature et la société comme des puissances étrangères (aliénées);
— celle de la Révolution française qui permet une réappropriation de la liberté concrète du citoyen antique en sauvant la particularité de chaque individu.

Maintenant, après l'expérience thermidorienne, le Directoire, les guerres de conquêtes du Consulat, le maintien du *statu quo* social en Allemagne, Hegel éprouve douloureusement les contradictions de son époque, il n'est plus question d'une transformation révolutionnaire de ce monde.

De là découle la contradiction centrale de l'œuvre de Hegel : une exaltation théorique de la Révolution française, qui se transforme, en pratique, en une justification de la monarchie prussienne.

Les sinuosités tragiques de cette vie ne sauraient nous faire oublier la grandeur de l'œuvre : dans ses Manuscrits de 1844, Marx est allé d'emblée, dans la *Phénoménologie de l'Esprit* de Hegel, à l'essentiel, à l'idée centrale des chapitres du maître et de l'esclave, et de la culture :

"La grandeur de la "phénoménologie" de Hegel et de son résultat final — la dialectique de la négativité comme principe moteur et créateur — consiste d'une part en ceci, que Hegel saisit la production de l'homme par lui-même comme un processus... comme aliénation et suppression de cette aliénation — il saisit l'essence du travail, et conçoit l'homme... comme le résultat de son propre travail."

Il est remarquable que ce que Marx apprécie le plus chez Hegel, c'est précisément le moment fichtéen de sa pensée : la philosophie de l'acte par opposition à la philosophie de l'être.

L'histoire tout entière est cette création continue de l'homme par l'homme dans son développement dialectique. Avec "la négation de la négation... Hegel a trouvé l'expression abstraite, logique, spéculative, du mouvement de l'histoire."

Cette découverte capitale de Hegel ne saurait faire oublier ses limites.

Marx nous dit que "Hegel se place du point de vue de l'économie moderne" (c'est à dire de l'économie bourgeoise, notamment d'Adam Smith et de Ricardo). Il dit aussi (ce qui est la même idée sous une autre forme) : "Le philosophe lui-même, — forme abstraite de l'homme aliéné — se donne pour la mesure du monde aliéné." Et encore : "L'économie politique n'a exprimé que les lois du travail aliéné."

Si bien qu'il croit que l'histoire a atteint son but lorsque cette économie industrielle et marchande aura triomphé. Alors il pourra s'écrier comme le Faust de Goethe, devant le même triomphe : "Arrête-toi, instant, tu es si beau !”

Marx dit plaisamment : avec le système de Hegel, on a l'impression "qu'il y a eu de l'histoire mais qu'il n’ y en aura plus."

Et pourtant la dialectique hégélienne était porteuse du mouvement qu'il est arbitraire d'arrêter.

Lénine estimait que l'on ne peut parfaitement comprendre le *Capital* de Marx, et en particulier le livre premier, sans avoir assimilé complètement *la logique de Hegel*. Engels donnait, dans une lettre à Conrad Schmidt du 1er novembre 1891, cette précision supplémentaire : "Comparez le développement de la marchandise au capital chez Marx, avec le développement de l'être à l'essence chez Hegel, et vous aurez un parallélisme saisissant."

En effet, la dialectique de Hegel est d'abord **une logique de la relation** : elle installe toute réalité au cœur de la totalité organique et vivante des choses.

Pour Hegel, le monde est une totalité et la vérité est la reconstruction de ce **TOUT** à partir duquel chaque être particulier trouve sa réalité et son sens.

La dialectique est une **logique du mouvement**. Dans ce monde peuplé de forces affrontées, le mouvement est un corollaire de l'universelle interdépendance. Si tout se tient, tout se meut. Le repos est une abstraction : c'est un faux problème de se demander comment des êtres primitivement immuables ont été mis en mouvement. Le vrai problème est d'expliquer, à partir de la réalité du mouvement, l'apparence du repos, qui est un équilibre plus ou moins stable.

La dialectique est **une logique de la vie**. Elle est l'ensemble mouvant des rapports internes d'une totalité organique en devenir.

La finalité des choses, c'est précisément ce mouvement qu'elles portent en elles, cette tendance, née de la contradiction entre leur nature finie, et qui les porte, au-delà d'elles-mêmes, vers l'infini.

Chez Hegel, contradiction et totalité s'opposent et s'impliquent comme le fini et l’infini : ce qui est la totalité du point de vue de l'infini est contradiction du point de vue du fini. La totalité est vécue comme contradiction par l'être fini. Ou encore : la contradiction est la catégorie centrale de la méthode hégélienne, la totalité est la catégorie centrale du système hégélien.

En chaque moment la totalité appelle à elle tout le devenir : sa présence, agissante dès le départ, est présente en chaque être particulier comme son tourment : son insuffisance comme être fini est le moteur du développement. Mais cette insuffisance n'existe que par référence à la totalité. Hegel dit d'ailleurs sans équivoque : "En allant au fond des choses, on trouve tout le développement inclu dans le germe".[1] La totalité préexiste donc aux moments du devenir et les fonde : la contradiction n'est que la petite monnaie de la totalité.

Cette conception hégélienne de la totalité implique donc :

1. L'existence d'un monde et d'une histoire achevés;

[1] Hegel, *Logique*, t. I, p. 24.

2. La connaissance de cet achèvement sans quoi la circularité nécessaire au savoir absolu n'est pas réalisée.

Du poème d'Héraclite à la *Phénoménologie de l'Esprit* et à la *Logique* de Hegel, la pensée et le réel sont saisis, dans leur unité vivante, comme une totalité organique en devenir constant, avec leurs contradictions, chaque forme préparant la suivante en un cycle incessant de naissance, de développement et de mort.

Chez Hegel, la pensée part de principes immuables. Elle aboutit à une totalité **achevée**. C'est ce qu'il reste de théologique dans son **système**, en contradiction avec sa **méthode**.

Hegel avait porté à son achèvement le plus parfait la philosophie de l'être : celle qui, depuis Socrate, réduit l'être au concept, et la morale à la logique.

Marx disait avec raison que Hegel était la "fin de la philosophie". Du moins de la philosophie de l'être.

Ceux qui prétendirent continuer dans cette voie, après la grandiose synthèse hégélienne, n'eurent plus aucune prise sur l'histoire, chacun exploitant ce qui n'était qu'un moment de la philosophie de Hegel. L'on pourrait dire d'eux comme Ruy Blas des successeurs de Charles Quint :

> ... Un tas de nains difformes
> Se taillent des pourpoints dans son manteau de roi.

* * *

Un monde sans l'homme : *Auguste Comte et le positivisme.*

L'acte de décès de la philosophie, dont la vocation était la recherche du sens et des fins de la pensée et de l'action de l'homme, a été signé par Auguste Comte (1798-1857).

Ce qui permet de comprendre l'unité de son œuvre, c'est sa préoccupation principale : la Révolution française a mis fin à l'ordre féodal et théocratique : **c'est un progrès**. Elle a institué un **ordre** nouveau, fondé sur la science, la technique, l'industrie, qui est la fin de l'histoire. Il ne doit plus être mis en cause par une nouvelle révolution comme celle de 1848. C'est à cette date que **Comte** lance son slogan : **ordre et progrès**.

La Révolution française a inauguré l'âge de la raison industrielle. C'est en quoi consiste le **progrès**. **L'ordre** consiste à le maintenir. Auguste Comte n'hésite donc pas, dans son *Appel aux conservateurs,* à s'adresser au tsar de Russie et au grand vizir ottoman, pour faire obstacle à toute nouvelle révolution et maintenir l'ordre établi.

Dès 1822, il publie un ouvrage : *Plan des travaux scientifiques nécessaires pour réorganiser la société* qui contient, en germe, son système futur exposé en trois livres principaux : *Le cours de philosophie positive* (1830-48), le *Système de politique positive* (1851-1854), et, plus concis, le *Catéchisme positiviste* (1852), centrés, le

premier sur la science, le second sur la politique, le troisième sur une religion nouvelle fondée sur les deux premiers

La *science* est celle de son temps : mécanique et déterministe; celle que Laplace (1799-1827), l'un des fondateurs de l'Ecole polytechnique (dont Auguste Comte incarnera pour longtemps l'esprit), a réalisé, en son livre : *L'exposition du système du monde*, (1796), réédité en 1824, synthèse de l'ensemble des connaissances physiques dominée par la définition la plus rigoureuse du déterminisme mécanique :

> Nous devons envisager l'état présent de l'univers comme l'effet de son état antérieur et comme la cause de celui qui va suivre. Une intelligence qui, pour un instant donné, connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée et la situation respective des êtres qui la composent, si d'ailleurs elle était assez vaste pour soumettre ces données à l'analyse, embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers et ceux du plus léger atome; rien ne serait incertain pour elle, et l'avenir, comme le passé, serait présent à ses yeux. (*Essai philosophique sur les probabilités*, publié en 1812)

L'exclusion de toute *cause finale* au niveau de la physique, Auguste Comte en fait une loi universelle, appliquant à l'homme lui-même et aux sciences qui le concernent, telles que l'économie politique et la sociologie, (qu'il appelle aussi : *physique sociale*), les mêmes méthodes, c'est à dire le même déterminisme mécanique, excluant, par principe, toute question sur le sens.

Ainsi dans sa **loi des trois états** : l'état *théologique* est récusé parce qu'il pose la question du *pourquoi ?* et ne se contente pas du *comment ?* Cet âge théologique s'étend, selon lui, des origines de l'humanité jusqu'au XIIIe siècle, ignorant totalement toutes les sagesses non-occidentales. (Il fondera significativement une *Revue occidentale*).

L'âge **métaphysique** ne constitue qu'une transition, traduction abstraite de la vision théologique.

L'âge **positif** est celui où l'homme se borne à observer ce qui est et à en établir les lois : "La connaissance par les causes est remplacée par le déterminisme des lois."

Il n'y a donc plus place, dans cette philosophie de l'histoire, que pour une extrapolation quantitative du présent pour prévoir l'avenir. Auguste Comte est ainsi le père de ce **scientisme totalitaire** de la prospective technocratique et, finalement, de *l'ordinanthrope* qui croit que la *science* (contenue dans l'ordinateur) peut répondre à toutes les questions, non pas seulement sur les **moyens** mais sur les **fins**, depuis que Norbert Wiener, l'inventeur de la cybernétique, a considéré que les sociétés humaines étaient désormais trop complexes pour être gérées par les hommes et qu'il fallait donc s'en remettre à la machine pour le faire à sa place, excluant toute décision de l'homme: il serait déraisonnable de vouloir changer le cours de l'histoire.

Il s'agit au contraire, une fois de plus, de tenter de l'arrêter. En enfermant la connaissance dans le donné, il enferme l'action dans l'ordre établi.

C'est le fondement de tout conservatisme, comme l'avait fort bien vu Charles Maurras.

D'autant plus que ce système dogmatique, sera cloîtré, par Auguste Comte, dans une religion.

Dans son *Catéchisme du positivisme* il crée une sorte de catholicisme sans Dieu, en transposant, pour son église positiviste, tout le système hiérarchique, rituel et dogmatique, de l'église catholique de son temps.

Auguste Comte a ainsi pu célébrer, **de la philosophie de l'être**, à la fois le couronnement et les funérailles.

* * *

La 3e sécession

La troisième sécession de l'Occident, après cinq siècles de colonisation, et deux guerres civiles européennes (de 1914-1918 et de 1940-1945) est celle de la mondialisation, c'est-à-dire de l'occidentalisation du monde sous direction d'une Amérique qui, réussit, du point de vue économique, à amasser, en 1945, la moitié de la richesse mondiale, aux dépens d'une Europe exsangue de l'Atlantique à l'Oural et d'un Tiers-Monde affamé.

Du point de vue politique, ce pays, qui avait consenti le minimum de pertes humaines, se voulut le maître du monde, dictant sa loi à l'Europe mendiante du plan Marshall qui rouvrait à l'Amérique un marché européen ruiné par la guerre, imposant à Bretton Woods un règne du dollar égal à celui de l'or, et, cinquante ans après, un traité de Maastricht où il est dit expressément que "l'Europe ne pourra être" que "le pilier européen de l'Alliance Atlantique" (c'est-à-dire, en clair, une Europe, soumise aux lois américaines comme l'ont illustré les lois de Helms-Burton et les lois d'Amato, légiférant pour le monde entier en imposant ses embargos).

Le XXe siècle est né avec quelques années de retard : avec l'incendie de 1914, cette guerre d'où ne sortirent que des vaincus. Ce qui précède, les quelques années où l'on dansait encore sur les volcans éteints de la ligne bleue des Vosges et de la Commune de Paris. Celle-ci avait éveillé les espérances messianiques de ceux qui n'ont pas et les sauvages terreurs de ceux qui ont. Elles n'en font pas partie.

Il n'y avait plus que des ruines, des monuments aux morts, et la conscience de l'effondrement de toutes les valeurs.

Sur les deux rives du Rhin la vie sociale marquait un recul historique d'un siècle : d'un côté avec une **Chambre bleu horizon** face à la colère des grèves de 1920, de l'autre avec la répression sauvage de Spartacus et de ceux qui en incarnaient les rêves : Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Au-delà des ténèbres se levait alors un nouveau matin, avec ses nouvelles espérances messianiques, aussi bien pour les peuples brisant le joug des anciens tyrans, que pour les artistes, les poètes, savants, les Anatole France comme les Aragon, les Langevin comme les Romain Rolland, qui saluaient l'aurore. En face la grande terreur des

maîtres qui essayaient d'endiguer ce déferlement d'avenir, par une **politique du fil de fer barbelé** avec Clemenceau, ou le projet de Churchill de marcher sur Moscou en battant le rappel de tous les débris du passé pour empêcher de naître autre chose que ce qui est.

Le siècle entier allait être dominé par cette grande peur et cette promesse d'un monde autre. Par l'irrésistible ascension aussi du désespoir et de la fureur des vaincus : le traité de Versailles portait en lui le germe d'une nouvelle tuerie que seul Lord Keynes annonçait prophétiquement dans son livre : *Les Conséquences économiques de la paix* (1922) : "**Si nous cherchons délibérément à appauvrir l'Europe centrale j'ose prédire que la vengeance sera terrible : d'ici vingt ans nous aurons une guerre qui, quel que soit le vainqueur, détruira la civilisation."**

En exigeant de l'Allemagne, sous prétexte de **réparations**, la moitié de sa richesse, fut préparé le naufrage de tout un peuple : le désespoir et l'humiliation des cœurs, le torrent des faillites, et le chômage des multitudes. Les provocations des vainqueurs suscitèrent l'appétit de vengeance et le déchaînement du Tout plutôt que cela, qui assura le triomphe de la démagogie nationaliste la plus délirante, le désir à tout prix de sortir de la misère et du chômage. Il ne fallut que seize ans de fermentation de ce bouillon de culture, pour assurer le triomphe de **l'homme providentiel**. Il accéda au pouvoir de la façon la plus **démocratique** du monde, obtenant, avec ses alliés, la majorité absolue au parlement de la République de Weimar.

Nous avons montré, dans un autre livre[1], le parallélisme rigoureux entre la courbe de la montée du chômage et celle de la montée du national-socialisme.

Hitler trancha le noeud gordien en transformant les chômeurs en ouvriers des usines d'armement, puis ceux-ci en soldats, et ces soldats en cadavres. Le problème était résolu.

Les conditions étaient remplies pour que la deuxième guerre mondiale ne soit que la suite de la première : conséquence de l'aveuglement des vainqueurs, et de l'ivresse qui s'était emparée d'eux pour avoir abattu le grand rival économique et politique de l'Angleterre et de la France.

a) — Les Etats-Unis, avant-garde de la décadence

Deux éléments nouveaux allaient alimenter le brasier et rendre plus redoutable encore la conflagration inévitable.

A l'Ouest était née une puissance nouvelle, celle des Etats-Unis, pour qui la guerre de 1914-1918 fut une **affaire** économique sans précédent au point d'en faire désormais une grande puissance.

Les Etats-Unis, était le seul pays au monde qui, depuis sa fondation, n'avait jamais connu d'occupation étrangère sur son sol, et s'était enrichi de toutes les misères du monde : de l'expulsion et du massacre des indiens à l'exploitation de la main d'œuvre des esclaves noirs, à la relève de l'Angleterre en Amérique du Sud et de l'Espagne

---

[1] *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*. Samizdat 1996, p.93.

dans les îles. Les pertes de l'Europe au cours de la guerre de 1914-1918 avaient fait couler un pactole d'or de l'autre côté de l'Atlantique : par ses ventes et ses prêts l'Amérique était devenue désormais une puissance de premier plan. Il ne lui restait plus qu'à voler au secours de la victoire en **débarquant** en 1917, après Verdun, comme elle volera au secours de la victoire, une deuxième fois, en 1944, après Stalingrad. Elle était sûre ainsi d'appartenir, aux moindres frais, au camp des vainqueurs, et de régner sur une Europe exsangue, de l'Atlantique à Moscou, sa nudité revêtue de cadavres et de ruines, avec cinquante millions de morts.

L'autre acteur nouveau était à l'Est. L'URSS supportait, en 1944, le poids de 236 divisions des nazis et de leurs satellites alors que dix-neuf seulement s'opposaient en Italie aux troupes américaines, et que soixante-cinq étaient réparties de la France à la Norvège.

Depuis l'accession d'Hitler au pouvoir, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France, voyant en lui, comme le disaient les évêques allemands "le meilleur rempart contre le bolchevisme", lui avaient fourni les crédits et les armes (la France lui fournit du fer pour ses canons jusqu'en 1938, l'Angleterre négocia avec lui des crédits jusqu'en 1939, et les Etats-Unis maintinrent leur ambassadeur à Vichy).

En outre l'on avait cédé à toutes ses exigences : lui laissant, sans coup férir, s'emparer de la Bohème et dépecer la Tchécoslovaquie, réaliser l'Anschluss (l'annexion de l'Autriche), participer en Espagne à une **non-intervention** lui permettant d'intervenir, avec son complice Mussolini et ses propres légions **Condor**, jusqu'aux frontières sud de la France, à Guernica.

Le symbole de tous ces abandons, celui de Munich, lui livrait l'équivalent tchèque de la Ligne Maginot, avec l'espoir évident de détourner les appétits de l'ogre vers l'Est et l'Union soviétique. Les munichois, épaulés par la dictature polonaise interdisant à l'URSS de faire passer ses troupes sur son territoire pour affronter Hitler avant qu'il n'arrive aux frontières russes dès l'invasion de la Pologne, il ne restait plus à Staline, pour éviter de supporter tout le poids d'une inévitable poussée hitlérienne, qu'à gagner du temps par un **pacte de non-agression**, symétrique de celui de Munich, pour se préparer à une guerre alors inévitable.

Hitler réussissait ainsi à n'avoir pas à se battre sur deux fronts et pouvait dévorer l'Occident avant de se ruer vers l'Est soviétique.

Quant aux Etats-Unis, le sénateur Truman (devenu quelques années plus tard le président Truman) définissait parfaitement la ligne constante de la politique américaine: "Si l'Union soviétique faiblit, il faudra l'aider; si l'Allemagne faiblit, il faudra l'aider. L'essentiel est qu'ils se détruisent l'un l'autre."

Il est significatif que pour avoir lu cette déclaration de Truman à *Radio-France*, à Alger, où j'étais devenu, après ma libération des camps de concentration, rédacteur en chef du journal parlé du matin, je fus chassé de mes fonctions par ordre du représentant américain Murphy, malgré l'approbation de mon texte par le général de Gaulle. (Voir Tome I de *Mon tour du siècle en solitaire*.)

Les vœux de Truman furent réalisés de sorte qu'au sortir de cette deuxième guerre en Europe, beaucoup plus ravageuse que la première, le plan Marshall permit à l'économie américaine de poursuivre son ascension, en faisant de l'Europe ruinée un client de nouveau solvable.

Ainsi le troisième tiers du siècle fut dominé par une guerre froide entre les richissimes Etats-Unis et une Union soviétique qui avait, à Stalingrad, brisé l'armée allemande et avait poursuivi l'ennemi jusqu'à Berlin où Hitler dut se suicider dans son bunker de la porte de Brandebourg. Après la véritable déclaration de guerre de Winston Churchill, dans son discours de Fulton, et son aveu qu'on avait "tué le mauvais cochon", c'est-à-dire l'Allemagne hitlérienne au lieu de l'URSS et de Staline, la course aux armements entre les Etats-unis se poursuivit dans l'espace, les succès de l'un, comme celle du premier cosmonaute (Gagarine), entraînaient la surenchère du rival jusqu'au paroxysme de la **guerre des étoiles** imaginée par Reagan.

L'URSS s'était épuisée en supportant l'essentiel du poids de la guerre contre Hitler : ses terres les plus fertiles de l'Ukraine avaient été ravagées par l'envahisseur, et les centres industriels les plus décisifs avaient été détruits. Elle était inéluctablement dépassée par les Etats-Unis qui avaient au contraire tiré du carnage européen le plus grand profit.

Pour soutenir un tel effort les dirigeants soviétiques adoptèrent le modèle de croissance de l'Occident, reniant ainsi toutes les promesses du socialisme. Ils en moururent par implosion du système.

Je rencontrai Gorbatchev longtemps après qu'il eut déclenché l'avalanche. Précipitée par la prostitution politique d'Eltsine à ses conseillers américains (tels que Soros), la restauration du capitalisme en URSS porta ses fruits habituels : l'accumulation de la richesse à un pôle de la société et de la misère à l'autre. L'on vit naître, avec la vitesse de champignons vénéneux, des fortunes maffieuses qui firent de Moscou un marché alléchant pour Rolls-Royce, et, en même temps, proliférer le chômage, l'exclusion, la mendicité, la délinquance et le crime. L'ancienne Union soviétique rattrapait l'Amérique sur un point significatif : le trafic de drogues multiplié par quatre en deux ans.

Dans la conversation avec Gorbatchev, je lui dis quel espoir j'avais partagé à la lecture de son livre *Perestroïka,* où apparaît la véritable finalité du socialisme : donner un sens non seulement au travail mais à la vie entière, aliénée par le monothéisme du marché. Un sens nouveau lorsqu'il écrivait par exemple cette parabole résumant l'opposition de l'expérience du travail en régime de marché, c'est à dire de jungle, ou en régime humain, c'est à dire divin :

> Un voyageur s'approche d'un groupe de gens en train de bâtir un édifice et demande : "Que faites-vous là ?"
> L'un d'eux répond avec irritation :
> - "Eh bien, tu vois ! Du matin au soir il nous faut transporter ces maudites *pierres... ".*
> Un autre se lève, redresse fièrement les épaules, et dit :
> - "Eh bien ! tu vois: nous élevons un temple!" (p. 36-37)

C'est ce que Marx avait profondément distingué : un système social, celui du marché, réduisant l'homme à sa seule dimension animale : le maniement des moyens, ou un système fondé sur ce qu'il y a de proprement humain en l'homme : la conscience des **fins** précédant l'organisation des **moyens** et leur donnant un sens. (*Le Capital,* I, XV, 1). L'homme et son travail utilisé comme **moyen**, sans conscience du but et de la valeur humaine de ce qu'il fait, peut être remplacé, comme force motrice par exemple, par un âne ou par une machine.

L'erreur historique mortelle de Gorbatchev fut précisément de commencer par la réforme des **moyens**, c'est à dire de l'économie, en la **libéralisant** c'est à dire en introduisant ce **libéralisme** qui est la liberté laissée aux forts de dévorer les faibles. Dès lors cette **économie de marché**, c'est-à-dire régulée (ou dérégulée) par les lois non humaines d'un régime où tout s'achète et se vend (depuis la cocaïne jusqu'à la conscience des hommes) selon le profit qu'on en peut attendre, fit, en moins de trois ans, œuvre de désintégration de tous les rapports humains. Gorbatchev croyait qu'il allait **réformer le socialisme**, ce qui survint ce fut la **restauration du capitalisme**, et du pire: non pas le capitalisme juvénile qui, en dépit de son inhumanité foncière, investissait au moins dans une économie réelle, créatrice **d'entreprises**, mais le capitalisme déchu, où la spéculation détourne de la production 80% des capitaux, et où la corruption se substitue à la planification (devenue d'ailleurs sclérosée et irréaliste dans la phase décadente de l'Union soviétique).

Ce primat accordé à l'économie **libérale (** c'est-à-dire à un monde sans l'homme) désintégra toutes les structures de la société, accentuant les inégalités, cassant tous les rouages de l'Etat au profit de nationalismes parcellaires, d'intérêts monopolistiques étrangers, ou de cupidités individuelles.

C'était méconnaître l'essence même du marxisme de Marx, donnant priorité aux initiatives historiques conscientes de l'homme, au lieu de l'abandonner au déterminisme des lois du marché instituant, dès ses origines, la guerre de tous contre tous sous le nom de **liberté** confondue avec la concurrence darwinienne des fauves.

Lénine, après Marx, avait bien vu le rôle primordial de la **conscience**, mais dans la Russie de 1917, où la classe historiquement porteuse de cette conscience n'existait pratiquement pas. Lorsqu'éclata la Révolution d'Octobre 1917, la classe ouvrière représentait en Russie moins de 3% de la population active. Ainsi fut crée un parti prétendant exprimer la conscience d'une classe qui n'existait pas. De là les glissements ultérieurs : un parti qui se voulait unique (à l'encontre de la pensée constante de Marx depuis la création de la Première Internationale) se donna pour la conscience d'une classe, puis les dirigeants parlèrent au nom de ce Parti, et finalement un seul à la place de la Direction qui avait cessé d'être collégiale et d'exprimer la volonté des communautés de base (soviets).

Bon ou mauvais (mais plus souvent mauvais que bon) ce Parti constituait la colonne vertébrale du pays. Il en était **en principe** la conscience. C'est à ce niveau de la **conscience** que pouvait commencer une réforme du système par une véritable révolution culturelle à l'intérieur du Parti. A une étape de l'histoire de l'Union soviétique (où le niveau de culture de la majeure partie de la population, et les exploits de ses chercheurs et de ses savants qui avaient, en certains domaines, de la médecine à l'exploration spatiale, mis l'URSS à égalité avec les plus grands), l'heure

était venue d'une inversion radicale de la conception même du Parti; toutes les directives ne viendraient plus d'en haut, mais émaneraient au contraire des communautés de base *(soviets* — c'est à dire *conseils* de paysans, d'ouvriers, d'artistes, de savants, de chercheurs en tous domaines), pour que l'initiative de construire un avenir proprement socialiste puise constamment son inspiration dans les expériences de ceux qui sont directement aux prises avec le réel et entendent en contrôler l'évolution.

Cette erreur fondamentale de ne pas commencer par une mutation radical du Parti (et non de l'économie) conduisit à la débâcle.

L'Union soviétique s'est effondrée précisément parce qu'elle n'a tenu aucun compte de la méthode de Marx et s'est contentée de répéter ses formules : Marx avait dégagé les lois de la croissance du capitalisme anglais au XIXe siècle. Les dirigeants et les soi-disant théoriciens soviétiques ont fait une répétition intégriste et dogmatique des théories de Marx en appliquant à l'Union soviétique, au XXe siècle, les modèles de croissance du capitalisme anglais au XIXe siècle. Son implosion ne signifie nullement une faillite de Marx, mais une faillite de l'interprétation intégriste de Marx qui a conduit à imiter les méthodes de croissance du capitalisme qui reposaient sur l'exploitation des richesses des 3/4 du monde (appelé le Tiers-monde)

L'Union Soviétique est morte pour avoir trahi Marx et pour avoir adopté le modèle de croissance du capitalisme.

Je suis devenu marxiste parce que Marx n'a créé ni une religion, ni une philosophie mais une méthodologie de l'initiative historique nous permettant de dégager les contradictions d'une époque ou d'une société, et, à partir de cette analyse, de découvrir les moyens capables de les surmonter.

Il y eut deux grands analystes du capitalisme : Adam Smith et Karl Marx. Selon Adam Smith, si chaque individu poursuit son intérêt personnel, l'intérêt général sera réalisé, permettant le bonheur de tous.

Karl Marx qui avait profondément étudié Adam Smith, disait qu'en effet le capitalisme libéral créerait de grandes richesses, mais qu'en même temps il créerait une grande misère des masses et une inégalité croissante. Aujourd'hui où, en Amérique, 1% de la population possède 40% de la richesse nationale et où, dans le monde, 75% des ressources naturelles se trouvent dans le Tiers-monde, mais sont contrôlées et consommées par 25% de la population mondiale, il est facile de savoir qui avait raison : Adam Smith (répété au XXe siècle par les prétendus libéraux, comme Friedman aux Etats-Unis ou un Raymond Barre (son traducteur en France), ou bien Karl Marx? La réponse est claire, c'est Karl Marx, et c'est pourquoi je suis resté marxiste car on ne peut rien comprendre à la situation actuelle du monde et à ses inégalités croissantes sans utiliser les méthodes de Marx et non pas celles d'Adam Smith, de Friedman ou de Von Hayek.

Le XXe siècle n'est donc pas la faillite du socialisme de Marx, mais la faillite du modèle de croissance qui a créé de telles inégalités que quarante-cinq millions d'êtres humains (dont treize millions et demi d'enfants — selon les statistiques de l'UNICEF) meurent chaque année de faim ou de malnutrition. C'est dire que le système actuel de

croissance des pays occidentaux (sous la direction des Etats-Unis) coûte au monde l'équivalent de morts d'un Hiroshima tous les deux jours. Quarante fois, chaque année, ce qu'a coûté Auschwitz par an.

Je répète : **un Hiroshima tous les deux jours.** Quarante Auschwitz par an.

On ne saurait imaginer une gestion plus désastreuse de la planète sous la domination du pire ennemi de l'humanité : les dirigeants américains, de Reagan à Clinton, qui sont, avec leurs mercenaires israéliens et anglais, les pires terroristes du monde. Alors que, dans un langage commun à Hitler, à Clinton et à Netanyahou, l'on appelle terroristes les résistants à une occupation étrangère.

L'inversion du rêve initial de Marx et des militants d'Octobre 1917 découlaient de conditions objectives (comme autrefois la dégénérescence de l'idéal des Lumières et de 1789 en Terreur jacobine, en pourrissement du Directoire et finalement en dictature napoléonienne : la France en sortit moralement désorientée par la Restauration avec ses régressions sociales, ses inégalités aggravées, comme la Russie d'aujourd'hui après la restauration du capitalisme.)

Les principales dérives venaient d'abord d'une interférence constante entre les problèmes de la construction du socialisme et ceux du développement, du fait que le socialisme ne succédait pas à un capitalisme pleinement développé comme l'avait conçu Marx, mais d'un capitalisme retardataire, celui de la Russie. L'intervention extérieure et l'état de siège des pays capitalistes rendit la situation plus complexe encore.

Winston Churchill se flattera, dans son livre : *The World Crisis* (Londres, 1929) d'avoir organisé contre la République des Soviets, "une croisade de quatorze Etats".

Le chiffre quatorze évoque celui des quatorze armées que l'Europe fit converger, en 1792, sous les ordres du duc de Brunschwig, pour écraser Paris et la Révolution française. En France, Clemenceau déclare qu'il faut pratiquer à l'égard de la Russie rouge : "une politique du fil de fer barbelé".

Churchill, plus offensif encore, ajoute : "établir un cordon sanitaire et foncer sur Moscou."

Ce boycott affamera (les affamés de la Volga auxquels Anatole France envoyait son prix Nobel) le peuple russe. Enfin, résister à l'encerclement, au surarmement, et à la menace permanente de l'environnement haineux des dirigeants des pays Nantis, exigea une politique d'armement à outrance : Staline disait, en 1930, au XVIe Congrès du Parti bolchevique : "Il nous faut dix-sept millions de tonnes d'acier... nous devons combler ce retard en dix ans ou **ils nous écraseront.**"

Cet objectif fut atteint en 1941, à un coût humain effroyable pour le peuple soviétique. Mais, s'il ne l'eût pas été, qui aurait brisé l'armée nazie à Stalingrad ?

Il est vrai que cette politique féroce conduisit à une militarisation qui amena l'économie au chaos et les hommes au cachot.

L'ensemble de ces contradictions internes et des théorisations intégristes des dirigeants conduisit à l'implosion du système.

* * *

La première guerre, épuisant l'Europe, a fait des Etats-Unis une grande puissance économique.

La deuxième guerre mondiale fut la plus belle affaire des Etats-Unis : fournisseur de l'Europe, puis, dans une Europe une nouvelle fois exsangue, extraordinaire prêteur et investisseur, son potentiel économique a augmenté de 40% grâce à cette deuxième guerre mondiale, et de 7% encore avec la guerre de Corée.

Vertigineuse tentation, aujourd'hui, lorsqu'à la fois s'effondrent, à l'Est, les possibilités de résistance, et que les anciennes puissances coloniales autrefois rivales, l'Angleterre et la France, — du moins leurs dirigeants — se résignent aux rôles de supplétifs de l'armée américaine dans des entreprises n'opposant plus désormais l'Est et l'Ouest mais le Nord et le Sud.

Ainsi semble s'ouvrir l'ère d'un déchirement nouveau de la planète entre un Occident coalisé, du Pacifique à l'Oural, pour perpétuer l'hégémonie du Nord contre le Sud.

La guerre du Golfe fut le prélude annonciateur de ce danger de guerre des mondes. Le dévoilement progressif des objectifs de guerre des Etats-Unis est révélateur: invoquant d'abord, la défense du droit international, invariablement oubliée jusque là pour toute invasion, il n'a pu échapper qu'aux naïfs, trompés par les médias, qu'il s'agissait d'une guerre du pétrole, principe de toute croissance à l'occidentale.

Puis l'objectif véritable fut avoué : détruire la puissance de l'Irak, seul pays du Tiers-Monde possédant peut être les moyens de faire obstacle aux visées hégémoniques de l'Occident et d'Israël au Moyen-Orient.

Il s'agissait d'une véritable guerre coloniale.

Le peuple irakien, par la guerre économique que lui livraient les émirs du Koweït (téléguidés par les Etats-Unis), était privé, avec 7 dollars de moins par baril de pétrole, de la moitié de son budget et voué à la faillite.

Mais la faiblesse politique de Sadam Hussein tombant à deux reprises (par l'invasion de l'Iran et pour l'opération au Koweït) dans le piége américain, a offert au complexe militaro-industriel le prétexte idéal pour une intervention massive préparée depuis un tiers de siècle (depuis le projet de nationalisation des pétroles par Mossadegh en Iran).

Reçu par Saddam Hussein à Bagdad, le 5 décembre 1990, j'ai essayé, pendant deux heures d'entretien, en présence de deux de ses ministres et de deux généraux de son état-major, de le convaincre de deux choses : d'abord qu'il n'y avait aucune symétrie entre lui et les Américains. A sa frontière il y a une armée, et, chez lui, un peuple. Peut-être peut-il faire quelque mal à cette armée (hypothèse qui ne s'est pas réalisée), mais cette armée peut faire beaucoup de mal à son peuple. J'en concluais qu'il devrait accepter de retirer du Koweït son armée, à condition qu'elle soit relevée par des

contingents arabes de pays demeurés neutres, comme l'Algérie ou la Tunisie, afin de préparer un referendum de tous les habitants du Koweït (immigrés et autochtones). Il me rappela ses propositions du 12 août : l'Irak se retirera du Koweït si toutes les décisions des Nations-Unies sont appliquées (par exemple contre l'annexion de Jérusalem-Est, condamnée par toutes les nations, y compris par les Etats-Unis). Sa suggestion était parfaitement justifiée. Mais la méthode employée : l'occupation militaire, donnait un prétexte aux prétendus soldats de droit pour détruire un peuple.

Depuis la fin du Mandat britannique sur l'Irak (1930) les compagnies pétrolières occidentales (unies dans Irak Petroleum) disposaient de 94% du territoire irakien. Lorsque la révolution irakienne du général Kassem décida de leur retirer ces concessions, la menace d'une intervention militaire anglaise, en 1961, imposa l'indépendance du Koweït, et son entrée aux Nations-Unies en 1963.

L'émir du Koweït était dès lors chargé, par ses maîtres occidentaux, d'appliquer au pétrole (par exemple en inondant les marchés) la règle des échanges inégaux caractéristique du système colonial : faire baisser les prix des matières premières.

L'invasion du Golfe par les Etats-Unis et leurs vassaux, en 1990, renouvelle, à une échelle très supérieure, l'opération coloniale de 1961.

Les occidentaux appellent libération du Koweït le retour, dans les fourgons de l'armée américaine, de leurs prête-noms serviles et milliardaires. Le Koweït est, en effet, libéré de toute entrave à la spéculation financière la plus cynique, libéré de toute limite aux exactions de ses privilégiés corrompus. La ruée des grands rapaces coloniaux pour arracher des contrats et des parts de marché fait rage. Les entreprises américaines raflent, auprès des émirs revenus de leur Coblentz, la part du lion. Les autres se partagent les bas-morceaux en proportion des effectifs qu'ils ont engagés dans l'invasion, du rôle pris par les pétroliers et les multinationales dans le déploiement militaire qui a permis la restauration de leurs privilèges.

Comme tous les colonialismes, à travers les mensonges sur la guerre propre, chirurgicale, aseptisée, les américains ont livré à l'Irak une guerre totale avec les moyens techniques les plus sadiquement sophistiqués : une barbarie informatisée présentée comme un jeu électronique, avec des cibles dont on ne voit jamais les victimes déchiquetées. On ne comptabilise que les morts américains ou israéliens. Les autres ne comptent pas.

Comme autrefois le colonialisme espagnol réalisait le génocide des indiens d'Amérique par la supériorité technique de l'arme à feu, comme les colonialistes anglais utilisaient les armes automatiques pour massacrer au Soudan les hommes du Mahdi, comme Mussolini employait contre les éthiopiens les balles dum-dum destinées aux fauves, les américains expérimentent aujourd'hui les missiles guidés au laser, les bombes à dépression qui font éclater les poumons sur plusieurs kilomètres, et d'autres armes de destruction massive.

Le rapport entre le nombre de morts de l'armée coloniale et celui du pays envahi est toujours du même ordre de 1 pour mille, en raison de la supériorité technologique. Il en fut ainsi pour les Espagnols et les Indiens, pour les Anglais en Inde, pour les Américains au Viêt-Nam, pour les Français en Afrique Noire et en Algérie.

Le commandement américain se vantait, lors du cessez-le-feu, le 28 février 1991, d'avoir déversé, en quarante jours, cent mille tonnes d'explosifs sur l'Irak, c'est-à-dire l'équivalent de plus de quatre Hiroshimas.

La tentative de maintenir par la force ce système post-colonial dans lequel l'Occident, avec un cinquième de la population mondiale, contrôle et consomme 80% des ressources, et où sa croissance implique ainsi le sous-développement du reste du monde, conduirait à une véritable guerre de Cent ans entre le Nord et le Sud. Le Tiers-monde ne pouvant se laisser détruire et le monde riche se vouant à une crise sans issue en ruinant ses clients par la faillite et la famine. Les statistiques des Nations Unies nous apprennent que, dans le Tiers-monde, par le jeu des échanges inégaux et de la dette, plus de quarante-cinq millions d'êtres humains meurent chaque année de faim ou de malnutrition. L'ordre colonial et le droit qui le perpétue, imposent au Tiers-monde l'équivalent de quarante Auschwitz par an. La Crucifixion banalisée à l'échelle des multitudes.

Le dirigeant syndicaliste brésilien Lula écrit : "la troisième guerre mondiale est déjà commencée. Une guerre silencieuse mais qui n'en est pas moins sinistre.... Au lieu de soldats, ce sont des enfants qui meurent, au lieu de millions de blessés, des millions de chômeurs, au lieu de destruction de ponts, ce sont des fermetures d'usines, d'écoles, d'hôpitaux.... C'est une guerre déclarée par les Etats-Unis contre le continent américain et tout le Tiers-Monde."

La guerre du Golfe fut seulement une expression plus sauvage de cette guerre permanente.

Telle est l'ampleur de la défaite de l'homme masquée par le plus puissant lavage de cerveaux de millions d'hommes réalisé par le matraquage médiatique : l'on a présenté comme une victoire de la civilisation contre la barbarie l'instauration d'un ordre du monde où l'hégémonie militaire appartient à une société qui porte tous les stigmates de la décadence.

Nous voici ramenés au temps de la décadence de la République romaine et de l'instauration d'un empire romain, avec une polarisation croissante de la richesse et de la misère : Rome comptait alors trois cent vingt mille sans emplois. Les six plus grands propriétaires d'Afrique, au temps de Néron, possédaient la moitié des terres de cette province, comme aujourd'hui, aux Etats-Unis, 5% des Américains détiennent 90% de la richesse nationale. Les légions faisaient peser leur joug de l'Atlantique à l'Asie.

Nous vivons une nouvelle fois une époque de pourrissement de l'histoire, caractérisée par la domination technique et militaire écrasante d'un empire qui n'est porteur d'aucun projet humain capable de donner un sens à la vie et à l'histoire.

Il fallut trois cents ans de révoltes larvaires, et surtout la formation de communautés autonomes d'un type nouveau échappant peu à peu aux tentacules de la pieuvre, pour que se crée un nouveau tissu social.

Cette naissance d'un monde humain, à partir de la préhistoire bestiale que nous continuons à vivre sous le signe de la barbarie informatisée, ne pourra naître que d'une

prise de conscience, à l'échelle des peuples, de la malfaisance de ce monothéisme du marché et de ses sanglants prophètes.

Le fait que la manipulation médiatique et surtout la télévision puisse donner à deux cent millions d'hommes (dont trente millions vivent pourtant à un niveau infra-humain) la bonne conscience d'être ce qu'il y a de meilleur au monde, digne d'en être à la fois le modèle et le gendarme, sont les signes profonds de cette décadence qui s'exprime, au niveau individuel, par le crime.

Les statistiques de la police nous révèlent qu'à New York toutes les trois heures, une femme est violée, toutes les deux heures un homme assassiné, toutes les trente secondes un attentat commis. L'Amérique détient le record des suicides d'adolescents comme de la criminalité et compte vingt millions de drogués.

Tel est le mode de vie américain de nos moralistes au moment où M. Bush organise des prières pour sa croisade du pétrole.

Ce mode de vie est celui de l'exaltation de l'argent et de la violence. Cette culture de l'inhumain est exportée dans le monde entier par les films américains. Ceux de la violence répressive des polars avec leurs cascades de coups de revolvers; ceux de la violence raciste des westerns exaltant la chasse à l'indien; ceux de la violence-spectacle des films d'épouvante.

Telle est la puissance qui détient l'empire du monde.

Aujourd'hui c'est le principe même du système : le monothéisme du marché (c'est à dire l'argent) comme seul régulateur de toutes les relations sociales (de l'économie à la politique et de l'art à la morale) qui est la plus grande défaite de l'homme.

Cette guerre coloniale et l'embargo assassin qui la perpétue, a servi de révélateur de la responsabilité des dirigeants et de la caducité des institutions, permettant ainsi de distinguer clairement ce que le président Bush appelle : le nouvel ordre international (qui serait le maintien et le renforcement, dans le monde, du statu-quo colonial sous hégémonie américaine), d'un véritable nouvel ordre international qui en est le contraire.

b) — Les Etats-Unis, colonie d'Israël

Les relations entre Israël et les Etats-Unis ne sont pas de la même nature que les ordinaires alliances entre Etats.

Entre Israël et les Etats-Unis il existe à la fois une communauté d'origine et une communauté de buts, une continuité à la fois théologique et politique dans leur vision de leur rapport avec le monde, qu'il s'agisse du peuple élu pour les israéliens ou du destin manifeste des Etats-Unis.

Cette idéologie commune est née bien avant la création d'un Etat américain indépendant, lorsque l'Amérique du Nord était encore une colonie anglaise, chez les théoriciens du puritanisme anglais.

En 1621, un juriste célèbre, membre du Parlement, Sir Henry Finch publie un ouvrage intitulé : *La grande Renaissance du Monde, ou : Appel aux juifs et (avec eux) à toutes les nations et les Royaumes de la Terre, à la foi au Christ.* Il rejette les interprétations allégoriques de l'Ancien Testament qui étaient de tradition dans l'Eglise catholique, surtout depuis saint Augustin, et recommande une lecture littérale : "Lorsqu'Israël, Judah, Sion, et Jérusalem, sont cités (dans la Bible), l'Esprit Saint ne désigne pas un Israël spirituel ni l'Eglise de Dieu rassemblant les Gentils ou à la fois les juifs et les gentils... mais Israël, celui qui descend du sang de Jacob. Il en est de même pour le retour à leur terre, à sa conquête contre les ennemis... Il ne s'agit point là d'allégorie ou de libération par le Christ : cela signifie réellement et littéralement les juifs."

Dans la vision de Finch cet Israël restauré réaliserait une théocratie parfaite.

A l'époque ce millénarisme fut condamné par le Parlement, et jugé dangereux par le roi Jacques 1er (1603-1625), mais il devint pourtant la pierre angulaire du sionisme chrétien : le retour des juifs en Palestine (convertis au christianisme selon les uns, comme Finch lui-même, ou sans ce préalable selon les autres)[1], devait précéder la fin des temps (le *millenium*) marqué par le retour du Christ.

Pour les puritains, qui se considéraient comme le peuple de Dieu, les héros de l'Ancien Testament prirent la place des saints de l'Eglise catholique. Ils appelèrent volontiers leurs enfants Abraham, Isaac ou Jacob. Ils demandèrent que la Thora devienne le code de la loi anglaise.

Cette idéologie et cette mythologie se manifestèrent avec plus de force encore chez les puritains émigrés en Amérique qui s'identifièrent avec les Hébreux bibliques de l'exil : ils ont échappé à la servitude du Pharaon (Jacques Ier) en s'enfuyant de la terre d'Egypte (l'Angleterre) pour arriver dans le nouveau Canaan : l'Amérique.

Dans leur chasse à l'Indien, pour s'emparer des terres d'Amérique, ils invoquèrent Josué et les "exterminations sacrées" (*hérem*) de l'Ancien Testament : "Il est évident, écrit l'un d'eux, que Dieu appelle les colons à la guerre. Les indiens et leurs tribus confédérées se fient à leur nombre, à leurs armes, aux occasions de faire le mal, comme probablement les anciennes tribus des Amalécites et des Philistins qui se liguèrent avec d'autres contre Israël."[2]

Pour les puritains d'Amérique, comme pour ceux d'Angleterre, la lecture de la Bible doit être littérale, et, par une théologie étrange pour un chrétien, la promesse ne s'accomplit pas en Jésus-Christ par l'avènement du Royaume de Dieu. Toutes les "promesses" de l'Ancien Testament concernent les juifs comme race, liée à Jacob par les liens du sang, et non pas l'Israël de Dieu, c'est-à-dire la communauté spirituelle issue d'Abraham non par la continuité du sang mais par la communauté de la foi.

Les pères fondateurs des Etats-Unis, les puritains, se considéraient comme un peuple élu par Dieu, le nouvel Israël de Dieu, expression qui apparaît fréquemment dans l'histoire américaine depuis l'arrivée des premiers puritains avec le Mayflower et la

---

[1] C'était la position, en France, du Huguenot Issac de la Pereyre (1594-1676) dans son livre : *Rappel des juifs*, sur le retour des juifs en Palestine, même s'il ne sont pas convertis.
[2] Cité dans : Truman Nelson : "The Puritans Of Massachusetts : From Egypt to the Promised Land", *Judaism*, vol. XVI. No 2. Printemps de 1967.

fondation de la colonie de Plymouth (1620), jusqu'à nos jours. En 1912, le président des Etats-Unis, Taft, déclarait : "Je dois protéger notre peuple et ses propriétés au Mexique jusqu'à ce que le gouvernement mexicain comprenne qu'il y a un Dieu en Israël et que c'est un devoir de LUI obéir."

Pour montrer à quel degré de racisme sauvage l'utilisation politique de la Bible peut conduire un historien, nous citerons seulement l'un des plus notoires d'entre eux : l'américain William Foxwell Albright, dans son livre : *De l'âge de la pierre à la chrétienté. Le monothéisme et son évolution.* (Trad. française, Payot, 1951, p. 205). Il justifie les exterminations sacrées de la conquête de Canaan (Juges I, 8 : "Les fils de Juda attaquèrent Jérusalem et s'en emparèrent; ils la passèrent au tranchant de l'épée et livrèrent la ville au feu." Puis "Dieu dépossédera devant vous le Cananéen..." (Josué III, 10) "Je chasserai devant toi le Cananéen" (Exode XXXIII, 2).

Après avoir rappelé l'exemple de la chasse aux Indiens dans son propre pays, il ajoute : "Nous autres, Américains, avons peut-être moins que la plupart des nations modernes, et malgré notre humanisme sincère, le droit de juger les Israélites du XIIIe siècle avant Jésus-Christ, puisque nous avons exterminé des milliers d'Indiens dans tous les coins de notre grand pays et avons réuni ceux qui restaient dans de grands camps de concentration."

Il ajoute, en note de la même page 205, cette véritable profession de foi raciste : "Le philosophe de l'histoire, qui est un juge impartial (*sic*), considère souvent comme nécessaire la disparition d'un peuple de type nettement inférieur, qui doit laisser la place à un peuple possédant des facultés supérieures, car, à partir d'un certain niveau, les mélanges de races sont désastreux." Ce qui lui permet de conclure, à propos de Canaan : "Les Israélites de la conquête étaient, fort heureusement pour l'avenir du monothéisme, un peuple sauvage, doué d'une énergie primitive et d'une impitoyable volonté de vivre, car la décimation des Cananéens empêcha la fusion complète de deux peuples apparentés; et cette fusion aurait inévitablement affaibli à l'extrême le Yahvisme."

Les conséquences politiques d'une telle conception sont évidentes et durables, notamment en ce qui concerne l'attitude des protestants américains à l'égard de l'actuel Etat d'Israël.

En 1918, le président Wilson, élevé dans cette tradition, écrit au rabbin Stephen Wise (lettre du 31 août 1918) pour lui confirmer son acceptation de la Déclaration Balfour en se fondant sur la mythologie sioniste.

En 1948, il ne s'agit plus de promesse d'un foyer national juif, comme dans la Déclaration Balfour, mais de très concrètes frontières d'un Etat, et l'on écrit alors: "Les frontières de la terre promise à Abraham doivent être restituées pendant le millenium. Le Christ reviendra sur la terre dans un royaume, au sens littéral, théocratique, avec un gouvernement structuré d'après le gouvernement national existant."

Lorsque, pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, un président américain prend la parole à la Knesset, Jimmy Carter, en mars 1979, y déclare: "Israël et les Etats-Unis ont été formés par des pionniers. Mon pays est aussi une nation

d'immigrants et de réfugiés, formé par des peuples venus de maints pays... Nous partageons l'héritage de la Bible."

Ce dernier rapprochement avait déjà été précisé par Carter : "L'établissement de la nation d'Israël est l'accomplissement de la prophétie biblique."

Le rôle joué par la mythologie sioniste, dans l'imaginaire des peuples, est donc immense, et l'on ne saurait expliquer l'efficacité, à l'échelle mondiale, du *lobby* sioniste, seulement par la puissance de son organisation et les moyens politiques et financiers gigantesques dont il dispose, notamment grâce à l'appui inconditionnel et illimité de l'Etat américain. Cette force-là joue incontestablement un rôle majeur, mais l'acceptation, le plus souvent de bonne foi, de cette mythologie grossière et de ses conséquences politiques les plus sanglantes, serait inintelligible si l'on ne rappelait, comme nous venons de le faire, une manipulation idéologique de tant de siècles, par laquelle les Eglises chrétiennes ont créé ce sionisme chrétien qui constitue un terrain aisément exploitable par la propagande du sionisme politique et de l'Etat d'Israël.

Avant d'aborder le problème du sionisme politique, qui découle du nationalisme, du colonialisme, et de l'antisémitisme européens du XIXe siècle, et dont les sources véritables ne découlent pas des textes bibliques, il importe de souligner :

> — que cette vision mythique de la Palestine, dans le sionisme chrétien, découle d'une théologie chrétienne primitive (antérieure à toute critique de l'exégèse biblique moderne) et pervertie (faisant de l'Ancien Testament un texte à la fois historique et normatif, et déplaçant le centre même de la théologie chrétienne en mettant au premier plan l'Ancien Testament à la place du message évangélique de Jésus).
> — Elle a été politiquement exploitée dès le début (c'est-à-dire depuis Luther) soit à des fins antisémites (se débarrasser des juifs en les envoyant en Palestine comme en une sorte de ghetto mondial), soit impérialistes (contrôle colonial, par des juifs de formation occidentale, du Moyen-Orient et des accès vers l'Asie), soit aux fins du sionisme politique (prenant appui à la fois sur les impérialismes russe, allemand, français, anglais, et finalement américain), pour soutenir leur entreprise, et sur l'antisémitisme pour convaincre la "diaspora" de refuser l'assimilation et de venir créer un Etat fort en Palestine.

Prêcher le retour des juifs en Palestine, fut, pendant des siècles, de Luther à Balfour, un moyen de les écarter du pays où ils vivaient jusque là.

Celui dont le mouvement, rompant la tradition catholique, fut à l'origine du sionisme chrétien, Martin Luther, a, à cet égard, une attitude significative. En même temps que sa traduction de la Bible faisait passer au premier plan l'épopée des Hébreux, telle qu'elle se dégage d'une lecture littérale, et sans examen, critique et historique, de l'Ancien Testament, il exprimait clairement son arrière-pensée antisémite: après avoir, dans ses premiers écrits, par exemple: "Le Christ né juif" (1523), exalté les juifs comme héritiers de la promesse, ses œuvres plus tardives expriment déjà une tendance qui sera une constante depuis lors: la liaison entre le sionisme ("le "retour" en Palestine) et l'antisémitisme (chasser les juifs de son propre pays). Il écrit en 1544 : "Qui empêche les juifs de retourner à leur terre de Judée? Personne. Nous leur fournirons tout ce dont ils ont besoin pour leur voyage, simplement pour nous

débarrasser d'eux. Ils sont, pour nous, un lourd fardeau, la calamité de notre existence..."[1]

La même arrière-pensée de Luther, qui fut à l'origine du sionisme chrétien, habite celui qui donna au sionisme politique sa première victoire : Balfour. Arthur Balfour, lorsqu'il était premier ministre d'Angleterre défendit, en 1905, les *aliens acts* pour limiter l'immigration juive en Angleterre. Le septième congrès sioniste l'accuse alors d'"antisémitisme avoué contre tout le peuple juif." Cet antisémitisme foncier se concilie fort bien, chez lui, toute sa vie, avant et après 1905, avec l'idée sioniste de donner une terre aux juifs (précisément pour les écarter d'Angleterre). Balfour, dès 1903, proposait de leur donner l'Ouganda, et, en 1917, en fonction de ses objectifs de guerre contre l'Allemagne, écrivait, à lord Rothschild, sa Déclaration en faveur d'un foyer national juif en Palestine.

L'histoire actuelle de la Palestine et l'emprise mondiale du sionisme politique conduisant les Etats occidentaux, et, en premier lieu, leur suzerain: les Etats-Unis, à apporter leur soutien inconditionnel et illimité à l'invasion du sionisme politique en Palestine, aux exactions, aux spoliations et aux massacres par lesquels l'Etat sioniste d'Israël exerce sa domination coloniale sur le pays, à ses agressions au Moyen-Orient, à son mépris des lois internationales **et des décisions de** l'ONU, et l'acceptation de cette politique par les pays occidentaux — acceptation qui est complicité —, rien de tout cela ne serait intelligible si l'on ne retraçait l'histoire du mythe sioniste qui a modelé, depuis quatre siècles, l'esprit des peuples occidentaux.

Cette lecture de la Bible est sacrilège pour les chrétiens. Elle implique, pour les juifs, le retour à une conception tribale de leur foi, remplaçant le dieu d'Israël par l'Etat d'Israël. Pour les historiens et les exégètes, elle relève du mythe. Et, pour tous, ce mythe sert à couvrir une politique nationaliste et colonialiste de discrimination raciale et d'expansion sans fin.

Aujourd'hui, cette communauté unique formée par la classe dirigeante américaine, le lobby sioniste de l'AIPAC, et les maîtres de l'Etat d'Israël est plus que jamais fondée sur une communauté de but : la lutte contre l'Islam et l'Asie qui sont les obstacles majeurs à une domination mondiale américano-sioniste.

Il y a une continuité parfaite entre la visée première du fondateur du sionisme Théodore Herzl : "Nous constituerons en Palestine un bastion avancé de la civilisation occidentale contre la barbarie de l'Orient" et le thème fondamental de Huntington, idéologue du Pentagone : "La prochaine guerre mondiale opposera la civilisation judéo-chrétienne à la collusion islamo-confucéenne."

Israël, dans cette perspective, est, à la charnière des deux mondes, le champ de bataille qui, par sa politique de colonisation agressive, peut servir de détonateur à cette troisième guerre, qui serait cette fois, véritablement mondiale. Les Etats-Unis espèrent qu'elle sera victorieuse et, sur les ruines de vingt peuples, leur assurera une domination universelle.

---

[1] Martin Luther, *Saemtliche Werke,* Vol. 32, p. 99 et 358.

Ce livre : *L'avenir : mode d'emploi* a été écrit pour faire prendre conscience de ce danger et suggérer les moyens d'échapper au désastre.

On ne saurait en effet comprendre la politique américaine actuelle et l'offensive médiatique internationale qui tend à l'imposer à l'opinion publique sans connaître les sources historiques sur lesquelles repose cette symbiose et ses succès.

Ils sont résumés dans un article publié par le journaliste Bar Yosef, dans le quotidien israélien *Ma'ariv* le 2 septembre 1994, sous le titre : "Un renforcement sans précédent du pouvoir juif " :[1]

> Il y a quelques semaines, le rabbin de la grande synagogue Adath Yisraël de Washington, consacrant son sermon au Centre culturel politique juif en voie de création aux Etats-Unis, déclarait: Pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique, nous n'avons plus l'impression de vivre ici en diaspora... **Les Etats-Unis n'ont plus un gouvernement de goyim** mais une administration où les juifs prennent une part entière aux décisions, à tous les niveaux. Il conviendrait peut-être de réviser, dans la loi religieuse juive l'utilisation du terme de gouvernement de goyim qui n'est plus de mise ici...
> Les changements introduits dans l'administration Clinton ont, en effet, renforcé considérablement le pouvoir juif. Il était déjà sensible du temps du président Reagan et du secrétaire d'Etat Schultz. Nous avons vu un secrétaire d'Etat juif, Henry Kissinger, jouir de la confiance de Nixon, et il y avait des ministres juifs dans le cabinet de Carter. Mais c'étaient là des exceptions qui confirmaient la règle. **Peu de Juifs "militants" étaient appelés à participer à la politique américaine au Proche-Orient** [...]
> Tous les matins, vers six heures, plusieurs voitures officielles emmènent, du **centre de la C.I.A. à la Maison Blanche**, des hauts responsables des services secrets et du renseignement chargés de soumettre au président et à son état-major le rapport [...] rédigé pendant la nuit par les meilleurs experts américains à partir d'informations secrètes provenant de tous les centres de la C.I.A. dans le monde et portant sur les aspects les plus sensibles de l'évolution de la situation internationale.
> Si Clinton se trouve à Washington à ce moment là, il examine rapidement ce document avec les autres destinataires : le vice-président Al Gore, le conseiller du C.N.S. (Conseil national de sécurité) Anthony Lake, le chef de l'état-major de la Maison Blanche Léon Perth — ces deux derniers, juifs "engagés", détiennent des postes très importants dans la politique des Etats-Unis...
> Sur les onze membres du C.N.S.[2] sept sont des juifs que Clinton a spécialement chargés de fonctions délicates entre les secteurs de la sécurité et les administrations étrangères. Berger est vice-président du C.N.S.; Martin Indik, responsable des dossiers du Proche-Orient et de l'Asie du Sud; Dan Schifter, de celui de l'Europe occidentale; Dan Steinberg, de celui de l'Afrique; Richard Feinbert, de l'Amérique latine; et Santley Ross, de l'Asie en général...
> La situation n'est pas différente dans les services liés à la présidence, avec le nouvel **attorney general** Abner Mikve, le responsable de l'agenda présidentiel Ricki Seidmann, le chef adjoint de l'état-major Phil Leida, le conseiller en

[1] Publié ensuite en français, au mois de janvier 1995, dans la revue : *France Pays-Arabe.*
[2] *Conseil National de Sécurité.*

> économie Robert Rubin, le directeur des services des media David Heiser et d'autres... Deux membres du cabinet sont juifs : Robert Reich pour le Travail et Mickey Cantor pour le Commerce extérieur. Il faut ajouter une longue liste de responsables du département d'Etat et de nombreux secrétaires qui travaillent sous la direction de Dennis Ross, chef de l'équipe "pour la paix au Proche-Orient.
> Cette énorme influence des juifs à Washington ne se limite pas aux milieux gouvernementaux. Elle est considérable dans les media, où un grand nombre de responsables des programmes de télévision, comme la plupart des rédacteurs en chef, correspondants et commentateurs de presse sont des juifs qui fréquentent la synagogue, où on les incite à soutenir résolument Israël.

Il est remarquable que les principaux leviers de commande de l'Etat américain (guerre, affaires étrangères, services secrets), sont aux mains de sionistes : M. Cohen est le secrétaire d'Etat à la défense, Mme Albright, à la tête des Affaires étrangères, tiennent le même langage que M. Netanyahou et les trois principaux dirigeants de la CIA sont des sionistes de haut rang.

Il convient de ne pas oublier que 60% des fonds privés de la campagne présidentielle de Bill Clinton provenaient des organismes juifs américains. Une campagne qui a coûté trois milliards de dollars (seize milliards de francs), trois fois plus qu'en 1992.

> En 1976 la Cour suprême a décidé que toute limite financière (aux frais de la campagne électorale) portait atteinte à la liberté d'expression garantie par le premier amendement de la Constitution.

Le lobby de l'AIPAC (lobby israélien) arrive largement en tête du lobby des banquiers et de celui des syndicats, de celui des fabriquants de drogue ou d'armements. Il est devenu tout puissant. Lorsque Clinton a laissé entendre qu'il faudrait freiner la politique provocatrice de colonisation de Netanyahou, 81 sénateurs sur 100 lui adressèrent un ultimatum pour qu'il renonce à toute pression.

Il ne s'agit pas d'un lobby juif mais d'un lobby sioniste, car l'AIPAC (American Israeli Public Affairs Committee) ne contrôle que cinquante cinq mille membres sur une communauté juive américaine de plus de cinq millions de personnes. Mais le lobby détient tous les leviers de commande du pouvoir, et il est dirigé par les hommes d'affaires les plus puissants des Etats-Unis. ("Le poids du lobby pro-israélien", *Le Monde* du 5 mai 1998)

Il n'est pas jusqu'aux chantages possibles sur la vie privée du président Clinton qui ne soient rendus possibles par les témoignages, vrais ou faux, d'une Lucienne Goldberg ou d'une Monica Lewinsky. Le sort du président est suspendu aux parjures de cette dernière qui a menti soit au juge Kenneth Starr — devant qui elle nie sous serment avoir eu des relations sexuelles avec le président — soit à son amie Linda Tripp — auprès de qui elle s'est vantée d'être sa maîtresse et de s'être parjurée à sa demande, propos devenus publics par témoignage. Si elle maintient la première version Clinton est innocenté. Si elle revient à la seconde, le président est perdu pour avoir demandé un faux témoignage.

Ainsi, prisonnier, de son appareil d'Etat, et personnellement fragilisé par les déclarations de vrais ou de faux témoins, le président Clinton est tenu, plus encore que ses prédécesseurs, à rester vassal des dirigeants de l'Etat d'Israël. Il doit, malgré ses déclarations, laisser les mains libres à Netanyahou dans sa politique de colonisation, maintenir l'embargo tueur d'enfants en Irak et laisser dans le Golfe persique sa flotte pour écraser sous le moindre prétexte l'Irak, au risque de déclencher un conflit plus général et plus sanglant.

Telles sont les conséquences de la colonisation des Etats-Unis par l'Etat d'Israël.

ANNEXE III

UNE AUTRE VOIE ETAIT POSSIBLE

A. — Les précurseurs : de Joachim de Flore au cardinal de Cues

Joachim de Flore (1135-1202), moine calabrais du XIIe siècle, aborde le problème en sa racine même: l'interprétation du christianisme qui avait régné en Europe, de saint Paul à Constantin, des querelles du sacerdoce et de l'Empire pour la primauté du pouvoir (Le pape ou l'empereur), jusqu'aux Croisades dont il connut les fausses victoires (il rencontre Richard Cœur de Lion) et les plus dures défaites (il avait 52 ans lorsqu'en 1187 Saladin reprend Jérusalem.)

Il fut éduqué en Sicile à la cour de Roger II, où l'influence de la culture musulmane se prolongeait après la fin de la domination arabe de l'île (1071) et où les invasions byzantines n'étaient pas rares après le schisme de 1054 qui séparait de Rome l'orthodoxie orientale.[1]

En cet age d'or de la Sicile, où se fécondaient les spiritualités de l'Orient, Joachim de Flore eut pour premier mérite de dénoncer l'alliance millénaire de l'Eglise et du pouvoir.

"L'exégèse joachimite, écrit son biographe Henry Mottu[2], a tendance à renverser la perspective paulinienne." En effet, Joachim de Flore met radicalement en question :

> 1) — la continuité entre l'Ancien Testament et le message inédit de Jésus : Jésus n'est pas "venu pour clore l'histoire du salut mais pour l'ouvrir à son accomplissement." (*id*., p. 326)
> 2) — la prétention de faire de Jésus le Messie (Christ) attendu par les juifs, et, par conséquent de faire de ce Christ le fondateur d'une Eglise qui, dira Saint Thomas (*Somme théologique* I a, 2 ae. qu. 106) "durera jusqu'a la fin des temps."

---

[1] Note de l'Aaargh: R. Garaudy adopte ici un point de vue positiviste que les recherches des dernières décennies infirment: d'une part, jamais la foi chrétienne commune n'a empêché les affrontements et les tentatives mutuelles d'absorption des deux parties, orientale et occidentale, de l'ancien empire romain; d'autre part, le schisme d'Orient, que l'on date traditionnellement de la rupture entre le pape et le patriarche Michel Cérullaire en 1054, n'est qu'un épisode des querelles théologiques et surtout rituelles entre l'Eglise latine et Constantinople et n'a eu aucun retentissement immédiat; ce n'est qu'après la prise de Constantinople par les Latins, en 1204, qu'une véritable rupture est intervenue et qu'une identité catholique romaine s'est fait jour, face à une identité grecque orthodoxe.

[2] Henry Mottu : *La manifestation de l'esprit selon Joachim de Flore,* Ed. Delachaux et Nestlé, Neuchâtel 1977, p. 209.

Joachim de Flore n'accepte pas ce christianisme judaïsé par Paul. Il écrit même, pour marquer les ruptures, un *Adversus judeos*.

Il souligne, au contraire les étapes du salut: "Si la lettre de l'Ancien Testament a été confiée au peuple juif, la lettre du Nouveau Testament le fut au peuple romain, tandis que l'intelligence spirituelle qui procède des deux est confiée aux *hommes spirituels.*" (Concordia II, 1, 7, 9b).

La Trinité est ainsi déployée dans l'histoire :

> — l'âge du Père est celui de la Loi.
> — l'âge du Fils est celui de la Grâce.
> — l'âge de l'Esprit sera celui de la liberté. (C.V. 84, 112 b c)

Cette conception de la Trinité fut condamnée en 1215 par le concile de Latran, car la troisième alliance constituait une subversion de l'Eglise romaine et du pouvoir de son clergé; elle disparaissait à l'âge de l'Evangile éternel (Apocalypse XIV, 6), où, Dieu étant tout en tous, devenaient caduques les autorités antérieures : si l'Evangile se transformait en Loi, même nouvelle, c'est tout le christianisme qui sombrerait dans un nouveau judaïsme. (Tractatus 197. 2-3)

Contre le paulinisme constantinien, Joachim de Flore représente le pôle apocalyptique des Evangiles.

A ce titre il est le précurseur d'une double ouverture du christianisme traditionnel.

> 1) — Non seulement celle du grand refus de la théologie romaine de la domination qui s'exprima par la Réforme de Luther, mais aussi par la révolution de Thomas Münzer, se réclamant de lui pour ouvrir la perspective d'un monde sans Eglise, sans propriété et sans Etat, projet si prémonitoire que Marx et Engels y verront le programme communiste le plus radical jusqu'au milieu du XIXe siècle, c'est à dire jusqu'à leur propre *Manifeste communiste* (Engels: *La guerre des paysans,* conclusion)
> 2) — La visée d'un universalisme de la foi. **Joachim de Flore** voyage à Constantinople et rêve de rétablir l'unité de la foi après le schisme des Eglises d'Orient.

Il pouvait trouver, chez les pères d'Orient, une première ébauche de sa propre vision : "Dans l'histoire de l'univers il y a eu deux grandes mutations, qu'on appelle les deux Testaments, l'un fait passer les hommes de l'idolâtrie à la foi, l'autre de la Loi à l'Evangile, un troisième séisme est prédit... " (Saint Grégoire de Nysse, *Discours théologiques* V, 15) qui pouvait se fonder sur l'Evangile de Saint Jean, fréquemment évoqué par Joachim de Flore, Jésus y prévient ses disciples :

> J'ai encore beaucoup de choses à vous dire, mais vous ne pouvez pas les porter maintenant. Quand viendra l'ESPRIT DE VERITE, il vous conduira vers la vérité tout entière… il vous annoncera les choses à venir." (Jean XVI, 12-13)

Joachim de Flore visite la Palestine, et imprégné, par son éducation première, en Sicile, par la culture arabo-islamique, il retient l'idée maîtresse de cette philosophie :

Dieu n'a pas créé le monde une fois pour toutes et figé ainsi l'histoire dans l'acceptation de l'**être** de droit divin, mais au contraire dans un **acte** fondé sur la dignité de l'homme, sur sa participation à l'acte créateur d'un Dieu qui "ne cesse de créer." (Coran XXXV, 81). "Il commence la création et la recommence." (Coran X, 4)

Ce dynamisme de la création continuée et de la participation de l'homme habité par Dieu sera le dénominateur commun, de Ramon Lull au Cardinal Nicolas de Cues, des théologies de l'espérance aux théologies de la libération, de toutes les tentatives d'oecuménisme véritable, c'est à dire total, unissant la foi de toutes les familles de la terre.

Dante place Joachim de Flore au quatrième ciel de son **Paradis** et y salue son **esprit prophétique**.

* * *

Cette grande espérance d'universalité véritable et d'unité de la foi revit, un demi-siècle après la mort de Joachim de Flore, dans une autre île de la Méditerranée, Majorque, où, malgré la *reconquista*, l'influence de la culture arabo-islamique demeurait vivante.

Ramon Lull (1232-1316), lui aussi, dut combattre intégrisme et répression : il naquit l'année même où l'Inquisition était confiée aux Dominicains. Il avait 12 ans lorsque les derniers Cathares étaient brûlés sur les bûchers de Montségur. Il a 42 ans lorsqu'en 1274 Thomas d'Aquin publie sa *Somme théologique*. Il a 59 ans lorsque les derniers croisés sont contraints à se rembarquer pour l'Europe à Saint-Jean d'Acre, en 1294, après l'échec de la huitième Croisade.

Il meurt en 1316, mais sa pensée est condamnée comme hérétique en 1376 par le pape Grégoire XI pour n'être réhabilitée qu'en 1419, par le Pape Martin V.

Son œuvre est dominée par un esprit missionnaire : il fait serment, dès sa propre conversion, de "ne se donner ni repos ni consolation tant que le monde entier ne louerait pas le Dieu trine et un." (*Libre de contemplació,* ch. 358, 30). Et ceci, non par contrainte et violence mais au contraire en se faisant le procurateur des Infidèles.

C'est pour convaincre mieux qu'il inventa, en son *Ars Magna*, une méthode de pensée universelle, sans rapport avec la logique d'Aristote et de saint Thomas, mais qui constitue une première ébauche de la combinatoire de Leibniz poursuivant le rêve d'une langue universelle.

De même que Leibniz s'intéressait, pour atteindre ce but, à la langue chinoise et aux hexagones du Yi-King, Ramon Lull traduit, en 1276, la logique du philosophe musulman Al Ghazali, et, s'inspirant de la mystique des soufis écrit le *Livre d'Evast et de Blaquerne*, à la fois roman et utopie, évoquant le cheminement spirituel de l'homme mais aussi l'image d'une société idéale, englobant l'humanité tout entière et assurant la paix de tous.

A partir de là, l'homme va pouvoir se consacrer à la méditation et découvrir Dieu dans l'amour. C'est le *Livre de l'ami et de l'aimé*. L'aimé c'est Dieu fait homme et crucifié.

Pour convaincre les musulmans, en 1307, à Bougie, il emprunte à ses interlocuteurs leurs méthodes et leur langage comme l'ont montré les plus grands arabisants espagnols, Julian Ribeira et Asin Palacios.

Il use même de leur langue, écrivant en arabe, en 1270, son *Livre du gentil et des trois sages*. Les trois sages sont un rabbin, un prêtre chrétien et un Sarrazin. Le gentil est un athée qu'ils essaient de conduire à la foi.

Désespéré d'abord par leurs divergences, l'athée les rejoint finalement dans une foi commune lorsque l'un d'eux reconnaît : "Les hommes sont tellement enracinés dans la foi qu'ont choisie pour eux leurs parents et leurs maîtres qu'il est impossible de les en arracher." Par contre il existe une foi fondamentale et première, à travers la diversité des cultures, et celle-ci est accueillie par le gentil sans que les trois sages veuillent connaître laquelle des trois religions il avait choisie. L'un d'eux dit en conclusion : "Nous devons tirer profit de l'aventure que nous venons de vivre. Nous nous rencontrerons jusqu'à ce que nous ayons tous les trois une seule foi."Ils font ensemble le serment de porter cette vérité au monde "dès qu'ils seraient unis par une même foi."

Au principe et au terme de la vision de Ramon Lull, il y a l'amour par lequel l'être fini prend conscience de son insuffisance par rapport à l'infinité à laquelle il aspire. C'est le moteur de sa vie : **être** c'est **agir** pour dépasser sa finitude, c'est à dire pour travailler à l'harmonie du monde en découvrant que Dieu est en nous ce qu'il y a de plus intime et nous appelle à poursuivre son œuvre de création de cette unité de soi-même, du monde et de Dieu.

* * *

Le dernier grand rêve d'universalité fondé sur la fécondation réciproque des cultures et des religions, d'unité symphonique du monde et non pas d'unité impériale de domination, en rupture donc avec l'ethnocentrisme romain puis occidental, fut celui du cardinal Nicolas de Cues (1401-1464) dans son livre : *La Paix de la foi*, publié en 1453, l'année même de la prise, par les Turcs, de Constantinople, capitale d'une monarchie de tradition romaine, dans un cadre grec.

La victoire turque eut, dans toute l'Europe, un retentissement considérable, car elle apparut comme une victoire de l'Islam sur la chrétienté.

Au lieu de faire appel à de nouvelles Croisades, le cardinal Nicolas de Cues eut l'audace de répondre par la *Paix de la foi,* fondée sur deux principes fondamentaux de tout véritable dialogue énoncés au chapitre 5 du livre:

1) — "aucune créature ne peut embrasser le concept de l'unité de Dieu"
2) — "il n'y a qu'une seule religion dans la variété des pratiques religieuses."

Il tend ainsi à définir une foi fondamentale et universelle, dont l'unité est masquée par la diversité des cultures dans lesquelles elle s’exprime : "Ce n'est pas une autre foi, mais la même et unique foi que vous trouverez sous jacente chez tous les peuples." (Chap. 4)

Ce n'était pas seulement l'exclusion de la Croisade, mais un changement même du rôle de la mission : au lieu de pratiquer une colonisation culturelle de l'autre, le missionnaire chrétien doit d'abord reconnaître Jésus vivant, présent et agissant dans la diversité des cultes et des cultures.

De là le projet de ce Concile universel de toutes les religions du monde fondant une paix durable entre les peuples par la prise de conscience d'une foi commune respectueuse de la diversité de ses approches, car "avant toute pluralité on trouve l'unité" (ch. 4).

Et d'abord l'unité profonde de l'homme et de Dieu, telle que l'avait conçue l'Eglise d'Orient que Nicolas de Cues avait connue, non seulement par la lecture des Pères grecs mais par l'expérience vécue qu'il avait de la foi orthodoxe lors de son voyage à Constantinople en 1437.

Le premier intervenant, après le grec, dans ce Concile, est un non-chrétien : un indien qui proclame que les hommes "ne sont pas Dieu absolument mais Dieux par participation." (Ch. VII).

Le chaldéen souligne : "l'on voit dans l'essence de l'amour comment l'aimé unit l'amant à l'aimable." (Ch. VIII)

Dès lors, dit Le Verbe dans *La Paix de la foi* (ch. IX) les Arabes comprendront "qu'admettre la Trinité c'est nier la pluralité des Dieux."

Sur quoi, le Persan ajoute (ch. XI) que "de tous les prophètes Jésus est le plus grand, il lui convient donc... d'être appelé "Verbe de Dieu". C'est ainsi d'ailleurs que l'appelle le Coran" (ch. XII).

Dans sa lettre à Jean de Ségovie, archevêque de Césarée, du 28 décembre 1453, Nicolas de Cues le félicite de se livrer à "l'étude critique du Coran" : "il faut plutôt dialoguer que guerroyer avec eux", et lui-même écrira en 1461, une *Cribratio Alchorani*, étude critique du Coran où il recherche, sous les formules conflictuelles, ce qui est en accord avec sa propre foi.

Il n'y a dans cette recherche d'une foi fondamentale et première à travers la diversité des religions, nul éclectisme: le cardinal Nicolas de Cues aborde ce dialogue à partir d'une méditation profonde, (dans son livre sur *La docte ignorance***,** 1440), sur la connaissance qui s'oppose à la philosophie grecque de l'**être** et à la logique d'Aristote, car elle est fondée à la fois sur une conception de l'Un qui n'exclut ni le multiple ni la contradiction, et une conscience aiguë des rapports du fini et de l'infini, de l'homme et de Dieu, dont il avait eu, dit-il, la révélation philosophique au cours de son voyage en Orient en 1437 et 1438.

Contre l'aristotélisme et la logique de l'école, qui régnait de son temps, il formule le principe de la **coïncidence des contraires**.

La pensée n'est pas pour lui un reflet de l'**être**, elle est un **acte**: celui de l'être fini qui s'efforce de penser la totalité de ses relations avec les autres, de prendre conscience qu'il n'**est pas**, en dehors de ces relations avec les autres et avec Dieu.

Cette méditation spirituelle s'enracine dans une réflexion mathématique sur la notion d'infini : un triangle dont un côté serait infini, serait identique à une ligne droite, de même que dans un cercle qui serait de diamètre infini, chaque segment de la circonférence, courbe dans une figure finie, serait une ligne droite (I, §13). De même un polygone dont on diviserait indéfiniment les côtés deviendrait un cercle.

Ainsi toute choses, pensées en fonction de l'Infini, de Dieu qui est "en acte tout ce qui peut être", sont une dans leur altérité et leur multiplicité.

"Les choses visibles sont des images de choses invisibles" (I, §11) et la *Docte ignorance* n'est autre que la foi, la vision de toute chose en Dieu, c'est à dire dans la plénitude de ses relations avec le tout, et la conscience de son rapport à l'infini. C'est de cette manière que, rejoignant Maître Eckhart, il considère le temps: là encore, si l'on contemple l'histoire du point de vue de l'infini: si l'on voit les choses en Dieu (qui est au delà du temps) le passé et le futur ne sont que des extrapolations du présent; si bien que, comme disait Maître Eckhart, "du point de vue de Dieu, le moment de la création du monde, le moment où je vous parle, et celui du Jugement dernier sont un seul et même instant." (Sermon 9)

En regard de l'infini, l'instant est identique à l'éternité "car l'infini nous fait dépasser complètement toute opposition" (chap. 16), comme la courbure du cercle devient, à l'infini, ligne droite, comme le triangle. Il en est de même pour toute forme et toute **ligne :** "l'infini est en acte tout ce que le fini est en puissance." (I, chap. 13)

"L'infini nous fait dépasser toute opposition" (chap. 16). "Tout est en Dieu et Dieu est en Tout." (II, chap. 3) toute chose est dans toutes les autres et n'existe que par elles. Tel est "le mouvement de connexion amoureuse qui porte toutes les choses vers l'unité pour former, à elles toutes, un univers" (II, chap. 10).

Nicolas de Cues, dans une formule dont on attribue faussement la paternité à Pascal, dit que "l'organisme du monde a son centre partout et sa circonférence nulle part, parce que Dieu est circonférence et centre, lui qui est partout et nulle part." (II, 12).

Dans la perspective de cette unité des contraires, la mort du Christ est le gage de l'immortalité.

Mais pour nous, dans notre finitude, cette unité du multiple n'est accessible que par images : toute figuration ou définition de Dieu le réduit à nos dimensions de créature finie. Toute théologie est nécessairement négative : tout ce que je peux dire de Dieu est inévitablement une idole. Je ne puis dire que ce qu'il n'est pas : rien de fini au regard de l'infini.

Je ne puis le saisir par concepts. Ainsi "la foi est le commencement de la connaissance intellectuelle" (III, chap. 11) et aussi sa fin puisque la prise de conscience de cette inaccessibilité en fait un postulat (à la fois nécessaire et intellectuellement indémontrable). "Telles sont les vérités qui se révèlent par degrés à celui qui s'élève à Jésus par la foi. Foi dont la divine efficacité ne s'explique pas." (III, chap. 11)

La **Docte ignorance** s'oppose à l'**ignorance arrogante**, comme le fut la philosophie de **l'être** d'Aristote et comme le seront les philosophies de **l'être** de Descartes et d'Auguste Comte.

Elle fonde la Paix de la foi, avec sa compréhension de toutes les idolâtries : "les gentils nommaient Dieu de diverses manières, du point de vue de la création finie... tous ces noms sont des perfections particulières... ils le voyaient là où ils voyaient ses œuvres divines." (I., chap. 25)

Cet universalisme sera détruit, un siècle plus tard, par la deuxième sécession de l'Occident : après la philosophie de **l'être** qui s'exprimait chez Platon et Aristote, celle qui s'exprima dans la raison technicienne de la renaissance. L'Occident conçut alors une science ne visant que l'accroissement quantitatif des **moyens**, et oublieuse de la recherche des **fins**.

B — Les occasions manquées : de Thomas More à Montaigne.

Dès les débuts de cette ère historique qui s'ouvre, en 1492, par l'invasion de l'Amérique, il y eut des hommes qui perçurent le sens de la nouvelle barbarie de cet Occident qui se considérait comme la seule civilisation possible et la seule porteuse de la modernité, et montrèrent qu'en ce moment de fracture de l'histoire cet Occident faisait fausse route.

Les esprits les plus lucides de l'époque comme Mgr Bartolomé de Las Casas, fils d'un compagnon de Christophe Colomb, premier prêtre ordonné aux Amériques et premier évêque de Chiapas, dans son livre sur *La destruction des Indes* écrit: "la barbarie est venue d'Europe."

Le témoin le plus significatif en est Thomas More (1478-1535) qui écrivit la première *Utopie* de l'Europe. Sa vision de l'avenir n'est pas faite de rêves subjectifs ni de fantaisies imaginatives.

Le premier livre de son utopie est au contraire une analyse profonde du passage qui s'opère sous ses yeux, en Angleterre, d'une société féodale et agricole, à un capitalisme marchand inauguré par l'industrie de la laine.

Avocat de la corporation des merciers, il connaissait tous les mécanismes du commerce de la laine avec les flamands auprès desquels il fut envoyé comme ambassadeur, à Anvers, pour régler les contentieux avec les tisserands. Puis pour apaiser les conflits des marchands anglais et français. Membre du Parlement il se spécialise dans le contrôle des dépenses de l'Etat.

A l'avènement d'Henri VIII, Thomas More ose espérer, écrit-il, que le roi serait "un père pour le peuple et non un maître d'esclaves." En 1529, il accède à la plus haute magistrature d'Angleterre : celle de chancelier du royaume. Mais il refuse inflexiblement le divorce d'Henri VIII d'avec Catherine d'Espagne, et plus encore, comme catholique fidèle, à l'acte de suprématie de 1533, qui fit du roi le chef suprême de l'Eglise anglicane. Accusé pour son opposition intransigeante, sa tête tomba sous la hache du bourreau le 6 juin 1534.

Ainsi l'auteur de la première *Utopie*, qui contient en germe l'esprit de tous les socialismes européens, est non pas un rêveur, mais un homme de terrain qui, à tous les niveaux de responsabilité qui furent les siens (jusqu'au plus élevé), a connu et vécu les débuts du capitalisme marchand. Il en a analysé les mécanismes et les effets pervers.

La première partie de son utopie est consacrée à l'examen de la mutation anglaise.

Pour alimenter le commerce de la laine les anciens féodaux et les riches marchands ont accaparé les terres où les petits paysans pratiquent des cultures vivrières, les ont chassé de leurs fermes, ont clôturé (actes d'*enclosures*) d'immenses espaces pour y élever des moutons pour le marché de la laine. Thomas More fait une description minutieuse et tragique de cette opération du capitalisme naissant :

> Ainsi un avare affamé enferme des milliers d'arpents dans un même enclos: et d'honnêtes cultivateurs sont chassés de leurs maisons, les uns par la fraude, les autres par la violence, les plus heureux par une suite de vexations et de tracasseries qui les forcent à vendre leurs propriétés. Et ces familles, plus nombreuses que riches (car l'agriculture a besoin de beaucoup de bras), émigrent à travers les campagnes, maris et femmes, veuves et orphelins, pères et mères avec de petits enfants. Les malheureux fuient en pleurant le toit qui les a vus naître, le sol qui les a nourris, et ils ne trouvent pas où se réfugier. Alors, ils vendent à vil prix ce qu'ils ont pu emporter de leurs effets, marchandise dont la valeur est déjà bien peu de chose. Cette faible ressource épuisée, que leur restera-t-il, le vol, et puis la pendaison dans les fermes.[1]
>
> Mettez un frein à l'avare égoïsme des riches; ôtez-leur le droit d'accaparement et de monopole. Donnez à l'agriculture un large développement; créez des manufactures de laine et d'autres branches d'industrie, où vienne s'occuper utilement cette foule d'hommes dont la misère a fait, jusqu'à présent, des voleurs ou des vagabonds.[2]

A ceux qui ne voient que "la potence comme barrière contre le brigandage" sa réponse est : "Ma conviction intime est qu'il y a de l'injustice à tuer un homme pour avoir pris de l'argent, puisque la société humaine ne peut pas être organisée de manière à garantir à chacun une égale portion de bien."

Et voici la thèse centrale qui se dégage de la critique de l'ordre établi en Angleterre par la victoire du capitalisme :

> Partout où la propriété est un droit individuel**,** où toutes les choses se mesurent à l'argent, là on ne pourra jamais organiser la justice et la propriété sociale, à moins que vous n'appeliez juste la société où ce qu'il y a de meilleur est le partage des plus méchants, et que vous n'estimiez parfaitement heureux l'Etat

---

[1] Thomas More résume en une image cette transition au capitalisme marchand dominé alors par le commerce de la laine : "Les troupeaux innombrables de moutons qui couvrent aujourd'hui toute l'Angleterre... mangent même les hommes et dépeuplent les campagnes, les maisons et les villages..."

[2] Un autre témoignage de cette même barbarie à l'égard des paysans dépossédés de leurs terres par les monopoles, cette fois américains, est donné par John Steinbeck dans *Les raisins de la colère* (Ed. Gallimard, Folio N° 83), et le film qui en fut tiré par John Ford.

> où la fortune publique se trouve la proie d'une poignée d'individus insatiables de jouissances, tandis que la masse est dévorée par la misère.
>
> L'égalité, est, je crois, impossible dans un Etat où la possession est privée et absolue; car chacun s'y autorise de divers titres et droits pour attirer à soi autant qu'il peut, et la richesse nationale, quelque grande qu'elle soit, finit par tomber en la possession d'un petit nombre d'individus qui ne laissent aux autres qu'indigence et misère.
>
> Voilà ce qui me persuade invinciblement que l'unique moyen de distribuer les biens avec égalité, avec justice, et de constituer le bonheur du genre humain, c'est l'abolition de la propriété. Tant que le droit de propriété sera le fondement de l'édifice social, la classe la plus nombreuse et la plus estimable n'aura en partage que disette, tourments et désespoir.
>
> C'est pourquoi, lorsque j'envisage et j'observe les républiques aujourd'hui florissantes, je n'y vois qu'une conspiration des riches faisant au mieux leurs affaires sous le nom et le titre fastueux de république. Les conjurés cherchent par toutes les ruses et par tous les moyens possibles à atteindre ce double but : premièrement s'assurer la possession certaine et indéfinie d'une fortune plus ou moins mal acquise; secondement, abuser de la misère des pauvres, abuser de leurs personnes, et acheter au plus bas prix possible leur industrie et leurs labeurs. Et ces machinations décrétées par les riches au nom de l'Etat et par conséquent au nom même des pauvres, sont devenues des lois.

A cette société fondée sur le pouvoir absolu du marché de l'argent, Thomas More n'oppose pas de rêveries romantiques. Il se veut aussi expérimental dans ses projets que dans ses critiques.

Il montre qu'une société, radicalement différente en son principe même, est possible. Elle est possible puisqu'elle existe déjà, même avec ses insuffisances, dans le Nouveau Monde.

Il existe là une autre forme de développement dont le but n'est pas l'accumulation de l'or mais l'épanouissement de l’homme : "C'est dans ce développement complet qu'ils font consister le vrai bonheur." (Livre II)

La source première d'information de Thomas More, ce sont les rapports d'Amerigo Vespucci (celui qui donna à l'Amérique son nom) sur ses quatre voyages au Nouveau Monde, publiés en 1507, et aussi des témoins oculaires tels que son interlocuteur, Raphaël, dont il nous dit: "Le Portugal est son pays. Jeune encore il abandonna son patrimoine à ses frères; dévoré de la passion de courir le monde, il s'attacha à la personne et à la fortune d'Amerigo Vespucci. Il n'a pas quitté un instant ce grand navigateur pendant les trois derniers de ses quatre voyages dont on lit partout aujourd'hui la relation." (Livre I)

Raphaël lui dit : "Votre imagination ne se forme aucune idée d'une république semblable, ou ne s'en forme qu'une idée fausse. Si vous aviez été en Utopie, si vous aviez assisté au spectacle de ses institutions et de ses mœurs, comme moi qui y ai passé **cinq années de ma vie**, et qui n'ai pu me décider a en sortir **que pour révéler**

ce nouveau monde à l'ancien, vous avoueriez que nulle part il n'existe de société aussi parfaitement organisée."

"Il y a observé, dit Thomas More, un grand nombre de lois capables d'éclairer, de régénérer les séniles nations et royaumes de la vieille Europe... que de siècles il nous faudra pour leur emprunter ce qu'il y a de plus parfait dans leur civilisation."

A l'encontre des économistes du capitalisme naissant, qui considéraient les lois du marché comme des lois naturelles, Raphaël "découvre des peuples, des villes, des bourgs où... en complet désaccord avec les institutions de notre continent, où l'or est adoré comme un dieu, recherché comme le souverain bien... tout concourt à tenir l'or et l'argent en ignominie." Ils n'en font point une monnaie. "L'or et l'argent n'ont aucune vertu, aucun usage, aucune propriété... aucune valeur que celle que la nature leur a donnée... C'est la folie humaine qui a mis tant de prix à leur rareté."

> En Utopie, l'avarice est impossible, puisque l'argent n'y est d'aucun usage; et, partant, quelle abondante source de chagrin n'a-t-elle pas tarie ? Qui ne sait, en effet, que les fraudes, les vols, les rapines, les rixes, les tumultes, les querelles, les séditions, les meurtres, les trahisons, les empoisonnements, qui ne sait, dis-je, que tous ces crimes dont la société se venge par des supplices permanents sans pouvoir les prévenir, seraient anéantis le jour où l'argent aurait disparu ? Alors disparaîtraient aussi la crainte, l'inquiétude, les soins, les fatigues et les veilles. La pauvreté même, qui seule parait avoir besoin d'argent, la pauvreté diminuerait à l'instant, si la monnaie était complètement abolie.

A l'inverse de nos sociétés où la richesse est la mesure de toute chose, "ce qui renversait toutes ses idées, c'était le fondement sur lequel s'est édifiée cette république étrange, je veux dire la **communauté** de vie et de biens sans commerce d'argent."

Dans une société où le marché devient le régulateur de toutes les relations sociales, chaque homme est un concurrent, un rival, aucune communauté n'est possible, seul triomphe l'individualisme, où, comme écrit Thomas More: "ce que vous ajoutez à l'avoir d'un individu, vous l'ôtez à celui de son voisin."

Le contraire de cet individualisme, c'est la communauté, c'est à dire une société dont chaque membre se sent responsable de tous les autres.

"Ailleurs, écrit Thomas More, le principe du **tien** et du **mien** est consacré par une organisation dont le mécanisme est aussi compliqué que vicieux. Des milliers de lois n'y suffisent pas encore pour que tout individu puisse acquérir une propriété, la défendre, et la distinguer de la propriété d'autrui."

J'ai essayé, continua Raphaël, de vous décrire la forme de cette république, que je crois non seulement la meilleure, mais encore la seule qui puisse s'arroger à bon droit le nom de **république**. Car, **partout** ailleurs ceux qui parlent d'intérêt général ne songent qu'à leur intérêt personnel; tandis que là où l'on ne possède rien en propre, tout le monde s'occupe sérieusement de là chose publique, parce que le bien particulier se confond réellement avec le bien général.

En Utopie où tout appartient à tous, personne ne peut manquer de rien, une fois que les greniers publics sont remplis. Car la fortune de l'Etat n'est jamais injustement distribuée en ce pays; l'on n'y voit ni pauvre ni mendiant.

Le refus du luxe et de l'inutile a pour conséquence que "la population n'exerce que des professions utiles", là encore aux antipodes des sociétés où l'appétit de consommation engendre le parasitisme :

> N'est-elle pas inique et ingrate la société qui prodigue tant de biens à ceux qu'on appelle **nobles**, à des joailliers, à des oisifs, ou à ces artisans de luxe, qui ne savent que flatter et servir des voluptés frivoles ? quand d'autre part, elle n'a ni cœur ni souci pour le laboureur, le charbonnier, le manœuvre, le charretier, l'ouvrier, sans lesquels il n'existerait pas de société. Dans son cruel égoïsme, elle abuse de la vigueur de leur jeunesse pour tirer d'eux le plus de travail et de profit.

"Chacun ne se livrant qu'à des travaux utiles" le travail matériel y est de courte durée, et néanmoins ce travail produit l'abondance et le superflu. Quand il y a encombrement de produits un décret autorise une **diminution sur la durée du travail**, car le gouvernement ne cherche pas à fatiguer les citoyens par d'inutiles labeurs.

> Le but des institutions sociales en Utopie est de fournir d'abord aux besoins de la consommation publique et individuelle, puis de laisser à chacun le plus de temps possible pour s'affranchir de la servitude du corps, cultiver librement son esprit, développer ses facultés intellectuelles par l'étude des sciences et des lettres. C'est dans ce développement complet qu'ils font consister le vrai bonheur.

Thomas More évoque le haut niveau de connaissances scientifiques atteint par les Indiens, notamment en astronomie.

Evoquant enfin leur sagesse et leur religion il souligne leur signification humaine : "Ils définissent la vertu : vivre selon la nature. Dieu, en créant l'homme, ne lui donna pas d'autre destinée."

"Les habitants de l'île, qui ne croient pas au christianisme, ne s'opposent point à sa propagation", car ils "flétrissent sévèrement, au nom de la morale, l'homme qui dégrade la dignité de sa nature au point de penser que... le monde marche au *hasard*." [C'est qu'ils vivent la religion fondamentale et première qui est en tout homme : dire Dieu, de quelque nom qu'on l'appelle, c'est dire : la vie a un sens. R.G.]

> Aussi quand je compare les institutions européennes à celles des autres pays, je ne puis assez admirer la sagesse et l'humanité d'une part, et déplorer, de l'autre, la déraison et la barbarie.

* * *

Montaigne (1533-1592), dans ses *Essais* (Livre I, chapitre 11, intitulé : *Des cannibales)* porte un jugement aussi sévère sur l'orientation nouvelle de l'histoire et il évoque ce qu'aurait pu être, entre les deux mondes, une autre rencontre, fondée sur le

dialogue et la fécondation réciproque et non sur la négation de l'autre et la guerre de pillage et d'extermination des Indiens d'Amérique.

Montaigne part de l'*Histoire générale des Indes* de Lopez de Gomara. Il en fait une lecture critique en écoutant les témoignages d'un navigateur des Amériques qui lui fait rencontrer "diverses fois plusieurs matelots et marchands qu'il avait connus en ce voyage." (*Essais*, Livre I, chap. 31).

Il ne se contente pas de maudire les massacres des envahisseurs : "Qui mit jamais à tel prix le marché et le trafic? Tant de villes rasées, tant de nations exterminées, tant de millions de peuples passés au fil de l'épée, et la plus riche et belle partie du monde bouleversée pour la négociation des perles et du poivre : mécaniques victoires. Jamais l'ambition, jamais les inimitiés publiques ne poussèrent les hommes les uns contre les autres à si horribles hostilités et calamités si misérables." (*Essais*, Livre III, chap. VI)

Par contre, ajoute Montaigne (I, 21), "il n'y a rien de barbare et de sauvage en cette nation... à moins que chacun appelle barbarie ce qui n'est pas de son usage... Ils sont sauvages au sens où nous appelons "sauvages" les fruits que la nature seule a produit... alors que ce sont ceux que nous avons altérés par notre artifice et détournés de l'ordre commun que nous devrions appeler sauvages."

Monseigneur Bartolomé de Las Casas confirme la barbarie des envahisseurs : "**pour nourrir les chiens, ils mènent des Indiens enchaînés... ils les tuent et tiennent une boucherie ambulante de viande humaine.**"

Le sage Montaigne**,** à qui furent rapportés ces témoignages oculaires de juges et de prêtres, écrit sur les cannibales: "Je ne suis pas marri que nous remarquions l'horreur barbare qu'il y a en une telle action... mais jugeant bien de leur faute, nous sommes aveugles sur les nôtres. Je pense qu'il y a plus de barbarie à manger un homme vivant qu'à le manger mort, à le déchirer, par tourments et par torture... le faire mordre par les chiens... que de le rôtir et le manger après qu'il a trépassé... Nous les pouvons donc appeler barbares... mais non pas par rapport à nous qui les surpassons en toutes sortes de barbaries." (I, 31)

Il compare le courage des Indiens acceptant de "souffrir la mort plus volontiers que de se soumettre à la domination de ceux qui les ont si honteusement abusés", et la mécanique victoire des envahisseurs, en raison de la disparité des armes.
(*Essai*s, III, 6)

En parallèle à la rapacité des Occidentaux, uniquement préoccupés par la recherche de mines d'or, il évoque la splendeur de leur architecture, "la magnificence des villes de Cuzco et de Mexico" (III, 6)

Son témoignage sur cet urbanisme est confirmé par les témoins. Le chroniqueur Bernal Diez de Castillo, qui entra à Tenochtitlan (l'actuel Mexico) avec les troupes de Cortes écrit : "Il y avait parmi nous des soldats qui avaient été à Constantinople, en Italie, à Rome, et ils disaient qu'une place construite avec *tant d'harmonie et avec tant de monde, et où il régnait tant d'ordre, ils ne* l'avaient jamais vu nulle part."

Au Pérou Pizarre lui-même s'écrie : "Rien dans la chrétienté n'égale la magnificence de ces routes." Et, des années plus tard, le savant allemand Guillaume de Humboldt confirmera: "Cette chaussée, pavée de grandes pierres de taille peut être comparée aux plus belles routes des romains, ouvrages les plus utiles et les plus gigantesques que les hommes aient exécutés."

Ce réseau routier n'était que le système de circulation sanguine d'une société qui, la première, donnait l'exemple de l'absence de propriété privée dans une civilisation hautement développée qui exalta les esprits les plus généreux de l'Europe: Campanella semble situer au Pérou l'utopie de sa *Cité du soleil*, et l'Abbé Morelly écrit dans sa *Basiliade* que la possibilité d'un système non fondé sur la propriété privée "n'est point imaginaire puisque les mœurs des peuples [qu'il décrit] ressemblent, à peu de choses près, à celle des peuples de l'Empire le plus florissant et le mieux policé qui fut jamais: je veux parler de celui des Péruviens".

Sur la qualité esthétique des œuvres amérindiennes, nous avons ce témoignages d'Albert Dürer dans ses *Lettres* : "J'ai vu les choses rapportées au roi du nouveau pays doré : un soleil d'or massif grand d'une bonne toise ... une lune d'argent massif ... et tout cela est bien plus beau à voir que des prodiges ... je n'ai jamais rien vu qui m'aie plus réjoui le cœur que ces choses."

Il reste très peu de ces œuvres, car les *conquistadores* les fondaient en lingots.

La science des Mayas était en bien des points supérieure à celle de l'Europe à la même époque.

En astronomie, leurs prêtres calculaient l'année astronomique avec 365,222 jours, chiffre plus exact que celui du calendrier de Grégoire XIII (1502-1585), postérieur de cinq siècles : il n'entraîne qu'une erreur d'un jour sur six mille ans.

Il construisirent une table prévoyant les éclipses solaires.

Cela suppose un grand développement en mathématiques : leur système numérique, non pas décimal comme le nôtre, mais vigésimal, était supérieur aux systèmes que connurent les Grecs et les Romains.

Aucun peuple au monde n'a égalé les Indiens d'Amérique (et surtout les Mayas) pour le nombre de plantes domestiquées et cultivées, notamment le maïs, la pomme de terre, le manioc, le caoutchouc.

Montaigne évoque ce qu'aurait pu être, entre l'Europe et l'Amérindie une autre rencontre que celle des soudards et de marchands assoiffés d'or.

> Notre monde vient d'en rencontrer un autre... cet autre monde ne fera qu'entrer en lumière quand le nôtre en sortira... Bien que je craigne que nous ayons bien fort hâté sa décadence et sa ruine par notre contagion. La plupart de leurs réponses et des négociations faites avec eux témoignent qu'ils ne nous étaient inférieurs ni en clarté d'esprit naturelle ni en pertinence... Combien il eût été aisé de faire son profit d'âmes si neuves...

> Au rebours nous nous sommes servis de leur ignorance et inexpérience à les plier plus parfaitement vers trahison, luxure, avarice et vers toutes sortes d'inhumanités et de cruautés à l'exemple et patron de nos mœurs.
> (*Essais,* III, 6)

Ces quelques remarques sur les Amérindiens ne constituent pas une digression, mais une protestation contre la prétention occidentale de représenter le seul modèle de modernité et de progrès, et une évocation d'un avenir possible de rencontre véritable des civilisations pour construire une unité, non pas impériale mais symphonique, du monde.

ANNEXE IV

L'AVENIR A DÉJÀ COMMENCÉ

Graines d'espoir : Le réveil de l'Asie : *la nouvelle route de la soie.*

Cet avenir en germe, aux possibles nouveaux, a déjà commencé. Là même où naît le jour : à l'Orient. Là même où fut pour la première fois pensée l'unité humaine et divine du monde : "être Un avec le Tout", enseignait déjà le Tao comme secret d'un avenir à visage humain.

Cette Asie qui non seulement pensa la première le Tout mais inventa les moyens spirituels de l'atteindre, dans l'Inde des Vedas, des Upanishads, de la Baghavad Gita et de Bouddha.

Cette Asie d'où s'éleva, en Iran, avec Zarathoustra, la grande ambition humaine de la lutte du Bien contre le Mal, appelant chacun à être de ceux qui se lèvent dés la fin de la nuit pour travailler à la naissance du jour.

Cette Asie plus proche où s'élabora, dans les grandes civilisations du croissant fertile au contact de l'Egypte d'Akhenaton, le monothéisme donnant un horizon divin à l'unité humaine, et où enfin, avec la levée de Jésus, s'annonça le Crépuscule des Dieux de la puissance et des Dieux des armées **pour faire émerger** l'authentique transcendance des hommes et des Dieux de la vie du plus humble et du plus démuni.

* * *

De ce monde aujourd'hui nous revient la lumière : la perspective d'un avenir à visage humain, d'une véritable universalité, riche de l'apport de toutes les civilisations.

Une nouvelle Route de la soie dans sa version la plus futuriste, conduisant de Shanghai à Rotterdam, à 500 km à l'heure par un train à lévitation magnétique.

Aujourd'hui le Pont eurasiatique sera le creuset de la reconstruction de l'unité humaine, non seulement dans la Grande île eurasiatique, mais, sans exclusive aucune, avec l'Afrique, dont elle n'est artificiellement séparée que par les quelques mètres du canal de Suez, et l'Amérique dont le détroit de Behring, sera franchi par un tunnel reliant l'autre grande île : l'Amérique, qui n'est, elle aussi, qu'artificiellement coupée en deux que par les quelques mètres du canal de Panama.

Du Pacifique à l'Atlantique et à travers la poussière de leurs sous continents, de l'Australie au Groenland, un système nouveau unifié reconstituant l'unité humaine, avec l'apport, sans dépendance ni domination, de toutes les cultures, spirituelles et matérielles, des millénaires de grandeur de l'homme.

L'avenir a commencé le 7 mai 1996 à Pékin.

Ce jour-là, 34 nations étaient réunies pour participer à la construction du grand **Pont intercontinental eurasiatique**. Une nouvelle *route de la soie* qui, pendant quatorze siècles, avait lié l'Orient à l'Occident et à l'Afrique, non seulement par des échanges commerciaux mais par la fécondation mutuelle des cultures, des sciences, des techniques et des spiritualités.

Cette nouvelle "route de la soie" est celle du XXIe siècle: elle réalisera d'abord l'unité de la "grand île" eurasiatique (dont l'Europe, rappelons-le, est une petite péninsule), avec les moyens scientifiques et techniques des deux mondes, avec tout un réseau de routes, de canaux permettant la navigation, l'irrigation transformant les déserts millénaires de l'Asie Centrale en foyers de vie, de centrales électriques, de pipe-lines pour le pétrole et le gaz, de communications par fibres optiques, et la construction de villes, sur deux cents kilomètres de part et d'autre de trois grands axes du Pont continental Eurasiatique, reliant, par voie de terre, l'océan Pacifique à l'océan Atlantique.

Il ne s'agit pas d'un rêve ou d'un projet utopique car la réalisation a déjà commencé.

Le 12 septembre 1990 le réseau ferroviaire chinois opérait une première jonction, à la passe d'Alataw, avec le réseau de l'ancienne Union soviétique.

En onze ans, de 1985 à 1996, en vue du futur **Pont continental eurasiatique**, d'énormes investissements chinois ont rénové 2.000 kilomètres de voies ferrées.

Le 7 mai 1996 Rui Zingwen, président de la commission chargée de réaliser le Pont, montrait les perspectives de cette entreprise gigantesque pour créer une unité pacifique et symphonique du monde, ouverte à tous, non seulement pour sa réalisation, mais aussi pour l'exploitation de ses potentialités jusqu'en Afrique et en Amérique.

A l'inverse de la mondialisation par le marché, qui est une expression déguisée des ambitions impériales de domination du monde, c'est un nouveau cycle de civilisation qui commence.

Il commence dans un esprit radicalement nouveau, excluant toute domination d'un peuple élu sur les autres peuples ou d'un peuple civilisé sur les barbares.

Après les civilisations des deltas, du Nil au fleuve Jaune, et les grandes civilisations méditerranéennes, puis atlantiques, il s'agit cette fois d'une géopolitique d'un type radicalement nouveau. Jusque là, pour ne retenir que des exemples récents, il n'existait que des géopolitiques de puissance, qu'il s'agisse de celle des puissances de la mer, synthétisée par Mac Kinder à l'apogée de l'empire anglais, ou de celle des puissances continentales, telle que la développa Friedrich Hausofer. Cette politique de

gestion de l'espace dégénéra, avec Hitler, en géopolitique de l'espace vital (*Lebensraum*).

Il ne s'agit plus, cette fois, d'une géopolitique de la domination, mais d'une géopolitique de la libération faisant refleurir la planète entière, jusqu'en ses déserts, avec l'aide de tous, dans un monde enfin considéré comme un Tout sans prétention d'aucun à le dominer et à l'exploiter.

Il s'agit de donner aux 80% de la population du globe, aujourd'hui sous développée en raison de sa dépendance ou de son enclavement par les déserts, les possibilités d'un développement proprement humain.

D'abord avec trois routes parcourant la Grande île eurasiatique, l'une, au nord (dont le chemin de fer transsibérien fut une première ébauche, mais avec des visées coloniales). Elle reliera désormais de grands centres chinois à l'Europe en passant par le Kazakhstan et le Khirgistan ainsi désenclavés, pour rejoindre l'Europe de l'Ouest et l'Europe du Nord, en redonnant vie au plan Delors de grands travaux d'infrastructures, mais qui se limitaient à l'Europe.

La route médiane s'articulera avec la première au Kazakhstan, s'infléchissant au Sud vers Tachkent et l'Ouzbékistan, le Turkménistan, la Mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, pour rejoindre la mer Noire, et, au delà, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, pour atteindre l'Europe centrale.

La route du Sud, partant d'Achkhabad, au Turkménistan, s'infléchira vers l'Iran pour aller, par Mashad, Téhéran et Tabriz, vers la Turquie, et à travers le Bosphore, puis la Yougoslavie, atteindra l'Europe du Sud, et, au delà, l'Afrique du Nord.

Ceci concerne quarante pays (c'est-à-dire 22% de la population mondiale) et transforme près de quarante millions de kilomètres carrés, c'est à dire plus de 26% des terres émergées de la planète.

(Il est remarquable qu'à ce colloque de Pékin, qui ouvrait un nouveau cycle de civilisation, pas une ligne ne fut accordée par les organes *d'information* des politiciens et des journalistes occidentaux qui consacraient alors des pages entières aux fraudes d'un match de football en France, ou aux frasques de lady Diana en Angleterre.)

Les travaux néanmoins commençaient, et d'abord le Projet du **Barrage des trois Gorges** sur le Yang Tsé Kiang.

L'histoire de la Chine est, pour une large part, celle de la maîtrise des eaux. Cela se traduit même dans sa mythologie : le légendaire Empereur Yu Le Grand, (le Prométhée de la civilisation chinoise) est celui qui a dompté les fleuves et créé les canaux d'irrigation.

Pour nous en tenir à l'histoire et à deux mille ans de données hydrologiques, deux cents inondations se sont produites (en moyenne : une tous les dix ans).

Les plus petites inondations provoquèrent des milliers de morts, les plus grosses des dizaines de milliers. Le plus grand désastre se produisit en 1870 provoquant la mort de trois cent mille personnes.

Dans le prolongement de toute l'histoire de la Chine, et pour mettre fin à ces catastrophes, le gouvernement chinois a décidé la réalisation de ce gigantesque barrage dont la première phase a commencé en 1994. La durée des travaux sera de dix-sept ans et son coût l'équivalent d'environ cinquante milliards de francs. Il s'agit d'un barrage de 2.350 mètres de long, et d'une hauteur atteignant à certains endroits jusqu'à 175 mètres. Il inondera près de 30 000 hectares, ce qui implique le déplacement de près d'un million de personnes dans les provinces de Setchouan et de Houpeï.

L'on entend déjà les criailleries des écologistes sur le sort de l'environnement. Il n'est pas surprenant que le ton ait été donné par la Banque Mondiale exprimant "ses préoccupations socioculturelles et écologiques" ! Alors qu'elle laisse les multinationales détruire les deux poumons du monde par le saccage des forêts d'Amazonie et d'Indonésie ! Oubliant que les crues chinoises ont fait disparaître 145 000 personnes en 1931, 40 000 en 1954, 30 000 en 1958.

La raison de cette indignation c'est que le gouvernement chinois assure l'investissement sans se soumettre aux diktats politiques du Fonds monétaire international (F.M.I.) et refuse d'entrer dans l'Organisation du commerce international (OMC).

En outre la Chine veille à ce que, n'excluant personne de la participation à son projet de **Pont intercontinental eurasiatique** (Mitsubishi, avec l'accord du gouvernement japonais, participe déjà à l'entreprise), va créer une zone immense de production à l'échelle d'un "marché" de deux milliards d'habitants, et qu'il ne veut pas en faire un champ de bataille pour les pirates de la finance internationale.

A lui seul, le **barrage des trois gorges**, sur le Yang Tsé Kiang, permettra d'alimenter une station hydraulique produisant huit fois plus que le barrage d'Assouan, c'est à dire l'équivalent de la combustion de cinquante millions de tonnes de charbon.

Le projet comporte la construction d'une double voie navigable permettant à des bateaux de 10 000 tonnes de remonter le fleuve, de Wouhan jusqu'à Tchongking, la capacité de transport passant ainsi de 10 à 50 millions de tonnes, avec une réduction des prix de plus d'un tiers.

Ainsi seraient résolus deux problèmes vitaux pour la Chine : la sécheresse dans le Nord et les inondations dans le Sud.

Quant au relogement des populations évacuant la zone immergée, il s'inscrit dans le programme, faisant de ces personnes transférées, des pionniers de la nouvelle fertilisation du désert et de l'éclosion de centaines de villes le long du Pont.

La main d'œuvre locale ne manquera pas, dans l'immense Chine, pour réaliser, sur place, les travaux, et résorber le chômage.

La Chine fait appel, pour la réalisation de ce projet prométhéen, à toutes les participations du monde.

Mais cela implique que l'Europe brise le joug colonial et reconquière son indépendance. Pour résoudre ses problèmes de chômage et fabriquer dans ses usines du matériel ferroviaire, des camions, des instruments de forage, et répondre aux besoins de la création de centaines de villes, elle ne peut être ligotée par les interdictions américaines de l'O.M.C. ou de la Banque Mondiale.

Elle doit donc se libérer en rompant avec toutes ces institutions, et, par la même, être libre d'orienter les investissements de ses banques, comme les programmes de ses entreprises pour ne pas laisser libre cours à la ruée des intérêts particuliers à court terme ayant pour seul objet de conquérir des marchés et d'en tirer les profits les plus juteux.

Les accords doivent se réaliser sur un plan national et comporter des clauses précises d'embauche au même titre que des profits raisonnables.

Des précédents à des accords de coopération de ce genre, sur une base nationale et fraternelle, existent déjà.

L'Iran, par exemple, a commencé à opérer un branchement ferroviaire sur la *nouvelle route de la soie* du XXIème siècle.

Aidant à *désenclaver* les républiques d'Asie centrale: du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan, l'Iran a profondément amélioré les liaisons entre le Caucase, l'Asie Centrale et la Russie, de la Caspienne à l'Océan Indien, en construisant un **Chaînon manquant** dans le réseau ferroviaire asiatique: il s'agit de relier le port chinois de Lianyungang avec Bandar-Abbas, sur le détroit d'Ormuz par lequel transite 50 % du pétrole mondial, à travers Almaty (l'ancien Alma-Ata en Mongolie), Tachkent, Mashad, Téhéran, et les liant d'autre part à l'Europe par Istamboul.

Le tronçon en cours d'exécution, de Sarakh à Bandar Abbas, réduira de 900 km le trajet de la *route de la soie* à la frontière du Pakistan,

La décision a été prise à Bangkok en mars 1996, au Sommet de l'ASEAN (groupant les nations sud-asiatiques) de construire la voie ferrée de Singapour à la Thaïlande pour rejoindre la route de la soie, et relier ainsi la Malaisie à la Chine.

Là encore, il ne s'agit pas de spéculations abstraites : la ligne Mashad-Fedjen (en Turkménistan) a été inaugurée le 13 mai 1996. Le Président Rafsandjani la saluant comme "un tournant dans l'histoire de la région" et appelant cette journée d'extension de la *route de la soie*, celle, de "l'amitié entre les peuples".

Cette nouvelle *route de la soie* du XXIème siècle est en train de changer l'axe du monde et c'est pourquoi les forces du passé s'acharnent contre elle.

A la conférence de Pékin où, avec une générosité excessive, le gouvernement chinois avait invité Sir Leon Brittan, (vice-président de la Commission européenne et agent anglo-américain pour assujettir l'Europe aux diktats des Etats-Unis) celui-ci, au cours

de son intervention, crachota, à 12 reprises, les initiales W.T.O. (Organisation mondiale du commerce) pour s'efforcer de réintégrer le projet dans le cadre américain du monothéisme du marché, et menaçant même de représailles les efforts pour y échapper.

Par contre la Turquie (pas celle des chefs militaires inféodés à Israël et à l'Occident) apporte une contribution majeure à cet éveil de l'espérance à travers un grand dessein planétaire. Les 4 et 5 janvier 1997, à Istamboul, sur l'initiative du Premier Ministre, Ecmettin Erbakan, est créé, par les Ministres des Affaires étrangères de huit pays (Egypte, Indonésie, Iran, Malaisie, Nigeria, Pakistan, Bangladesh et Turquie) un D8 (Developing 8) pour faire contre poids au D7 des colonialistes. Dans son allocution d'ouverture Erbakan déclare que la nouvelle communauté de pays islamiques poursuivra "un objectif culturel et politique combatif" visant à "mettre fin à la domination des nations industrielles occidentales sur le secteur en voie de développement."

Loin d'être un club fermé, cette nouvelle union, selon le Ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, peut accueillir d'autres membres pour créer un nouveau bloc soucieux d'initier un autre modèle de développement que celui de l'Occident, car nombre de pays "continuent à avoir un développement inégal en raison des problèmes liés aux termes de l'échange, à la dette extérieure... à des obstacles dans le transfert de technologies et aux limites imposées au développement des ressources humaines."

Le D8 vise à remplir le vide laissé par la dissolution de fait, après 1989, du mouvement des non-alignés créé à Bandoeng. Il préconise une collaboration accrue avec des organisations telles que l'Association des nations du Sud-Est asiatique et la Communauté du développement de l'Afrique Australe (S.A.D.C.).

Il s'agit ici du contraire exact du **choc des civilisations** de Samuel Huntington fondé sur l'opposition irréductible et la polarisation des cultures mondiales: le D8, représentant 800 millions d'êtres humains, préconise au contraire une coopération économique et culturelle à droits égaux: "Le principe de coopération, plutôt que celui d'exploitation coloniale devrait nous encourager à travailler à un environnement international pacifique", même avec le G.7, car, selon l'Agence iranienne de presse I.N.R.A., "sans coopération avec d'autres groupes économiques, il n'y a aucune chance de progrès."

Le quotidien suisse *Neuer Zürcher Zeitung*, de Zurich, reconnaît en effet que le D8, en tant qu'interlocuteur du G7, "représenterait les droits de pays en voie de développement qui, en Asie et en Afrique, sont identiques à ceux du monde musulman. En leur nom, le D8 devrait même participer à la naissance d'un nouvel ordre international."

Car il devient de plus en plus clair, dans le monde non-occidental, quelles qu'en soient les orientations religieuses et spirituelles que, selon l'expression d'Erbakan, "le sous-développement, dans de nombreux pays, est le résultat de l'impérialisme occidental."

Ici encore, il ne s'agit pas de gesticulations verbales: lors du voyage d'Erbakan à Téhéran, les 10 et 11 août 1996, la Turquie et l'Iran ont signé des accords portant sur

le gaz, les transports et l'électricité pour améliorer les liens infrastructurels entre les deux pays: un contrat de 20 milliards de dollars sur 23 ans porte sur le transport du gaz iranien et turkmène à la Turquie par un gazoduc qui devait être construit en 1997, ainsi que l'approvisionnement en électricité et l'extension des liaisons ferroviaires, s'inscrivant dans le projet de *route de la soie* du XXIème siècle, par la construction du dernier tronçon entre Tabriz (Iran) et Van (Turquie). Tout ceci, en violation de la politique de sanctions des Etats-Unis, à l'égard de l'Iran, mais avec la neutralité bienveillante de l'Europe. Il ne s'agit pas seulement d'une initiative islamiste de la Turquie nouvelle : même le Président Demirel a défendu cette position malgré la hargne de Washington : "A ceux qui critiquent l'achat de gaz iranien par la Turquie, dit-il, nous répondons que la Turquie est un pays indépendant. Nous sommes déterminés à développer plus avant notre coopération avec l'Iran."

(Un exemple d'indépendance que pourraient suivre les dirigeants français qui renoncent à leurs contrats pétroliers avec l'Irak sur un simple froncement de sourcils de Washington, et qui renient toutes les traditions gaullistes d'indépendance non seulement en rejoignant l'OTAN mais en acceptant docilement que le commandement en soit réservé exclusivement aux Etats-Unis.)

Il y a certes encore des failles ou du moins des faiblesses provisoires dans la construction de ce monde futur : d'abord l'absence d'Etat en Russie, livrée à l'anarchie et à la prolifération des maffias par la prostitution d'Eltsine et de sa bande à son protecteur américain. Mais les impératifs de l'histoire triompheront, quel que soit le régime qui rendrait à la Russie une existence étatique. C'est ainsi que le vice-Ministre des Affaires Etrangères Grigori Karasine, a récemment déclaré que Moscou accorderait une attention accrue à l'Asie. En effet, les dirigeants russes sont enclins à soutenir l'Iran, car ils savent que, sans lui, il serait difficile de développer l'Eurasie. Que les routes partent de Chine ou d'Asie centrale, vers les océans indien, le Pacifique, la Méditerranée ou l'Europe, doivent passer par l'Iran. Pour engager des relations à long terme avec l'Inde, améliorer ses relations avec la Chine, il faut donc que la Russie contribue à la stabilisation de l'Iran, notamment en concluant avec ce pays des accords pour le développement du pont terrestre. La Russie a déjà présenté des plans pour activer la construction de la centrale de Busher qui doit être terminée dans trois ans, malgré les pressions de l'Occident pour bloquer sa construction. De son côté l'Iran s'efforce d'empêcher que la guerre en Afghanistan ne déstabilise l'ensemble de la région et ne menace la Russie. Lors de la réunion du D8 à Istamboul, les dirigeants iraniens et turcs ont rencontré leurs homologues pakistanais pour rechercher une solution à la crise afghane.

Un autre maillon, encore faible, est celui de l'Afrique où la colonisation continue d'exercer ses ravages malgré les revers subis. Si, en Afrique du Sud, l'apartheid imposé par les Afrikaners a été aboli par la victoire de Nelson Mandela, les Etats-Unis continuent à marchander leur aide économique en échange de concessions politiques. En Somalie, ils se sont brusquement aperçus de la famine lorsque des sociétés pétrolières américaines ont découvert des gisements de pétrole offshore le long des côtes et, sous le couvert d'ingérence humanitaire (nouveau nom du colonialisme) avec la complicité de figurants européens et de pitres portant des sacs de riz médiatisés dans le port de Modagiscio, ont cherché à installer au pouvoir, comme en Amérique du Sud, un dictateur assurant la stabilité nécessaire à l'exploitation des hydrocarbures. L'opération s'est soldée par un fiasco mais l'anarchie demeure.

Au Soudan, qui, grâce à l'irrigation des canaux du Nil, pourrait nourrir toute l'Afrique, les Etats-Unis entretiennent, par leurs livraisons d'armes et d'argent, le chancre de la guerre du Sud, camouflée en rébellion ethnique ou religieuse, et les armes continuent d'affluer en Erythrée.

Au Rwanda et au Burundi, les anciens colonialistes français et anglais poursuivent leurs anciennes rivalités en armant, finançant et éduquant, leurs tortionnaires et en attribuant le chaos à des querelles tribales.

En Algérie, les dirigeants français, qui ont applaudi à l'interruption du processus électoral par la dictature militaire, continuent à financer celle-ci, empêchant de la sorte le dialogue national qui peut seul mettre fin aux tueries.

Il existe une connivence occidentale entre les efforts des Etats-Unis et les anciens colonialistes pour maintenir au pouvoir les marionnettes politiques qui se prêtent à leur jeu. La différence, pour eux, entre les bons et les mauvais africains répond à ce seul critère : acceptent-ils ou non les diktats du F.M.I. ? Ceux qui le refusent sont des islamistes, des terroristes ou des rebelles tribaux.

L'Afrique agonisante par suite de ces ingérences post-colonialistes, est un continent sous-peuplé, avec un sol et un sous-sol regorgeant de richesses et peuplé d'affamés livrés par leur misère à toutes les épidémies, y compris le sida.

Pour ne citer qu'un exemple majeur des possibilités de cette Afrique, le Sahara fut autrefois une forêt et un lieu de pâturages dont témoignent encore les gravures rupestres du Tassili, avec leurs troupeaux de bubales.

Avec le seul prix des armes et des aides fournies aux bourreaux africains de leurs peuples, il serait possible de refaire du Sahara, où l'eau fossile ou phréatique est presque partout aisément accessible, une nouvelle terre fertile, de Dakar à Mogadiscio.

Plus riche encore que l'Afrique, l'Amérique Latine, saignée à blanc par ses dictatures militaires portées au pouvoir par les Etats-Unis, puis étouffées par la dette et les exigences du F.M.I., peut donner naissance à une alternative au modèle de croissance occidental fondé sur l'énergie fossile (et donc épuisable à terme) du pétrole.

En créant, si elle en a l'indépendance nécessaire à l'égard du joug nord-américain et de ses complices collabo des oligarchies locales, ce que Gilberto Freyre et Bautisto Vidal ont appelé *la civilisation des tropiques.*

* * *

Le réveil de l'Amérique latine : *la civilisation des tropiques.*

Les maîtres de la civilisation occidentale qui, aujourd'hui sous des formes diverses, dominent ou influencent fortement l'Economie, la Pensée, l'Organisation sociale et le Mode de vie de la quasi-totalité de la population mondiale, se sont développés à partir des régions tempérées du Sud du continent européen.

A partir du XVème siècle commence l'extension mondiale de ces peuples par le commerce et par la conquête. Ce qu'il est convenu d'appeler la Renaissance en Occident c'est le développement du rationalisme instrumental de la culture européenne et de la supériorité technique et militaire qui en découlent. La maîtrise des sources fossiles d'énergie et la technique de ses transformations ont conduit, au XIXème et au XXème siècle, à une domination mondiale méprisant et détruisant les autres civilisations.

Au cours de cette expansion les grandes sources de la puissance de la civilisation occidentale (dans la perspective de ce rationalisme occidental faisant abstraction des **fins** et recherchant seulement à multiplier la puissance de ses **moyens**), la source essentielle d'énergie c'étaient les combustibles fossiles (le charbon minéral d'abord — en Angleterre, en France, en Allemagne — qui exigent des structures politiques centralisées, des Etats-nations.) Le développement de cette expansion occidentale a conduit à la décadence des autres civilisations. Elle a entraîné les plus redoutables inégalités : entre le Nord et le Sud, avec le rétablissement de l'esclavage et de toutes les formes de dépendance, et, à l'intérieur même des pays occidentaux, une polarisation croissante de la richesse et du pouvoir, et l'accroissement du nombre des exclus.

L'exportation des modes occidentaux de technique et de production produisit de terribles dégâts, à la fois du point de vue du déséquilibre écologique et de la misère des multitudes. Les exemples les plus typiques, de cette destruction des équilibres naturels sont la destruction des forêts amazoniennes et indonésiennes ou une exploitation de l'Afrique qui permet au désert saharien d'avancer de plusieurs kilomètres par an.

A l'échelle mondiale furent détruites des cultures qui étaient mieux intégrées aux conditions du milieu et les formes d'organisation sociale correspondantes, pour imposer des mono-productions soit agricoles comme le café, le sucre, les arachides etc... et, du point de vue industriel, pour piller les matières premières, le pétrole d'abord, mais aussi les richesses minérales. Ainsi furent détruits non seulement les équilibres naturels, mais les formes d'organisations sociales qui, depuis des millénaires, avaient maintenu les équilibres écologiques.

Le choix unilatéral des sources d'énergies fossiles non renouvelables et la logique interne du système qui impliquait l'utilisation de quantités toujours croissantes de cette énergie, a conduit à la perspective actuelle d'épuisement de ces ressources, si bien qu'aujourd'hui, au rythme actuel de leur utilisation, les ressources présentes en pétrole dans le monde, ouvrent la perspective d'un épuisement total. Même si des découvertes nouvelles de gisements permettent de reculer ces limites, le moment d'un épuisement total est inéluctable.

Ce mode d'utilisation des énergies non renouvelables entraîne la destruction des grandes sources millénaires d'énergies renouvelables. L'exemple le plus saisissant est le saccage de la forêt amazonienne pour produire de l'énergie électrique selon les méthodes employées en Occident, telles que les grands barrages hydrauliques qui exigent au Brésil l'inondation et donc, d'abord, la destruction de milliers d'hectares de forêts.

Une forêt bien exploitée peut produire normalement 2 à 3 stères de bois par hectares et par an. La même exploitation, dans la forêt tropicale, peut fournir de 40 à 60 stères par hectare et par an. Le Brésil, par exemple, possède environ 325 millions d'hectares de terres impropres à l'agriculture mais capables, par une exploitation forestière appropriée, d'utiliser la moitié de ces surfaces (qui représentent 20 % du territoire national). Ceci permettrait de produire de manière permanente l'équivalent énergétique de 6 milliards de barils de pétrole par an, c'est à dire à peu près la production totale des pays de l'OPEP.

On peut imaginer aisément que l'utilisation, même partielle, de ce potentiel énergétique changerait profondément toute la structure actuelle du pouvoir mondial.

Dans la zone tropicale pourrait s'instaurer une nouvelle distribution du pouvoir, car cette mutation historique de réhabilitation de l'homme tropical et de son milieu naturel, permettrait, à partir de ressources énergétiques renouvelables, en particulier celle de la biomasse, de créer des formes nouvelles de rapports sociaux et politiques. Cela exige de mettre fin à l'exploitation des ressources naturelles par les prédateurs de l'Occident et de ses vassaux, et de fonder un modèle de développement sur l'exploitation rationnelle de ces ressources renouvelables, avec toutes les conséquences politiques, stratégiques ou écologiques qui en découlent.

Un rapport récent, Projet énergétique et technologique adapté au milieu ambiant (Brasilia 1986), indique : "**la cause principale de la destruction de la foret tropicale est le développement d'une structure économique fondée sur des modèles technologiques importés qui conduisent à la dégradation de l'environnement**."

Le fondateur de cette réflexion sur une civilisation des tropiques, est Gilberto Freyre dans son livre : *L'homme, la culture et les tropiques.*

Bautisto Vidal, de l'Ecole Polytechnique du Brésil, complète cette analyse :

> La quantité d'énergie qui tombe chaque jour sur les Tropiques humides est l'équivalent de 6 millions de bombes nucléaires du modèle Hiroshima. Alors que la civilisation du pétrole est la civilisation d'un jour, nous avons là la base énergétique d'une autre civilisation à condition d'en finir avec la dépendance de l'extérieur. Cette dépendance a coûté à notre pays, le Brésil, pour contribuer à cette destruction, 2 milliards de dollars par an, c'est à dire 40 milliards en 20 ans. (A titre de comparaison le plan Marshall, pour reconstruire l'Europe, a coûté 13 milliards de dollars). Tel est le coût de cette civilisation technologique et de la division internationale du travail qui a créé la dépendance technologique.
>
> Avec le système actuel de dépendance nous produisons à Cucurui de l'énergie électrique qui nous coûte 42 dollars par mégawatt-heure et que nous vendons 13 dollars pour produire de l'aluminium exporté. Tel est le modèle pervers qui nous est imposé du dehors par les grandes compagnies multinationales. La proche pénurie a conduit à utiliser l'énergie nucléaire. C'est cette méthode que l'on envisage d'imposer au Brésil. Il est prévu, pour la sécurité de la population, d'évacuer un territoire de 40 kilomètres de rayon. Si sur cette

surface, nous créons une forêt en utilisant sa biomasse nous produirons 3 fois plus d'énergie que ce dangereux réacteur. La biomasse, comme forme d'énergie, a pour origine le soleil, gigantesque réacteur à fusion nucléaire heureusement situé à très grande distance. Cette énergie solaire permet de créer des conditions de vie permanentes et à visage humain.

Le pétrole, lui aussi, a comme origine le soleil. Sa formation exige de 200 à 300 millions d'années, alors que le charbon végétal, l'énergie éolienne, ou la biomasse se renouvellent de façon permanente. La photosynthèse capte par les plantes cette énergie.

Le Brésil détient 50 % des tropiques humides de la planète. L'autre moitié est répartie en plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique et de l'Asie du Sud-Est, qui ont les mêmes problèmes que nous. La survivance énergétique du monde et toutes les conséquences sociales qui en découlent dépendent de cette mutation qui implique une intégration profonde de l'homme tropical à son milieu naturel.

Source : *L'avenir de la civilisation des tropiques*, Edition de l'Université de Brasilia, 1990, p. 221-231.

BIBLIOGRAPHIE DES ŒUVRES

DE ROGER GARAUDY

ET DES TRAVAUX SUR L'AUTEUR

ŒUVRES DE ROGER GARAUDY

I. HISTOIRE DU MARXISME

A. Les sources

Les Sources françaises du socialisme scientifique, Editions Hier et Aujourd'hui, 1949. Traduit en polonais, allemand et japonais.

Dieu est mort (Etude sur Hegel), P.U.F., 1962. Traduit en allemand, espagnol (Argentine), persan.

La Pensée de Hegel, Editions Bordas, 1966. Traduit en espagnol, portugais, albanais, grec.

B. Les classiques

Karl Marx, Editions Seghers, 1965. Traduit en onze langues : tchèque, roumain, anglais (U.S.A.), hongrois, portugais (Brésil), espagnol (Mexique), allemand, grec, italien, yougoslave, arabe (Liban). Réédité en français en 1972 et 1977.

Lénine, P.U.F., 1968. Traduit en italien, espagnol, portugais.

II. PROBLÈMES DU MARXISME

Théorie matérialiste de la connaissance, P.U.F., 1953. Traduit en tchèque, russe, japonais, allemand.

La Liberté, Editions Sociales, 1955. Traduit en roumain, grec, slovaque, allemand, bulgare, espagnol (Cuba), vietnamien.

Perspectives de l'homme, P.U.F., 1961. Traduit en serbe, espagnol (Argentine), polonais, portugais (Brésil). 4e édition française en 1969.

Marxisme du XXe siècle, Plon, 1961. Traduit en norvégien, anglais (U.S.A. et Angleterre), turc, tchèque.

Pour un modèle français de socialisme, Editions Gallimard, 1968.

Peut-on être communiste aujourd'hui ? Editions Grasset, 1968. Traduit en allemand, espagnol, portugais.

Le Grand Tournant du Socialisme, Editions Gallimard, 1969. Traduit en douze langues : allemand, serbe, portugais, anglais, slovène, turc, suédois, japonais, espagnol, grec, finnois, italien.

Marxisme et Existentialisme, Plon, 1962. Traduit en allemand, espagnol (Argentine), portugais (Brésil), japonais.

Questions à Jean-Paul Sartre, Editions Clarté, 1960. Traduit en hongrois, russe.

Prague 68... La liberté en sursis, Editions Fayard, 1968. Traduit en italien, portugais (Brésil).

Toute la vérité, Editions Grasset, 1970. Traduit en italien, allemand, slovaque, portugais (Brésil), espagnol (Venezuela), anglais (New York), hollandais, finlandais, suédois.

Souviens-toi ! (Courte histoire de l'Union soviétique) aux Editions : Le Temps des cerises, 1994

III. RELIGION

L'Eglise, le Communisme et les Chrétiens, Editions sociales, 1949. Traduit en polonais, hongrois, slovaque, russe.

De l'anathème au dialogue, Editions Plon, 1965. Traduit en dix langues : allemand, hollandais, anglais (U.S.A., et Angleterre), tchèque, espagnol, portugais (Brésil), polonais, italien, japonais.

Défataliser l'Histoire, Centre protestant d'études, Genève, 1973.

Contre les intégrismes :

Intégrismes, Ed. Belfond, 1991. Traduit en arabe et en espagnol.

Avons nous besoin de Dieu ? (Préface de l'Abbé Pierre), Editions Desclée de Brouwer, 1984.

Vers une guerre de religion (Préface de Léonardo Boff), Editions Desclée de Brouwer, 1995. Traduit en espagnol, en hollandais, en arabe, en portugais.

Grandeur et décadences de l'Islam, (1996) Editions AFKAR, 1996. Traduit en russe, en arabe.

Les Mythes fondateurs de la politique israélienne, Samizdat Roger Garaudy. Traduit en anglais, en italien, en arabe, en turc, en allemand, russe, polonais, chinois, japonais, iranien, grec, espagnol, portugais, roumain.

IV. MORALE

Le Marxisme et la Morale, Editions Sociales, 1948 Traduit en polonais, italien.

Qu'est-ce que la morale marxiste ? Editions Sociales, 1963. Traduit en espagnol (Cuba).

Humanisme marxiste, Editions Sociales, 1957. Traduit en russe, roumain, hongrois, espagnol (Argentine).

V. ESTHETIQUE

L'Itinéraire d'Aragon (du surréalisme au monde réel), Editions Gallimard, 1961. Traduit en hongrois.

Pour un réalisme du XXe siècle (étude sur Fernand Léger), Editions Grasset, 1968.

D'un réalisme sans rivages, Editions Plon, 1964. Traduit en treize langues : polonais, hongrois, grec, espagnol (Argentine et Cuba), hollandais, tchèque, yougoslave, japonais, roumain, turc, portugais, russe, chinois (Pékin).

Danser sa vie, Editions du Seuil, 1973. Traduit en italien, portugais, hollandais, espagnol, persan, grec.

60 Œuvres qui annoncèrent le futur, Editions Skira, Genève, 1974.

La Poésie vécue : Don Quichotte, Editions Végapress, Paris, 1988. Traduit en espagnol.

VI. DIALOGUE DES CIVILISATIONS

Contribution historique de la civilisation arabo-islamique, Editions Liberté (Alger, 1946). Traduit en arabe.

Le Problème chinois, Editions Seghers, 1967 (et 10/18 chez Plon). Traduit en tchèque, italien, serbe, portugais (Brésil), allemand, hongrois, japonais.

Pour un dialogue des civilisations, Editions Denoël, 1977. Traduit en arabe, turc, espagnol, italien, portugais, allemand.

Comment l'homme devint humain, (Editions Jeune Afrique, 1978).

*Promesses de l'Islam***,** Editions du Seuil, 1981. Traduit en arabe, en portugais (Brésil), indonésien, espagnol.

L'Affaire Israël, Editions Papyrus, 1983. Traduit en anglais, arabe, allemand, italien.

Palestine, terre des messages divins, Editions Albatros, Paris, 1986. Traduit en espagnol, arabe.

Islam d'Occident, Cordoue, une capitale de l'esprit, Editions L'Harmattan, Paris, 1987. Traduit en espagnol.

Mosquées, miroir de l'Islam, Editions Le Jaguar, Paris, 1985.

VII. ESSAIS SUR L'INVENTION D'UN AVENIR A VISAGE HUMAIN

Reconquête de l'espoir, Editions Grasset, 1971. Traduit en hollandais, portugais, italien, espagnol.

L'Alternative, Editions Robert Laffont, 1972. Traduit en allemand, espagnol (Venezuela et Espagne), hollandais, anglais, italien, portugais, suédois.

Le Projet espérance, Editions Robert Laffont, 1976. Traduit en italien, portugais, espagnol, allemand.

Qui dites-vous que je suis ? (Roman), Editions du Seuil, 1978. Traduit en portugais, arabe, italien, hollandais, allemand.

Parole d'homme, Editions Robert Laffont, et Seuil-Point. Traduit en italien, espagnol, finnois, grec, portugais (Portugal et Brésil), allemand, hollandais, japonais, serbe.

Appel aux vivants, Editions du Seuil, 1979. Traduit en allemand, danois, portugais, espagnol, italien, arabe, catalan.

Il est encore temps de vivre, Editions Stock, 1980, Traduit en portugais (Lisbonne et Brésil).

Pour l'avènement de la femme, Editions Albin Michel, 1981. Traduit en portugais, arabe, allemand, espagnol.

Biographie du XXe siècle, Le testament philosophique de Roger Garaudy, Editions Tougui, Paris, 1985. Traduit en espagnol.

A Contre-Nuit (poème), Editions de l'Aire, Lausanne, 1987.

Mon tour du siècle en solitaire (Mémoires), Laffont, 1989. Traduit en espagnol, italien, portugais.

Où allons-nous ? Messidor, Paris, 1990.

L'avenir : mode d'emploi, Paris, 1998.

ETUDES SUR L'ŒUVRE DE ROGER GARAUDY

EN FRANCE
R.P. Cottier (O. P.) : *Chrétiens et Marxistes. Dialogue avec Roger Garaudy,* Préface du père Chenu (O.P.), 1967.

Serge Perottino : *Garaudy,* Editions Seghers, collection : "Philosophes de tous les temps", Paris, 1969; 2e édition, 1974. Traduit en italien, portugais, espagnol.

Claude Glayman : *Garaudy par Garaudy,* Editions La Table Ronde, Paris, 1970. Traduit en japonais (Best-seller selected). Tokyo, 1970.

André Dupleix : *Le Socialisme de Roger Garaudy et le Problème religieux,* Editions Privat, Toulouse, 1971.

Robert Goulon : *L'Itinéraire spirituel de Roger Garaudy* (thèse). Université de Metz, 1983.

EN ALLEMAGNE
Wolfgang Geiger : *Garaudy et le Dialogue des civilisations* (thèse). Université de Francfort, 1984.

EN BELGIQUE
Salim Bustros : *Socialisme, christianisme et libération de l'homme dans la pensée de R. Garaudy* (thèse de théologie). Université de Louvain, 1976.

Mark Bijvoët : *Le Marxisme du XXe siècle et le Dialogue avec les chrétiens chez R. Garaudy* (thèse). Université de Liège, 1978.

EN EGYPTE
Amina Assawi et Abd El Aziz Sharaf : *R. Garaudy et l'Islam.* Préface du Cheikh d'El Azhar : Cheikh Ahmed Hassan al Bakouri, directeur de la Fondation pour les études islamiques du Caire, et président de l'Association mondiale des jeunes musulmans. Ed. Dar Misr Littiba'ah, Le Caire, 1984. En arabe.

EN ESPAGNE
R.P. Antonio Matabosch (S.J.) : *Roger Garaudy y la construccion del hombre,* Editions Nova Terra, Barcelone, 1971.

José Maria Aguirre Oraa : *La Actitud de Roger Garaudy ante la religion, superacion de las perspectivas de K. Marx et F. Engels : de la incompatibilidad a la fecundacion reciproca* (thèse). Université de Vittoria, 1975.

Santiago C. Ruete Fernandez : *Dios y la religion en la vida y el pensamiento de Roger Garaudy* (thèse). Faculté de philosophie de Barcelone, 1980.

Dominos Anton Garcia Fernandez : *L'Evolution de la pensée de Garaudy* (thèse). Université de Pontevedra, 1988.

AUX ETATS-UNIS
Russel Bradner Norris : *God, Marx and the Future : Dialogue with Roger Garaudy,* Fortress Press, Philadelphie, 1974.

EN HOLLANDE
Bob Van Geffen : *Garaudy et le matérialisme chrétien* (thèse), 1984.

EN ITALIE
Giulana Marton : *Alienazione religiosa et sue implicazioni morali nel pensiero di Roger Garaudy* (thèse de philosophie). Université de Padoue, 1969-1970.

Marta Liva : *Il Pensiero politico di Roger Garaudy* (thèse de philosophie). Université de Padoue, 1970-1971.

Cosimo Cuppone : *Pluralismo i dialogicita nel pensiero di Roger Garaudy* (thèse de philosophie). Université de Lecce, 1972-1973.

Dino Manfrin : *Roger Garaudy e il problema della libertà* (thèse). Faculté de sociologie de Trente, 1974.

Francesca Prinzivalli : *L'Estetica di Garaudy* (thèse). Université de Padoue, 1974.

Italo Lini : *Roger Garaudy : un marxista del XX secolo* (thèse). Université de Pise, 1974.

Manuel Pagola : *La Subjectividad y la Trancendencia en el pensimiento de Roger Garaudy* (thèse). Pontificia Universitas Lateranensis. Rome, 1974.

AU PORTUGAL
M.F. Branco : *Dialogos com Roger Garaudy,* Edicoes Base, Lisbonne, 1979.

EN UNION SOVIETIQUE
Momdjian : *Marksizm i renegat Garaudy.* Editions de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. (Naouka), Moscou, 1973.

EN YOUGOSLAVIE
Zdravko Munisic : *Filozofska schzvatania Roger Garaudy.* (Les recherches philosophiques de Roger Garaudy). Editions Slovo, Belgrade, 1972.

AU ZAIRE
Lemba-Tiebwa : *Fondements philosophiques du socialisme de Roger Garaudy. Pour une remise en question du socialisme africain* (thèse). Université Lubumbashi, 1982.